

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1878 — 1879

JX
3
A6

REVIEWS

REPORTS

1912 - 1913

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1878 — 1879

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME TROISIÈME

18^e ET 19^e ANNÉES

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1878-1879

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1878—1879

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

AUTRICHE-HONGRIE — SERBIE

CONVENTION CONCERNANT LES CHEMINS DE FER, LA NAVIGATION
ET LE COMMERCE, SIGNÉE A BERLIN LE 21 JUIN/8 JUILLET 1878

Il est convenu, entre les Gouvernements de S. M. l'Empereur et Roi d'Autriche-Hongrie et le Prince de Serbie, ce qui suit :

1° Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie s'engage à raccorder dans un délai de trois ans son réseau des chemins de fer à celui de la Serbie à Belgrade. Le Gouvernement serbe s'engage à construire, raccorder et exploiter, en conformité avec les décisions du Congrès, les lignes ferrées projetées qui se dirigeront vers son ancienne frontière d'Alexinatz, d'un côté par Bellova, et de l'autre par la voie de Salonique-Mitrovica. Il s'engage en même temps à construire et à faire exploiter la ligne de jonction entre Belgrade et Nisch.

Les travaux de construction de ces différentes lignes devront être terminés dans trois ans.

Les deux Gouvernements agiront d'accord afin d'assurer la construction et le raccordement simultanés des lignes de jonction respectives bulgares et ottomanes. La construction et l'exploitation de ces lignes seront uniformes, et les règlements y relatifs

devront concorder autant que possible avec ceux qui sont en vigueur sur les grandes lignes de l'Autriche-Hongrie et sur celles du réseau de l'ancienne Roumémie.

Dans ce but, il sera établi à Vienne, après la conclusion de la paix, une commission de délégués serbes, turcs et hongrois pour élaborer une Convention entre les États susmentionnés et les compagnies intéressées, à l'effet de mettre à exécution les stipulations qui précèdent, et diriger et surveiller au nom des États respectifs et dans les limites de sa compétence l'exploitation de toutes les lignes en question.

2° Les relations commerciales entre l'Autriche et la Serbie seront réglées de manière à faciliter les provenances réciproques et à favoriser le développement non interrompu des rapports intimes et stables entre les deux Pays. Eu égard aux besoins particuliers des districts limitrophes, le commerce des frontières sera soumis à un traitement spécial.

Dans cette intention, l'Autriche et la Serbie s'engagent à conclure un Traité de commerce répondant aubut susindiqué.

On étudiera en même temps la question d'une union douanière à conclure entre les deux Pays.

Pour quelque forme qu'on se décide, les deux Parties s'engagent à conclure une Convention à ce sujet aussitôt après la ratification de la présente. Les délégués des deux États se réuniront à cet effet à Vienne.

3° L'Autriche se chargeant de faire exécuter les travaux de régularisation des Portes de Fer et des cataractes d'Orsova sans demander le concours financier de la Principauté, celle-ci s'engage à accorder toutes les facilités qui pourraient être réclamées dans l'intérêt de l'exécution des travaux en tant qu'il y aurait nécessité de se servir provisoirement de la rive serbe.

Le traitement de la nation la plus favorisée est assuré à la Serbie par rapport à la navigation à travers les Portes de Fer. Si nécessité il y a, on présentera la présente Convention à l'approbation des Corps législatifs des deux Pays.

Berlin, le 21 juin/8 juillet 1878.

(L. S.) *Signé* : RISTITCH.

(L. S.) *Signé* : ANDRASSY.

PERSE

DÉCLARATION D'ADHÉSION A L'UNION POSTALE UNIVERSELLE SIGNÉE A BERNE LE 15 AOÛT 1878

L'article 1^{er} du protocole final, signé à Paris le 1^{er} juin 1878 (1) statue que la Perse, qui fait partie de l'Union postale universelle, mais qui n'était pas représentée au Congrès de Paris, serait admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1^{er} avril 1879.

Se fondant sur cette disposition, le Gouvernement persan, représenté par M. Riederer, son directeur général des postes, qui est muni des pouvoirs nécessaires en bonne et due forme, déclare par la présente adhérer à la Convention de l'Union postale universelle, conclue à Paris le 1^{er} juin 1878, au même titre que si son représentant en avait signé les divers instruments.

La présente Déclaration sera communiquée par le Gouvernement suisse à tous les Gouvernements cocontractants.

Ainsi fait à Berne, le 15 août 1878.

(L. S.) *Signé* : Chevalier GUSTAVE-RIEDERER-DAXBERG.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE

TRAITÉ SUPPRIMANT L'ARTICLE 5 DU TRAITÉ DE PRAGUE DU 23 AOÛT 1866, SIGNÉ A PRAGUE LE 11 OCTOBRE 1878 (2)

Les stipulations relatives au mode de rétrocession au Danemark des districts nord du Schleswig, stipulations contenues en l'article 5 du Traité de paix conclu à Prague le 23 août 1866, entre S. M. l'Empereur allemand et Roi de Prusse d'une part et l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et de Hongrie, n'ayant pas encore été exécutées, et S. M. l'Empereur allemand et Roi de Prusse, d'une part, ayant fait connaître l'importance qu'il atta-

(1) Voir *Archives* 1878-79 t. 1, p. 286.

(2) Voir *Archives diplomatiques*, 1866, t. IV, p. 197.

chait à la mise de côté de cette modalité de la paix, et S. M. l'Empereur d'Autriche et de Hongrie, d'autre part, s'étant rendu compte des difficultés qui s'opposent à l'application du principe posé par cet article; S. M. l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie étant en outre disposé à donner une preuve de son désir de resserrer les liens amicaux existant entre les deux Puissances, les Hauts Contractants sont tombés d'accord pour reconnaître la nécessité d'une révision de l'article susdit. Ils ont nommé à cet effet pour les représenter : S. M. l'Empereur allemand, le prince Henri VII de Reuss, son ambassadeur, etc., et S. M. l'Empereur d'Autriche, le comte Julius Andrassy de Csik-Szent-Kiraly et Kraszna-Horka, son Ministre de la maison impériale et des affaires étrangères, etc., lesquels, après vérification de leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur l'article suivant :

« Article 1^{er}. La clause insérée dans le Traité conclu à Prague le 23 août 1866, clause aux termes de laquelle une modalité est ajoutée à la transmission au Roi de Prusse des droits sur les duchés de Holstein et de Schleswig, acquis par l'Empereur d'Autriche aux termes du traité de Vienne du 30 octobre 1864, est et demeure supprimée, de manière que les mots suivants de l'article 5 dudit traité du 23 août 1866 : « avec cette restriction que les habitants des districts nord du Schleswig devront être cédés au Danemark s'ils font connaitre, par un libre vote, leur désir d'être réunis à ce Pays, » sont et demeurent annulés.

« Art. 2. Les ratifications du présent Traité devront être échangées à Vienne dans un délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut. »

Et les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait à Vienne, le 11 octobre 1878.

(L. S.) *Signé* : HENRI VII REUSS, (L. S.) *Signé* : ANDRASSY. »

ALLEMAGNE — AUTRICHE - HONGRIE

TRAITÉ DE COMMERCE SIGNÉ A BERLIN LE 16 DÉCEMBRE 1878

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, d'autre part, guidés par le désir de dé-

velopper le commerce et le trafic entre leurs territoires respectifs, ont, après dénonciation effective du Traité de commerce et de douanes, décidé de conclure un nouveau Traité dans ce but et ont nommé en qualité de leurs Plénipotentiaires, S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Le Très Haut et Très Honorable Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères, M. le Ministre d'État *Bernard-Ernest de Bulow*.

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie :

Le Très Haut et Très Honorable chargé d'affaires, M. le comte *Antoine de Wolkenstein-Trostbourg*.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté d'un commun accord et conclu le Traité de commerce ci-après :

Art. 1^{er}. Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver le trafic réciproque des deux Pays par aucune interdiction quelconque à l'entrée, à la sortie ou de transit.

Il ne pourra y avoir lieu à exception que :

1° Pour les tabacs, le sel et la poudre à tirer ;

2° Par des motifs de police sanitaire ;

3° Par rapport aux besoins de la guerre, dans des circonstances extraordinaires.

Art. 2. A l'égard de la quotité, du cautionnement et de la levée des droits d'entrée et de sortie, de même qu'à l'égard du transit, il ne sera permis à aucune des deux Parties contractantes de traiter une tierce Puissance plus favorablement que l'autre Partie contractante. Tout avantage accordé sous ce rapport à une tierce Puissance quelconque devra en conséquence être simultanément accordé, et sans réciprocité, à l'autre Partie contractante.

Sont exceptés :

1° Tous avantages qui viendraient à être accordés par l'une des Parties contractantes à un Pays voisin, en vue de faciliter l'échange des denrées alimentaires et des articles d'industrie domestique qui y sont produits, en tant qu'il s'agisse d'une certaine étendue de frontières et des habitants d'une portion restreinte de territoire ;

2° Les avantages accordés par l'une des Parties contractantes en vertu d'une union douanière déjà conclue ou qui peut-être viendrait à être conclue à l'avenir ;

Art. 3. Sur les territoires des Parties contractantes, les bonifications de sortie consenties à l'exportation de certains produits ne

devront compenser que les droits de douanes ou d'octroi qui sont perçus sur les produits en question ou sur les matières premières servant à leur fabrication. Ces bonifications ne devront donc pas comprendre une prime de sortie allant au delà. Quant aux modifications portant sur la quotité de ces compensations, ou quant à leur proportionnalité aux droits de douane ou d'octroi, il devra en être donné communication réciproque.

Art. 4. Il ne devra pas être perçu de droits de transit sur les marchandises qui traverseront le territoire d'une des Parties contractantes ou qui seront acheminées sur le territoire de l'autre.

Cette clause est applicable tant aux marchandises dont le déchargement ou la mise en entrepôt aura eu lieu qu'à celles qui seront transportées en droiture.

Art. 5. Pour plus de facilitation des relations commerciales réciproques, pourvu que l'identité des articles exportés ou réimportés soit hors de doute, la franchise des droits d'entrée et de sortie sera, de part et d'autre, accordée :

1° Pour les marchandises (sauf les articles de consommation) qui, par suite du libre échange, seront transportées du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre aux marchés et foires, ou pour celles qui, par suite de mévente, seront réexpédiées des entrepôts, des foires ou marchés sur le territoire de l'autre Partie, mais non mises à la libre consommation et au contraire placées sous le contrôle des officiers de la douane dans les entrepôts publics (douanes, docks et autres magasins analogues) ; même pour les échantillons qui viendraient à être introduits par les voyageurs de commerce ; tous les objets en question, s'ils restent non vendus dans un délai fixé à l'avance, devront être retournés ;

2° Pour le bétail qui, amené aux marchés sur le territoire de l'autre Partie contractante, en cas de non-vente, en sera réexpédié.

Art. 6. En vertu de la réglementation du commerce limitrophe dont l'objet est de perfectionner par la main-d'œuvre les marchandises de l'un et de l'autre territoire des Parties contractantes, il est stipulé que seront exempts de droits d'entrée et de sortie :

1° Les fils et tissus de fabrication indigène introduits sur le territoire de l'autre Partie contractante à l'effet d'y être préparés ou mis en œuvre, et après transformation complète, réimportés, et notamment les fils et tissus destinés au lavage, blanchiment, mise en couleur, foulage, apprêt, impression et broderie, les fils

en chaînes ourdies (ou lisses), en outre de la duite pour la confection des tissus ainsi que les filés (y compris les fournitures requises) pour la fabrication des dentelles et articles de passementerie ;

2° Les objets de toute nature exportés pour être réparés et réimportés après ;

3° Les marchandises et articles divers exportés dans les districts frontières pour y être apprêtés ou mis en œuvre et de nouveau réimportés, pourvu que leur nature n'ait pas essentiellement changé ni le nom qu'ils ont généralement dans le commerce.

Le commerce, dans tous ces cas, sera assujéti à la condition que l'identité des marchandises et des articles réimportés pourra être établie avec certitude.

Art. 7. Quant à la réglementation douanière des marchandises soumises à l'acquit de transit, des facilitations commerciales seront mutuellement accordées en ce sens que si des marchandises dans le cas en question sont transportées directement du territoire de l'une des Parties contractantes dans celui de l'autre Partie, la remise partielle du cautionnement dépendra du dépôt d'un cautionnement ultérieur et de l'ouverture des colis dans la mesure nécessaire pour satisfaire aux formalités stipulées. L'expédition devra surtout être activée autant que possible.

Art. 8. Les Parties contractantes devront de plus veiller, autant que la position relative des lieux le comporte, à ce que les bureaux de douane situés sur la frontière opposée soient placés exactement aux endroits où les opérations du service relatives au passage des marchandises d'un territoire douanier à l'autre puissent avoir lieu en même temps.

Art. 9. Les droits d'octroi qui, chez l'une des Parties contractantes, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte des communes ou des corporations, reposent sur la production, la mise en œuvre ou la consommation d'un article ne pourront sous aucun prétexte grever les produits de l'autre Partie par un taux plus élevé ou d'une façon plus onéreuse que les produits similaires du Pays même.

Art. 10. Les Parties contractantes s'engagent également à mettre en outre en commun leurs efforts pour empêcher et réprimer la contrebande tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs territoires, de même qu'à maintenir en vigueur les lois pénales décrétées dans ce but, à garantir le concours de la justice, à autoriser la poursuite des contrebandiers par les fonctionnaires de l'autre Partie chargés de la surveillance, et à fournir à ces

derniers, à l'aide des employés des contributions, de la douane et de la police, au besoin même, des autorités locales, tous les renseignements nécessaires, leur prêtant main forte à l'occasion.

Voir l'appendice A dans la Convention douanière conclue en conformité de ces stipulations générales.

Dans les eaux limitrophes et sur cette étendue de frontières où les territoires des Parties contractantes confinent avec des États étrangers, les mesures convenues pour un concours réciproque dans le service de surveillance seront strictement maintenues en vigueur.

Art. 11. Chacune des deux Parties contractantes autorisera le commerce maritime de l'autre Partie et les chargements des navires marchands aux mêmes conditions et moyennant paiement des mêmes droits que pour les navires marchands de son propre commerce maritime. Cette clause sera également applicable à la navigation de cabotage.

La nationalité des navires de chacune des Parties contractantes sera établie conformément à la législation de leur Pays.

Pour la constatation du tonnage des navires marchands lors de la fixation des droits de navigation et de ports, suffiront les patentes de jaugeage ayant les caractères d'authenticité, aux termes de la Législation des Pays respectifs, et nulle réduction dans le taux du tonnage des navires ne pourra avoir lieu tant que les Conventions stipulées en 1872, entre les deux Parties contractantes, par échange de notes relatives à l'équivalence des patentes de jauge, resteront en vigueur.

Art. 12. Il ne sera perçu aucun droit de navigation ou de ports sur les navires de l'une des Parties contractantes, faisant relâche dans les ports de l'autre, en cas de sinistre ou de détresse, à moins que ces navires ne prolongent sans nécessité leur séjour ou ne soient utilisés pour des opérations de commerce.

Quant aux marchandises avariées ou échouées, formant le chargement du navire de l'une des Parties contractantes, il ne sera, sauf la retenue éventuelle des droits de sauvetage et de port, perçu de droits que tout autant que ces marchandises passeront à la consommation.

Art. 13. Seront autorisés à naviguer sur tous les cours d'eau, tant naturels qu'artificiels du territoire de chacune des Parties contractantes, tous conducteurs de navires ou de transports appartenant à l'une ou l'autre desdites Parties, aux mêmes conditions et moyennant les mêmes droits que les conducteurs de navires et de transports du Pays respectif.

Art. 14. Aux mêmes conditions et contre les mêmes charges

que pour les nationaux de chaque État respectif, il est accordé aux nationaux de l'autre Partie contractante l'usage des chaussées et autres routes, des canaux, écluses, bacs, ponts, ouverture de ponts, ports et débarcadères, signaux et feux des passes, ainsi que du service du pilotage, des grues et des bureaux de pesage, des entrepôts, bureaux de secours aux naufragés et de sauvetage des marchandises, en tant que ces entrepôts ou bureaux sont destinés aux transactions publiques du commerce, et peu importe que ces établissements soient administrés par l'État ou par des particuliers autorisés à cet effet.

Sous réserve des dispositions spéciales aux services de l'éclairage et du pilotage, aucune taxe ne pourra être perçue à raison de l'usage effectif de ces entrepôts ou bureaux.

Les droits de péage pour le commerce qui n'est pas renfermé dans les frontières mêmes du Pays ne devront pas, sur les routes qui relient entre eux les deux Pays ou avec l'étranger, être, eu égard à leur parcours, plus élevés que pour le commerce qui est circonscrit dans le territoire respectif de chacun des deux États.

Art. 15. En ce qui concerne les chemins de fer, il ne devra être fait aucune différence entre les habitants des territoires des Parties contractantes, quant aux prix de transport, de même que quant aux heures et au mode d'expédition. Ainsi les trains qui du territoire de l'une des Parties contractantes passeront sur le territoire de l'autre Partie ou qui traverseront ce dernier ne seront pas traités moins favorablement que les convois qui quitteront le territoire de l'autre Partie ou qui n'en sortiront pas.

Pour le trafic entre le territoire de l'une des Parties et le territoire de l'autre, de même que pour le transit à travers ou hors du territoire de l'autre Partie, l'application de tarifs non livrés à la publicité est interdite sur les chemins de fer. Les taux des tarifs, après qu'ils auront été affichés, devront être uniformément appliqués partout et envers tous, à l'exclusion des remboursements de bonification (rabais, réfections et analogues), dont la publication n'est pas obligatoire. Les Parties contractantes s'entendront pour que les infractions à la présente clause, de la part des administrations de chemins de fer, soient punies par des amendes proportionnées.

En ce qui concerne le transport des personnes ou des marchandises entre des stations de chemins de fer situées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, du moment où ce transport a lieu à l'intérieur dudit territoire, par suite de la continuité du réseau ferré, les tarifs devront être affichés en monnaie légale du pays, alors même que le réseau utilisé serait

entièrement ou partiellement exploité par une compagnie ayant son siège sur le territoire de l'autre Partie.

Sur les lignes de jonction et autant qu'il s'agisse exclusivement du trafic entre stations respectives situées le long des frontières, lors de la perception à acquitter par les personnes ou les marchandises, même au cas où le tarif ne serait pas énoncé en monnaie légale du pays auquel appartient le bureau de perception, on ne pourra refuser d'accepter les monnaies ou valeurs autorisées en vertu des lois du pays où se trouve le bureau de perception, mais cependant en tenant compte du cours à ce moment-là.

La présente clause du règlement relative à l'acceptation des monnaies et valeurs ne pourra en aucune façon, en ce qui concerne la liquidation, préjuger les accords des administrations de chemins de fer intéressées.

Art. 16. Les Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour que le trafic des chemins de fer se trouve, sur leurs territoires respectifs, facilité autant que possible, par l'établissement de rails de jonction aux endroits de rencontre de plusieurs lignes et par la circulation d'une voie à l'autre du matériel roulant.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures voulues pour que des deux côtés les Compagnies de chemins de fer organisent des trains directs ou établissent des tarifs directs à l'égard du transport des personnes ou des marchandises toutes les fois et autant que les deux Parties en signaleront l'utilité.

Relativement au trafic direct, l'établissement de convois spéciaux, surtout par rapport aux époques de livraison, reste réservé à l'entente directe d'inspecteurs supérieurs désignés de part et d'autre.

Art. 17. Les Parties contractantes s'engagent à protéger le trafic des chemins de fer entre les deux territoires respectifs contre tous désordres et obstacles quelconques.

Quant au matériel roulant d'exploitation qui, sorti du territoire de l'une des Parties contractantes, sera passé sur celui de l'autre par suite du trafic, il ne pourra y avoir lieu, sur ce dernier territoire, à raison des poursuites en recouvrement de créances, dans quelque forme qu'elles se produisent, vis-à-vis de la compagnie de chemins de fer qui aura droit à la propriété dudit matériel roulant d'exploitation, à aucune autorisation d'embargo, saisie-arrêt, saisie-gagerie, séquestre ou autres actes similaires quelconques, lors même qu'il ne s'agirait que de mesures provi-

soires de garantie ou d'exécution par voie judiciaire ou administrative.

Les wagons de chemin de fer ayant servi à transporter chevaux, mules, ânes, bétail à cornes, moutons, chèvres ou porcs, au cas où ils seraient destinés au transport, du territoire de l'une des Parties contractantes sur celui de l'autre, de bestiaux des espèces susdites devront être préalablement soumis à un procédé de purification (désinfection) objet d'une convention spéciale et propre à détruire complètement les germes de contagion qui par hasard se seraient attachés aux wagons dont il est question.

Art. 18. Les Parties contractantes, dans les endroits où il existe sur leurs frontières des rails de jonction et où a lieu le passage des trains, pourront affranchir les marchandises introduites, conformément aux règlements, en wagons fermés et transportées dans ces mêmes wagons sur un point de l'intérieur où se trouve un bureau d'expédition de douane ou d'octroi, des formalités de déclaration, de déchargement, d'inspection à la frontière ainsi que de la mise en ballots pourvu que lesdites marchandises aient été déclarées à l'entrée par la remise du bulletin de chargement et de la lettre de voiture.

Les marchandises qui, en conformité des règlements, seront transportées, sans être déchargées, hors ou dans le territoire de l'une des Parties contractantes, seront exemptes des formalités de déclaration, déchargement et visite, ainsi que de la mise en ballots, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pourvu que ces marchandises aient été déclarées à l'entrée par la remise du bulletin de chargement et de la lettre de voiture.

Les complications auxquelles donnent lieu les dispositions précédentes exigent donc que les compagnies intéressées soient tenues à faire que, de la part du service des expéditions, à l'intérieur où à la sortie, les arrivées s'accomplissent dans les délais réglementaires et sans violation de fermeture.

Au cas où, par rapport aux expéditions de douane, des avantages autres que ceux énoncés ici auraient été stipulés par l'une des Parties contractantes avec une Puissance tierce, ces avantages seront également applicables dans le trafic avec l'autre Partie, sous condition préalable de réciprocité.

Art. 19. Les sujets des Parties contractantes seront réciproquement, sous le rapport de la protection, des droits d'exploitation et des impôts de commerce ou d'industrie, placés sur le pied de parfaite égalité avec les indigènes. Les sujets de l'autre Partie qui se rendront aux foires et aux marchés seront traités à l'égal des nationaux.

Les précédentes dispositions ne seront en aucune façon applicables à l'industrie pharmaceutique, à la profession de courtier de marchandises (censals) et au métier du colportage.

Les marchands, fabricants et autres industriels, qui prouveront qu'ils ont acquitté, dans l'État où ils ont leur domicile et pour l'industrie qu'ils exercent, les taxes légales, s'ils viennent à faire en personne ou par l'entremise des voyageurs à leur service des achats, ou s'ils se procurent des commandes sur les seuls échantillons qu'ils emportent avec eux, ne seront pas tenus de payer de droits en plus sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Les sujets de l'une des Parties contractantes qui exerceront l'industrie du roulage, de la navigation maritime ou fluviale entre des places commerciales de différents États ne seront soumis à aucune patente pour l'exercice desdites industries sur le territoire de l'autre.

Les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions et les compagnies d'assurances de toute nature qui auront une existence légale dans le territoire de l'une des Parties contractantes seront sur le territoire de l'autre, dans la mesure des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, autorisées à exercer leurs industries et à faire valoir leurs droits devant les tribunaux.

Art. 20. Par rapport à la désignation des marchandises ou de leur emballage, de même qu'à l'égard des marques de fabrique et de commerce, aux échantillons et modèles, en outre, aux brevets d'invention, les sujets de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la même protection que les nationaux. Les sujets de chacune des deux Parties contractantes devront toutefois se conformer, sur le territoire de l'autre Partie, aux conditions et formalités prescrites par les lois et ordonnances.

La garantie résultant des marques de fabrique et de commerce ne sera toutefois assurée aux sujets de l'autre Partie que dans la mesure et pour le laps de temps ou l'usage desdites marques leur aura été garanti par l'État même où ils sont nés.

Art. 21. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement la faculté de nommer des consuls dans tous les ports et places de commerce de l'autre Partie où des consuls d'une tierce Puissance auront été autorisés à s'établir.

Les consuls de chacune des Parties contractantes jouiront, à la condition de réciprocité, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes prérogatives, privilèges et immunités dont jouissent ou jouiront ceux d'une tierce Puissance quelconque.

Art. 22. Chacune des deux Parties contractantes imposera à ses consuls à l'étranger l'obligation d'accorder aide et protection aux sujets de l'autre Partie, si cette dernière n'est pas représentée par un consul dans la place dont il s'agira, aux mêmes conditions et contre paiements de droits pas plus élevés que pour ses propres sujets.

Art. 23. Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'envoyer des employés dans les bureaux de douane respectifs, dans le but d'obtenir connaissance du fonctionnement de ces bureaux au point de vue de l'organisation du service des douanes et de la surveillance des frontières et, à cet effet, on devra s'empresse de leur en fournir toutes les occasions possibles.

A l'égard de la comptabilité et de la statistique sur les deux territoires douaniers, les États contractants devront être disposés à se communiquer mutuellement tous les renseignements désirables.

Art. 24. Le présent Traité de commerce, en conformité de l'Union douanière et fiscale existant entre la Monarchie austro-hongroise et la Principauté de Lichtenstein, s'étendra aussi à cette dernière.

Ce même Traité s'étendra également au Grand-Duché de Luxembourg, tant que celui-ci fera partie du territoire douanier de l'Allemagne.

Art. 25. Dans les quelques fractions de pays des deux Parties contractantes qui, exceptionnellement, se trouvent exclues du territoire douanier, et tant que durera ladite exclusion, les stipulations des articles 5 et 6 du présent Traité n'auront pas lieu d'être appliquées.

Art. 26. Le présent Traité aura force de loi à partir du 1^{er} janvier 1879 et remplacera le Traité de commerce et de douanes du 9 mars 1868. Ce même Traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1879.

Art. 27. Les ratifications du présent Traité devront être échangées à Berlin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le seize décembre de l'année mil huit cent soixante-dix-huit.

(L. S). *Signé* : DE BULOW.

(L. S). *Signé* : COMTE DE WOLKENSTEN.

Annexes

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE
ET L'AUTRICHE-HONGRIE

A. *Convention douanière.* — Cette convention renferme en vingt-six paragraphes des dispositions en vertu desquelles chacune des Parties contractantes prend l'engagement de coopérer à la répression, recherche et punition des infractions aux lois douanières de l'autre Partie. Toutefois ces dispositions, ainsi que cela est formellement réglé au paragraphe 26, n'abolissent ni ne modifient les stipulations qui pourraient être ultérieurement arrêtées entre les États contractants, dans le but d'anéantir la contrebande.

B. *Dispositions relatives aux facilitations accordées au commerce sur les frontières.* — Les terres et biens-fonds qui se trouvent coupés par les frontières des deux territoires posséderont, quant au transport des lieux de production aux lieux de consommation, la franchise douanière pour les animaux et les instruments d'exploitation agricoles, les semailles, les produits de la culture et de l'élevé du bétail. Les engrais, arbres, arbrisseaux, ceps de vigne, ruches, œufs, lin, chanvre, fourrage, foin, paille, paille hachée, jouiront, en ce qui concerne le commerce limitrophe, de la franchise douanière. De même, le bétail des pacages, le lait, le beurre, le fromage et la laine ; enfin, les sacs et vaisseaux destinés aux denrées agricoles.

Finalement un *Protocole définitif*, rédigé au moment de la signature du Traité, renferme des remarques et des élucidations de détail. Parmi celles-ci il est entre autre spécifié à l'article 6 du Traité :

A l'endroit des conditions et formalités de détail, suivant lesquelles doivent avoir lieu les facilitations commerciales stipulées par l'article 6, qu'il demeurera convenu :

1° Que l'on comprendra dans la catégorie des fils et tissus de fabrication indigène les fils filés et les tissus tissés dans les pays mêmes d'expédition, puis les fils et les tissus importés du dehors et après les opérations de douane placés dans le commerce libre, mais qui auront été blanchis ou teints ou imprimés dans le pays d'exportation pour être soumis ultérieurement à une manipulation partielle ou totale dans le pays où ils subiront la main d'œuvre définitive. La marque de fabrique apposée sur la marchandise et *vice versa* un certificat du producteur indigène de la

marchandise suffiront à la constatation de la production originaire.

2° La réimportation en franchise douanière des marchandises et articles exportés sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y être ouvrés pourra, dans le Pays d'expédition, être soumise à une autorisation qui devra être obtenue préalablement à la sortie du premier envoi de marchandises. Cette autorisation sera accordée pour un temps déterminé ou indéterminé, sous réserve de révocation, et il ne sera pas permis de la refuser aux négociants et industriels établis à leur propre compte qui (A) n'auront été ni condamnés ni recherchés, pas plus que (B) à l'égard des marchandises et articles exportables en vue d'être ouvrés, lorsqu'ils auront été produits dans le Pays même, ou lorsqu'ils sont, conformément au sens du paragraphe 1^{er}, en entrepôt pour être convertis en produits indigènes ou, si tel n'est pas le cas, lorsque les fabricants indigènes en indiquent la destination future au moyen de déclarations qu'ils seront tenus de remettre. Le retrait de l'autorisation accordée ne pourra avoir lieu qu'après contravention prouvée aux lois douanières, ou après négligence grossière et répétée des prescriptions de contrôle.

3° Les objets pour lesquels une exemption des droits de douane sera réclamée devront être déclarés aux bureaux de douane, en en spécifiant l'espèce et la quantité, et seront soumis à l'inspection. Quant aux fils et tissus exportés pour être ouvrés, il est indispensable d'indiquer en même temps leur origine nationale primitive (art. 1^{er}).

4° Les industriels qui s'occupent exclusivement des industries ayant pour objet de façonner les produits pourront être soumis à la surveillance des employés des douanes.

5° L'expédition des articles exportés et réimportés, ou *vice versa* importés et réexportés, doit en général se faire par les mêmes bureaux de douane, peu importe que ceux-ci soient le long des frontières ou à l'intérieur du Pays. Des exceptions pourront être accordées par les autorités douanières compétentes dans la mesure où, par suite de la position géographique des ateliers de fabrication où doit se donner la façon et en raison des lieux de destination définitive de la marchandise façonnée, on ne pourrait éviter un détour considérable dans le renvoi de la marchandise au bureau primitif d'expédition.

6° On pourra rattacher la réexportation et la réimportation à l'observation de certains délais fixes et ordonner le recouvrement des droits légaux dans le cas où ces délais ne seraient pas observés.

7° Il sera permis d'exiger un cautionnement pour les droits par le dépôt du montant de ceux-ci ou de toute autre manière répondant au but.

8° Les différences de poids occasionnées par la réparation, façon ou transformation des objets, seront vérifiées de la façon la plus équitable, et les différences minimales ne pourront donner lieu à aucun paiement de taxes. Pour les fils et tissus dont l'identité est hors de doute par suite de l'existence du certificat d'identité, à moins que cet acte n'ait été altéré, on ne tiendra nul compte des différences de poids.

9° Les dispositions relatives au certificat d'origine indigène, ainsi qu'à la condition d'une autorisation spéciale pour les industries de perfectionnement (articles 1 à 5), ne seront en aucune façon applicables (A) aux objets expédiés pour être réparés puis réimportés (B) ni aux artisans et ouvriers domiciliés dans les districts frontières qui transportent les matériaux de leur métier ordinaire au delà des frontières à leur domicile pour leur travail domestique, et qui, après les avoir façonnés, les rapportent de nouveau en franchise.

Les embaucheurs d'ouvriers (commissionnaires) qui mettent les ouvriers à même de se procurer du travail, devront être traités à l'égal des ouvriers.

En vertu de cette Convention (articles 1 à 9), les fondés de pouvoir des deux Parties se sont communiqué réciproquement, par l'échange de notes en date d'aujourd'hui, les prescriptions de détails que les Parties contractantes reconnaissent juste de décréter de part et d'autre en vue de la réglementation et de la surveillance des industries de façonnage. Les deux Parties se réservent toutefois d'y introduire des facilitations et des simplifications dans la mesure qui sera nécessaire.

Il est convenu que les facilitations accordées au commerce des frontières, lorsque ces facilitations reposent sur d'anciennes conventions et lois, en ce qui concerne les fils de lin et la toile écrue, seront maintenues en vigueur, avec les taxes afférentes pour toute la durée du présent Traité, et que ces conventions seront périmées du jour de l'expiration du présent Traité, sans notification préalable.

Il est surtout stipulé que, pour la durée du Traité actuel, la toile de lin tissée au métier à la main sera réciproquement admise en franchise de droits, et que la toile grège écrue pourra entrer sur permis écrit, exempté de droits, sur la ligne frontière depuis Leobschütz jusqu'à Seidenberg, dans la Lansitz supérieure, pour être envoyée dans les blanchisseries et sur les

marchés de lingerie de la Silésie prussienne. Il en sera ainsi de même sur cette partie de la frontière qui va d'Ostritz à Schandau, en Saxe. A l'égard des facilitations concernant le commerce des fils de lin brut qui, du territoire de l'une des Parties contractantes, passeront sur celui de l'autre pour y être blanchis ou tissés et après réexpédiés, il est reconnu qu'il ne sera plus nécessaire que les fils soient mis en chaîne ou plombés, et qu'il suffira, à la sortie, et *vice versa* à l'entrée, d'indiquer la quantité et l'espèce (cette dernière seulement pour le fil à la mécanique et d'après le degré de finesse, ainsi que d'après le poids net), éventuellement aussi, de retenir des échantillons du fil, et à la réexportation et *vice versa* à la réimportation, de signaler, d'après la nature et le poids, la conformité du fil blanchi ou converti en toile avec le fil brut exporté. Les différences de poids qui pourraient provenir du blanchiment et du collage devront être évaluées d'une manière analogue.

C. Les deux Parties contractantes sont d'accord pour que les facilitations existantes quant au trafic entre les habitants respectifs des districts frontières, à l'égard d'objets nécessaires à leurs spécialités de métier, qu'il s'agisse de réparations ou de manipulations techniques, lesquelles il faut regarder comme analogues au travail domestique, devront également être maintenues en vigueur à l'avenir. En ce qui concerne les facilitations de ce genre qui ne s'appliquent pas aux industries de façonnage, elles sont spécifiées à l'annexe B. Quant aux exemptions douanières à propos desquelles on se sert de l'expression : districts, frontières et habitants des confins, on reconnaîtra comme tels les districts actuellement existants dans les deux États auxquels il est convenu d'étendre lesdites exemptions douanières. Au cas de modifications à l'étendue des districts frontières, ces exemptions douanières auront force de loi pour une zone limitrophe s'éloignant des frontières d'une distance de dix kilomètres.

AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION SIGNÉ A VIENNE
LE 27 DÉCEMBRE 1878

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi
Apostolique de Hongrie,
Et S. M. le Roi d'Italie,

animés d'un égal désir d'étendre et de développer les relations commerciales et maritimes entre leurs États, ont résolu de conclure un nouveau Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires....

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie,

Le sieur Jules, comte *Andrassy de Csik Szent-Kiraly et Kraszna-Horka*, son conseiller intime et feld-maréchal-lieutenant dans ses armées, son Ministre de la maison impériale et des affaires étrangères, et le sieur *Joseph, baron de Schwegel*, chef de section au Ministère des affaires étrangères ;

S. M. le Roi d'Italie,

Le sieur *Charles-Félix Nicolis, comte de Robilant*, lieutenant général, son ambassadeur près S. M. l'Empereur d'Autriche, etc., et Roi de Hongrie,

Et le sieur *Victor commandeur Ellena*, inspecteur général des finances ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les sujets du Royaume d'Italie et ceux de la Monarchie austro-hongroise, qui pourront, les uns et les autres, s'établir librement dans le territoire de l'autre État. Les sujets italiens en Autriche-Hongrie, et les sujets autrichiens et hongrois en Italie, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux territoires, soit qu'ils y résident temporairement, ne seront pas soumis, à raison de leur commerce et de leur industrie, à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux ; et les privilèges, exemptions, immunités et autres faveurs quelconques dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes, seront communs aux sujets de l'autre.

Art. 2. Les négociants, les fabricants et les industriels en général qui pourront prouver qu'ils acquittent, dans le pays où ils résident, les droits et impôts nécessaires pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, ne seront soumis, à ce titre, à aucun droit ou impôt ultérieur dans l'autre Pays, lorsqu'ils voyagent ou font voyager leurs commis et agents avec ou sans échantillons, dans l'intérêt exclusif du commerce et de l'indus-

trie qu'ils exercent, et à l'effet de faire des achats ou de recevoir des commissions.

Les sujets des Hautes Parties contractantes seront réciproquement traités comme les nationaux, lorsqu'ils se rendront d'un Pays à l'autre, pour visiter les foires et marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce et d'y débiter leurs produits.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes qui exercent le métier de charretier entre les divers points des deux territoires, ou qui se livrent à la navigation, soit maritime, soit fluviale, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ce métier et de ces industries, à aucune taxe industrielle sur le territoire de l'autre.

Art. 3. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer, dans la troupe régulière ou dans la milice. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, soit judiciaire, soit administrative ou municipale, du logement des soldats, de toute contribution de guerre, de toute réquisition ou prestation militaire de quelque sorte que ce soit, à l'exception des charges provenant de la possession ou de la location des immeubles et des prestations et réquisitions militaires qui seront supportées également par tous les sujets du pays à titre de propriétaires ou de locataires de biens immeubles.

Ils ne pourront, ni personnellement, ni par rapport à leurs propriétés mobilières ou immobilières, être assujétis à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts, qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. 4. Les Italiens en Autriche-Hongrie et les Autrichiens et les Hongrois en Italie auront réciproquement le droit d'acquérir et de posséder des biens de toute sorte et de toute nature, meubles ou immeubles, et en pourront librement disposer par achat, vente, donation, mutation, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* et par quelque autre acte que ce soit, aux mêmes conditions que les nationaux, sans payer des droits, contributions, et taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis, en vertu des lois, les sujets du pays même.

Art. 5. Les Italiens en Autriche-Hongrie et les Autrichiens et les Hongrois en Italie seront entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'un intermédiaire qu'ils choisiront eux-mêmes, sans être tenus à payer de rémunérations ou indemnisations aux agents,

commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du Pays.

Ils seront absolument libres dans leurs achats et ventes, dans la fixation du prix de tout objet de commerce et dans leurs dispositions commerciales en général, en se conformant toutefois aux lois de douane de l'État et en se soumettant à ses monopoles.

Ils auront également libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction, pour faire valoir leurs droits et pour se défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou qui seront accordés à l'avenir aux nationaux.

Art. 6. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Elles ne pourront faire d'exceptions à cette règle que :

- a) Pour les monopoles d'État;
- b) Par égard à la police sanitaire, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;
- c) Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerres.

Art. 7. Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits à l'importation et à l'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Toute faveur ou immunité concédée plus tard, sous ces rapports, à un tiers État, sera étendue immédiatement, sans compensation et par ce fait même, à l'autre Partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent point :

- a) Aux faveurs actuellement accordées, ou qui pourraient être accordées ultérieurement, à d'autres États limitrophes, pour faciliter le commerce des frontières, ni aux réductions ou franchises de droits de douane accordées seulement pour certaines frontières déterminées ou aux habitants de certains districts;
- b) Aux obligations imposées à une des deux Hautes Parties contractantes par des engagements d'une Union douanière, contractée déjà ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Art. 8. Les objets de provenance ou de manufacture autri-

chienne ou hongroise, énumérés dans le tarif *A*, joint au présent Traité, lorsqu'ils seront importés en Italie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Toute marchandise de provenance ou de manufacture autrichienne ou hongroise, dénommée ou non au tarif *A*, sera traitée, à son entrée en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les objets de provenance ou de manufacture italienne, énumérés dans le tarif *B*, joint au présent Traité, lorsqu'ils seront importés en Autriche-Hongrie, soit par terre, soit par mer, y seront admis en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Toute marchandise de provenance ou de manufacture italienne, dénommée ou non au tarif *B*, sera traitée, à son entrée en Autriche-Hongrie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Les marchandises de toute nature exportées d'Autriche-Hongrie en Italie, ou réciproquement, seront exemptes de tous droits à la sortie.

Sont seulement exceptées de cette disposition les marchandises suivantes, qui payeront les droits à la sortie ci-dessous détaillés, savoir :

En Italie,

Les marchandises énumérées au tarif *C*, joint au présent Traité, en acquittant les droits fixés dans ce tarif;

En Autriche-Hongrie,

Les chiffons (drilles) et autres déchets servant à la fabrication du papier, qui acquitteront un droit de 4 fl. (10 fr.) les 100 kilogr.

Le régime des monopoles d'État, ainsi que des armes et munitions de guerre, reste soumis aux lois et règlements des États respectifs.

Les *drawbacks* établis à l'exportation des produits ne pourront être que la représentation des droits et des impôts grevant, dans les Pays de chacune des deux Hautes Parties contractantes, lesdits produits ou les matières premières servant à la fabrication. Ces *drawbacks* ne pourront comprendre une prime de sortie.

Les deux Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance de tout changement survenu dans le montant ou dans la proportion de ces *drawbacks* avec les droits et les impôts intérieurs.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées.

Art. 10. Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé

entre les deux Pays voisins, et notamment entre leurs districts-frontières respectifs, les objets suivants seront admis et exportés des deux côtés, avec obligation de les faire retourner en franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie et conformément aux règlements émanés, d'un commun accord, des deux Hautes Parties contractantes :

a) Toutes les marchandises, à l'exception des articles de consommation, qui, en sortant du libre trafic sur les territoires d'une des deux Hautes Parties contractantes, seront expédiées aux foires et marchés sur les territoires de l'autre Partie contractante pour y être déposées dans les entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés réciproquement par les commis-voyageurs de maisons autrichiennes-hongroises ou italiennes, à condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, n'ayant pas été vendus, soient reconduits au Pays d'où ils proviennent, dans un terme établi à l'avance.

Les sacs usés et signés et les tonneaux qui sont importés dans le territoire de l'autre Pays pour y être remplis ou vidés, et qui sont réimportés, remplis ou, respectivement, vides.

b) Le bétail conduit, d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage et au pâturage des Alpes. Dans ce dernier cas, la franchise des droits à l'entrée et à la sortie sera également étendue aux produits respectifs, tels que le beurre et le fromage recueillis, et les animaux mis bas pendant le séjour sur l'autre territoire.

c) Paille à tresser, cire à blanchir, cocons à dévider, déchets de soie à peigner, soie grège à filer (pour la fabrication de l'organsin et de la trame), les céréales (y compris le riz) à moudre.

d) Les tissus et filés destinés à être lavés, blanchis et foulés, ainsi que les objets destinés à être vernis, brunis et peints, et les objets destinés à être réparés.

Dans le cas c, il sera tenu compte du poids, défalcation faite toutefois des déchets naturels ou légaux.

Dans les autres cas, l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques.

Art. 11. Les marchandises soumises au traitement de l'acquit-à-caution, et passant immédiatement du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ne seront point déballées, et les scellés ne seront pas levés et remplacés, sous la réserve que l'on ait satisfait aux exigences du service combiné à cet égard.

En général, les formalités du service douanier seront simplifiées, et les expéditions seront accélérées autant que possible.

Art. 12. Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation qui grèvent ou grèveraient les produits du pays, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte des administrations municipales ou corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant de l'autre Pays.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne pourra frapper, sous le prétexte d'une taxe intérieure, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés, à l'entrée, les articles qui ne sont pas produits dans l'intérieur du Pays même.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou de consommation nouveau, ou un supplément de droits sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent Traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

Art. 13. Les articles d'orfèvrerie ou de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux précieux, importés des territoires de l'une des deux Parties contractantes, seront soumis, dans les territoires de l'autre, à un régime de contrôle, obligatoire ou facultatif, tel qu'il est établi par la loi du Pays pour les articles similaires de fabrication nationale.

Art. 14. Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à coopérer, par des moyens convenables, à l'empêchement et à la répression de la contrebande entre les deux territoires, à accorder, à cet effet, toute assistance légale aux employés de l'autre Etat chargés de la surveillance, à les aider et à leur faire parvenir par les employés de finance et de police, ainsi que par les autorités locales en général, toutes les informations dont ils auront besoin pour l'exercice de leurs fonctions.

Sur la base de ces dispositions générales, les Hautes Parties contractantes ont conclu le cartel douanier ci-annexé(1).

Pour les eaux-frontières et les points où se touchent les territoires des Parties contractantes et ceux des États étrangers, on stipulera les mesures nécessaires pour l'assistance à se prêter réciproquement dans le services de surveillance.

Art. 15. Aucun droit d'escale ni de transbordement ne pourra être perçu dans les territoires des Hautes Parties contractantes, et

(1) Voir p. 36.

les conducteurs des marchandises ne pourront être, sauf les dispositions de navigation et de police sanitaire, ainsi que celles qui sont nécessaires pour garantir la perception des impôts, contraints de s'arrêter, de décharger, ni de recharger à un endroit déterminé.

Art. 16. Les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce et des autres étiquettes des marchandises ou de leur emballage, ainsi que la propriété des dessins et modèles.

Cependant, les sujets autrichiens ne pourront réclamer, en Italie, la propriété exclusive d'une marque ou autre étiquette d'un dessin ou d'un modèle, s'ils n'en ont déposé un ou plusieurs exemplaires au bureau compétent.

Réciproquement, les sujets italiens ne pourront réclamer, en Autriche-Hongrie, la propriété exclusive d'une marque ou autre étiquette, d'un dessin ou d'un modèle, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires, tant à la Chambre de commerce à Vienne, qu'à celle de Buda-Pest.

La contrefaçon et le dépôt, effectués par le contrefacteur, d'une marque, d'une étiquette, d'un dessin ou modèle, avant que le dépôt en ait été effectué par le vrai propriétaire, ne préjugent en rien les droits de ce dernier vis-à-vis du contrefacteur.

Art. 17. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes seront, dans les ports de l'autre, traités soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux, tant sous le rapport des droits et des taxes, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que sous celui du placement de ces navires, de leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, havres, bassins et docks, et généralement de toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Il en est de même pour le cabotage.

Art. 18. La nationalité des navires de chacune des deux Hautes Parties contractantes sera constatée d'après les lois et règlements du Pays auquel les navires appartiennent.

Quant à la preuve du tonnage des navires, il suffira de produire les certificats de jaugeage délivrés conformément aux lois du Pays auquel ces navires appartiennent, et on ne procédera pas à une réduction, aussi longtemps que la déclaration

échangée entre les deux Hautes Parties contractantes le 5 décembre 1873 restera en vigueur.

De même, seront applicables, sous la condition de réciprocité, aux navires de l'une des Hautes Parties contractantes et à leurs cargaisons, toutes les faveurs que l'autre aurait accordées, ou accorderait à l'avenir, à un tiers État, par rapport au traitement des navires et de leurs cargaisons.

Reste excepté cependant des dispositions du présent Traité l'exercice de la pêche nationale.

Art. 19. Toutes les marchandises, quelle qu'en soit la nature et la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit et la mise en entrepôt pourront avoir lieu, dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes, par navires nationaux, pourront également y être importées, en être exportées, y passer en transit ou y être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes privilèges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à d'autres ou plus forts droits de douane ou taxes, ni à d'autres ou plus fortes restrictions que ceux qui sont en vigueur pour les marchandises, à leur importation, exportation, transit, ou à leur mise en entrepôt, par navires nationaux.

Art. 20. Aucun droit de navigation ou de port ne sera perçu dans les ports des deux Hautes Parties contractantes sur les navires de l'autre Partie qui viendraient y relâcher par suite de quelque accident ou par force majeure, pourvu toutefois que le navire ne se livre à aucune opération de commerce, et qu'il ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire.

En cas de naufrage ou d'avarie d'un navire appartenant au Gouvernement ou aux sujets de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes ou les territoires de l'autre Partie, non-seulement il sera donné aux naufragés toute sorte d'assistance et de facilité, mais encore les navires, leurs parties et débris, leurs ustensiles et tous les objets y appartenant, les documents du navire, trouvés à bord, ainsi que les effets ou marchandises qui, jetés à la mer, auront été recouvrés, ou bien le prix de leur vente, seront intégralement remis aux propriétaires, sur leur demande ou celle de leurs agents, à ce dûment autorisés ; et cela sans autre paiement que celui des frais de sauvetage, de conservation, et en général des mêmes droits que les navires nationaux seraient tenus de payer en pareil cas.

A défaut du propriétaire ou d'un agent spécial, la remise sera faite aux consuls, aux vice-consuls ou aux agents consulaires

respectifs. Il est toutefois bien entendu que si le navire, ses effets et marchandises, devenaient, à l'occasion du naufrage, l'objet d'une réclamation légale, la décision en serait déferée aux tribunaux compétents du Pays.

Les épaves et marchandises avariées provenant du chargement d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront, sauf le paiement, s'il y a lieu, des frais de sauvetage, être soumis, par l'autre État, au paiement de droits d'aucune espèce, à moins qu'on ne les fasse entrer dans la consommation intérieure.

Art. 21. Les conducteurs des navires et des barques appartenant à l'une des deux Hautes Parties contractantes seront libres de naviguer sur toutes les voies de communication par eau, soit naturelles, soit artificielles, se trouvant sur les territoires des deux Hautes Parties contractantes, aux mêmes conditions et en payant les mêmes droits sur les bâtiments ou sur la cargaison, que les conducteurs de navires et de barques nationaux.

Art. 22. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes seront libres de faire usage sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins, établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, de navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'État, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares, fanaux et le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Sur les routes servant à mettre les États des Hautes Parties contractantes en communication directe ou indirecte, les uns avec les autres ou avec l'étranger, les droits de péage perçus sur les transports qui passent la frontière ne pourront être, en proportion de la distance parcourue, plus élevés que ceux qui se perçoivent sur les transports se faisant dans les limites du territoire du Pays.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux chemins de fer.

Art. 23. Les sujets des Hautes Parties contractantes et leurs marchandises seront, quant aux chemins de fer, traités sur le même pied, tant sous le rapport du prix et du mode de transport, que relativement au temps des expéditions et aux impôts publics.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'entre-

mettre, autant que possible, auprès des administrations des chemins de fer respectifs, afin d'obtenir les expéditions directes, dans le service des trains de voyageurs et de marchandises, aussitôt et dans la mesure que les Gouvernements le jugeront utile.

Il est réservé aux Ministères compétents des deux Hautes Parties contractantes de fixer, pour le service direct, des dispositions communes de transport, surtout en ce qui concerne les délais de livraison.

Art. 24. Les Hautes Parties contractantes prendront soin que l'expédition des marchandises sur les chemins de fer situés sur leurs territoires, soit facilitée, autant que possible, au moyen de jonctions directes des rails des lignes qui doivent se toucher au même endroit et par le passage des wagons d'une voie sur l'autre.

Aux points frontières où se trouvent des jonctions directes des voies ferrées et où a lieu le passage des wagons, les Hautes Parties contractantes exempteront de la déclaration, du déchargement et de la révision à la frontière, ainsi que du plombage, toutes les marchandises qui arriveraient en wagons plombés selon les règlements en vigueur, et qui seraient destinées à être conduites, dans ces mêmes wagons, à un endroit, à l'intérieur du Pays, où se trouve un bureau de douane ou de finance autorisé au traitement des expéditions, pourvu toutefois que ces marchandises soient déclarées à l'entrée, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui, sans être déchargées, passent en transit dans les wagons propres à être plombés selon les règlements, sur le territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes, en venant du territoire de l'autre, ou y étant destinées, seront exemptées de la déclaration, du déchargement, de la révision et du plombage, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles soient déclarées, au transit, par des listes de chargement et des lettres de voiture.

L'application de ces dispositions est cependant subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer respectifs soient responsables de ce que les wagons arrivent au bureau d'expédition situé à l'intérieur du Pays, ou à celui de sortie, en temps opportun et avec les scellés intacts.

Toutes facilités plus grandes que celles précédemment dénommées, qui viendraient à être accordées, par l'une des deux Hautes Parties contractantes, à des tiers États, quant à l'expédition douanière, seront appliquées au commerce de l'autre Partie contractante, pourvu que celle-ci accorde la réciprocité.

Art. 25. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des consuls dans tous les ports et places commerciales des Pays de l'autre Haute Partie contractante, dans lesquels sont admis des consuls d'un tiers État.

Les consuls de l'une des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sous la condition de réciprocité, dans les territoires de l'autre, de toutes les prérogatives, facultés et exemptions dont jouissent et jouiront à l'avenir les consuls d'un autre État quelconque.

Lesdits agents recevront des autorités locales toute aide et assistance qui est ou viendrait à être accordée par la suite aux agents de la nation la plus favorisée pour l'extradition des matelots et soldats faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou marchands de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui auraient déserté sur le territoire de l'autre.

Art. 26. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de fixer plus tard les mesures propres à garantir réciproquement, dans leurs territoires, la propriété des œuvres d'esprit et d'art.

Art. 27. Le présent Traité restera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications jusqu'au 31 décembre 1887. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce Traité, d'un commun accord, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 28. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Rome jusqu'au 1^{er} février 1879 ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 27 décembre de l'an de grâce 1878.

(L. S.) *Signé* : C. ROBILLANT. (L. S.) *Signé* : ANDRASSY.

(L. S.) *Signé* : V. ELLENA. (L. S.) *Signé* : SCHWEGEL.

ARTICLES ADDITIONNELS

Article 1^{er}. Afin de donner au trafic des districts des frontières respectives les facilités qu'exigent les besoins du commerce journalier, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

§ 1^{er}. a) Le Gouvernement austro-hongrois s'engage à accorder à la fonte introduite d'Italie dans les usines des districts du Tyrol méridional de Condino, Tione et vallée de Ledro, pour y être ouvrée, la franchise de tous droits à l'entrée jusqu'à la quantité annuelle *maximum* de 15,000 quintaux métriques.

b) Le Gouvernement italien, de son côté, accorde la rentrée absolument libre de tous droits aux fers ci-dessous spécifiés provenant de l'affinage de la fonte exportée de l'Italie dans la quantité maximum indiquée à l'alinéa a et traitée dans les susdites usines :

Pour chaque quintal métrique (100 kilogrammes) de fonte exportée d'Italie, le Gouvernement italien admettra, respectivement, à l'importation, en franchise :

Soit 72 kilogrammes en fer en barres, essieux bruts, cercles, socs de charrue et gros instruments tranchants ;

Soit 64 kilogrammes de petits instruments tranchants, de chaînes, pioches, haches, scies et garnitures de portes et fenêtres ;

Soit 60 kilogrammes de casseroles (*padellame*) ;

Soit enfin 57 kilogrammes de clouterie.

Le complément des quantités respectives susénoncées, pour former 100 kilogrammes, représente les déchets de fabrication relatifs à chaque produit, à l'effet d'établir le décompte des droits de douane.

L'importation des articles de clouterie en Italie ne pourra, en aucun cas, dépasser 208,620 kilogrammes, correspondant au traitement de 366,000 kilogrammes de fonte.

c) L'exportation, et respectivement l'importation, d'Italie en Autriche-Hongrie de la fonte, et la rentrée et respectivement la réexportation d'Autriche-Hongrie en Italie des produits susmentionnés se fera par le même bureau de douane italien et respectivement autrichien, situé à la frontière de l'Italie et du Tyrol du Sud, et sous le régime de l'admission temporaire et du cautionnement des droits austro-hongrois d'entrée.

d) La rentrée en Italie doit avoir lieu dans un terme de six mois. Le montant des droits crédités restera acquis à la douane autrichienne pour toutes les quantités non réexportées dans ce terme. Ce terme pourra, dans des cas exceptionnels, être prolongé par accord des administrations douanières, sur la demande de l'importateur.

Les administrations douanières s'entendront, avant la mise en vigueur du Traité, sur les mesures de détail pour assurer l'exécution des stipulations de ce paragraphe.

§ 2. Resteront libres de tout droit de douane et de timbre sur les reçus de la douane, à l'importation et à l'exportation, à travers les frontières austro-hongroise et italienne, en Autriche-Hongrie et Italie :

a) Toutes quantités de marchandises dont la somme totale à prélever n'atteint pas le chiffre de 2 kreutzers (valeur autrichienne ou 5 centièmes d'un franc ;

b) Herbes pour la nourriture du bétail, Foin, Paille, Fanes, Mousse pour emballage et calfatage, Fourrages, Jones et Cannes ordinaires, Plantes vivantes (Plants et Provins de vigne), Céréales en gerbes, Plantes légumineuses, Chanvre et Lin non battus, Pommes de terre ;

c) Ruches avec abeilles vivantes ;

d) Sang de bestiaux ;

e) Œufs de toute sorte ;

f) Lait frais et Lait caillé ;

g) Charbons de bois et de terre, Tourbe et Charbon de tourbe ;

h) Pierres à bâtir et de taille, Pierres à paver, Meules, Pierres ordinaires à aiguiser, Coffins ordinaires pour faux et faucilles, toutes ces pierres, soit taillées, soit non taillées, mais ni polies, ni taillées en dalles ; Scories, Cailloux, Sable ; Chaux et Plâtre crus ; Marne, Argile, et en général, toute sorte de terre ordinaire à fabriquer des briques, pots, pipes et vases ;

i) Briques ;

k) Son, Sansa (Déchets d'olive pressés, entièrement secs), Tourteaux de colza et autres Déchets de fruits et de graines oléagineuses, cuits et pressés ;

l) Cendres lessivées et Cendres de houille, Engrais, y compris le Guano, Lies, Lavures, Drage, Marc, Balayures et Déchets de toute sorte ; Tessons d'objets en pierre ou en argile ; Lavures d'or et d'argent ; Limon ;

m) Pain et Farine, en quantité de 10 kilogrammes ou moins, Châtaignes, en quantité de 10 kilogrammes ou moins,

Viande fraîche, en quantité de 4 kilogrammes ou moins,
Fromage, en quantité de 2 kilogrammes ou moins.

§ 3. Seront exempts des droits de douane, d'importation et d'exportation, et jouiront du libre passage en dehors des routes douanières, les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans, domiciliés aux extrêmes frontières, importeront ou exporteront sur la ligne douanière, pour leurs travaux agricoles ou par suite du changement de leur domicile.

§ 4. Les produits naturels, y compris le riz mondé, récolté dans les propriétés des sujets des Hautes Parties contractantes, qui se trouveraient séparés, par la ligne frontière austro-italienne, des habitations et fermes, seront exempts des droits d'entrée et de sortie à leur transport dans ces bâtiments (habitations ou fermes), pour le terme à compter de la saison des moissons jusqu'à fin décembre.

§ 5. Les concessions contenues aux paragraphes 2 et 3 sont accordées, en Autriche-Hongrie, à tout le district frontière, et en Italie aux habitants d'une zone, le long de la frontière, qui, sauf des exceptions locales motivées par les exigences du service douanier, ne sera pas inférieure à 7 kilomètres 1/2.

Les Hautes Parties contractantes s'entendront sur les mesures pour permettre, sauf l'observation de règles spéciales à établir pour chaque cas et pour les localités où on le jugera nécessaire, le libre passage, en dehors des routes douanières, des objets qui sont exempts, en Autriche-Hongrie et en Italie, des droits de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie.

Art. 2. Afin de régler et de faciliter le mouvement des chemins de fer, en Autriche-Hongrie et en Italie, sur leurs points de jonction à la frontière, et de faciliter le trafic par l'établissement de bureaux mixtes de douane et de police aux stations internationales de relais, les Hautes Parties contractantes se sont réservé de conclure une convention spéciale.

Vienne, le 27 décembre 1878.

(L. S.) *Signé* : C. ROBILANT.

(L. S.) *Signé* : ANDRASSY.

(L. S.) *Signé* : V. ELLENA.

(L. S.) *Signé* : SCHWEGEL.

CARTEL DE DOUANE.

Art. 1^{er}. Chacune des deux Hautes Parties contractantes s'oblige à coopérer, dans les formes déterminées par les dispositions suivantes, à ce que les contraventions aux lois douanières ou à celles des monopoles d'État de l'autre Partie contractante, soient prévenues, découvertes et punies.

Art. 2. Chacune des deux Hautes Parties contractantes obligera ses fonctionnaires, chargés d'empêcher ou de dénoncer les contraventions aux lois de douane ou de monopoles d'État, dès qu'ils seront informés qu'une contravention aux lois susdites de l'autre Partie contractante se prépare ou a déjà été commise, à faire, dans le premier cas, leur possible pour l'empêcher par tous les moyens à leur portée, et, dans les deux cas, à la dénoncer à l'autorité compétente de leur Pays.

Art. 3. Les Autorités des finances d'une Partie devront faire connaître aux autorités des finances de l'autre les contraventions aux lois de douane et de monopoles d'État qui leur auraient été signalées, et les renseigner sur tous les faits et détails y relatifs, en tant qu'elles auront pu les découvrir.

On entend par Autorités des finances, en Autriche-Hongrie, les Directions des districts des finances, les Douanes principales, les Inspecteurs des frontières ou des finances et les Commissaires de la garde des finances, et en Italie les Intendances de finance, les Douanes principales, les Inspecteurs et les Officiers de la garde douanière.

Art. 4. Les bureaux de perception des Hautes Parties contractantes devront toujours laisser prendre connaissance aux employés supérieurs des finances, qui y seront autorisés par l'autre Partie, sur leur demande et dans le bureau même, des registres et autres documents se rapportant au mouvement commercial entre les deux États, ainsi qu'à la circulation et à l'entrepôt des marchandises soumises au contrôle spécial de la douane.

Art. 5. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de déléguer, auprès de leurs bureaux douaniers, des employés pour prendre connaissance des opérations de ces bureaux, en ce qui concerne la matière douanière et la surveillance de la frontière ; il sera, dans ce but, accordé toute facilité auxdits employés.

Les deux Hautes Parties contractantes se donneront récipro-

quement tous les éclaircissements désirables sur la comptabilité et la statistique des deux territoires douaniers.

Art. 6. Dans l'intention de prévenir et de découvrir les tentatives de contrebande, les employés de la douane et des monopoles d'État, ainsi que les fonctionnaires supérieurs de la garde douanière et des finances des deux Pays, s'aideront avec empressement, non seulement en se communiquant dans ce but, dans le plus court délai, leurs observations, mais en entretenant, les uns et les autres, des rapports continuels, afin de prendre de concert, les mesures les plus propres pour obtenir le résultat en vue.

Art. 7. Dans la zone de contrôle, le long de la frontière qui sépare les territoires des deux Hautes Parties contractantes, il ne sera permis de déposer des marchandises étrangères non nationalisées que sous caution ou sous contrôle douanier.

Art. 8. Sur la demande des autorités des finances ou judiciaires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, celles de l'autre devront prendre, ou provoquer auprès des autorités compétentes de leur Pays, les mesures nécessaires pour établir les faits et rassembler les preuves des actes de contrebande commis ou tentés au détriment des droits de douane ou des monopoles d'État, et pour obtenir, selon les circonstances, la séquestration provisoire des marchandises.

Les autorités de chacune des deux Hautes Parties contractantes devront déférer aux demandes de cette nature, comme s'il s'agissait de contraventions aux lois de douane et de monopoles d'État de leur propre Pays.

De même, les employés de la douane et des monopoles d'État, ainsi que les fonctionnaires de la garde de douane et des finances d'une des Hautes Parties contractantes, pourront, sur requête adressée à l'autorité dont ils relèvent, par les autorités compétentes de l'autre Partie, être appelés à déposer par-devant l'autorité compétente de leur Pays, sur les circonstances relatives à la contravention tentée ou commise sur le territoire de l'autre Pays.

Art. 9. Les employés de la garde de douane et des finances des deux Hautes Parties contractantes, faisant le service de surveillance sur les eaux du lac de Garde, auront le droit de poursuivre dans les eaux de l'autre Partie, jusqu'à une distance de cent mètres de la côte, les contrebandiers qu'ils auront aperçus dans les eaux de leur propre Pays, et de les arrêter, avec leur contrebande, dans le rayon ci-dessus fixé; ils sont autorisés à livrer les marchandises saisies, les moyens de transport et les

contrebandiers au bureau de finance de leur propre Pays, pour la procédure pénale relative.

Art. 10. Aucune des Hautes Parties contractantes ne souffrira, sur son propre territoire, des associations ayant pour but la contrebande sur le territoire de l'autre Partie, ni ne reconnaitra valables des contrats d'assurance pour contrebande.

Art. 11. Chacune des Hautes Parties contractantes est tenue :

a) A ne point accorder le passage, dans le pays de l'autre Partie, de marchandises dont l'importation ou le transit y serait défendu, à moins qu'on ne fournisse la preuve qu'une autorisation particulière a été accordée par cet État ;

b) A n'accorder la sortie des marchandises destinées pour l'autre Pays, et y étant soumises à des droits d'importation, que dans la direction d'un bureau de douane correspondant qui soit muni d'attributions suffisantes. Cette autorisation ne pourra être accordée qu'à condition d'éviter tout retard non nécessaire et toute déviation de la route douanière allant d'un bureau à l'autre des deux États. Il est bien entendu, en même temps, que la sortie des marchandises ne pourra avoir lieu qu'à certaines heures, calculées de manière à ce que les marchandises arrivent au bureau correspondant pendant les heures réglementaires.

Art. 12. De même, chacune des deux Hautes Parties contractantes sera tenue de ne point libérer les cautions qui lui ont été fournies, pour la sortie de son propre territoire, des marchandises en transit, ou pour la réexportation des marchandises étrangères non nationalisées, de ne point remettre ni restituer les droits d'entrée ou de consommation pour les marchandises à leur sortie s'il n'est pas prouvé, au moyen d'un certificat du bureau d'entrée de l'autre État, que les marchandises y ont été présentées et déclarées.

Art. 13. En ce qui concerne les dispositions contenues au articles 11, lettre b, et 12, les deux Hautes Parties contractantes fixeront, d'un commun accord, le nombre et les attributions des bureaux auxquels les marchandises devront être présentées à leur passage de la frontière commune, les heures auxquelles pourront avoir lieu l'expédition et le passage des marchandises, la manière dont elles auront à être accompagnées au bureau de l'autre Pays, et finalement les mesures particulières à prendre au sujet du commerce se faisant par chemins de fer.

Art. 14. Pour la contrebande commise ou tentée, en matière de douane ou de monopoles d'État, au détriment de l'autre Partie contractante, c'est-à-dire pour les contraventions aux défenses d'entrée, de sortie ou de transit, et pour les fraudes des droits de

douane ou des monopoles, chacune des deux Hautes Parties contractantes soumettra les contrevenants, sur la demande d'une autorité compétente de l'autre Partie, aux peines édictées, par ses propres lois de douane ou des monopoles, pour les contraventions similaires ou analogues dans les cas suivants :

1° Si l'inculpé est sujet de l'État qui doit le soumettre à la poursuite et à la peine ;

2° Si, n'étant pas sujet de cet État, il y avait, à l'époque de la contravention, sa demeure, bien que temporaire, et s'y laissait surprendre à ou après l'arrivée de la demande de poursuite.

On appliquera, toutefois, les peines édictées par les lois de l'autre État (requérant), si elles étaient moins rigoureuses.

Si, en vertu de la loi, la peine pécuniaire doit être fixée d'après la somme fraudée, on prendra pour base le tarif de l'État dont les lois de douane et de monopole ont été lésées.

Art. 15. Dans les procès à instruire d'après l'article 14, les rapports officiels des autorités ou fonctionnaires de l'autre État auront la même force de preuve qu'on attribue à ceux des autorités ou fonctionnaires du Pays dans les cas semblables.

Art. 16. Les frais occasionnés par suite des procès à instruire en vertu de l'article 14 devront être remboursés par l'État dans l'intérêt duquel se fait la procédure, à moins qu'ils ne puissent être couverts par la valeur des objets saisis, ou acquittés par les contrevenants.

Art. 17. Les sommes versées par l'inculpé à l'occasion de poursuites faites d'après l'article 14, ou réalisées par la vente des objets de la contravention, seront employées de manière à ce que les frais judiciaires soient remboursés en première ligne ; les droits soustraits à l'autre État viendront en seconde ligne, et les peines pécuniaires en troisième.

Ces dernières resteront à la disposition de l'État dans lequel le procès a eu lieu.

Art. 18. On devra se désister du procès instruit en vertu de l'article 14 aussitôt que l'autorité de l'État qui l'a provoqué en fera la demande, à moins qu'il n'ait été déjà rendu un arrêt définitif, c'est-à-dire passé en chose jugée.

Dans ce cas seront également applicables les dispositions de l'article 16, concernant les frais de procédure.

Art. 19. Les autorités administratives et judiciaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes devront, quant aux procès instruits dans l'autre Pays, soit pour contravention aux lois de douane ou de monopole de ce même Pays, soit en vertu de l'article 14, sur la demande des autorités ou du juge compétent :

1° Interroger, en cas de besoin sous serment, les témoins ou experts qui se trouvent dans le district de leur juridiction, et au besoin astreindre les premiers à rendre leur témoignage, à moins qu'il ne puisse être refusé d'après les lois du Pays ;

2° Procéder d'office à des visites et en certifier les résultats ;

3° Faire intimer des citations et des arrêts aux inculpés qui se trouveraient dans le district de l'autorité requise et qui ne seraient pas sujets de l'État dont elle relève.

Art. 20. On entend, dans le présent Cartel, par lois de douane, par toutes défenses d'entrée, de sortie et de transit, et par autorités judiciaires, celles instituées, dans les Pays de l'une et de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, pour la poursuite et la punition des contraventions à leurs lois analogues.

PROTOCOLE FINAL

**Annexé au Traité de commerce et de navigation
conclu le 27 décembre 1878 entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie**

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu à la date de ce jour entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrale du Traité même.

Les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, déclarent qu'en vertu du Traité douanier entre l'Autriche-Hongrie et la Principauté de Liechtenstein, le Traité de commerce conclu sous la date de ce jour s'appliquera également à ladite Principauté.

Les Plénipotentiaires de S. M. le Roi d'Italie prennent acte de cette déclaration.

I. — EN CE QUI CONCERNE LE TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION

Article 1^{er} du Traité

§ 1^{er}. Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans les territoires de chacune des deux Hautes Parties contractantes et applicables aux sujets de tout autre État.

§ 2. Le principe de traiter les sujets de l'autre Partie, qui exercent un métier ou le commerce, absolument sur le même pied que les nationaux, quant au paiement des impôts, s'appliquera également à l'égard des statuts de corporations ou autres statuts locaux, là où il en existerait encore. L'application ne pourra cependant avoir lieu que lorsque toutes les conditions, que les lois de chacune des deux Hautes Parties contractantes attachent aux droits de l'exercice de l'industrie, auront été remplies.

§ 3. Les sociétés anonymes et celles en commandite par actions (y compris les sociétés d'assurance de tout genre), fondées sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront réciproquement exercer sur le territoire de l'autre tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions en vigueur sur la matière.

Article 2 du Traité

§ 1^{er}. Pour jouir de l'immunité des impôts sur l'exercice d'une industrie, les voyageurs de commerce italiens en Autriche-Hongrie et les voyageurs de commerce autrichiens et hongrois en Italie devront être munis d'une carte de légitimation industrielle.

Ces documents seront valables pour le cours de l'année solaire pour laquelle ils ont été délivrés. Ils contiendront le signalement et la signature du porteur, et seront revêtus du sceau ou de l'estampille de l'autorité compétente qui les aura délivrés.

Sur l'exhibition de ces documents, les voyageurs de commerce respectifs, après que leur identité aura été reconnue, obtiendront une patente spéciale de l'autorité compétente de l'autre Partie.

Il n'est pas permis aux industriels et à leurs voyageurs de commerce de colporter des marchandises, pour les mettre en vente, mais ils peuvent transporter au lieu de destination les marchandises achetées par eux.

Ne sont, du reste, admis réciproquement en franchise d'impôts que les voyageurs de commerce exerçant leur industrie soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'une maison où ils sont employés en qualité de commis de commerce.

§ 2. En ce qui regarde le commerce des foires et marchés, les sujets de l'autre Haute Partie contractante seront traités absolument sur le même pied que les propres nationaux, tant pour le droit de se rendre aux foires et marchés que pour les taxes à payer à raison de ce commerce.

Article 6 du Traité

§ 1^{er}. La réserve exprimée à l'article 6, alinéa b, s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou autres organismes nuisibles, tels que le *phylloxera vastatrix*, la *doryphora decemlineata*.

§ 2. Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les restrictions du trafic apportées pour cause de police sanitaire.

§ 3. Pour ce qui a trait, toutefois, aux mesures de précaution à prendre contre la propagation de la peste bovine et des autres maladies contagieuses d'animaux, surtout à l'égard du trafic frontière, les deux Hautes Parties contractantes ont arrêté, par une convention spéciale, des dispositions tendant à faciliter d'une manière efficace ce trafic commun (1).

Article 8 du Traité

§ 1^{er}. Les lettres de voiture accompagnant les envois de marchandises faits par les postes autrichienne et hongroise, et portant l'estampille de l'office expéditeur, seront affranchies, en Italie, du droit de timbre, sauf réciprocité.

§ 2. A l'appui de la demande du traitement de faveur, la déclaration des marchandises devra contenir l'indication de l'origine.

En cas de doute au sujet de la justesse de cette déclaration l'origine de la marchandise devra être prouvée au moyen d'un certificat.

Ledit certificat pourra émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation, ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire ; enfin il pourra, au besoin, même être remplacé par la facture, si les Gouvernements respectifs le jugent convenable.

§ 3. Les certificats d'origine et autres documents constatant l'origine des marchandises seront délivrés et visés en franchise de tout droit.

Article 10 du Traité

Il est convenu de fixer d'un commun accord, par correspondance directe entre les Ministères des deux Hautes Parties contractantes, les conditions et formalités sous lesquelles auront lieu les facilités accordées au commerce et au trafic en vertu

(1) Voir, ci-après, la convention relative aux épizooties, page 00.

de l'article 10. A cet égard, les principes suivants serviront de guide :

§ 1^{er}. Les objets pour lesquels l'exemption des droits de douane est demandée devront être déclarés aux bureaux douaniers par espèce et quantité, et devront être présentés à la visite.

§ 2. Les conditions et formalités déterminées dans l'instruction autrichienne de l'année 1853 pour le service douanier, et dans la circulaire italienne du 1^{er} août 1866 à l'égard du traitement des céréales destinées à être moulues, ne seront pas aggravées pendant la durée du présent Traité.

Le traitement douanier des objets, soit exportés et réimportés, soit importés et réexportés, devra se faire par les mêmes bureaux douaniers, soit que ceux-ci se trouvent situés à la frontière, soit qu'ils soient à l'intérieur du Pays.

Cette disposition ne s'applique pas aux tissus et filés destinés à être lavés, blanchis, foulés, ni aux objets destinés à être vernis, brunis ou peints. Leur rentrée, en exemption de droits, peut avoir lieu par chaque bureau douanier du territoire où s'est effectuée l'expédition, pourvu que ledit bureau soit muni d'attributions suffisantes. Pour les échantillons importés par les voyageurs de commerce, on appliquera les formalités fixées à l'alinéa 8.

§ 3. La réexportation et la réimportation pourront être limitées à des délais convenables, et, en cas de non-observation, on pourra procéder à la perception des droits établis.

§ 4. Il est permis de demander une garantie des droits, soit par le dépôt de leur montant, soit d'une autre manière remplissant le même but.

5. Il sera tenu un compte équitable des différences du poids résultant des opérations énumérées à l'alinéa *d* de l'article 10. Des différences peu importantes ne donneront lieu à aucun paiement de droits.

6. Les deux Hautes Parties contractantes pourvoiront à ce que le traitement douanier soit le moins onéreux que possible.

7. Il est entendu que les dispositions sur les admissions temporaires ne tendent qu'à faciliter l'exercice de l'industrie, et qu'en considération de cette raison, il est réservé à chacune des deux Hautes Parties contractantes le droit de fixer les mesures d'exécution et de contrôle nécessaires pour empêcher toute tentative de transgression frauduleuse du tarif.

§ 8. Chacune des deux Hautes Parties contractantes désignera, sur son territoire, les bureaux ouverts à l'importation et à

l'exportation des échantillons importés par les voyageurs de commerce.

La réexportation pourra avoir lieu par un bureau autre que celui d'importation.

A l'importation, on devra constater le montant des droits afférents à ces échantillons, montant qui devra ou être déposé en espèces à la douane d'expédition, ou être dûment cautionné. Afin de bien constater leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres de plombs ou de cachets, le tout sans frais.

Le bordereau qui sera dressé de ces échantillons, et dont les Hautes Parties contractantes auront à déterminer la forme, devra contenir :

a) L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité ;

b) L'indication du droit afférent aux échantillons, ainsi que la mention que le montant des droits a été acquitté en espèces ou cautionné ;

c) L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués ;

d) La fixation du délai à l'expiration duquel le montant du droit payé d'avance sera définitivement acquis à la douane, ou, s'il a été cautionné, réalisé au moyen de la caution déposée, à moins que la preuve de la réexportation des échantillons ou de leur mise en entrepôt ne soit fournie.

Ce délai ne devra pas dépasser une année.

e) Lorsque avant l'expiration du délai fixé (d), les échantillons seront présentés à un bureau compétent pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau devra s'assurer que les objets dont la réexportation doit avoir lieu sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. Lorsqu'il n'y aura aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation ou la mise en entrepôt et restituera le montant des droits déposés en espèces à l'entrée, ou prendra les mesures nécessaires pour décharger la caution.

§ 9. Afin de faciliter le plus possible le mouvement, à travers les frontières, du bétail destiné soit au pâturage ou à l'hivernage, soit aux foires et marchés, les deux Hautes Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes ;

I. L'entrée du bétail conduit aux pâturages ou aux travaux agricoles peut se faire, le long de la ligne douanière, par chaque bureau-frontière de douane.

II. Si les circonstances locales rendaient trop onéreux aux

propriétaires le passage du bétail destiné au pâturage ou aux travaux agricoles à travers le bureau-frontière de douane, une déclaration préalable d'entrée et de sortie, faite auprès de ce bureau, sera reconnue suffisante; les agents de la garde de finance contrôleront cependant l'entrée et la sortie, sur la base des déclarations fournies par le bureau douanier-frontière.

La garde de finance retournera ces déclarations au bureau-frontière douanier, après les avoir munies du certificat de la vérification faite.

III. Si le bureau douanier-frontière était situé à une distance trop grande du point d'entrée ou de sortie du bétail en question; ou s'il y manquait des communications suffisantes, et que, pour ces raisons, la déclaration mentionnée sous le n° II ne pourrait être fournie que difficilement, la remise des déclarations d'entrée et de sortie pourra se faire à l'agent de finance qui sera délégué à cette fin à la frontière, sur les lieux du passage du bétail, et qui tiendra le registre des admissions.

Les agents chargés par le bureau douanier italien ou autrichien de recueillir les déclarations d'entrée et de sortie, et de faire l'enquête dans un endroit situé au dehors de leur résidence, n'ont droit qu'aux frais de tournées fixes, ou aux indemnités établies par les règlements de service de leur Pays, et ne seront payés qu'une seule fois pour chaque journée, sans qu'on ait égard au nombre des déclarations et du bétail.

Ces agents auront à remettre un reçu au porteur de la déclaration. Si plusieurs propriétaires avaient réuni leur bétail pour le soumettre à l'examen commun, les agents susdits remettront également à un de ceux-ci le reçu en question.

IV. Le bétail qui passera la ligne douanière pour être mené aux pâturages ou à des travaux agricoles, et qui sera reconduit le jour même, ne sera pas soumis au régime douanier; des mesures de surveillance suffisantes seront cependant prises, afin d'empêcher les abus qui pourraient résulter de ces passages.

V. Au retour à la frontière douanière, l'identité et le nombre des têtes de bétail seront constatés. S'il résulte de cet examen une différence dans la qualité des bêtes, il sera perçu à la réexportation pour l'animal remplacé, et à la rentrée pour l'animal remplaçant, les droits prescrits d'entrée; en Italie, en outre, à la rentrée, pour l'animal remplacé, les droits de sortie. S'il y a une inégalité dans le nombre des têtes de bétail, on percevra, en Autriche-Hongrie, les droits d'entrée à la réexportation, pour le manquant, à la rentrée pour le surplus; en Italie, à la réexportation, pour le manquant, les droits d'entrée, pour le surplus, les

droits de sortie ; et, par contre, à la rentrée, pour le manquant, les droits de sortie, pour le surplus, les droits d'entrée.

On ne percevra pas cependant de droits, pour les animaux non représentés à la douane, si le manquant a été légalement déclaré, et s'il est certifié par l'autorité qu'il est la suite d'accidents malheureux.

VI. Si la rentrée ou la réexportation était retardée au delà du terme fixé lors de la déclaration de sortie ou d'entrée, l'entrée, et en Italie, également, la sortie, seraient soumises au régime général de douane, à moins que ces retards ne trouvent leur excuse dans des circonstances accidentelles dûment certifiées par la commune.

VII. Les dispositions énumérées aux N^{os} I, V et VI s'appliquent également au bétail qui est conduit des districts-frontière aux marchés, ou qui passe la ligne frontière pour l'hivernage.

VIII. La franchise des droits accordée au bétail qui est conduit à travers la ligne douanière aux pâturages, travaux agricoles, marchés, ou à l'hivernage, s'applique également, pour une quantité proportionnelle, aux produits respectifs.

En conséquence, resteront libres des droits, à l'entrée ou à la sortie :

a) Les petits mis bas par les vaches, chèvres, brebis et juments conduites aux pâturages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage ; et cela pour autant de têtes qu'auront été notées de bêtes grosses au moment du départ, en tenant compte du temps que ces dernières ont passé hors du district douanier ;

b) Le fromage et le beurre du bétail rentré des pâturages ou de l'hivernage seront exempts de droits, en quantités ci-après pour chaque jour, savoir :

Fromage : par chaque vache 0 kil. 29 ;
par chaque chèvre 0 kil. 058 ;
par chaque brebis 0 kil. 029.

Beurre : par chaque vache 0 kil. 16 ;
par chaque chèvre 0 kil. 032.

Il est permis, en outre, de rapporter en franchise de douane, mais dans un terme ne dépassant pas quatre semaines à compter du jour du retour du bétail, le fromage et le beurre qui ont été produits jusqu'au jour de son retour des pâturages ou de l'hivernage passé dans le district douanier de l'autre Pays.

IX. Les employés douaniers à la frontière et ceux de la garde de finance auront à faire observer aux personnes dirigeant le passage, au district-frontière voisin, du bétail conduit aux pâtu-

rages, travaux agricoles, marchés et à l'hivernage, qu'elles ont à garder soigneusement le double du document faisant preuve de la déclaration ou de l'admission, ainsi que les reçus délivrés pour l'acquittement de la caution des droits crédités, ces documents devant être représentés au retour du bétail. Les employés susdits auront aussi soin d'informer les personnes dont il s'agit des conséquences qu'aurait pour elles tout procédé frauduleux.

X. Les certificats à présenter, soit sur l'état sanitaire du bétail, soit sur la non-existence, dans les districts-frontière, de toute maladie contagieuse d'animaux ne seront exigés qu'en original et non en traduction.

Article 11 du Traité

Les facilités stipulées à l'article 11 sont soumises aux conditions suivantes :

a) Les marchandises devront être déclarées au bureau d'entrée pour passage ultérieur, moyennant un certificat de caution, et seront accompagnées d'une attestation officielle qui prouve le fait et le mode d'après lequel elles ont été scellées par la douane, au lieu d'expédition.

b) La visite aura à constater si ces scellés sont restés intacts et présentent des garanties suffisantes.

c) La déclaration devra se faire conformément aux règlements, en évitant toute irrégularité ou omission qui rendrait nécessaire une visite spéciale ou qui laisserait soupçonner une tentative de fraude.

On pourra se passer de décharger et de peser les marchandises, s'il ressort pleinement que les scellés apposés par l'autre Partie se trouvent intacts et présentent les garanties suffisantes.

Article 12 du Traité

§ 1^{er}. Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux parties du territoire des hautes Parties contractantes exclues du régime des tarifs douaniers, tant que durera ladite exclusion.

§ 2. La perception, en Italie, de la taxe intérieure sur les alcools, de même que celle de la surtaxe de douane, aura lieu d'après la quantité réelle et la richesse alcoolique du produit.

A cet effet, dans les fabriques d'alcool indigène traitant l'amidon et autres substances amylacées (telles que céréales, riz, farine, pommes de terre), les résidus de la fabrication ou de la raffinerie de sucre (mélasses, etc.), les betteraves et les topinambours, la constatation de la quantité et de la force alcoolique du produit aura lieu soit au moyen de l'exercice (c'est-à-dire de la constatation du produit par la surveillance permanente), soit

par un instrument spécial dont la convenance technique et financière aura été reconnue, soit enfin au moyen de ces deux systèmes combinés ensemble.

Il est par suite entendu que l'Italie se réserve entière liberté à l'égard du système de perception de la taxe intérieure pour les fabriques qui ne traitent que le marc de raisin, les fruits, les racines et le vin.

§ 3. A l'entrée en Italie les sucres bruts étrangers, qu'ils soient destinés aux raffineries ou non, acquitteront des droits s'élevant au moins aux $\frac{4}{5}$ des droits grevant le sucre raffiné étranger.

La protection dont jouit à présent la production du sucre indigène, soit brut, soit raffiné, ne pourra pas être augmentée.

Articles 17 et 18 du Traité

§ 1^{er}. L'assimilation convenue des navires et de leur cargaison, dans les ports des deux Hautes Parties contractantes, ne s'étend pas :

a) Aux primes qui sont concédées, ou seront concédées à l'avenir, aux navires nouvellement construits, en tant qu'elles ne consistent pas dans l'exemption des droits de port ou de douane ou dans la réduction de ces droits ;

b) Aux privilèges des sociétés appelées *Yacht-Club*, appartenant à des tiers États.

§ 2. Tout en maintenant expressément en principe pour les sujets du Pays le droit exclusif de la pêche le long des côtes, il sera — de part et d'autre, eu égard aux circonstances particulières locales, et de la part de l'Autriche-Hongrie, eu égard de plus aux concessions faites en retour par l'Italie — réciproquement accordé, par pure exception et pour la durée de ce Traité, aux habitants austro-hongrois et italiens du littoral de l'Adriatique, le droit de pêcher le long des côtes de l'autre État, en exceptant cependant la pêche du corail et des éponges, ainsi que celle qui, jusqu'à une distance d'un mille maritime de la côte, est réservée exclusivement aux habitants du littoral. Il est entendu qu'on devra rigoureusement observer les règlements pour la pêche maritime en vigueur dans les États respectifs, et surtout ceux qui interdisent la pêche exercée d'une manière nuisible à la propagation du poisson.

Article 21 du Traité

Les embarcations italiennes naviguant sur les eaux intérieures d'Autriche-Hongrie, et réciproquement les embarcations austro-hongroises naviguant sur les eaux intérieures de l'Italie, seront soumises à la législation du Pays en tout ce qui concerne les règlements de police, de quarantaine et de douane.

II. — EN CE QUI CONCERNE LE TARIF A
(DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE)

1. La surtaxe prélevée à titre d'impôt intérieur sur les alcools dulcifiés ou aromatisés et sur les alcools de toute sorte en bouteilles, sera perçue sur la base d'une richesse alcoolique de 70 degrés centésimaux.

2. L'huile de térébenthine n'acquittera pas un droit supérieur à 3 francs les 100 kilogrammes.

3. Les toiles de lin et de chanvre enduites à l'huile suivront le régime des toiles cirées pour parquets (n° 28 a).

4. Les tissus de lin et de chanvre croisés ou damassés seront traités comme les tissus unis.

5. Les couvertures ordinaires dites *schiavine* de laine passées à la chaux, entièrement blanches ou avec de simples bordures en couleur, seront admises, jusqu'à concurrence de 400 quintaux métriques au maximum par an et sauf réciprocité du traitement à l'entrée ces *schiavine* italiennes en Autriche-Hongrie, au droit de 22 f. 50 les 100 kilogrammes, à la condition que l'origine de ce produit de l'Autriche-Hongrie soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

6. Les châles et fichus de laine noirs, grossièrement brodés en soie dans un seul coin, même garnis avec des franges en soie, seront traités selon l'espèce du tissu, sans égard à la broderie et aux franges.

7. Les planches, carreaux et feuilles pour parquet en bois commun ne rentrent sous le n° 37, que s'ils ont une épaisseur au-dessous de 0^m.002.

8. Sont compris sous le n° 39 les objets en bois même raboté qui ne sont pas encore des ouvrages finis, de même que le bois scié ou taillé en planches ou carreaux de l'épaisseur de 0^m.002 ou plus.

9. Les bardeaux tombent sous le n° 40.

10. Les pelles, fourches, râtaux, plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage, manches d'ustensiles et d'outils avec ou sans viroles et les sabots communs en bois sont rangés sous les deux divisions du n° 43, selon leur travail.

Les articles compris sous le n° 43 y sont admis, même s'ils portent des ferrures, cercles ou autres accessoires en métal ordinaire.

11. Sera considéré comme carton ordinaire, le carton en

masse ou formé de couches réunies par compression, sans aide de colle. Tout autre carton formé de couches de papier collées les unes aux autres, ou recouvert de papier, sera rangé dans la classe des cartons fins.

12. Les livres reliés en toile sont assimilés aux livres cartonnés (n° 51).

13. La fonte obtenue au moyen de charbon de bois reste assimilée à celle produite au coke.

14. Les articles repris à la section 52 *b* du Tarif général austro-hongrois, tels que fer en loupes (*Masseln*, *Rohzagel*) et *milbars*, rentrent sous le n° 57 du tarif A, en tant qu'ils ne sont pas purgés de scories.

Les massiaux sont aussi compris sous ce numéro.

15. Les verges rectangulaires, carrées, hexagones, octogones et semblables ne sont rangées sous le n° 58 que dans le cas où elles ont un côté de 0^m.005 ou moins.

16. On comprend sous les n° 58 et 59 le fer qui a été simplement laminé ou forgé, tout autre travail après le forgeage et le laminage faisant passer le fer à l'état de deuxième fabrication. Les pièces de fer laminé ou forgé pour la construction de wagons, de ponts, de machines et pour bâtisses rentrent sous les n° 58 et 59, si elles ne sont pas perforées ou autrement ouvrées. Les fers simples à T et à double T rentrent dans le n° 58, Fer laminé ou martelé, etc. Sont compris sous le n° 59 les clous forgés à la main, les socs de charrue et les *tyres*. Les clous de fer filé, les fourches à faner et les houes tombent sous le n° 64 *b*. Les chaînes sont assimilées au fer de deuxième fabrication (n° 61).

17. Les articles de ferblanterie rentrent sous le n° 62, Fer-blanc ouvré, etc.

18. L'Italie se réserve la liberté pour la tarification de l'acier trempé.

19. Les ouvrages de verre et de cristal simplement soufflés ou moulés rentrent sous le n° 76, même s'ils ont le bord, le fond ou le bouchon passés à la meule ou dépolis. Sont compris dans cette catégorie les bouteilles de verre blanc.

20. Le droit réduit de 5 francs les 100 kilogrammes est admis, jusqu'à concurrence de 4,000 quintaux métriques au maximum, par an, pour la *castradina*, viande desséchée et salée (*gepökelt*) de mouton ou autre bétail de race bovine. L'application de ce droit réduit est cependant subordonnée à la production de certificats d'origine.

21. La levûre pressée sera admise en franchise de droits.

22. Les sardelle, *acciughe*, *bojane*, *scoranze*, *sgombri*, *lan-*

zarde, angusigole, maride, robi et suri salés seront admis en franchise de droits.

23. Le *brindza*, sorte de fromage de brebis ou de chèvre à pâte peu cohérente, acquittera le droit de 3 francs les 100 kilogrammes, à la condition que l'origine de ce produit de l'Autriche-Hongrie soit prouvée par des certificats délivrés par les autorités compétentes. La quantité à introduire en Italie à ce droit réduit ne pourra pas dépasser par an 800 quintaux métriques au maximum.

24. Les pipes en argile, faïence (majolique) ou porcelaine, même avec cercles ou couvercles en métaux communs non dorés ni argentés, sont assimilées aux ouvrages en argile, faïence ou porcelaine. Les couvercles et autres accessoires en alliage de nickel avec lesquels ces pipes seraient montées ne seront pas considérés comme métaux argentés.

25. Les boutons de toute sorte en bois seront rangés parmi les ouvrages en bois, selon leur travail. Les boutons d'os, de corne, de corozo, de papier mâché et de matières semblables, de même que les tuyaux de pipe de toute sorte montés avec embouchures, etc., en os, en corne, ou en bois, rentrent dans la mercerie en bois.

26. Les portefeuilles, porte-monnaie, porte-cigares, livrets pour notes et ouvrages semblables en cuir, à l'exception du cuir de Russie, montés en métaux communs non dorés, ni argentés, sont assimilés à la mercerie ordinaire. Les accessoires en alliage de nickel dont ces objets seraient pourvus ne seront pas considérés comme métaux argentés.

27. Les chapeaux de feutre ordinaires, non garnis, à l'usage des payans, seront admis à leur entrée en Italie, passant par les points-frontière du Tyrol, au droit réduit de 15 centimes la pièce, à la condition que l'origine de ce produit du Tyrol soit prouvée par des certificats délivrés par les autorités compétentes.

III. — EN CE QUI CONCERNE LE TARIF B (DROITS A L'ENTRÉE EN AUTRICHE-HONGRIE)

1. Ne rentrent pas dans les sections 10 et 12 les articles y énumérés, s'ils sont présentés en boîtes de fer-blanc et autres semblables, hermétiquement fermées, ou s'ils sont autrement préparés ou confits en boîtes, bouteilles, verres et autres contenants similaires.

2. Les *salami* sont compris dans la section 18.

3. Les graines de vers à soie rentrent dans la section 20.

4. Le vin connu sous le nom de *vermouth* suit le régime des vins purs appliqué aux autres États qui jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

5. Les faveurs spéciales confirmées au n° 2 du protocole final relatif à l'article 7 du Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867 seront maintenues, mais ramenées au chiffre unique de 3 fl. 20 kr. (8 francs) les 100 kilogrammes, et s'appliqueront aux vins de l'Italie centrale, de la Lombardie et de la Vénétie. La jouissance de ce droit réduit demeure cependant subordonnée à la production de certificats d'origine.

6. Ne rentrent pas sous le n° 29 les eaux et huiles y énumérées en tant qu'elles seront présentées dans des récipients avec étiquettes, instructions pour l'usage et similaires, par lesquelles elles sont caractérisées comme parfumeries.

7. Un droit réduit de 5 kr. (0 f. 125) la pièce est accordé aux chapeaux de paille grossiers, non garnis, originaires de la Vénétie, importés en Autriche-Hongrie par la frontière entre Ala et Cormons, à la condition que leur origine soit prouvée au moyen de certificats délivrés par les autorités compétentes.

8. Ne sont pas compris sous le n° 40 c les chapeaux de soie et de tissus de toute sorte pour hommes.

9. Les articles connus sous la dénomination de verrerie de Venise, telles que perles, *conterie*, rentrent sous le n° 47, même s'ils sont passés sur des fils pour faciliter leur emballage et leur transport.

IV. — EN CE QUI CONCERNE LE TARIF C (DROITS A LA SORTIE D'ITALIE)

L'Italie se réserve la faculté d'établir des droits de sortie sur les articles suivants :

- 1° Cornes, os et autres matières semblables ;
- 2° Objets de collection.

V. — EN CE QUI CONCERNE LE CARTEL DE DOUANE

Article 7 du cartel.

Suivant les dispositions en vigueur, les marchandises étrangères qui n'auraient pas été soumises au traitement douanier ne peuvent être déposées, dans les districts-frontière des deux territoires douaniers, que dans les magasins de douane ou, du moins, sous un contrôle suffisant pour empêcher les abus.

Il est convenu que, aussi longtemps que ces dispositions resteront en vigueur, il suffira, pour l'exécution des stipulations

contenues à l'article 7, que les autorités douanières des deux Hautes Parties contractantes soient chargées de contrôler dûment, dans le district-frontière, les magasins susmentionnés, et ayant également soin des intérêts douaniers de l'autre Partie.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Vienne, le 28 décembre 1878.

V. DÉCLARATION

Au moment de signer le Traité de commerce et de navigation en date de ce jour, les Plénipotentiaires, ayant reconnu que la Convention et les règles douanières pour le service des chemins de fer, bien que stipulées sous la même date que le Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867, ont cependant le caractère d'arrangements distincts et séparés, déclarent, d'après les instructions reçues de leurs Gouvernements, que les susdites Convention et règles douanières restent provisoirement en vigueur jusqu'à ce que l'on ait épuisé entre les deux Gouvernements la négociation spéciale actuellement en cours.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente déclaration et ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 27 décembre 1878.

A la demande de MM. les Plénipotentiaires de S. M. le Roi d'Italie, les soussignés Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi ont l'honneur de faire les déclarations suivantes :

1° Le colportage étant réservé exclusivement aux nationaux par la législation actuelle de l'Autriche et de la Hongrie, le Gouvernement impérial et royal n'a pas pu donner suite à la demande du Gouvernement italien d'admettre les sujets italiens au colportage. Il est cependant dès à présent entendu que si la législation de l'Autriche et de la Hongrie changeait sous ce rapport, pendant la durée du Traité, toute faveur concédée à l'égard de l'admission des étrangers au colportage et applicable aux sujets de tout autre État, sera acquise également aux sujets italiens.

2° La demande faite par le Gouvernement impérial et royal de supprimer le § 1^{er} du protocole final relatif à l'article 7 du Traité de commerce et de navigation du 23 avril 1867, n'a pas

été motivée par un changement de vues des deux Gouvernements sur la portée du terme « commerce de frontière, » mais seulement par la considération que ladite disposition n'avait pas de valeur pratique, puisque les circonstances qui pourraient provoquer une faveur spéciale pour le commerce de frontière ne peuvent jamais se répéter avec une parfaite analogie dans un autre endroit et vis-à-vis d'une tierce Puissance, ces circonstances étant fondées sur les relations locales du commerce.

3° Les faveurs spéciales accordées à l'Italie par le protocole final relativement au Tarif B n° 5 comprennent aussi les vins sardes.

Vienne, le 27 décembre 1878.

A la demande de MM. les Plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi, les soussignés Plénipotentiaires de S. M. le Roi d'Italie ont l'honneur de faire la déclaration suivante :

Le Gouvernement austro-hongrois s'étant réservé le droit d'exiger, indépendamment de l'introduction de l'étalon d'or, le paiement des droits de douanes en or, — dans lequel cas on aura à payer, pour 8 florins (valeur autrichienne) 20 francs en or, — le Gouvernement italien accepte cette réserve à la condition toutefois que la mesure dont il s'agit soit simultanément appliquée à la perception des droits de douane sur les articles de toute provenance quelconque.

Vienne, le 27 décembre 1878.

AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

CONVENTION CONCERNANT LES ÉPIZOOTIES SIGNÉE A VIENNE LE 27 DÉCEMBRE 1878

S. M. le Roi d'Italie, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, désirant de faciliter, même en temps de maladies contagieuses d'animaux, le commerce du bétail, des peaux, cornes et autres produits similaires, dans les limites exigées par les précautions à prendre contre la propagation de ces maladies, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires,

S. M. le roi d'Italie :

Le sieur *Charles-Félix Nicolis, comte de Robilant*, lieutenant général, son ambassadeur près S. M. l'Empereur d'Autriche, etc., et Roi de Hongrie ;

Et le sieur *Victor, commandeur Ellena*, inspecteur général des finances.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie :

Le sieur *Jules comte Andrassy de Csik Szent-Kiraly et Kraszna-Horka* son conseiller intime et feld-maréchal-lieutenant de ses armées, son Ministre de la Maison impériale et des affaires étrangères ;

Et le sieur *Joseph baron de Schwegel*, chef de section au Ministère des affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Dès qu'une maladie contagieuse d'animaux éclate dans un des Pays des deux Hautes Parties contractantes, communication directe (télégramme) sera faite, aussitôt que possible, de l'invasion ou de la propagation de cette maladie au Gouvernement de l'autre. Les autorités compétentes prendront, en même temps, les mesures nécessaires pour la circulation de bétail atteint ou suspect de toute maladie contagieuse.

Si la peste bovine, ou autre maladie contagieuse d'animaux, a été constatée dans une localité distante de moins de 75 kilomètres de la frontière, les autorités du district correspondant annonceront le fait, aussitôt, aux autorités compétentes du Pays voisin.

Une enquête minutieuse sera faite sur les voies d'introduction et de propagation de la peste bovine et d'autres maladies contagieuses d'animaux, et les résultats de cette enquête seront, sans délai, portés à la connaissance des autorités des contrées qui peuvent être menacées de l'introduction de la maladie.

Chacune des deux hautes Parties contractantes fera publier, dans son journal officiel, un bulletin hebdomadaire sur l'état des maladies contagieuses d'animaux et sur les mesures qu'il a dû ordonner pour éviter l'invasion de ces maladies, ainsi que sur les modifications et la cessation de ces mesures.

Art. 2. a) Si, sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie contractante, la peste bovine s'est déclarée dans quelques localités seulement d'un seul district, ou de plusieurs districts contigus, les mesures prescrites contre la peste bovine par la confé-

rence de Vienne de 1862 seront exécutées avec toute rigueur. Sur quoi, il est convenu qu'en ce cas même l'exportation des bêtes bovines ou autres ruminants ne sera pas interdite pour les districts non infectés du Pays envahi par la contagion, sauf l'observation des règles arrêtées, sur ce sujet, par ladite conférence de Vienne (Exposé des principes : Section V, lettre b), savoir :

L'introduction des bêtes bovines ne sera autorisée que par des stations déterminées, sur la production d'un certificat d'origine et sous réserve d'une révision sanitaire à la frontière. Les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes se feront réciproquement connaître par qui et sous quelle forme les certificats de santé et d'origine seront délivrés ; ces certificats contiendront, en tous cas, la déclaration que dans le lieu de provenance, et dans vingt kilomètres à la ronde, il n'existe pas ladite maladie contagieuse, ainsi que l'indication du temps pendant lequel ils seront valables.

Toutefois les agents sanitaires auront la faculté d'arrêter le bétail dès qu'ils auront des soupçons fondés sur l'existence du germe d'infection dans ce bétail.

b) Dès le jour où les mesures de précaution et de désinfection suggérées par la conférence de Vienne, et nommément celles reprises à la section VI (n^{os} 7, 8, 9, 10 et 11) de l'exposé des principes élaborés par la conférence même, seraient prescrites et observées en fait dans le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes, celle-ci a le droit de réclamer, pour son commerce, le régime indiqué *sub d*, dans la section V de l'exposé susmentionné, savoir :

Malgré la contagion qui se serait déclarée dans un ou plusieurs districts du territoire de l'une des deux Parties contractantes il est permis d'importer, dans le territoire de l'autre, les articles suivants : peaux, os, cornes, bouts de cornes et d'onglons, parfaitement secs ; intestins salés ou séchés de bêtes bovines ou de moutons ; suif en tonneaux et en peaux ; poils de bêtes bovines et caprines ; soies de porc et laine de mouton, en sacs ; foin, paille, regain et autres objets semblables.

Art. 8. Le bétail conduit du territoire d'une des deux Hautes Parties contractantes au pâturage sur le territoire de l'autre pourra repasser la frontière. Cette faculté est cependant soumise aux conditions que voici :

a) Les propriétaires des troupeaux auront à faire certifier à la frontière, sur une liste dressée à cet effet, le nombre et les signes caractéristiques des bêtes qu'ils comptent conduire au pâturage.

b) La rentrée des animaux sur le territoire d'où ils sortaient ne sera accordée qu'après constatation de l'identité du bétail.

c) Cependant si, durant le pâturage, une maladie contagieuse pour ces animaux venait à se déclarer, soit dans une partie des troupeaux, soit même dans une localité distante de moins de 20 kilomètres de ces pâturages, il est entendu que dès lors le retour du bétail sur le territoire de l'autre Partie contractante sera interdit.

Art. 4. Les habitants des districts des deux Hautes Parties contractantes, éloignés tout au plus de 4 kilomètres de la frontière, pourront la passer et repasser à toute heure avec leur propre bétail attelé aux chariots ou aux charrues, mais seulement pour leurs travaux agricoles ou l'exercice de leur métier.

Ils se conformeront toujours aux conditions suivantes :

a) Tout attelage qui passera la frontière pour travaux agricoles sera muni d'un certificat de l'autorité municipale de la commune où se trouve l'étable. Ce certificat contiendra le nom du propriétaire et du bouvier, la description des animaux et l'indication en kilomètres de l'étendue de la zone frontière dans laquelle l'attelage est destiné à travailler.

b) Il est exigé, en outre, à la sortie comme au retour, un certificat de l'autorité municipale de la commune frontière d'où sort l'attelage (et dans le cas qu'il passe par le territoire d'une autre commune, aussi l'attestation de cette commune), établissant que ladite commune est complètement exempte de peste bovine ou d'autre maladie contagieuse d'animaux. Ce certificat devra être renouvelé tous les dix jours.

Art. 5. La présente Convention entrera en vigueur en même temps que le Traité de commerce et de navigation conclu sous la date de ce jour, et aura la même durée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans cette Convention, d'un commun accord, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit et ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 6. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome en même temps que celles du Traité de commerce et de navigation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 27 décembre 1878.

(L. S.) *Signé* : C. ROBILANT. (L. S.) *Signé* : ANDRASSY.

(L. S.) *Signé* : V. ELLENA. (L. S.) *Signé* : SCHWEGEL.

FRANCE — ITALIE

CONVENTION RELATIVE AUX GARES INTERNATIONALES DE MODANE ET DE VINTIMILLE ET AUX SECTIONS DE CHEMINS DE FER COMPRISES ENTRE CES GARES ET LES FRONTIÈRES DE FRANCE ET D'ITALIE, SIGNÉE A PARIS LE 20 JANVIER 1879.

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Italie, désirant régulariser et compléter les mesures de surveillance et de douane appliquées provisoirement, d'un commun accord, dans les gares de Modane et de Vintimille et sur les sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières de France et d'Italie, ont résolu, conformément aux dispositions des articles 10 et 25 de la Convention du 7 mai 1862, (1) de conclure à cet effet une convention spéciale, et ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. *Waddington*, Sénateur, Ministre des affaires étrangères, et S. M. le Roi d'Italie, M. le général d'armée *Henri Cialdini*, duc de Gaëte, son ambassadeur près le Gouvernement français : lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il sera établi à Modane-Fourneaux une gare qui sera commune aux deux chemins de fer français et italien, et où seront installés les services de la douane, du télégraphe et de la poste des deux Pays.

Le service technique de cette gare sera fait par le personnel et sous la direction de la compagnie du chemin de fer français, conformément aux conditions qui seront réglées de concert entre l'administration du chemin de fer français et l'administration du chemin de fer italien et, à défaut d'accord entre elles, par les deux Gouvernements intéressés ; mais chaque administration aura à la gare de Modane un agent distinct pour représenter spécialement ses intérêts commerciaux, tant vis-à-vis du public que vis-à-vis de l'autre administration. Pour la compagnie française, cet agent pourra être le chef de gare chargé de diriger le service technique commun aux deux administrations.

L'administration du chemin de fer français devra fournir, dans les conditions de son cahier des charges, et sur la base

(1) Voir *Archives* 1863, t. I, p. 55.

d'une réciprocité parfaite, à l'administration italienne, à la gare de Modane-Fourneaux, les locaux nécessaires à l'installation des services de la douane, du télégraphe et de la poste.

L'administration du chemin de fer français devra fournir à l'administration du chemin de fer italien, à la même gare, les locaux nécessaires pour l'abri de ses locomotives, de ses wagons et de son personnel détaché dans cette gare pour les services spéciaux, tels que traction, conduite des trains, service commercial, etc., etc., qui ne rentrent pas dans le service commun confié à l'administration française.

Les projets des voies et bâtiments à établir pour le service international seront concertés entre les deux Gouvernements.

Toutes les dépenses d'établissement de la station de Modane-Fourneaux seront à la charge de l'administration du chemin de fer français, qui recevra de l'administration du chemin de fer italien, à titre de loyer, l'intérêt annuel à 5 p. 100 des dépenses afférentes aux constructions affectées au service exclusif de ce dernier chemin, et l'intérêt, au même taux, de la moitié des dépenses relatives aux constructions affectées au service commun.

Les frais d'entretien desdites constructions, avancés de même par l'administration du chemin de fer français, seront partagés d'après les mêmes bases.

Art. 2. L'administration du chemin de fer italien sera exclusivement chargée de l'exploitation de la partie du chemin de fer de Modane à Bardonnèche, qui est située sur le territoire français. Les questions relatives à l'entretien de cette section, ainsi que celles relatives au péage à payer par l'administration du chemin de fer italien à l'administration du chemin de fer français, à raison du parcours de ses convois entre la frontière et Modane-Fourneaux, seront réglés de concert entre la compagnie française et l'administration du chemin de fer italien, et, à défaut d'accord entre lesdites administrations, par les deux Gouvernements intéressés.

Il est entendu d'ailleurs que pendant tout leur séjour sur le territoire français, les mécaniciens et le personnel des trains italiens seront soumis aux lois et règlements concernant l'exploitation des chemins de fer français.

Il est entendu également que les tarifs appliqués sur la section française ne pourront pas dépasser le maximum du tarif légal fixé par le cahier des charges de la compagnie française et la Convention des 9 juin 1866 et 17 juin 1867, qui a concédé à cette compagnie les sections du chemin de fer Victor-Emmanuel,

comprises sur le territoire français, et que ces tarifs ne pourront être établis sur un parcours supérieur au nombre de kilomètres parcourus ou entamés.

L'administration du chemin de fer italien sera tenue d'acquitter directement les impôts perçus sur les transports à grande et à petite vitesse au profit de l'État français.

Art. 3. Les locaux affectés au service de la douane, du télégraphe et de la poste de l'État italien, seront désignés par l'apposition des armes d'Italie.

Art. 4. La voie ferrée entre Modane et Bardonnèche sera considérée comme route internationale ouverte, pour les deux Pays, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, ainsi qu'au transport des voyageurs s'effectuant de France en Italie et *vice versa*. Les wagons plombés ou cadénassés et les douaniers d'escorte pourront parcourir ladite voie en tout temps, sans empêchement ni arrêt.

Les agents de la douane italienne pourront en outre, sur ladite voie et dans la gare mixte de Modane, constater les contraventions aux lois de finances et, dans les cas prévus par ces lois, saisir les objets déclarés en contravention. La douane italienne aura le droit de transiger sur ces contraventions, ou de les déférer aux tribunaux italiens compétents, qui les jugeront d'après les lois de leur Pays ; de disposer, s'il y a lieu, de la marchandise séquestrée, en vertu soit de la transaction passée avec le prévenu qui en aura fait l'abandon à la douane italienne, soit d'un jugement devenu définitif qui en aura prononcé la confiscation au profit de ladite douane ; de retenir les marchandises, bagages et moyens de transport, en garantie des amendes, sauf à en donner mainlevée moyennant caution.

Art. 5. La fermeture et l'emploi des locaux affectés au service des douanes italiennes, ainsi que leur surveillance par ses agents, seront réglés et ordonnés exclusivement par l'autorité italienne.

Art. 6. Pour les marchandises transportées en petite vitesse, des magasins distincts seront affectés aux marchandises importées en France et pour celles en voie d'importation en Italie.

Ceux de ces magasins destinés à recevoir les marchandises pénétrant en France seront placés dans la partie de la gare réservée à la douane française, et réciproquement les magasins ouverts aux marchandises expédiées en Italie devront faire partie des locaux attribués à la douane italienne.

Pour les marchandises transportées en grande vitesse, les opé-

rations de douanes s'effectuèrent dans un magasin unique, convenablement aménagé.

Art. 7. Le règlement de police pour le mouvement des marchandises à l'entrée et à la sortie des magasins, et la fixation du délai accordé à cet effet seront concertés entre les administrations des douanes respectives.

Art. 8. La police intérieure de la gare mixte de Modane sera assurée par un poste d'agents français, lesquels prêteront leur concours à la requête des chefs de la douane italienne, sans que l'emploi de cette force armée auxiliaire puisse occasionner aucun frais au Gouvernement italien.

Art. 9. Les administrations des chemins de fer français et italien donneront à l'organisation de leur service à la gare de Modane toute l'extension que pourra exiger le trafic, et accorderont au public, dans ladite gare, toutes les facilités que lui assurent les cahiers des charges et les règlements en vigueur sur le territoire français.

Art. 10. L'administration du chemin de fer italien, chargée de l'exploitation de la section de Modane à Bardonnèche, sera tenue de recevoir dans la gare mixte de Modane et de transporter les voyageurs et les marchandises à destination de l'Italie, quelle que soit leur provenance et, réciproquement, de recevoir dans ses gares d'Italie et de transporter à la gare de Modane les voyageurs et les marchandises, quelle que soit, en France, leur destination définitive.

Art. 11. Les agents italiens ne relèveront que de l'autorité de S. M. le Roi d'Italie pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare. Ils seront porteurs de leur uniforme et de leurs armes dans l'escorte des convois, et, dans la gare, pour la garde des marchandises, de la caisse et pour les autres actes de leur service.

Art. 12. Les sujets italiens attachés au service de la gare mixte de Modane seront exemptés, en France, de toute contribution directe et personnelle, ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service de l'Italie dans la gare de Modane, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles, obligés de résider sur le territoire français, seront, à leur entrée en France, exemptés des taxes de douane, sauf aux propriétaires à remplir les formalités prescrites en pareil cas par les règles de la douane française.

La formalité du passe port ne sera pas imposée, à leur entrée en France, aux employés italiens de la gare de Modane, non

plus qu'aux agents supérieurs du contrôle des douanes italiennes. Il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Seront également exemptés de la formalité du passe port, à leur entrée en France, et sous la même condition, les employés des chemins de fer italiens qui, n'ayant pas leur résidence fixe à Modane, auraient besoin de s'y rendre pour affaires de service, ainsi que les agents du Gouvernement chargés du service de la surveillance des chemins de fer italiens.

Art. 13. Les employés des douanes des deux États feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare, et se communiqueront réciproquement tous les renseignements de nature à intéresser le service.

Leurs rapports auront lieu sur le pied de l'égalité, et leurs relations de service, dans le cas de communications directes, seront les mêmes qu'entre employés d'égale position d'un même Pays.

Art. 14. Les bureaux de douane de Modane appartenant à chacun des deux États communiqueront sans déplacement, en tout temps et sur première demande, aux employés supérieurs des douanes de l'autre État les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Art. 15. Les deux Gouvernements détermineront les opérations que leurs douanes à Modane seront respectivement autorisées à faire pour les marchandises.

Dans les douanes susdites, les marchandises seront vérifiées premièrement par les employés de l'État d'où elles sortent, et ensuite par les employés de l'État dans lequel elles doivent entrer. S'il est possible, les visites seront faites simultanément par les employés des deux États.

Art. 16. En matière de contraventions aux lois et règlements de douane italiens, commises dans la gare mixte de Modane, les autorités compétentes françaises se chargeront, à la requête des autorités italiennes, d'entendre les témoins, de procéder à des recherches ou informations, et de notifier le résultat de ces démarches aux autorités italiennes.

Lorsque les assignations et significations à prévenus ou à témoins seront nécessaires en France, la pièce émanée des tribunaux italiens ou des autorités italiennes sera transmise directement, ou par voie diplomatique, au ministère public du lieu de la résidence et signifiée à personne, à sa requête, par les soins d'un officier compétent. Le ministère public renverra au magistrat expéditeur l'original revêtu de son visa et constatant la noti-

fiction, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le Pays d'où émanera l'acte ou le jugement.

Art. 17. En ce qui concerne les délits et crimes commis dans la gare ou sur la voie, et qui tombent sous l'application des lois et ordonnances françaises, la compétence des tribunaux ordinaires français est expressément réservée, même à l'égard de tout sujet ou agent italien.

Les autorités judiciaires françaises informeront le Gouvernement italien des poursuites dirigées contre ses nationaux et de leur résultat.

Le droit de dresser des procès-verbaux, en vertu de l'article 23 de la loi française du 15 juillet 1845, n'appartiendra, sur le territoire français, qu'aux agents français de la compagnie, agréés par l'administration française et dûment assermentés.

Art. 18. Dans le cas où un employé ou agent italien, admis par son service à résider ou à pénétrer sur le territoire français, serait reconnu coupable de crime ou de délit, soit civil, soit politique, ou de simple contravention, le Gouvernement italien s'engage, à charge de réciprocité, à le remplacer immédiatement.

Art. 19. Le fonctionnaire qui serait chargé de la direction de la police italienne à Bardonnèche pourra déléguer à Modane, toutes les fois que le service l'exigerait, ou même d'une manière permanente, un de ses agents qui serait chargé, soit de lui signaler les individus suspects, soit de désigner à la police française les individus dont le Gouvernement du Roi demanderait, conformément à la Convention en vigueur, l'arrestation et l'extradition.

Le fonctionnaire dirigeant le bureau de police de Bardonnèche aura également le droit de se transporter à Modane, soit pour recevoir les renseignements dont son service pourrait avoir besoin, soit pour faire des enquêtes sur la conduite du personnel italien employé dans la gare.

Art. 20. Les individus expulsés, escortés ou rapatriés par les autorités italiennes seront remis aux autorités françaises à la station internationale de Modane, aux frais du Gouvernement italien, et la remise des individus expulsés, escortés ou rapatriés par les autorités françaises aura lieu à Bardonnèche, aux frais du Gouvernement français.

Les individus expulsés du territoire français comme appartenant à l'Italie, et dont on n'aura pu reconnaître la qualité de citoyens de l'État auquel ils ont déclaré appartenir, seront renvoyés aux autorités de police françaises. Réciproquement, les

officiers et agents italiens seront tenus de recevoir les individus expulsés d'Italie comme Français et qui n'auront pu être reconnus comme tels.

Art. 21. La correspondance télégraphique privée ou officielle à destination des Pays autres que l'Italie et la France est interdite entre les bureaux des chemins italiens et français.

Ces télégrammes, pour être transmis d'un État à l'autre, seront expédiés par les stations des chemins de fer au bureau gouvernemental établi pour chaque État, qui a seul le droit de les transmettre, par le moyen des fils gouvernementaux, aux bureaux du Gouvernement de l'autre État.

Exceptionnellement :

Les agents des différents services publics accrédités par le Gouvernement italien à la gare de Modane pourront transmettre et recevoir directement leurs correspondances administratives par les fils du chemin de fer, sans l'intermédiaire des bureaux de l'État. Ces correspondances seront considérées comme télégrammes intérieurs et ne figureront pas dans les comptes internationaux.

Toute autre correspondance, privée ou officielle, en provenance de Modane, pourra être transmise directement par les fils du chemin de fer, sans l'intermédiaire du bureau de l'État ; toutefois ces télégrammes devront, avant leur remise à destination, être appuyés à un bureau gouvernemental de l'État de destination et taxés suivant le tarif international, et leurs taxes resteront acquises à la France.

Les administrations des télégraphes des États contractants continueront à exercer, sur le service télégraphique, dans le territoire qui leur appartient, tous les droits qui leur sont attribués par les lois en vigueur. Elles pourront, en conséquence, établir toutes les prescriptions nécessaires pour l'accomplissement exact des dispositions qui précèdent.

Toutefois les deux administrations de chemins de fer et leurs agents pourront, sur les lignes exploitées par elles, faire usage gratuit du télégraphe pour les besoins du service de ces mêmes lignes.

Art. 22. L'installation, sur le chemin de fer de Modane à Bardonnèche, des lignes télégraphiques gouvernementales des deux États sera faite directement par chaque Gouvernement sur son territoire respectif.

Cependant le placement et l'entretien des fils télégraphiques à travers le tunnel des Alpes seront faits entièrement par l'administration des télégraphes italiens, à laquelle l'administration

des télégraphes français s'engage à rembourser la moitié de la dépense de premier établissement.

La dépense d'installation de nouveaux conducteurs souterrains, les frais de réparations des fils endommagés par suite d'accidents constituant des cas de force majeure, ainsi que les frais de remplacement des fils qui seraient exceptionnellement mis hors d'usage, seront également supportés par moitié par les deux administrations télégraphiques après examen contradictoire des fils et après entente sur les conditions d'exécution de ces nouveaux travaux.

Art. 23. La ligne télégraphique à travers le tunnel des Alpes sera construite au moyen de câbles ayant un seul conducteur en fil de cuivre du diamètre de deux millimètres, entouré d'un isolateur en gutta-percha de l'épaisseur de trois millimètres, et enfermé dans un tuyau en plomb d'un millimètre d'épaisseur.

Art. 24. Les dépêches et correspondances échangées par les administrations postales seront exemptes de toutes sortes de formalités de douane.

Les agents de l'administration des douanes surveilleront le déchargement et le chargement des dépêches et des colis de la poste et les accompagneront du wagon d'arrivée au wagon de départ, mais il ne pourront pas les ouvrir ou les visiter.

S'ils avaient de graves soupçons d'infraction aux lois de la douane, les agents susdits devront accompagner les malles, les sacs et les paquets contenant les correspondances au bureau de poste, pour assister à leur ouverture, laquelle est toujours réservée aux employés de la poste.

Art. 25. Les administrations des chemins de fer français et italien faciliteront, par tous les moyens possibles, le transbordement des colis et des dépêches de la poste d'un train à l'autre. A cet effet, les trains à l'arrivée seront rapprochés autant que possible des trains de départ.

Sur la demande qui lui en sera faite, le personnel des chemins de fer devra aider au transbordement desdits colis et dépêches moyennant la redevance qui sera fixée d'accord entre les administrations des chemins de fer et l'administration des postes.

Art. 26. Il sera établi à Vintimille une gare qui sera commune aux deux chemins de fer français et italien, et où seront installés les services de la douane, du télégraphe et de la poste des deux Pays.

Le service technique de cette gare sera fait par le personnel et sous la direction de l'administration du chemin de fer italien, conformément aux conditions qui seront réglées de concert

entre les deux administrations française et italienne, et, à défaut d'accord entre lesdites administrations, par les deux Gouvernements intéressés ; mais chaque administration aura, à la gare de Vintimille, un agent distinct pour représenter spécialement ses intérêts commerciaux, tant vis-à-vis du public que vis-à-vis de l'autre administration. Pour l'administration italienne, cet agent pourra être le chef de gare chargé de diriger le service technique commun aux deux compagnies.

L'administration du chemin de fer italien devra fournir, dans les conditions de son cahier des charges, et sur la base d'une réciprocité parfaite, à l'administration française, à la gare de Vintimille, les locaux nécessaires à l'installation des services de la douane, du télégraphe et de la poste.

L'administration du chemin de fer italien devra fournir à l'administration du chemin de fer français, à la même gare, les locaux nécessaires pour l'abri de ses locomotives, de ses wagons et du personnel détaché de cette gare pour les services spéciaux, tels que traction, conduite des trains, service commercial, etc., qui ne rentrent pas dans le service confié à l'administration italienne.

Les projets des voies et bâtiments à établir pour le service international seront concertés entre les deux Gouvernements.

Toutes les dépenses d'établissement de la station de Vintimille seront à la charge de l'administration italienne, qui recevra de l'administration du chemin de fer français, à titre de loyer, l'intérêt annuel à 5 p. 100 des dépenses afférentes aux constructions affectées au service exclusif de ce dernier chemin, et l'intérêt, au même taux, de la moitié des dépenses relatives aux constructions affectées au service commun.

Les frais d'entretien desdites constructions, avancés de même par l'administration italienne, seront partagés d'après les mêmes bases.

Art. 27. L'administration du chemin de fer français sera exclusivement chargée de l'exploitation de la partie du chemin de fer de Menton à Vintimille qui est située sur le territoire italien.

Les questions relatives à l'entretien de cette section seront réglées de concert entre les deux administrations française et italienne, et à défaut d'accord entre lesdites administrations, par les deux Gouvernements intéressés.

Conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention du 7 mai 1862, le péage à payer par l'administration du chemin de fer français à l'administration du chemin de fer italien, pour le parcours de ses trains entre la frontière et Vinti-

mille, est fixé aux deux tiers des recettes que fera la première de ces administrations pour les trajets effectués par ses trains entre la frontière et la gare de Vintimille, l'entretien et la surveillance de cette partie de la ligne restant à la charge de l'administration italienne.

Il est entendu d'ailleurs que, pendant tout leur séjour sur le territoire italien, les mécaniciens et le personnel des trains français seront soumis aux lois et règlements concernant l'exploitation des chemins de fer italiens.

Il est entendu également que les tarifs appliqués sur la section italienne ne pourront pas dépasser le maximum du tarif légal de l'administration italienne, ni être établis sur un parcours supérieur au nombre de kilomètres parcourus ou entamés.

L'administration du chemin de fer français sera tenue d'acquiescer directement les impôts perçus sur les transports à grande et à petite vitesse, au profit de l'État italien.

Art. 28. Le Gouvernement italien garantit au Gouvernement français et le Gouvernement français garantit au Gouvernement italien, en ce qui concerne la gare internationale de Vintimille et la section comprise entre cette gare et la frontière française, toute la réciprocité des stipulations contenues dans les articles 3 à 25, relatifs à la gare internationale de Modane et à la section comprise entre cette gare et la frontière italienne.

Art. 29. Chaque Gouvernement pourvoira au logement de son personnel attaché au service de la douane dans les deux stations de Modane et de Vintimille.

Art. 30. La présente Convention demeurera en vigueur pendant cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications. Au delà de cette période, elle continuera à être obligatoire tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas annoncé, six mois à l'avance, l'intention d'en faire cesser les effets.

Art. 31. Sont maintenues toutes les dispositions de la Convention du 7 mai 1862 qui ne sont pas contraires aux précédentes stipulations.

Art. 32. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux Pays.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 20 janvier, 1879.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : CIALDINI.

ALLEMAGNE — ILES SAMOA

TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ SIGNÉ A APIA DE OPOULOU
LE 24 JANVIER 1879

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., etc., au nom de l'Empire d'Allemagne d'une part, et Leurs Excellences les chefs de la Taimua, au nom du Gouvernement de Samoa, guidés par le désir d'étendre et de consolider réciproquement leurs relations amicales et leurs intérêts, ont décidé de conclure un traité d'amitié. A cette fin, ils ont nommé, en qualité de Plénipotentiaires, à savoir :

S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, etc., etc.,

Le Très Honorable capitaine de corvette *Charles-Barthélemy von Werner*, commandant la corvette de S. M. l'*Arianne*, chevalier de l'ordre de la Couronne royale de troisième classe, et de l'ordre de l'Aigle rouge de quatrième classe,

Et le Très Honorable consul pour les îles Samoa et Tonga *Théodore-Auguste-Ludovic Weber* ;

Et leurs Excellences les chefs de la Taimua :

Tuia, membre de la Taimua ; *Lemana*, membre de la Taimua, et *Meisake*, sous-secrétaire d'État, lesquels, après avoir échangé de part et d'autre leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura à perpétuité paix et amitié entre l'Empire d'Allemagne d'une part et le Gouvernement des îles Samoa d'autre part, comme aussi entre leurs sujets respectifs, sans distinction de personnes ni de lieux.

Art. 2. Les sujets des deux Parties contractantes auront dans les deux Pays droit à l'entière et durable protection de leurs personnes et de leurs biens, et, de plus, les Allemands à Samoa et les Samoans en Allemagne seront exempts de toutes contributions de guerre, réquisitions et service militaire, et notamment en particulier les Allemands à Samoa, de toute occupation quelconque, par les partis belligérants, de leurs maisons, terres et plantations.

Art. 3. Les Allemands résidant à Samoa et les Samoans résidant en Allemagne jouiront d'une liberté absolue de culte et de conscience et ne pourront en aucune façon être maltraités, inquiétés ni molestés, à raison de leurs croyances religieuses ou à raison de l'exercice des pratiques de leur culte dans leurs

maisons et temples. En outre, les sujets des deux Pays sont autorisés à inhumer leurs compatriotes, dont le décès aurait lieu en Allemagne ou aux îles Samoa, dans les endroits et sites acquis et disposés dans ce but, et les cérémonies des funérailles correspondant à leurs rites religieux ne pourront en aucune façon être troublées ni les sépultures endommagées ou détruites sous quelque prétexte que ce soit. En toutes ces circonstances, les Samoans en Allemagne auront à se soumettre aux lois et ordonnances du Pays et à se conformer aux mœurs et usages établis, ainsi qu'à respecter les convenances religieuses. Les Allemands à Samoa seront à cet égard tenus de se conformer aux lois et ordonnances qui pourront être ultérieurement arrêtées de concert entre les deux Gouvernements ; toutefois, ils devront, en attendant, s'abstenir de tout acte en opposition aux lois et ordonnances de leur Pays même.

Art. 4. Il existera pour les sujets allemands pleine liberté de commercer dans toute l'étendue des territoires des îles Samoa. Ils pourront sans empêchement aborder avec leurs navires et cargaisons de toute sorte dans tous les ports, rades et eaux de Samoa, vendre, porter à terre et déposer les chargements de leurs navires comme aussi expédier tous produits du Pays à leur convenance ou autres objets de nature quelconque et en charger leurs navires. Les nationaux allemands, ni pour leurs navires entrant ou sortant et leurs chargements, ni pour l'exercice du commerce, ne pourront être soumis à aucunes taxes, redevances ou restrictions quelconques tant que celles-ci n'auront pas été stipulées par Convention spéciale entre les deux Gouvernements ; mais même dans ce cas, les nationaux allemands en tout temps jouiront à Samoa de droits et avantages égaux à ceux des Samoans ou des sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 5. Les vaisseaux de guerre allemands auront la faculté d'entrer dans le port de Salvafata, d'y mouiller, y séjourner, s'y ravitailler et s'y radoubier ; le Gouvernement allemand, en outre, aura la faculté de prendre dans chaque port les dispositions et arrangements que de son propre avis il jugera utile aux navires de guerre allemands et à leurs équipages. Le Gouvernement de Samoa est convenu, par suite, que le Gouvernement allemand pourra élever sur la plage du port ci-dessus nommé des bâtiments servant à l'entrepôt du charbon et de tous autres objets d'approvisionnement pour les vaisseaux de guerre allemands et leurs équipages. Le Gouvernement allemand aura aussi la faculté, sur l'emplacement où seront élevés les bâtiments de la station navale, d'arborer son pavillon ; toutefois la suzerai-

neté du Gouvernement de Samoa sur le port de Salvafata n'en sera en aucune façon amoindrie ni lésée, mais d'autre part, le Gouvernement de Samoa s'engage également à s'abstenir de tout ce qui pourrait, d'une manière quelconque, rendre nuls ou léser les droits conférés par le présent article au Gouvernement allemand.

En outre, le port de Salvafata ne pourra, sous prétexte des droits accordés dans le présent article au Gouvernement allemand, être fermé aux navires de guerre ou aux bâtiments marchands de celles des nations à qui le Gouvernement de Samoa tient ouverts ses ports ; toutefois en ce qui concerne ce port et sa plage, il est interdit au Gouvernement de Samoa d'accorder à aucune autre nation les mêmes droits que ceux conférés au Gouvernement allemand. Les vaisseaux de guerre allemands auront de plus la faculté d'aborder aussi dans tous les autres ports, rades et eaux de Samoa, d'y mouiller, y séjourner, s'y ravitailler et s'y radoubier, dans la mesure des lois qui éventuellement pourront être arrêtées entre les deux Gouvernements. De plus, le Gouvernement de Samoa promet par là qu'il n'accordera à aucune autre nation, avant le Gouvernement allemand, de quelque façon que ce soit, 'lesdits avantages en ce qui concerne le port d'Apia et sa plage ; mais que, même sous ce rapport, le Gouvernement allemand sera non moins favorisé que les autres nations.

Art. 6. Les sujets de chacune des deux Parties contractantes pourront réciproquement et en toute liberté se transporter dans chaque partie des territoires respectifs, là, voyager, élire domicile, se livrer au commerce et à l'industrie, acheter ou louer des terres et des propriétés, les cultiver et les exploiter, ainsi qu'y bâtir des maisons, des magasins et des boutiques. Dans tous les cas, les Samoans en Allemagne devront se soumettre aux lois et décrets du Pays et satisfaire à toutes autres obligations comme aussi acquitter les mêmes taxes, contributions et impôts que les indigènes. Pareillement les Allemands, à Samoa, devront se conformer aux lois et décrets et payer les impositions et redevances qui pourraient être ultérieurement stipulées entre les deux Gouvernements ; toutefois les sujets allemands à cet égard jouiront toujours à Samoa des mêmes droits et avantages que les Samoans ou que les sujets de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement de Samoa garantit ici en particulier aux sujets allemands la paisible possession de tous les terrains que ceux-ci ont jusqu'à ce jour achetés des Samoans régulièrement et conformément aux usages alors en vigueur, et en vertu de

cette ratification du droit de propriété des sujets allemands de la part du Gouvernement de Samoa, toutes contestations ultérieures à l'égard des susdits terrains se trouvent exclues. Les Allemands auront, en conséquence, le droit d'exploiter sans opposition toutes les terres qu'ils auront acquises à Samoa, d'y réunir et employer les matériaux de main-d'œuvre nécessaires, soit à cet effet, soit en général pour leurs chantiers, comptoirs et maisons.

Art. 7. La désignation de la juridiction à laquelle devront être soumis les sujets allemands et autres sous leur protectorat dans les contestations légales entre eux, de même qu'en ce qui concerne les délits et crimes commis les uns contre les autres, est remise au Gouvernement allemand et à ses dispositions administratives ; par contre, la fixation d'une juridiction et la procédure au sujet des litiges judiciaires entre les nationaux allemands résidant à Samoa ou autres sous leur protectorat d'une part et les Samoans d'autre part ; de même qu'en ce qui concerne les délits et crimes des nationaux de l'une des Parties contractantes entre ceux de l'autre, reste réservée à une Convention spéciale contre les deux Gouvernements respectifs, y compris les dispositions nécessaires relativement à l'application des pénalités encourues par les personnes déclarées coupables, comme aussi relativement à l'emploi des moyens de contrainte à adopter en ce qui concerne chacun des Gouvernements vis-à-vis des témoins dans les procédures. En attendant, et jusqu'à ce que les deux Gouvernements aient conclu la susdite Convention, tous les différents qui s'élèveront entre Allemands et Samoans à Samoa seront jugés, en la forme usitée jusqu'à ce jour, par le consul d'Allemagne ou son représentant, de concert avec un fonctionnaire du Gouvernement de Samoa.

Art. 8. Toutes les lois et ordonnances auxquelles auront à se soumettre les sujets allemands et autres sous leur protectorat devront être délibérées en commun entre le consul d'Allemagne ou autres personnes que le Gouvernement allemand nommera à cet effet, et les fonctionnaires du Gouvernement de Samoa, comme aussi toutes mesures ayant pour but de faire observer lesdites lois et ordonnances par les Allemands à Samoa ; toutefois, toutes ces lois et mesures délibérées et arrêtées en commun ne seront exécutoires qu'après la ratification à obtenir du Gouvernement allemand. Néanmoins les Conventions provisoires qui ont été conclues par les fonctionnaires des deux Gouvernements relativement à l'organisation municipale, à la police des quarantaines, de même que celles qui ont trait à l'interdiction ou à la réglementation de la vente et du débit, par des

Allemands à Samoa, des spiritueux et boissons enivrantes aux Samoans et indigènes d'autres îles de l'océan Pacifique devront être observées par les sujets allemands, et cela aussi longtemps que le Gouvernement allemand, n'aura pas refusé de les ratifier.

Les sujets allemands jouiront cependant, même dans tous ces cas, de droits et avantages égaux à ceux des Samoans ou des sujets de la nation la plus favorisée et ne pourront être soumis à aucunes lois ou mesures par suite desquelles ils seraient, en comparaison des sujets d'autres nations, traités moins favorablement ou d'une façon désavantageuse.

Art. 9. En dehors des diverses Conventions spécifiées dans les articles ci-dessus, la réglementation des formalités relatives tant à des cas qui n'ont point été mentionnés qu'à l'état civil des sujets de l'un des États ou autres nationaux sous le protectorat de cet État, comme aussi la fixation des droits, prérogatives et devoirs de la représentation consulaire de chacun des deux Pays, ainsi que certains points non encore violés et relatifs au commerce, restent réservées à une Convention entre les deux Gouvernements.

Art. 10. Le Gouvernement de Samoa prend l'engagement de ne consentir sur son territoire à aucuns monopoles, dédommagements ou privilèges au préjudice du commerce allemand ou du pavillon et des sujets de l'empire d'Allemagne.

Art. 11. Le Gouvernement de Samoa promet d'accorder au Gouvernement allemand, aussi bien pour tous les objets spécifiés dans les précédents articles qu'en général, tout autant de droits qu'aux nations les plus favorisées et qu'il en pourra être concédés dans l'avenir à celles-ci.

Art. 12. Le présent Traité sera en vigueur et sera valable du jour de la signature, sauf cette réserve que, par contre, il sera entaché de nullité au cas où la ratification n'aurait pas lieu dans le laps de vingt-quatre mois du jour de la signature.

Art. 13. Le présent Traité, se composant de 13 articles, devra être ratifié et les ratifications échangées à Apia dans le plus bref délai possible.

La ratification, de la part du Gouvernement de Samoa, devra toutefois avoir lieu immédiatement après la signature du présent Traité, et le document y relatif devra, jusqu'à l'arrivée de la ratification du Gouvernement allemand, être gardé dans les archives du consulat impérial allemand, à Apia, sous la condition que l'acte de ratification devra faire retour au Gouvernement de Samoa, au cas où le Gouvernement allemand n'aurait pas ratifié le présent Traité dans le laps de temps fixé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties ont apposé leurs signatures et leurs sceaux au présent contrat en double expédition.

Fait à Apia de Opoulou, au consulat impérial d'Allemagne, le vingt-quatre janvier, mil huit cent soixante-dix-neuf.

(L. S.) *Signé* : VON WERNER.

(L. S.) *Signé* : Th. WEBER.

(L. S.) *Signé* : TUIA.

(L. S.) *Signé* : LEMANA.

(L. S.) *Signé* : MEISAKE.

ITALIE — SUISSE

CONVENTION PROVISOIRE RÉGLANT LES RAPPORTS DES DEUX PAYS EN MATIÈRE DE DOUANE, SIGNÉE A ROME LE 28 JANVIER 1879

S. M. le Roi d'Italie et le conseil fédéral de la Confédération Suisse, désirant, en vue de l'échéance imminente du Traité de commerce du 22 juillet 1868 (1), régler pour l'année courante les rapports entre les deux Pays en matière de douane, ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi d'Italie,

M. le chevalier *Agostino Depretis*, son président du conseil, Ministre *ad interim* des affaires étrangères ;

Et le conseil fédéral de la Confédération Suisse.

M. *Jean-Baptiste Pioda*, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération à Rome,

Et M. *Alphonse Kœchlin-Geigy*, ancien président du Conseil des États en Suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes s'assurent mutuellement, jusqu'au 31 décembre 1879, le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit.

Art. 2. La présente Convention entre en vigueur, sous réserve de l'accomplissement des formalités constitutionnelles

(1) Voir *Archives Diplomatiques* 1869, tome IV, p. 1337.

dans les deux Pays, aussitôt après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Berne, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Rome, en double expédition, le 28 janvier 1879.

(L. S.) *Signé* : DEPRETIS.

(L. S.) *Signé* : J. B. PIODA.

(L. S.) *Signé* : KOECHLIN GEIGY.

ITALIE — SUISSE

DÉCLARATION RELATIVE A LA PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE SIGNÉE A ROME LE 28 JANVIER 1879

La Convention pour la propriété artistique et littéraire (1), ainsi que la Convention d'établissement et consulaire (2), signées l'une à Florence et l'autre à Berne le 22 juillet 1868 ayant été stipulées entre l'Italie et la Suisse pour la même durée que le Traité de commerce (3) signé le même jour à Florence, — et les Hautes Parties contractantes étant aujourd'hui d'accord pour maintenir en vigueur ces deux Conventions, malgré l'échéance prochaine du Traité, — les soussignés à ce dûment autorisés, ont déclaré ce qui suit :

La Convention pour la garantie de la propriété artistique et littéraire, ainsi que la Convention d'établissement et consulaire, signées à Florence et à Berne le 22 juillet 1868 entre l'Italie et la Suisse sont maintenues en vigueur, sauf faculté de dénonciation de douze en douze mois.

Fait en double expédition, à Rome, ce 28 janvier 1879.

<i>Le Président du Conseil,</i>	<i>L'envoyé extraordinaire, et</i>
<i>Ministre ad interim des</i>	<i>Ministre plénipotentiaire</i>
<i>affaires étrangères de</i>	<i>de la Confédération Suisse.</i>
<i>S. M. le Roi d'Italie.</i>	

(L. S.) *Signé* : DEPRETIS.

(L. S.) *Signé* : J. B. PIODA.

(1) Voir *Archives Diplomatiques* 1869, tome IV p. 1346.

(2) — — — — — tome III p. 1208.

(3) — — — — — tome IV p. 1337.

GRANDE-BRETAGNE — ALLEMAGNE

CONTRAT DE MARIAGE DU DUC DE CONNAUGHT ET DE LA PRINCESSE LOUISE - MARGUERITE DE PRUSSE SIGNÉ A BERLIN LE 26 FÉVRIER 1879.

Au nom de la Très Sainte Trinité : Qu'il soit porté à la connaissance de tous que : S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande d'une part, et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, de l'autre, déjà unis par des liens de consanguinité et d'amitié, et voulant resserrer ces liens par une nouvelle alliance entre leurs Maisons Royales, ont consenti à un mariage entre S. A. R. Arthur - Guillaume - Patrick - Albert, Duc de Connaught et de Strathearne, Comte de Sussex, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, Duc de Saxe, etc., etc., troisième fils de S. M. la Reine du Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande, et de défunt S. A. R. le Prince consort, Prince Albert de Saxe-Cobourg et Gotha, et S. A. R. Madame la Princesse Louise-Marguerite - Alexandra - Victoria - Agnès, troisième fille de S. A. R. le Prince Frédéric-Charles-Nicolas de Prusse, et petite-nièce de S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse ;

Les deux Hautes Parties alliées, ainsi que S. A. R. le Prince Frédéric-Charles de Prusse et S. A. R. la Princesse Marie-Anne, sa femme, ont donné leur consentement à cette alliance, et dans le but d'arriver à une heureuse fin et de conclure et de confirmer les articles dudit mariage, S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande d'une part, et S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse, de l'autre, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande le Très Honorable Lord Odo-Guillaume-Léopold Russell, membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'ordre très honorable du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. Britannique auprès S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse ;

Et S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse, le Baron Alexandre von Schleinitz, Ministre d'État et Ministre de la Maison de Sa Majesté, Chevalier de l'ordre de l'Aigle noir ;

Qui, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme ont convenu des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il est décidé et convenu que le mariage entre S. A. R. Arthur-Guillaume-Patrick-Albert, Duc de Connaught et de Strathearne, Comte de Sussex, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, etc., etc., troisième fils de S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et de feu S. A. R. le Prince consort Albert de Saxe-Cobourg et Gotha, et S. A. R. la Princesse Louise-Marguerite-Alexandra-Victoria, troisième fille de S. A. R. le Prince Frédéric-Charles-Nicolas de Prusse, sera célébré en personne dans la partie du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande nommée la Grande-Bretagne, conformément aux lois d'Angleterre et aux rites et cérémonies de l'Eglise anglicane, aussi promptement que cela pourra convenablement avoir lieu.

Art. 2. S. M. Britannique s'engage à ce que S. A. R. le Duc de Connaught garantira à S. A. R. la Princesse Louise-Marguerite-Alexandra-Victoria-Agnès, au moyen soit des revenus personnels de S. A. Royale, soit de ceux qui lui seraient donnés par le Parlement, la somme annuelle de quinze cents livres sterling qui seront payées par semestre à Son Altesse Royale pour son usage propre et particulier, et sans anticipation, pendant toute la durée du mariage de Leurs AltesSES Royales.

Art. 3. S. M. Britannique s'engage à demander au Parlement de la mettre en mesure d'assurer à Son Altesse Royale, dans le cas où elle aurait le malheur de devenir veuve (que le Seigneur l'en préserve de longtemps), une somme annuelle de six mille livres sterling à titre de douaire, ladite somme devant, en pareil cas, être payée par trimestre les 5 janvier, 5 avril, 5 juillet et 10 octobre, à Son Altesse Royale ou à ses mandataires. Le premier paiement devra être fait à celle des dates indiquées ci-dessus qui suivra la première le jour du décès de S. A. R. le Duc de Connaught, et sera proportionnel au laps de temps écoulé de ce jour au jour du décès.

Art. 4. S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse, donnera à S. A. R. la Princesse Louise-Marguerite de Prusse, à titre de douaire une somme de trois cent mille marks dont une moitié, soit cent cinquante mille marks, devra être considérée comme la dot à laquelle ont droit les princesses de la Maison royale de Prusse, et l'autre moitié, cent cinquante mille marks, devra être considérée comme un cadeau personnel de Sa Majesté à Son Altesse Royale, qui en aura la libre possession.

Ce douaire sera payé dans les quatre semaines qui suivront la célébration du mariage, à toute personne chargée par S. M. Britannique de le recevoir, et qui donnera certaines garanties

dont sont convenues S. M. Britannique et S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse, et qui seront indiquées dans un Traité séparé.

S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse, donnera à S. A. R. la Princesse Louise-Marguerite, le trousseau et les bijoux nécessaires à une Princesse de la Maison royale de Prusse.

Art. 5. S. A. R. la Princesse Louise-Marguerite, d'accord avec les usages de la Maison royale de Prusse et avec l'assentiment de S. A. R. le Duc de Connaught, son futur époux, renonce d'une façon formelle, en faveur de la lignée mâle de la famille royale de Prusse, margravienne de Brandebourg, aux droits de succession héréditaire en Pays et en biens. Tant qu'il y aura un descendant mâle de la lignée royale de Prusse, margravienne de Brandebourg, elle n'aura aucun droit sur eux et aucune réclamation à faire.

Mais dans le cas où la lignée mâle de la Maison royale de Prusse, margravienne de Brandebourg, s'éteindrait (que Dieu l'en préserve), tout ce qui appartient aux Princesses par testaments legs, lois, et usages de ladite Maison leur reviendrait et remise sera faite de la part de Son Altesse Royale à elle-même ou à ses héritiers.

Art. 6. Le présent Traité sera ratifié par S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et par S. M. l'Empereur allemand, Roi de Prusse, et les ratifications seront échangées à Berlin aussitôt que faire se pourra.

Fait à Berlin, le vingt-sixième jour de février de l'an du Seigneur mil huit cent soixante-dix-neuf.

(L. S.) *Signé* : ODO-GUILLAUME-LÉOPOLD RUSSELL.

(L. S.) *Signé* : SCHLEINITZ.

BELGIQUE — ROUMANIE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE SIGNÉE A BUCHAREST LE 2/14 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats entre la Belgique et la Roumanie se fera en

conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878 (1), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

Bucharest, ce 2/14 mars 1879.

(L. S.) Signé : FRÉDÉRIK HOORICKX. (L. S.) Signé : CAMPINÉANU.

BELGIQUE — PAYS-BAS

CONVENTION POSTALE SIGNÉE A LA HAYE LE 5 MARS 1879

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, voulant assurer à leurs nationaux respectifs des avantages plus étendus que ceux consacrés par les actes du Congrès postal, ont résolu de conclure une Convention spéciale en exécution de l'article 15 de la Convention signée à Paris le 1^{er} juin 1878 (2), de l'article 9 de l'arrangement signé à Paris à la même date concernant les valeurs déclarées, et de l'article 6 de l'arrangement signé à Paris le 4 juin 1878 (3) concernant les mandats de poste ;

Et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges : le Comte *Gabriel-Auguste van der Straten-Ponthoz*, grand officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier grand-croix des ordres de la Couronne de chêne du Luxembourg, du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne et du Mérite de Saint-Michel de Bavière, etc., etc., son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas : le Baron *Guillaume de Heeckeren de Kell*, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, chevalier de 1^{re} classe de l'ordre de la Couronne de chêne du Luxembourg, etc., son chambellan et Ministre des affaires étrangères, et M. *Jean-Pierre Roeter-Tak de Poortvliet*, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, etc., etc., son Ministre du waterstaat, du commerce et de l'industrie,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

(1) Voir.

(2) Voir *Archives* 1878-79 tome I, p. 286.

(3) Voir — — — I, p. 333.

A. — Correspondances ordinaires.

Art. 1^{er}. La taxe à percevoir pour les lettres expédiées de la Belgique pour les Pays-Bas ou des Pays-Bas pour la Belgique est fixée, par port simple, à 20 centimes ou 10 cents en cas d'affranchissement, et à 40 centimes ou 20 cents en cas de non-affranchissement.

Cette taxe est réduite, par port simple, à 10 centimes ou 5 cents pour les lettres affranchies, et à 20 centimes ou 10 cents pour les lettres non affranchies, lorsque la distance en ligne droite entre le bureau d'origine et celui de destination n'excède pas 30 kilomètres.

B. — Valeurs déclarées et mandats de poste.

Art. 2. Le droit d'assurance des lettres avec valeurs déclarées, expédiées de la Belgique pour les Pays-Bas et des Pays-Bas pour la Belgique, est fixé à 5 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs, ou à 2 cents $\frac{1}{2}$ pour 100 florins ou fraction de 100 florins.

Ce droit est partagé par moitié entre les deux administrations.

Art. 3. L'échange des mandats de poste entre la Belgique et les Pays-Bas s'effectuera conformément à l'arrangement arrêté par le Congrès de Paris, le 4 juin 1878, sous réserve des dispositions complémentaires ou modificatives suivantes.

Art. 4. Par dérogation à l'article 5 de l'arrangement susdit, la taxe à percevoir sur chaque mandat délivré en Belgique pour les Pays-Bas est fixée à 25 centimes pour 50 francs.

La moitié du produit de cette taxe est due à l'administration des postes des Pays-Bas, pour les mandats belges acquittés par cette administration.

De son côté, l'administration des postes des Pays-Bas paye à l'administration des postes de Belgique, pour les mandats néerlandais acquittés par celle-ci, un quart des produits de la taxe perçue sur ces mandats dans les Pays-Bas, conformément au § 1^{er} de l'article 3 susmentionné.

Le Gouvernement néerlandais se réserve la faculté de réduire également à 12 p. 100 par 25 florins la taxe à percevoir sur les mandats-poste.

Dans ce cas, le produit des taxes perçues de part et d'autre sur les mandats de l'espèce sera partagé par moitié entre les deux administrations.

Art. 5. Les mandats de poste peuvent être expédiés sous recom-

mandation, avec faculté, pour l'expéditeur, de demander qu'il lui soit donné avis de la réception de ces mandats. L'expéditeur paye d'avance, à cet effet, le droit de recommandation et, s'il y a lieu, la taxe d'avis de réception applicable aux objets de correspondance.

Le produit des droits et taxes ci-dessus énoncés reste acquis à l'office d'origine.

Art. 6. L'administration des postes de Belgique et l'administration des postes des Pays-Bas détermineront, de commun accord, les conditions auxquelles pourront être échangés, par l'entremise de cette dernière administration, des mandats de poste entre la Belgique et les colonies néerlandaises.

C. — Mandats télégraphiques.

Art. 7. Les mandats de poste représentant des envois de fonds de la Belgique pour les Pays-Bas ou des Pays-Bas pour la Belgique peuvent être transmis au moyen du télégraphe, lorsque la localité néerlandaise de destination ou d'origine est le siège d'un bureau de perception des postes (*postkantoor*) et d'un bureau télégraphique de l'État.

Art. 8. Le maximum de l'import des télégrammes-mandats est celui fixé pour les mandats de poste.

Art. 9. L'envoyeur a à payer :

- a) La taxe ordinaire des mandats de poste ;
- b) La taxe du télégramme.

Il peut, en outre, être astreint à payer un droit pour le transport du télégramme au bureau télégraphique expéditeur, lorsque celui-ci n'est pas installé dans le même bâtiment que le bureau de poste.

Art. 10. Lorsque le bureau de poste destinataire n'est pas dans le rayon de distribution gratuite du bureau télégraphique d'arrivée, le prix du transport du télégramme-mandat entre ces deux bureaux peut être réclamé du destinataire.

Art. 11. Les télégrammes-mandats ne sont grevés d'aucuns frais autres que ceux prévus ci-dessus, lorsque la remise en a lieu par les facteurs en service ordinaire, sauf lorsque, à la demande de l'envoyeur ou du destinataire, ils sont remis par exprès en Belgique. Dans ce cas, les frais d'exprès sont perçus du destinataire.

D. — Dispositions générales.

Art. 12. Les administrations de Belgique et des Pays-Bas sont autorisées à fixer de commun accord, dans les conditions prévues

par les actes du Congrès de Paris, les prix et conditions de la remise par exprès des lettres avec valeur déclarée et des mandats de poste, ainsi que toutes autres mesures d'ordre et de détail que comporte l'exécution du présent arrangement et qui sortent des prévisions des règlements d'exécution arrêtés par le Congrès.

Art. 13. La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} avril 1879.

Elle formera, avec la Convention et les arrangements conclus à Paris par le congrès postal, les 1^{er} et 4 juin 1878, un ensemble de dispositions qui remplacent et annulent toutes les Conventions postales antérieures intervenues entre la Belgique et les Pays-Bas.

Art. 14. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye, en double expédition, le cinquième jour du mois de mars de l'an mil huit cent soixante-dix-neuf.

(L. S.) *Signé* : comte AUGUSTE VAN DER STRATEN PONT HOZ.

(L. S.) *Signé* : HEECKREN DE KELL.

(L. S.) *Signé* : TAK DE POORTVLIET.

GRANDE-BRETAGNE — SERBIE

DÉCLARATION RÉGLANT PROVISOIREMENT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX ÉTATS SIGNÉE A BELGRADE LE 5/17 MARS 1879

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et le Gouvernement de S. A. le Prince de Serbie, désirant régler provisoirement les relations commerciales entre les deux Pays pendant la période de temps nécessaire pour la négociation et la conclusion d'un Traité de commerce, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les produits d'origine ou de provenance anglaise qui seront importés en Serbie, et les produits d'origine ou de provenance serbe qui seront importés dans le Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et aux colonies anglaises, seront respec-

tivement soumis, quant aux droits d'importation, d'exportation, de transit, quant à la réexportation, au courtage, à l'entrepôt, aux droits locaux, et quant aux formalités douanières, au même traitement que les produits de la nation la plus favorisée.

Le présent arrangement provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un Traité de commerce définitif, mais dans tous les cas il cessera ses effets le 1/13 mai 1880.

Les deux Gouvernements s'engagent à faire approuver, s'il le faut, le présent arrangement par les Corps législatifs de leurs Pays dans leur prochaine session.

En foi de quoi, les Soussignés ont dressé la présente déclaration, et y ont apposé le sceau de leurs chancelleries.

Belgrade, le 5/17 mars 1879.

Le chargé d'affaires à Belgrade de S. M. Britannique,
(L. S.) Signé : G. F. GOULD.

Le Président du Conseil des Ministres, Ministre des affaires étrangères de S. A. le Prince de Serbie.
(L. S.) Signé : J. RISTITCH.

BELGIQUE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

CONVENTION POSTALE SIGNÉE A LA HAYE, LE 6 MARS 1879

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg,

Voulant assurer à leurs nationaux respectifs des avantages plus étendus que ceux consacrés par les actes du congrès postal, ont résolu de conclure une Convention spéciale en exécution de l'article 15 de la Convention signée à Paris le 1^{er} juin 1878 (1), et de l'article 6 de l'arrangement signé à Paris le 4 juin 1878 (2), concernant les mandats de poste,

Et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. le comte *Gabriel-Auguste van der Straten Ponthoz*, grand officier de son ordre de Léopold, grand-croix des ordres de la Couronne de chêne du Luxembourg, du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne, et de Saint-Michel de Bavière, son envoyé extraordinaire et Ministre

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 286.

(2) — — — — — p. 333.

plénipotentiaire près S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. *Gustave d'Olimart*, commandeur de son ordre grand-ducal de la Couronne de chêne, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, chevalier des ordres du Lion néerlandais et de la Légion d'honneur, son Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché de Luxembourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

A — Correspondances ordinaires

Art. 1^{er}. La taxe à percevoir sur les lettres expédiées de la Belgique pour le Grand-Duché de Luxembourg, ou du Grand-Duché de Luxembourg pour la Belgique, est fixée, par port simple, à 20 centimes en cas d'affranchissement, et à 40 centimes en cas de non-affranchissement.

Cette taxe est réduite, par port simple, à 10 centimes pour les lettres affranchies, et à 20 centimes pour les lettres non affranchies, lorsque la distance en ligne droite entre le bureau d'origine et celui de destination n'excède pas 30 kilomètres.

Art. 2. La taxe des imprimés de toute nature expédiés de la Belgique pour le Grand-Duché de Luxembourg, ou du Grand-Duché de Luxembourg pour la Belgique, est fixée à 2 centimes par port simple, lorsque ces imprimés sont placés sous bande ou sous simple lien, ou expédiés à découvert, sous forme de carte.

Art. 3. Le Gouvernement belge accorde à titre gratuit au Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg le transit, par la voie la plus courte à travers la Belgique, des correspondances originaires du Luxembourg et des pays auxquels le Luxembourg sert d'intermédiaire, qui seront expédiées en dépêches closes formées par les bureaux d'échange grands-ducaux, à destination soit d'autres bureaux d'échange grands-ducaux, soit de bureaux d'échange des Pays-Bas ou de tous autres pays pour lesquels la voie de la Belgique peut être utilement employée.

Art. 4. Réciproquement, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg accorde à titre gratuit au Gouvernement belge le transit par la voie la plus courte à travers le Luxembourg, des correspondances originaires de Belgique, et des pays auxquels la Belgique sert d'intermédiaire, qui seront expédiées en dépêches closes, formées par les bureaux d'échange belges, à destination soit d'autres bureaux d'échange belges, soit de bureaux d'échange

des Pays étrangers pour lesquels la voie du Grand-Duché de Luxembourg peut être utilement employée.

B. — Mandats de poste.

Art. 5. L'échange des mandats de poste entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg s'effectuera conformément à l'arrangement arrêté par le Congrès de Paris le 4 juin 1878, sous réserve des dispositions complémentaires ou modifications suivantes :

Art. 6. La taxe à percevoir sur les mandats de poste est fixée à 25 centimes par 50 francs en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Le produit de cette taxe est partagé par moitié entre les deux administrations.

Art. 7. Les mandats de poste peuvent être expédiés sous recommandation, avec faculté, pour l'expéditeur, de demander qu'il lui soit donné avis de la réception de ces mandats.

L'expéditeur paye d'avance, à cet effet, le droit de recommandation et, s'il y a lieu, la taxe d'avis de réception applicable aux objets de correspondance.

Ces produits restent acquis à l'office d'origine.

C. — Mandats télégraphiques.

Art. 8. Les mandats de poste représentant des envois de fonds de la Belgique pour le Grand-Duché de Luxembourg, ou du Grand-Duché de Luxembourg pour la Belgique, peuvent être transmis au moyen du télégraphe.

Art. 9. Le maximum de l'import des télégrammes-mandats est celui fixé pour les mandats de poste.

Art. 10. L'envoyeur a à payer :

- a) La taxe ordinaire des mandats de poste ;
- b) La taxe du télégramme.

Il peut, en outre, être astreint à payer un droit pour le transport du télégramme au bureau télégraphique expéditeur, lorsque celui-ci n'est pas installé dans le même bâtiment que le bureau de poste.

Art. 11. Lorsque le bureau de poste destinataire n'est pas dans le rayon de distribution gratuite du bureau télégraphique d'arrivée, le prix du transport du télégramme-mandat entre ces deux bureaux peut être réclamé du destinataire.

Art. 12. Les télégrammes ne sont grevés d'aucuns frais que ceux prévus ci-dessus, lorsque la remise en a lieu par les facteurs en tournée ordinaire. Ils sont remis par exprès lorsque la

demande en est faite par l'envoyeur, et dans ce cas les frais d'express sont perçus du destinataire.

Art. 13. Les administrations de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg sont autorisées à fixer de commun accord, dans les conditions prévues par les actes du Congrès de Paris, les prix et conditions de la remise par express des mandats de poste, ainsi que toutes les autres mesures d'ordre et de détail que comporte l'exécution du présent arrangement et qui sortent des prévisions des règlements d'exécution arrêtés par le Congrès.

Art. 14. La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} avril 1879.

Elle formera, avec la Convention et les arrangements conclus à Paris par le congrès postal les 1^{er} et 4 juin 1878, un ensemble de dispositions qui remplacent et annulent toutes les Conventions postales antérieures intervenues entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à la Haye, en double original, le 6 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : comte AUGUSTE VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) *Signé* : G. D'OLIMART.

BELGIQUE — SUISSE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE ET DE MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES SIGNÉE A BERNE LE 6 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds, par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre la Suisse et la Belgique, se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris le 4 juin 1878 (1), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

Par dérogation à l'article 6 dudit arrangement, les adminis-

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 333.

trations des postes respectives sont chargées de régler tout ce qui est relatif à l'échange des mandats par voie télégraphique.

En foi de quoi, la présente déclaration, expédiée en deux doubles, a été munie de leur signature et du sceau de leurs armes.

Fait à Berne, le 6 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : J. JOORIS.

(L. S.) *Signé* : HAMMER.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION RELATIVE A LA CONVENTION D'EXTRADITION
DU 15 JANVIER 1875 SIGNÉE A BRUXELLES LE 10 MARS 1879

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, désirant assurer la pleine exécution de l'article 16 de la Convention d'extradition du 15 janvier 1875 (1), sont convenus de ce qui suit :

Dans le cas où les frais de voyage et de séjour, alloués en vertu dudit article 16 et d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le Pays où l'audition du témoin aura lieu, ne suffiraient pas pour couvrir les dépenses qui devraient réellement être faites, la différence sera couverte par le Gouvernement requérant.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qui aura la même valeur et la même durée que la Convention d'extradition à laquelle elle se rattache.

Fait en double original, à Bruxelles, le 18 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : FRÈRE ORBAN.

(L. S.) *Signé* : comte DE BARRAL.

BELGIQUE — ALLEMAGNE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE
SIGNÉE A BERLIN LE 17 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

(1) Voir *Archives dipl.*, 1876-77, t. I, p. 330.

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats entre la Belgique et l'Allemagne se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878 (1), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

Par dérogation à l'article 6 dudit arrangement, les administrations des postes respectives sont chargées de régler tout ce qui est relatif à l'échange des mandats par voie télégraphique.

Fait en double, à Berlin, le 17 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : NOTHOMB.

(L. S.) *Signé* : B. BULOW.

BELGIQUE — SUÈDE ET NORWÈGE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE SIGNÉE A STOCKHOLM LE 18 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats entre la Belgique et les Royaumes unis de Suède et de Norwège se fera en conformité des dispositions de l'arrangement, signé à Paris, le 4 juin 1878 (2), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Stockholm, le 18 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : TH. DE BOUNDER DE MELS BROECK.

(L. S.) *Signé* : O. M. DE BJÖRNSTJERNA.

BELGIQUE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

DÉCLARATION CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL, SIGNÉE A LA HAYE LE 21 MARS 1879

Le Gouvernement belge et le Gouvernement grand-ducal de Luxembourg, désirant assurer la communication des actes

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 333.

(2) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 333.

intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état civil, des actes de mariage et des actes de décès dressés sur leur territoire et concernant des citoyens de l'autre État.

Art. 2. La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes dans le Grand-Duché de Luxembourg et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile en Belgique.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes en Belgique et qui étaient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux autorités locales, leur domicile dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Les officiers de l'état civil en Belgique et dans le Grand-Duché de Luxembourg se donneront mutuellement avis, par la voie diplomatique, des reconnaissances et des légitimations d'enfants naturels inscrites dans les actes de mariage.

Art. 4. Tous les six mois, les expéditions desdits actes dressés pendant le semestre précédent seront remises par le Gouvernement belge au consulat général du Grand-Duché de Luxembourg à Bruxelles, et par le Gouvernement grand-ducal au consulat de Belgique à Luxembourg.

Art. 5. Les actes dressés en Belgique dans la langue flamande et les actes rédigés dans le grand-duché de Luxembourg en langue allemande seront accompagnés d'une traduction française dûment certifiée par l'autorité compétente.

Art. 6. Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions desdits actes ne préjugera pas les questions de nationalité. Les actes de l'état civil, demandés de part et d'autre à la requête de particuliers non pourvus d'un certificat d'indigence, resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux Pays.

Art. 7. La présente déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1879.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, l'ont signée à la Haye, en double original, le 21 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : comte AUG. VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) *Signé* : G. d'OLIMART.

BELGIQUE — PORTUGAL

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE SIGNÉE A LISBONNE LE 27 MARS 1879

Les soussignés, Ministre résident de S. M. le Roi des Belges et le Ministre et Secrétaire d'État des affaires étrangères de S. M. Très Fidèle, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds, par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre la Belgique et le Portugal, se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878 (1), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

Fait à Lisbonne, en double expédition, le 27 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : baron DE PITTEURS-HIEGAERTS.

(L. S.) *Signé* : DE ANDRANE CORVO.

BELGIQUE — ITALIE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE SIGNÉE A ROME LE 28 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre la Belgique et l'Italie, se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878 (2), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

Fait à Rome, ce 28 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : A. VAN LOO.

(L. S.) *Signé* : DEPRETIS.

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 333.

(2) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 333.

FRANCE — BELGIQUE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE
SIGNÉE A PARIS LE 28 MARS 1879

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de la République française, désirant faciliter les relations postales entre les deux Pays par l'introduction du service des mandats de poste,

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats entre la France et l'Algérie, d'une part, et la Belgique, d'autre part, se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878(1).

La présente déclaration sera exécutoire à partir du 1^{er} avril 1879.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 28 mars 1879.

(L. S.) Signé : BEYENS.

(L. S.) Signé : WADDINGTON.

BELGIQUE — AUTRICHE - HONGRIE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE
SIGNÉE A VIENNE LE 30 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878 (2), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double expédition, à Vienne, le 30 mars 1879.

(L.S.) Signé : C^{te} DE JONCHE D'ARDOYE. (L.S.) Signé : ANDRASSY.

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. 1, p. 333.

(2) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. 1, p. 333.

FRANCE — ESPAGNE

DÉCLARATION RELATIVE A LA DÉLIMITATION DE LA JURIDICTION DES DEUX PAYS DANS LES EAUX DE LA BAIE DU FIGUIER, SIGNÉE A BAYONNE LE 30 MARS 1879

Les soussignés, Ministres plénipotentiaires, présidents des Délégations française et espagnole à la commission mixte des Pyrénées, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, voulant compléter les dispositions du Traité de délimitation conclu, le 2 décembre 1856 (1), entre la France et l'Espagne, ainsi que des stipulations additionnelles des 31 mars 1859 (2) et 11 juillet 1868 (3), ont donné leur adhésion aux principes arrêtés par la commission mixte des Pyrénées pour la délimitation de la juridiction des deux Pays dans les eaux de la baie du Figuer, et consignés au procès-verbal de la séance du 7 octobre 1878, sous la forme d'un projet signé *ad referendum*,

Pour la France, par MM. *Charles Gavard*, Ministre plénipotentiaire, président de la Délégation française; *Louis Baron*, sous-préfet de Bayonne; *Alf. Courtet*, directeur des douanes à Bayonne, et *A. Pougin de la Maisonneuve*, capitaine de frégate;

Pour l'Espagne, par MM. *F^{co} R. Figuera*, Ministre plénipotentiaire, président de la délégation espagnole; *Edouardo de Egana*, Secrétaire du Gouvernement civil de Guipuscoa; *Emilio Abreu*, directeur de la douane d'Irun, et *Melchor Ordonez*, colonel d'infanterie de marine et lieutenant de vaisseau de 1^{re} classe.

Ils sont, en conséquence, convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les eaux de la baie du Figuer seront divisées, au point de vue de la juridiction, en trois parties :

La première comprenant les eaux placées sous la juridiction exclusive de l'Espagne ;

La seconde comprenant les eaux placées sous la juridiction exclusive de la France ;

La troisième formant la zone des eaux communes.

Art. 2. Une ligne transversale A B C D, partant du point

(1) Voir *Archives dipl.* 1869, t. II, p. 664.

(2) — — — 1869, t. II, p. 700.

(3) — — — 1869, t. II, p. 764.

extrême (A) du cap Figuier, sur la côte espagnole, et aboutissant à l'extrémité (D) de la côte française, à la pointe du Tombeau, déterminera la limite de la baie du côté de la mer, conformément au plan annexé.

Art. 3. Un méridien passant par le milieu (*m*) de la ligne transversale partagera les eaux territoriales des deux Pays, en dehors de la baie.

Art. 4. Il est entendu que le mouillage et l'entrée de la rivière resteront en dehors des eaux placées sous la juridiction exclusive de l'un comme de l'autre Pays. Dans le cas d'un changement dans la position de la barre, il y aurait lieu de modifier en conséquence les dispositions suivantes, qui fixent la répartition des eaux dans l'état actuel des choses.

Art. 5. La ligne transversale, dont l'étendue est de 3,055 mètres et qui déterminera la limite de la baie, sera divisée en trois parties égales.

Art. 6. Une ligne partant du point F, sur le côté espagnol de l'embouchure de la rivière, s'élèvera parallèlement à la côte de ce Pays jusqu'à la rencontre du point I d'une ligne R B.

La ligne R B s'élèvera du point R, qui correspond actuellement au milieu de la portion de la côte espagnole comprise entre le château du Figuier et l'embouchure de la Bidassoa, et coupera la transversale au tiers de sa longueur, au point B, à 1,018 mètres du cap Figuier.

Les eaux comprises entre la ligne brisée FIB et la côte d'Espagne seront placées sous la juridiction exclusive de ce Pays.

Art. 7. Une ligne partant de la pointe des Dunes (G) sur la côte française coupera la ligne transversale au point (C) dans le tiers de sa longueur à 1,018 mètres de la pointe du Tombeau.

Les eaux comprises entre cette ligne (GC) et la côte de France seront placées sous la juridiction exclusive de ce Pays.

Art. 8. Les eaux comprises entre la ligne transversale et les deux lignes déterminées dans les articles 6 et 7 formeront la zone des eaux communes.

Art. 9. La jouissance du mouillage situé dans la zone intermédiaire restera commune aux navires des deux Pays.

Art. 10. La violence de la houle dans la rade et la nature du sol, qui ne donne pas prise aux grappins, ne permettant pas le placement de bouées ou autres signaux flottants pour déterminer la direction des lignes de séparation des eaux, les délégués de la marine des deux nations, après l'approbation des présentes dispositions par leurs Gouvernements respectifs, devront

proposer à la commission les moyens qui leur paraîtront les mieux appropriés pour établir une démarcation permanente et apparente des différentes zones.

Art. 11. Le régime de surveillance des eaux de la zone commune sera l'objet d'un règlement ultérieur élaboré par la commission internationale. En attendant, on devra considérer comme en vigueur les règlements actuellement applicables à la navigation dans la Bidassoa et dans la baie du Figuiér.

Art. 12. Le présent accord n'apporte aucune altération aux dispositions relatives à la pêche dans la Bidassoa et la rade du Figuiér, insérées dans l'acte du 31 mars 1859 additionnel au Traité de limites du 2 décembre 1856.

La présente Déclaration, considérée comme partie intégrante du Traité du 2 décembre 1856, sera approuvée, au nom des Gouvernements respectifs, et sera rendue exécutoire à partir du jour qui sera convenu, selon la forme consacrée dans chacun des deux Pays.

Fait en double original, à Bayonne, le 30 mars 1879.

(L. S.) *Signé* : CH. GAVARD.

(L. S.) *Signé* : JUAN YSAIAS LLORENTE.

BELGIQUE — DANEMARK

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE SIGNÉE A STOCKHOLM LE 31 MARS 1879

Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats entre la Belgique et le Danemark se fera en conformité des dispositions de l'arrangement signé à Paris, le 4 juin 1878 (1), dont l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} avril 1879.

Stockholm, le 31 mars 1879.

*Le Ministre résident
de Belgique,*

(L. S.) *Signé* : TH. DE BOUNDER
DE MELS BROEK.

*L'envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Danemark.*

(L. S.) *Signé* : F. BILLE.

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878-79, t. I, p. 333.

ÉTATS-UNIS — JAPON

TRAITÉ DE COMMERCE SIGNÉ A WASHINGTON LE 8 AVRIL 1879

Art. 1^{er}. Il a été convenu entre les deux Parties contractantes que la Convention du tarif signée à Yédo le 25 juin 1866 (1), ou le 3^e jour du 5^e mois de la 2^e année de Keio, par les représentants des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Hollande d'un côté, et le Japon de l'autre, ainsi que les formes de tarifs sur les importations et les exportations et les règlements sur les godowns de la douane, lesquels font partie intégrante de ladite Convention, sont annulés par le présent et cessent d'être en vigueur entre les États-Unis et le Japon, sous la condition que l'article 10 de la présente Convention sera exécuté. Cesseront encore d'être valables les clauses du Traité de 1858, ou 5^e année d'Ansei, signé à Yédo, ayant trait aux règlements des rades, douanes et taxes, ainsi qu'aux règlements de commerce faisant partie dudit Traité.

Il est convenu, en outre, que lorsque la Convention actuelle entrera en vigueur, les États-Unis reconnaitront au Gouvernement japonais le pouvoir et le droit exclusifs de modifier ses tarifs de douane, et d'établir des règlements relatifs au commerce dans les ports ouverts au Japon.

Art. 2. Il est entendu que le Japon n'imposera pas les marchandises de toutes sortes provenant des États-Unis d'un droit plus élevé que ceux mis sur les mêmes marchandises provenant d'autres Pays étrangers. Si le Gouvernement japonais venait à prohiber l'exportation ou l'importation de tel ou tel article, pareille interdiction ne saurait prévaloir contre les produits, navires, ou citoyens des États-Unis.

Art. 3. Les États-Unis s'engagent à leur tour à ne pas compéter de droits de sortie sur les marchandises à destination du Japon, à partir du jour où ce Traité entrera en vigueur; le Japon usera de réciprocité envers les produits de son Pays à destination des États-Unis.

Art. 4. Il est stipulé et convenu qu'aussi longtemps que les trois premières clauses du premier paragraphe de l'article 6 du Traité de 1858 (5^e année d'Ansei) resteront en vigueur, toutes réclamations faites par le Gouvernement japonais pour infraction ou violation dudit Traité, ou des règlements établis sur les

(1) Voir *Archives dipl.*, 1867, t. I, p. 8.

douanes, godowns de la douane et de la rade, devront être adressées à la Cour consulaire des États-Unis, qui aura mission de juger impartialement et conformément aux stipulations des Traités et règlements en vigueur. Les amendes perçues dans ces cas devront être remises aux autorités japonaises.

Art. 5. Il est entendu et convenu entre les Parties contractantes que le droit de contrôle du cabotage du Japon appartient uniquement au Gouvernement de cet Empire.

Art. 6. Il est convenu que les navires des États-Unis arrivant dans un port du Japon ouvert au commerce étranger auront le droit de décharger, conformément aux lois de la douane de ce Pays, telles parties de leur chargement qu'il leur plaira, et qu'ils pourront repartir avec le restant sans payer de droit, impôts ou autres charges, excepté pour la partie du fret qui aura été débarquée et notée sur le manifeste. Lesdits navires pourront également continuer leur voyage dans un ou plusieurs autres ports ouverts du Japon et y débarquer le reste de leur chargement; tous droits, impôts ou charges de quelque nature que ce soit élevés sur les navires mêmes ne seront payés que dans le port où le déchargement aura commencé; il ne pourra plus être compté que des droits locaux dans les autres ports où les navires pourraient s'arrêter.

Art. 7. En vue des concessions faites par les États-Unis, en ce qui concerne le tarif des douanes, les règlements, etc., stipulés dans l'article 1^{er}, le Gouvernement japonais s'engage par principe de réciprocité à donner les concessions suivantes : Ouverture de deux nouveaux ports (l'un sera Shimono-séki et le choix de l'autre sera désigné plus tard par les Parties contractantes), immédiatement après que la présente convention entrera en vigueur, aux citoyens et navires des États-Unis, pour qu'ils puissent résider et y faire le commerce.

Art. 8. Le temps étant expiré pour l'article 5 du Traité de 1858 (5^e année d'Ansei), conclu entre les deux Pays, ledit article sera périmé aussitôt que le présent Traité entrera en vigueur.

Art. 9. Toutes clauses du Traité conclu entre les deux Pays et jusqu'alors en vigueur, pouvant amener un malentendu ou une contradiction avec certaines clauses de la présente Convention, sont par la présente annulées.

La Convention actuelle formera partie intégrante des Traités existants entre les deux Pays.

La révision de certains articles desdits Traités n'ayant pas reçu de modification ou suppression, ainsi que la révision de la présente Convention, pourront être demandées plus tard par

chacune des deux Parties contractantes ; mais les Traités précédents, avec les modifications actuelles, resteront en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle révision soit jugée nécessaire.

Art. 10. La présente Convention entrera en vigueur lorsque le Japon aura conclu des Conventions ou révisions de Traités semblables, avec toutes les autres nations signataires des Traités ou ayant des relations avec le Japon, et que pareilles conditions ou révisions entreront également en vigueur.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications échangées à Washington le plus tôt possible et dans les quinze mois de la date de la signature du présent Traité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous nommés ont apposé ci-après leur signature et sceau à Washington ce vingt-cinq juillet mil huit cent soixante-dix-huit (vingt-cinquième jour du septième mois de la onzième année de Méiji).

(L. S.) *Signé* : WILLIAM MAXWELL EVARTS.

(L. S.) *Signé* : YOSHIDA KIYONARI.

FRANCE — PORTUGAL

DÉCLARATION PROROGÉANT AU 31 DÉCEMBRE 1879 LE TRAITÉ DE
COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU LE 11 JUILLET 1866,
SIGNÉE A PARIS LE 8 AVRIL 1877

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, considérant que le Traité de commerce et de navigation conclu le 11 juillet 1866 (1) entre la France et le Portugal doit prendre fin le 15 juillet 1879, et reconnaissant l'utilité de proroger les effets de cet acte international en attendant la conclusion d'un nouveau Traité entre les deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Le Traité de commerce et de navigation du 11 juillet 1866 entre la France et le Portugal et les tarifs y annexés resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1879.

Il est entendu toutefois qu'à partir du 16 juillet prochain et pendant la durée du présent arrangement, les vins de Portugal, à leur entrée en France, seront passibles de la taxe de 3^f.50 par hectolitre, comme le sont les produits viticoles des autres Pays

(1) Voir *Archives dipl.*, 1867, t. IV, p. 1335.

qui jouissent en France du traitement de la nation la plus favorisée. Ce tarif, qui comprend tous droits extraordinaires ou additionnels, est applicable aux vins de toute sorte importés soit en fûts, soit en bouteilles.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 8 avril 1879.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : JOSÉ DA SILVA MENDÈS LÉAL.

FRANCE — AUTRICHE-HONGRIE

CONVENTION RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE SIGNÉE A PARIS LE 14 MAI 1879

Le Président de la République française et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, désirant, d'un commun accord, conclure une Convention pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire aux nationaux de l'autre Partie contractante, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. *William-Henri Waddington*, Sénateur, Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, M. le *comte de Beust*, son chambellan, conseiller intime, etc..., son ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire près la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les ressortissants des Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du Pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. Dans tous les cas, le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le Pays où la demande est formée, le

certificat d'indigence sera approuvé et légalisé par l'agent diplomatique du Pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le Pays où la demande est formée, des renseignements pourront en outre être pris auprès des autorités de l'Etat auquel il appartient.

Art. 3. Les Autrichiens et Hongrois admis en France et les Français admis en Autriche ou en Hongrie au bénéfice de l'assistance judiciaire seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaissant contre les nationaux par la législation du Pays où l'action sera introduite.

Art. 4. La présente Convention est conclue pour cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 14 mai 1879.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : BEUST.

BELGIQUE — ÉGYPTE

DÉCLARATION RELATIVE A L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE SIGNÉE AU CAIRE LE 26 MAI 1879

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. A. le Khédive d'Égypte, désirant faciliter les relations postales entre les deux Pays par l'introduction du service des mandats de poste, les soussignés, comte de *Noidans-Calé*, agent et consul général de Belgique, chevalier de l'ordre de Léopold, grand officier de l'ordre impérial de Medjidieh, etc., et S. Exc. *Chérif-Pacha*, Président du conseil des Ministres, Ministre des affaires étrangères du Gouvernement du Khédive, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

L'échange des envois de fonds par la poste et au moyen de mandats, entre la Belgique et l'Égypte, se fera en conformité des

dispositions de l'arrangement signé à Paris, le quatre juin mil huit cent soixante-dix-huit (1).

La présente déclaration sortira ses effets le quinze juillet mil huit cent soixante-dix-neuf.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs sceaux.

Fait au Caire, en deux originaux, le vingt-six mai mil huit cent soixante-dix-neuf.

(L. S.) Signé : comte DE NOIDANS. (L. S.) Signé : CHÉRIF.

BELGIQUE — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

CONVENTION MÉDICALE SIGNÉE A BRUXELLES LE 31 MAI 1879
ET A LA HAYE LE 3 JUIN

S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, ayant jugé utile d'autoriser les médecins établis dans les communes limitrophes de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg à exercer l'art de guérir ou quelque-une de ses branches dans les communes limitrophes de l'autre Pays, ont résolu de conclure une Convention à cette fin et ont muni, dans ce but, de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Belges, M. *Frère-Orban*, grand-cordon de son ordre de Léopold, etc., Ministre d'État, son Ministre des affaires étrangères,

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, M. le baron *Félix de Blochausen*, grand-croix de l'ordre royal grand-ducal de la Couronne de chêne et de l'ordre du Lion néerlandais, son Ministre d'État, président du Gouvernement du Grand-Duché;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs et les vétérinaires belges établis dans les communes belges limitrophes du Grand-Duché de Luxembourg et qui, dans ces communes, sont autorisés à exercer l'art de guérir ou une de ses branches, auront le droit d'exercer ce même art ou la même branche de cet art dans les communes limitrophes luxembourgeoises, et,

(1) Voir *Archives dipl.*, 1878 - 79, t. 1, p. 333.

réciiproquement, les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs et les vétérinaires luxembourgeois établis dans les communes luxembourgeoises limitrophes de la Belgique, sont autorisés, sous la même condition, à exercer l'art de guérir ou une de ses branches dans les communes limitrophes belges.

La même autorisation est applicable aux sages-femmes dans les communes limitrophes des deux Pays.

Art. 2. Les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs, les vétérinaires et les sages-femmes exerçant, en vue de l'article 1^{er}, l'art de guérir ou quelqu'une de ses branches au delà des frontières de leur Pays, devront se conformer à la législation qui est ou qui sera en vigueur, relativement à l'exercice de l'art de guérir ou d'une de ses branches, dans le Pays où ils font usage de l'autorisation accordée à l'article précédent.

Ils seront tenus de se conformer également aux mesures administratives prescrites dans ce Pays.

Ceux qui ne se conformeraient pas aux dispositions légales ou administratives dont il vient d'être parlé seront privés du bénéfice de l'article 1^{er}.

Art. 3. Il est expressément défendu aux personnes désignées ci-dessus (de l'un des deux États), en exerçant leur art dans l'autre Etat, de délivrer elles-mêmes des remèdes aux malades.

Art. 4. Au mois de janvier de chaque année, le Gouvernement belge fera tenir au Gouvernement luxembourgeois un état mentionnant les noms des praticiens et des sages-femmes établis dans les communes belges limitrophes du Grand-Duché de Luxembourg et indiquant les branches de l'art de guérir qu'ils sont autorisés à exercer. Un état semblable sera remis à la même époque par le Gouvernement grand-ducal au Gouvernement belge.

Art. 5. La présente Convention sera exécutoire à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux Pays, et continuera à sortir ses effets jusqu'à l'expiration de six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Bruxelles, le 31 mai 1879, et à Luxembourg, le 3 juin 1879.

(L. S.) *Signé* : FRÈRE-ORBAN.

(L. S.) *Signé* : DE BLOCHAUSEN.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

DÉCLARATION RÉGLANT LE SAUVETAGE DES NAVIRES DES DEUX PAYS
CONTRACTANTS, SIGNÉE A LONDRES LE 16 JUIN 1879

Le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Gouvernement de la République française, désirant régler d'un commun accord les questions relatives à la liquidation des sauvetages des navires naufragés sur les côtes des deux États, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Lorsqu'un navire appartenant à des nationaux de l'un des deux États contractants fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales compétentes devront, dans le plus bref délai possible, porter le fait à la connaissance du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Art. 2. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires auront, en cas d'absence ou sur la demande des propriétaires du navire et de la cargaison, la faculté d'intervenir par eux-mêmes ou par un délégué spécial pour prêter leur concours aux opérations de sauvetage.

Art. 3. Les autorités locales compétentes remettront aux propriétaires du navire et de la cargaison, ou à leurs représentants dûment autorisés, qui en feraient la demande, le navire ou ses débris, les papiers de bord et tous les objets et marchandises qui auront été sauvés du naufrage, ou le produit de la vente si elle a lieu.

Art. 4. En l'absence des propriétaires ou de leurs représentants, les autorités locales compétentes remettront, sur sa demande, lesdits objets sauvés ou, s'il y a lieu, le produit de la vente au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus voisin du lieu du naufrage.

Art. 5. L'intervention des autorités locales ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, excepté ceux qu'auront nécessités les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareille circonstance, les navires nationaux. Ces frais seront acquittés, suivant les cas, par les propriétaires ou leurs représentants, ou par les agents du service consulaire ci-dessus désignés à qui aura été faite la remise des produits du sauvetage.

Art. 6. Les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure, auquel cas ils acquitteront les mêmes droits que s'ils étaient importés par navires nationaux.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, en double expédition, le 16 juin 1879.

(L. S.) *Signé* : SALISBURY.

(L. S.) *Signé* : comte G. DE MONTEBELLO.

FRANCE — BELGIQUE — GRÈCE — ITALIE — SUISSE

ACTE ADDITIONNEL RELATIF A L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 8 DE LA CONVENTION MONÉTAIRE DU 5 NOVEMBRE 1878 SIGNÉ A PARIS LE 20 JUIN 1879

Les Gouvernements signataires de la Convention monétaire conclue à Paris, le 5 novembre 1878 (1), ayant cru devoir laisser à l'Italie la faculté d'ajourner à l'époque qu'elle jugerait convenable la suppression des coupures divisionnaires de papier inférieures à 5 francs, prévue à l'article 8 de ladite Convention.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les pièces italiennes d'appoint en argent, retirées de la circulation en Belgique, en France, en Grèce et en Suisse, et centralisées par le Gouvernement français conformément à l'article 2 de l'arrangement annexé à la Convention monétaire du 5 novembre 1878, seront tenues à la disposition du Gouvernement italien.

Le compte de ces pièces sera arrêté entre la France et l'Italie au 31 janvier 1880.

Art. 2. Le Gouvernement français transmettra ces pièces au Gouvernement italien, dans les localités que celui-ci désignera, sur la frontière française ou à Civita-Vecchia.

Les monnaies provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, dont le montant est évalué à la somme de 13 millions,

(1) Voir *Archives dipl.*, 1876-77, t. III, p. 366.

seront transmises, jusqu'à concurrence de ladite somme, dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880.

Le solde des pièces retirées d'après le compte arrêté entre la France et l'Italie sera transmis dans les six premiers mois de la même année 1880.

Art. 3. Le remboursement par le Gouvernement italien des pièces qui lui auront été remises s'effectuera, soit en or, soit en pièces de 5 francs d'argent, soit en traites sur Paris, soit en bons du Trésor italien payables à Paris, et se fera aux époques suivantes :

1° Dans les quinze premiers jours du mois de janvier 1880, la somme de 13 millions représentant la contre-valeur des pièces provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse ;

2° Dans le courant de l'année 1880, une somme de 17 millions ;

3° Dans le courant de chacune des années 1881, 1882 et 1883, le tiers de la somme représentant le solde du montant des pièces retirées, ladite somme portant un intérêt maximum de 3 p. 100 l'an, payable en numéraire à partir du jour de la remise des pièces.

Le Gouvernement italien se réserve d'ailleurs la faculté de se libérer par anticipation.

Art. 4. Dans le cas où le Gouvernement italien manifesterait le désir d'ajourner la réception des pièces autres que les 13 millions provenant de la Belgique, de la Grèce et de la Suisse, le Gouvernement français, sur l'avis qui lui en sera donné avant le 31 décembre 1878, s'engage à les garder, en totalité ou en partie, pour les tenir, à toute époque, à la disposition du Gouvernement italien, jusqu'aux échéances fixées par l'article précédent pour le remboursement, et ce moyennant un intérêt maximum de 1 1/2 p. 100 payable en numéraire, à partir du 1^{er} janvier 1880, jusqu'au jour de la livraison des pièces.

Art. 5. La circulation effective, tant en monnaies d'appoint en argent qu'en coupures de papier inférieures à cinq francs, ne pourra pas dépasser le chiffre de 6 francs par habitant, stipulé à l'article 10 de la Convention du 5 novembre 1878.

En conséquence, les pièces qui auront été remises au Gouvernement italien, ainsi qu'il est dit aux articles 2 et 4 du présent acte, ne seront livrées à la circulation que pour servir à l'échange des coupures de papier inférieures à cinq francs, lors de la suppression légale desdites coupures.

Art. 6. Le Gouvernement italien remboursera au Gouvernement français, en même temps que le solde du montant des pièces qui lui auront été remises, les frais de toute nature, y

compris les frais de transport à la frontière, auxquels donneront lieu les opérations prévues par le présent acte additionnel, ainsi que par les articles 1 et 2 de l'arrangement annexe à la Convention du 5 novembre 1878; ces frais ne pourront, dans aucun cas, dépasser la somme de 250,000 francs.

Art. 7. Le présent acte additionnel est destiné à remplacer les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrangement du 5 novembre 1878, dans le cas où le Gouvernement italien en réclamerait l'application au moment de l'échange des ratifications de ladite Convention.

Art. 8. Le présent acte additionnel à l'arrangement monétaire du 5 novembre 1878 sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris en même temps que celles dudit arrangement.

En foi de quoi, les Soussignés ont dressé le présent acte, qu'ils ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 juin 1879.

(L. S.) *Signé* : LÉON SAY.

(L. S.) *Signé* : CH. JAGERSCHMIDT.

(L. S.) *Signé* : P. MUSNIER DE PLEIGNES.

(L. S.) *Signé* : L. RUAU.

(L. S.) *Signé* : EUDORE PIRMEZ.

(L. S.) *Signé* : GARNIER.

(L. S.) *Signé* : N. P. DELYANNI.

(L. S.) *Signé* : P. SCOTTI.

(L. S.) *Signé* : MALVANO.

(L. S.) *Signé* : KERN.

Déclaration.

Les représentants des Puissances formant l'Union monétaire ayant échangé aujourd'hui les ratifications de la Convention monétaire du 5 novembre 1878, l'ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, muni à cet effet des pouvoirs et instructions nécessaires, a déclaré que son Gouvernement, usant du droit que lui confère l'article 7 de l'acte additionnel signé à Paris, le 20 juin 1879, réclame l'application de cet acte additionnel.

Les représentants des autres Puissances contractantes ayant pris acte de la déclaration de l'ambassadeur de S. M. le Roi d'Italie, il demeure convenu que l'acte additionnel du 20 juin 1879 remplacera désormais les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'arrangement du 5 novembre 1878, et que ces articles devront être considérés comme étant définitivement annulés.

FRANCE

LOI PORTANT ABROGATION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DU 25 FÉVRIER 1875, PROMULGUÉE A PARIS LE 21 JUIN 1879.

L'Assemblée nationale a adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — L'article 9 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 (1) est abrogé.

La présente loi, délibérée par l'Assemblée nationale, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 21 juin 1879.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République,

Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères,
WADDINGTON.

Le garde des sceaux, Ministre de la justice,
E. LE ROYER.

Le Ministre de l'intérieur et des cultes,
CH. LEPÈRE.

FRANCE — SUISSE

CONVENTION RÉGULARISANT LA SITUATION DES ENFANTS DES FRANÇAIS NATURALISÉS SUISSES SIGNÉE A PARIS LE 23 JUILLET 1879.

Le Président de la République française et le Conseil fédéral de la Confédération suisse, ayant reconnu la nécessité de con-

(1) Voir *Archives dipl.*, 1876-77, t. I, p. 340.

clure une Convention afin de régler, au point de vue de la nationalité et du service militaire, la situation des enfants des Français naturalisés suisses, ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,
M. *Waddington*, Sénateur, Président du conseil, Ministre des affaires étrangères ;

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse,

M. *Jean-Conrad Kern*, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de la République française ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les individus dont les parents, Français d'origine, se font naturaliser Suisses et qui sont mineurs au moment de cette naturalisation, auront le droit de choisir, dans le cours de leur vingt-deuxième année, entre les deux nationalités française et suisse. Ils seront considérés comme Français jusqu'au moment où ils auront opté pour la nationalité suisse.

Art. 2. L'option pour la nationalité suisse résultera d'une déclaration faite par l'intéressé devant l'autorité municipale française ou suisse du lieu de sa résidence. Si l'intéressé ne réside ni sur le territoire français, ni sur le territoire suisse, il pourra faire cette déclaration devant les agents diplomatiques ou consulaires de l'un ou l'autre État. Il pourra se faire représenter par un mandataire pourvu d'une procuration spéciale et légalisée.

Ceux qui n'auront pas effectué cette déclaration dans le cours de leur vingt-deuxième année seront considérés comme ayant définitivement conservé la nationalité française.

Art. 3. Les jeunes gens à qui est conféré ce droit d'option ne seront pas astreints au service militaire en France avant d'avoir accompli leur vingt-deuxième année. Toutefois ils pourront, sur leur demande, remplir avant leur majorité leurs obligations militaires ou s'engager dans l'armée française, à la condition de renoncer à leur droit d'option pour la nationalité suisse. Cette renonciation devra être faite par les intéressés, avec le consentement de leurs représentants légaux, dans les mêmes formes et devant les mêmes autorités que les déclarations d'option.

Art. 4. Toute déclaration d'option ou de renonciation au droit

d'option sera communiquée à l'autre Gouvernement par celui qui l'aura reçue.

Disposition transitoire

Art. 5. Les enfants mineurs des Français naturalisés Suisses avant la mise en vigueur de la présente Convention qui, par suite de la non-concordance des législations des deux Pays, sont considérés de part et d'autre comme Français et Suisses, bénéficieront de la règle établie dans l'article 3.

En déclarant, dans le cours de leur vingt-deuxième année et conformément aux dispositions de l'article 2, leur intention d'être Suisses, ils cesseront d'être considérés en France comme Français.

Ceux d'entre eux, qui auront atteint leur vingt-et-unième année avant la mise en vigueur de la présente Convention pourront faire la même déclaration dans le délai d'un an, après que ladite Convention sera devenue exécutoire. — Ce délai sera de deux ans en faveur de ceux qui, au moment de la mise à exécution de la présente Convention, ne résideraient ni en France ni en Suisse.

Art. 6. La présente Convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié une année avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera d'être obligatoire encore une année, et ainsi de suite d'année en année, à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

Art. 7. La présente Convention sera soumise à l'approbation des pouvoirs législatifs.

Les ratifications en seront échangées à Paris, et la Convention entrera en vigueur aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 23 juillet 1879.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : KERN.

ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE — BELGIQUE —
 DANEMARK — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE, INDES
 BRITANNIQUES ET NOUVELLE ZÉLANDE — GRÈCE
 — ITALIE — JAPON — NORWÈGE — PAYS-BAS —
 PORTUGAL — ROUMANIE — RUSSIE — SERBIE —
 SUÈDE — SUISSE — TURQUIE.

Annexe à la Convention télégraphique internationale signée à Saint-Petersbourg le 10/22 juillet 1875 (1). Révision de Londres signée le 28 juillet 1879

RÈGLEMENT DE SERVICE INTERNATIONAL

Article 13 de la Convention.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un règlement dont les prescriptions peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les administrations des États contractants.

1. Réseau international.

Article 4 de la Convention.

Chaque Gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes.

Ces fils seront établis et desservis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

I

1. Les villes entre lesquelles l'échange des correspondances est continu ou très actif sont, autant que possible, reliées par des fils directs, d'un diamètre d'au moins cinq millimètres et dont le service, dégagé du travail des bureaux intermédiaires, n'est affecté, dans la règle, qu'aux relations entre les deux villes désignées comme leurs points extrêmes.

2. Ces fils peuvent être détournés de cette affectation spéciale en cas de dérangement des lignes ; mais ils doivent y être ramenés dès que le dérangement a cessé.

3. Les administrations télégraphiques indiquent, sur chaque fil, un ou plusieurs bureaux intermédiaires obligés de prendre les correspondances en passage, si la transmission directe entre les deux bureaux extrêmes est impossible.

II

1. Les administrations concourent, dans les limites de leur action respective, à la sauvegarde des fils internationaux et des

(1) Voir *Archives dipl.*, 1876-77, t. III, p. 80.

câbles sous-marins ; elles combinent, pour chacun d'eux, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

2. Les chefs de service des circonscriptions voisines des frontières s'entendent directement pour assurer, en ce qui les concerne, l'exécution de ces mesures.

III

Les appareils Morse et Hughes restent concurremment adoptés pour le service des fils internationaux, jusqu'à une nouvelle entente sur l'introduction d'autres appareils.

IV

1. Entre les villes importantes des États contractants, le service est, autant que possible, permanent, le jour et la nuit, sans aucune interruption.

2. Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public, au moins de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

3. Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des États contractants. Chaque État peut appliquer, le dimanche, aux bureaux à service complet, les heures du service limité ; cette mesure est notifiée au Bureau international, qui en avertit les autres administrations.

4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau permanent.

5. Entre deux bureaux d'États différents communiquant par un fil direct, la clôture est donnée par celui qui appartient à l'État dont la capitale a la position la plus occidentale.

6. Cette règle s'applique à la clôture des procès-verbaux et à la division des séances dans les bureaux à service permanent.

7. Le même temps est adopté par tous les bureaux d'un même État. C'est généralement le temps moyen de la capitale de cet État.

V

Les notations suivantes sont adoptées dans les tarifs internationaux pour désigner les bureaux télégraphiques :

N bureau à service permanent (de jour et de nuit) ;

$\frac{N}{2}$ bureau à service de jour prolongé jusqu'à minuit ;

C bureau à service de jour complet ;

L bureau à service limité (c'est-à-dire ouvert pendant un nombre d'heures moindre que les bureaux à service de jour complet ;

- B bureau ouvert seulement pendant la
saison des bains ;
H bureau ouvert seulement pendant la
saison d'hiver ;
E bureau ouvert seulement pendant le sé-
jour de la Cour ;
L bureau ouvert avec service complet dans la saison des bains
BC et limité pendant le reste de l'année ;
L bureau ouvert avec service complet pendant l'hiver et
HC limité pendant le reste de l'année ;
F station de chemin de fer ouverte à la correspondance des
particuliers ;
P bureau appartenant à une Compagnie privée ;
S bureau sémaphorique ;
* bureau à ouvrir prochainement.

Ces notations peu-
vent se combiner
avec les précéden-
tes.

Dispositions générales relatives à la correspondance

Article 1^{er} de la Convention.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

Article 2 de la Convention.

Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

Article 3 de la Convention.

Toutefois elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

Article 5 de la Convention.

Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1^o Télégrammes d'État : ceux qui émanent du Chef de l'État, des Ministres, des commandants en chef des forces de terre ou de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des Gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2^o Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants et qui sont relatifs soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3^o Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'État jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

Article 7 de la Convention.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'État ou qui serait contraire aux lois du Pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Article 8 de la Convention.

Chaque Gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge

nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants.

3. Rédaction et dépôt des télégrammes

Article 6 de la Convention.

Les télégrammes d'État et de service peuvent être émis en langage secret, dans toutes les relations.

Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux États qui admettent ce mode de correspondance.

Les États qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret, au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8.

VI

Les télégrammes peuvent être rédigés en langage clair, en langage convenu ou en langage chiffré.

VII

1. Les télégrammes en langage clair doivent offrir un sens compréhensible en l'une quelconque des langues usitées sur les territoires des États contractants ou en langue latine.

2. Chaque administration désigne, parmi les langues usitées sur les territoires de l'État auquel elle appartient, celles qu'elle considère comme propres à la correspondance télégraphique internationale en langage clair.

3. Les télégrammes de service sont rédigés en français, lorsque les administrations en cause ne se sont pas entendues pour l'usage d'une autre langue.

4. Cette disposition est applicable aux indications du préambule et aux avis de service ou d'office qui accompagnent la transmission des correspondances.

VIII

1. On entend par langage convenu l'emploi de mots qui, tout en présentant chacun un sens intrinsèque, ne forment point des phrases compréhensibles pour les offices en correspondance.

2. Ces mots sont extraits de vocabulaires admis pour la correspondance internationale en langage convenu, mais dont la composition varie selon qu'il s'agit du régime européen ou du régime extra-européen.

3. Dans le *régime européen*, les télégrammes en langage convenu ne doivent contenir que des mots appartenant à l'une des langues mentionnées au paragraphe 2 de l'article VII. Tout

télégramme ne doit contenir que des mots puisés dans une même langue.

4. Dans le *régime extra-européen*, les télégrammes en langage convenu ne peuvent contenir que des mots appartenant aux langues allemande, anglaise, espagnole, française, italienne, néerlandaise, portugaise et latine. Tout télégramme peut contenir des mots puisés dans toutes les langues susmentionnées.

5. Les noms propres ne peuvent pas entrer dans la composition des vocabulaires. Ils ne sont admis dans la rédaction des télégrammes en langage convenu qu'avec leur signification en langage clair.

6. Le bureau d'origine peut demander la production du vocabulaire, afin de contrôler l'exécution des dispositions qui précèdent.

IX

1. Sont considérés comme télégrammes en langage chiffré :

- a) Ceux qui contiennent un texte chiffré ou en lettres secrètes ;
- b) Ceux qui renferment soit des séries ou des groupes de chiffres ou de lettres dont la signification ne serait pas connue du bureau d'origine, soit des mots, des noms ou des assemblages de lettres, ne remplissant pas les conditions exigées pour le langage clair (Art. VII) ou convenu (Art. VIII).

2. Le texte des télégrammes chiffrés peut être soit entièrement secret, soit en partie secret et en partie clair. Dans ce dernier cas, les passages secrets doivent être placés entre deux parenthèses, les séparant du texte ordinaire qui précède ou qui suit. Le texte chiffré doit être composé exclusivement de lettres de l'alphabet ou exclusivement de chiffres arabes.

3. Les Offices extra-européens sont autorisés à ne pas admettre sur leurs lignes les télégrammes privés contenant des lettres secrètes.

X

1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement, en caractères qui aient leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques (Art. XI) et qui soient en usage dans le Pays où le télégramme est présenté.

2. Le texte doit être précédé de l'adresse, qui peut être écrite sous une forme convenue ou abrégée. Toutefois la faculté pour un destinataire de se faire remettre à domicile un télégramme dont l'adresse est ainsi composés, est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique. Toute

adresse doit contenir au moins deux mots, le premier représentant l'adresse du destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de destination.

3. La signature peut également revêtir la forme abrégée ou être omise. Quand elle figure dans les mots à transmettre, elle doit être placée après le texte. Si elle est omise, le dernier mot du texte la remplace pour signaler les télégrammes dans les communications de service qui s'y rapportent.

4. L'expéditeur doit écrire sur la minute, entre parenthèses et immédiatement avant l'adresse, les indications éventuelles relatives à la remise à domicile, à la réponse payée, à l'accusé de réception, aux télégrammes urgents, collationnés ou à faire suivre, etc.

5. Ces indications peuvent être écrites sous la forme abrégée adoptée pour les indications de service entre les bureaux. Dans ce cas, elles ne sont comptées chacune que pour un mot. Lorsqu'elles sont exprimées en langage ordinaire, elles doivent être écrites en français.

6. Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé de l'expéditeur du télégramme ou de son représentant.

XI

Les caractères disponibles pour la rédaction des télégrammes sont les suivants :

Lettres :

A, B, C, D, E, É, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U,
V, W, X, Y, Z.

Chiffres :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres :

Point (.), virgule (,), point et virgule (;), deux points (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), trait d'union (-), parenthèses (), guillemet («), barre de fraction (/), souligné.

Signes conventionnels :

Télégramme privé urgent *D*, réponse payée *RP*, télégramme collationné *TC*, accusé de réception *CR*, télégramme à faire suivre *FS*, poste payée *PP* exprès payé *XP*, télégramme remis ouvert *RO*.

Avec l'appareil Morse seulement :

Les lettres Ä, Å ou Á, Ñ, Ö, Ü.

Avec l'appareil Hughes seulement :

Les signes : croix (+), double trait (=).

XII

1. L'adresse doit porter toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme à destination. Ces indications, à l'exclusion des noms de personnes, doivent être écrites en français ou dans la langue du Pays de destination.

2. L'adresse des télégrammes privés doit toujours être telle que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches ni demandes de renseignements.

3. Elle doit comprendre, pour les grandes villes, la mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, celle de la profession du destinataire ou autres analogues.

4. Pour les petites villes même, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

5. La mention du Pays de destination est essentielle dans toutes les circonstances où il peut y avoir doute sur la direction à donner au télégramme.

6. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues par les paragraphes précédents doivent néanmoins être transmis.

7. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

XIII

1. Les télégrammes d'État doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible, lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'État est établi par la production du télégramme d'État primitif.

3. Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'État que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent

d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes qui ne remplissent pas ces dernières conditions ne sont pas refusés par le bureau de départ, mais celui-ci les signale immédiatement à l'administration centrale.

XIV

1. La signature n'est pas transmise dans les télégrammes de service; l'adresse de ces télégrammes affecte la forme suivante:

*Paris de St-Petersbourg,
Directeur général à Directeur général.*

2. Quand il s'agit d'avis de service échangés entre bureaux au sujet des incidents de la transmission, on transmet simplement le numéro et le texte du télégramme, sans adresse ni signature.

XV

1. L'expéditeur d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité, lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

2. Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit par la formule :

« *Signature légalisée par.* »

3. Le bureau vérifie la sincérité de la légalisation. Hormis le cas où la signature lui est connue, il ne peut la considérer comme authentique que si elle est pourvue du sceau ou cachet de l'autorité signataire. Dans le cas contraire, il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation.

4. La légalisation, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés; elle prend place après la signature du télégramme.

4. Taxation

Article 10 de la Convention.

Les Hautes Parties contractantes déclarent adopter, pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après.

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des États contractants, sera uniforme. Un même État pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le taux de la taxe est établi d'État à État, de concert entre les Gouvernements extrêmes et les Gouvernements intermédiaires.

Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les États contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

Article 11 de la Convention.

Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau desdits États.

XVI

1. Le tarif applicable aux correspondances internationales est fixé conformément aux tableaux qui font suite au présent Règlement, sauf les modifications du taux ou des bases d'application des tarifs qui pourront être arrêtées entre États intéressés, en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 et de l'article 17 de la Convention.

2. Ces modifications devront avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible, et les combinaisons nécessaires seront réglées de telle manière que les taxes terminales des offices d'origine et de destination restent égales, quelle que soit la voie suivie.

3. Toute taxe ou disposition nouvelle, toute modification d'ensemble ou de détail ne seront exécutoires que deux mois, au moins, après leur notification par le bureau international.

XVII

1. La taxe est établie par mot sur tout le parcours.

2. Dans la correspondance européenne, à défaut d'arrangements particuliers entre États intéressés, la taxe s'établit sans condition de minimum pour le nombre de mots ; il est ajouté à la taxe résultant du nombre effectif des mots une taxe égale à celle de 5 mots, par télégramme.

XVIII

1. Les administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour diminuer, autant que possible, le nombre et l'étendue des télégrammes de services jouissant du privilège de la gratuité qui leur est attribué par l'article 11 de la Convention.

2. Les renseignements qui ne présentent point un caractère d'urgence sont demandés ou donnés par la poste, au moyen de lettres affranchies.

XIX

1. Tout télégramme rectificatif, complétif et, généralement, toute communication échangée, soit entre l'expéditeur et le destinataire, soit par l'un d'eux avec un bureau télégraphique, à l'occasion d'un télégramme transmis ou en cours de transmission, est un télégramme privé, traité et taxé conformément aux dispositions du présent Règlement.

2. La taxe est restituée si la communication a été motivée par l'une des circonstances qui donnent lieu au remboursement de la taxe, aux termes de l'article LXV. En cas de rectification d'erreurs de service dans des télégrammes non collationnés, les taxes des télégrammes rectificatifs sont seules remboursées.

3. Le bureau télégraphique qui reçoit une communication de l'espèce, y donne suite et répond, si la réponse est payée et dans les limites indiquées.

4. Les dispositions qui font l'objet du paragraphe 1^{er} de l'article LXIV sont applicables aux communications dont il s'agit dans le présent article.

XX

1. La taxe est calculée d'après la voie la moins coûteuse entre le point de départ du télégramme et son point de destination, à moins que l'expéditeur n'ait indiqué une autre voie conformément à l'article XXXVIII.

2. L'indication de la voie écrite par l'expéditeur est transmise dans le préambule comme indication de service et n'est point taxée.

3. Les administrations des États contractants s'engagent à éviter, autant qu'il sera possible, les variations de taxes qui pourraient résulter des interruptions de service des conducteurs sous-marins.

XXI

1. Les taxes à percevoir en vertu des articles XVI et XVII peuvent être arrondies, en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux annexés au présent Règlement, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales, d'après les convenances monétaires ou autres du Pays d'origine. Dans ce dernier cas, l'administra-

tion expéditrice a en outre la faculté de modifier, pour la perception, le nombre de mots qui constitue la taxe additionnelle.

2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition fixée par lesdits tableaux, au profit des autres offices intéressés. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux, au moyen des équivalents du paragraphe suivant, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe.

3. Il sera perçu, au maximum, pour un franc :

En Allemagne, 0,85 mark ;

En Autriche et en Hongrie, 50 kreuzer (valeur autrichienne) ;

En Danemark, 0,75 krone ;

En Égypte, 3 piastres 34 paras, monnaie tarif ;

En Espagne, 1 peseta ;

Dans la Grande-Bretagne, 10 pence ;

En Grèce, 1,20 drachme ;

Dans l'Inde britannique, 0,50 roupie ;

En Italie, 1 lira ;

Au Japon, 0,24 dollar mexicain ;

En Norwège, 0,75 krone ;

Dans les Pays-Bas et dans les Indes néerlandaises, 0,50 florin ;

En Perse, 23 schahis ;

En Portugal, 200 reis ;

En Roumanie, 1 piastre nouvelle ;

En Russie, 0,25 rouble ;

En Serbie, 1 dinar ;

En Suède, 0,75 krona ;

En Turquie, 4 piastres 13 paras 1 aspre medjidiés.

4. Le payement pourra être exigé en valeur métallique.

5. Compte des mots

XXII

1. Tout ce que l'expéditeur écrit sur la minute de son télégramme pour être transmis entre dans le calcul de la taxe, sauf ce qui est dit au paragraphe 8 de l'article suivant et au paragraphe 2 de l'article XX.

2. Les mots, nombres ou signes ajoutés par le bureau, dans l'intérêt du service, ne sont pas taxés.

3. Le nom du bureau de départ, la date, l'heure et la minute du dépôt sont inscrits d'office sur la copie remise au destinataire.

4. L'expéditeur peut insérer ces indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots.

XXIII

1. Le maximum de longueur d'un mot est fixé à quinze caractères selon l'alphabet Morse ; l'excédent, toujours jusqu'à concurrence de quinze caractères, est compté pour un mot.

2. Pour la correspondance extra-européenne, ce maximum est fixé à dix caractères.

3. Les expressions réunies par un trait d'union sont comptées pour le nombre de mots qui servent à les former.

4. Les mots séparés par une apostrophe sont comptés comme autant de mots isolés.

5. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue ne sont point admises. Toutefois, les noms propres de villes et de personnes, les noms de lieux, places, boulevards, etc., les titres, prénoms, particules ou qualifications, ainsi que les nombres écrits en toutes lettres, sont comptés pour le nombre de mots employés par l'expéditeur à les exprimer.

6. Les nombres écrits en chiffres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédent. La même règle est applicable au calcul des groupes de lettres. Pour la correspondance extra-européenne, le nombre de mots auquel correspond un groupe de chiffres ou de lettres, s'obtient en divisant les chiffres par trois et ajoutant, s'il y a lieu, un mot pour le reste.

7. Tout caractère isolé, lettre ou chiffre, est compté pour un mot ; il en est de même du souligné.

8. Les signes de ponctuation, traits d'union, apostrophes, guillemets, parenthèses, alinéas, ne sont pas comptés. Sur les lignes extra-européennes, la transmission de ces signes n'est pas obligatoire.

9. Sont toutefois comptés pour un chiffre : les points et les virgules qui entrent dans la formation des nombres ainsi que les barres de division.

10. Les lettres ajoutées aux chiffres pour désigner les nombres ordinaux sont comptées chacune pour un chiffre.

XXIV

Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots.

	Correspondance européenne. extra-européenne	
Responsabilité (14 caractères).	1 mot	2 mots
Kriegsgeschichten (15 caractères).	1 mot	2 mots
Inconstitutionalité (20 caractères).	2 mots	2 mots
A-t-il.	3 mots	3 mots
Aujourd'hui (écrit sans apostrophe).	1 mot	1 mot
C'est-à-dire.	4 mots	4 mots
Aix-la-Chapelle.	3 mots	3 mots
Aixlachapelle (12 caractères).	1 mot	2 mots
Aachen.	1 mot	1 mot
Newyork	1 mot	1 mot
New-York.	2 mots	2 mots
Frankfurt am Main.	3 mots	3 mots
Francfurt a/M.	2 mots	2 mots
New South Wales.	3 mots	3 mots
Newsouthwales (13 caractères).	1 mot	2 mots
Van de Brande.	3 mots	3 mots
Vandebrande (11 caractères).	1 mot	2 mots
Du Bois.	2 mots	2 mots
Dubois.	1 mot	1 mot
Belgrave Square.	2 mots	2 mots
Hyde Park.	2 mots	2 mots
Saintjames Street.	2 mots	2 mots
Portland Place.	2 mots	2 mots
44 ½ (5 chiffres et signes).	1 mot	2 mots
444 ½ (6 " " " ").	2 mots	2 mots
444,5 (5 " " " ").	1 mot	2 mots
444,55 (6 " " " ").	2 mots	2 mots
10 francs 50 centimes (ou) 10 f. 50 c.	4 mots	4 mots
10 fr. 50.	2 mots	3 mots
fr. 10, 50.	2 mots	3 mots
11 h. 30.	3 mots	3 mots
11,30.	1 mot	2 mots
Le 17 ^{me}	2 mots	3 mots
Le 1529 ^{me}	3 mots	3 mots
44/2.	1 mot	2 mots
44/.	1 mot	2 mots
2 0/0.	1 mot	1 mot

	Correspondance	
	européenne.	extra-européenne
2 p. %	3 mots	3 mots
huit/10	2 mots	2 mots
5/douzièmes	2 mots	2 mots
5 bis.	2 mots	2 mots
5 ter.	2 mots	2 mots
Deux cent trente-quatre.	4 mots	4 mots
Deuxcenttrente quatre (20 caractères).	2 mots	2 mots
Two hundred and thirty four.	5 mots	5 mots
Two hundred and thirty four (23 caractères).	2 mots	3 mots
E.	1 mot	1 mot
E. M.	2 mots	2 mots
Emvthf (6 lettres).	2 mots	2 mots
tmrlz (5 lettres).	1 mot	2 mots
CH23 (marque de commerce)	2 mots	2 mots
ADVGMY (id.)	2 mots	2 mots
AP (id.)	1 mot	2 mots
M (id.)	2 mots	2 mots
$\frac{3}{M}$ (id.)	2 mots	2 mots
C. H. F. 45 (id.)	4 mots	4 mots
L'affaire est <u>urgente</u> ; partir <u>sans retard</u>		
(7 mots et deux soulignés) (1).	9 mots	9 mots

XXV

Dans les télégrammes qui contiennent un langage convenu ou un langage chiffré, les mots clairs sont comptés conformément aux paragraphes 1 à 5 inclus de l'article XXIII. Les mots en langage convenu admis sont comptés d'après les mêmes règles. Enfin, les groupes de chiffres ou de lettres, ainsi que les mots, noms ou assemblages de lettres non admis dans le langage clair ou convenu, sont comptés d'après les règles établies par les paragraphes 6 à 10 inclus de l'article XXIII précité.

6. Perception des taxes

XXVI

1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf les exceptions prévues pour les télégrammes à faire suivre (art. LII, § 6),

(1) Le signal souligné est transmis avant et après chaque mot ou passage souligné.

les frais d'expres (art. LVI, § 1) et les télégrammes sémaphoriques (art. LVIII, § 6) qui donnent lieu à une perception par le bureau d'arrivée.

2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue.

3 L'office d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une rétribution à son profit, dans les limites d'un quart de franc.

4. Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due.

5. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à moins de conventions spéciales conclues conformément à l'article 17 de la Convention, sauf ce qui est prévu aux articles LII et LVIII ci-après, pour les réexpéditions des télégrammes à faire suivre et pour les télégrammes sémaphoriques.

6. Les administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire, soient recouvrées sur l'expéditeur. Quand ce recouvrement a lieu, l'office qui le fait en tient compte à l'office intéressé.

XXVII

1. Les taxes perçues en moins par erreur et les taxes et frais non perçus sur le destinataire par suite de refus ou de l'impossibilité de le trouver, doivent être complétés par l'expéditeur.

2. Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées aux intéressés. Toutefois le montant des timbres appliqués en trop par l'expéditeur n'est remboursé que sur sa demande.

7. Transmission des télégrammes

a. SIGNAUX DE TRANSMISSION

XXVIII

Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans le service des appareils Morse et Hughes :

A. SIGNAUX DE L'APPAREIL MORSE

Lettres :



á ou â ■ ■ ■ ■ ■

b [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

Ch

e ■

100

f

10

b u u u

i ■ ■

j ■ ■ ■ ■ ■



0

5

[illegible][illegible]

11

α [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

P

2000

21 00 00 00



v

W. J. ...



V [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

Z. 1994.

Espacement et longueur des
signes :

1. Une barre est égale à 3 points.
2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point.
3. L'espace entre deux lettres est égal à 3 points.
4. L'espace entre deux mots est égal à 5 points.

Chiffres :

1	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
2	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
3	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
4	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
5	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
6	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
7	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
8	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
9	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
0	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■

Barre de fraction ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■

On peut aussi employer, pour exprimer les chiffres, les signaux suivants, mais seulement dans les répétitions d'office :

■ ■ ■ ■	1
■ ■ ■ ■	2
■ ■ ■ ■	3
■ ■ ■ ■	4
■ ■ ■ ■	5
■ ■ ■ ■	6
■ ■ ■ ■	7
■ ■ ■ ■	8
■ ■ ■ ■	9
■ ■ ■ ■	0
■ ■ ■ ■	Barre de fraction.

Signes de ponctuation et autres :

Point (.)	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
Point et virgule (;)	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
Virgule. (,)	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
Deux points (:)	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise (?)	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■

B. SIGNAUX DE L'APPAREIL HUGHES.

Lettres :

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T; U,
V, W, X, Y, Z.

Chiffres :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres :

Point, virgule, point et virgule, deux points, point d'interrogation, point d'exclamation, apostrophe, croix +, trait d'union, É accentué, barre de fraction /, double trait =, parenthèse de gauche(, parenthèse de droite), &, guillemet «.

L'espace entre deux nombres est marqué par deux blancs. Dans la transmission et dans le collationnement d'un nombre fractionnaire non décimal, le nombre entier doit être séparé par un blanc du numérateur de la fraction ordinaire qui suit (Exemple : 1 3/4 et non 13/4).

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (Exemple : — — sans retard — —), et soulignés à la main par l'employé d'arrivée.

Indications de service et signes conventionnels.

Télégramme d'État.	S.
» de service.	A.
» privé urgent.	D.
» non urgent.	P.
Réponse payée.	RP.
Télégramme collationné.	TC.
Accusé de réception.	CR.
Télégramme à faire suivre.	FS.
Poste payée.	PP.
Exprès payé.	XP.
Télégramme remis ouvert.	RO.

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre : le blanc et l'N répétés alternativement ;

Pour régler le synchronisme et demander dans ce but la répétition prolongée du même signe : une combinaison composée du blanc de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire ;

Pour demander ou faciliter le réglage de l'électro-aimant : une combinaison formée des quatre signaux suivants : le blanc, l'I, l'N et le T, répétée autant de fois qu'il est nécessaire ;

Pour donner attente : la combinaison ATT, suivie de la durée probable de l'attente ;

Pour indiquer une erreur : deux ou trois N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation ;

Pour interrompre la transmission du bureau correspondant : deux ou trois lettres quelconques convenablement espacées.

Les accents sur É sont tracés à la plume ou au crayon noir à la fin des mots (avec ou sans s) et lorsqu'ils sont essentiels au sens (Exemple : *Achète, acheté*). Dans ce dernier cas, le transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'É accentué entre deux blancs, pour appeler l'attention du poste qui reçoit. Pour ä, ö et ü, on transmet respectivement ae, oe et ue.

b. ORDRE DE TRANSMISSION

XXIX

1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

- a. Télégrammes d'État,
- b. " de service,
- c. " privés urgents,
- d. " " non urgents.

2. Tout bureau qui reçoit par un fil international un télégramme présenté comme télégramme d'État ou de service le réexpédie comme tel.

3. Les avis de service émanant des divers bureaux et relatifs aux incidents de transmission, circulent sur le réseau international comme télégramme de service.

XXX

1. Un télégramme commencé ne peut être interrompu pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

2. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt, et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

3. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de départ et les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes

ils sont confondus et transmis indistinctement, en suivant l'heure du dépôt ou de la réception.

4. Entre deux bureaux en relation directe, les télégrammes de même rang sont transmis dans l'ordre alternatif.

5. Il peut être toutefois dérogé à cette règle et à celle du paragraphe 1^{er} de l'article XXIX, dans l'intérêt de la célérité des transmissions, sur les lignes dont le travail est continu ou qui sont desservies par des appareils spéciaux.

XXXI

1. A l'appareil Morse, les télégrammes d'État ou de service et les télégrammes privés urgents ne sont pas comptés dans l'ordre alternatif des transmissions.

2. La transmission des télégrammes échangés par l'appareil Hughes s'effectue par séries alternatives. Les chefs des deux bureaux en correspondance fixent, en tenant compte de la longueur des télégrammes et des exigences du service, le nombre des télégrammes, de quelque nature qu'ils soient, constituant chaque série. Cependant la série ne peut comprendre plus de dix télégrammes. Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission, qui ne doit être interrompue que dans le cas d'urgence exceptionnelle. En général, tout télégramme de deux cents mots ou au-dessus est considéré comme formant une seule série. Ce mode de transmission peut être appliqué à l'appareil Morse sur les lignes importantes dont le travail est continu, mais dans ce cas chaque série ne peut être composée de plus de cinq télégrammes.

3. Le bureau qui a transmis une série est en droit de continuer lorsqu'il survient un télégramme d'État, de service ou privé urgent auquel la priorité de transmission est accordée, à moins que le bureau qui vient de recevoir n'ait déjà commencé de transmettre à son tour.

4. Dans les deux systèmes d'appareil, la transmission du télégramme ou de la série terminée, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour, s'il a un télégramme; sinon, l'autre continue. Si de part ou d'autre il n'y a rien à transmettre, les deux bureaux se donnent réciproquement le signal zéro.

C. MODE DE PROCÉDER

XXXII

1. Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel ou par l'indicatif du bureau appelé.

2. Le bureau appelé doit répondre immédiatement, en donnant son indicatif, et, s'il est empêché de recevoir, le signal d'attente, suivi d'un chiffre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

3. Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois, en cas d'erreur évidente, le bureau qui transmet est tenu de la redresser aussitôt que le bureau correspondant la lui a signalée par avis de service.

4. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les indications de service ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine par un avis de service, conformément à l'article LXII ci-après.

XXXIII

1. Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu, sans autre signal, l'indicatif du bureau qui répond, il transmet dans l'ordre suivant les indications de service, constituant le préambule du télégramme :

- a) Nature du télégramme, au moyen d'une des lettres S, A, D, quand c'est un télégramme d'État, de service ou privé urgent ;
- b) Bureau de destination (1) ;
- c) Bureau d'origine, précédé de la particule de (Exemple : *Paris de Bruxelles*) (2) ;
- d) Numéro du télégramme ;
- e) Nombre de mots (dans les télégrammes chiffrés on indique : 1° le nombre total des mots, qui sert de base à la taxe ; 2° le nombre des mots écrits en langage ordinaire ; 3° s'il y a lieu, le nombre des groupes de chiffres ou de lettres) ;
- f) Dépôt du télégramme (par trois nombres, date, heure et minute, avec l'indication *m* ou *s* (*matin* ou *soir*) ;

Dans la transmission par l'appareil Morse, les indications, *m* ou *s*, ainsi que la date, peuvent être omises, quand il n'y a aucun doute ;

(1) Lorsque le télégramme est à destination d'une localité non pourvue d'un bureau télégraphique, le préambule indique non la résidence du destinataire, mais le bureau télégraphique par les soins duquel le télégramme doit être remis à destination ou envoyé à la poste.

(2) Indiquer le Pays ou la situation géographique du bureau d'origine, quand il y a un autre bureau du même nom.

Dans la transmission par l'appareil Hughes, la date est donnée sous la forme d'une fraction, dont le numérateur indique le jour et le dénominateur le mois ;

g) Voie à suivre (quand l'expéditeur l'a indiquée par écrit dans son télégramme) (art. XX, § 2, et XXXVIII, § 4) ;

h) Indications éventuelles que l'expéditeur n'est pas tenu de comprendre dans le texte taxé.

Les indications contenues sous les lettres *b*, *d* et *f* ne sont pas obligatoires pour les offices extra-européens.

2. A la suite du préambule spécifié ci-dessus, on télégraphie successivement les indications éventuelles de l'expéditeur entre parenthèses (art. X, § 4), l'adresse, le texte et la signature du télégramme.

3. Dans les télégrammes transmis par l'appareil Morse, le signe de séparation (■ ■ ■ ■ ■) est placé entre le préambule et l'adresse, entre l'adresse et le texte, entre le texte et la signature. On termine par le signal de « fin de la transmission » (■ ■ ■ ■ ■).

4. Dans les télégrammes transmis par l'appareil Hughes, on emploie un double trait (==) pour séparer le préambule de l'adresse, l'adresse du texte, le texte de la signature, et on termine chaque télégramme par la croix (+),

5. Si l'employé qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il doit s'interrompre par le signal d'erreur, répéter le dernier mot bien transmis et continuer, à partir de là, la transmission rectifiée.

6. De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, doit interrompre son correspondant par le même signal et répéter le dernier mot compris, en le faisant suivre d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

7. Hormis les cas déterminés de concert par les diverses administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant le texte d'un télégramme, ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute.

d. RÉCEPTION ET RÉPÉTITION D'OFFICE

XXXIV

Aussitôt après la transmission, l'employé qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots transmis au

nombre annoncé, et il accuse réception du télégramme ou des télégrammes constituant la série. Cet accusé de réception prend la forme suivante : *R.... (nombre des télégrammes reçus)*.

XXXV

1. En cas de différence dans le nombre des mots, il la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre des mots, il répond : *admis* ; sinon il répète la première lettre de chaque mot, jusqu'au passage omis, qu'il rétablit.

2. Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine est admis.

XXXVI

1. Les employés peuvent, pour mettre leur responsabilité à couvert, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. Cette répétition se fait, à l'appareil Morse, par l'employé qui a reçu, et à l'appareil Hughes, par l'employé qui a transmis, à la fin du télégramme ou de la série. L'employé qui donne cette répétition doit, à l'appareil Morse, s'il y a rectification, reproduire les mots ou nombres rectifiés. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis. Les télégrammes d'État en langage secret (chiffres ou lettres) doivent être répétés intégralement et d'office.

2. Quand on donne la répétition des nombres suivis de fractions ou des fractions dont le numérateur est formé de deux chiffres ou plus, on doit répéter en toutes lettres le numérateur de la fraction, afin d'éviter toute confusion. Ainsi pour $1 \frac{1}{16}$ il faut répéter en français *un 16*, afin qu'on ne lise pas $\frac{11}{16}$; pour $\frac{13}{4}$ il faut répéter *treize 4*, afin qu'on ne lise pas $1 \frac{3}{4}$.

3. Cette répétition ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte. La vérification achevée, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis le signal de *réception terminée*, suivi, s'ils s'agit d'une série, du nombre des télégrammes reçus.

XXXVII

1. Les rectifications relatives à des télégrammes d'une série précédemment transmise sont faites par avis de service adressés

aux bureaux de destination. Ces avis rappellent le nom et l'adresse des destinataires.

2. Les demandes de renseignements qui se produisent dans les mêmes conditions font également l'objet d'un avis de service.

3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou par une autre cause quelconque, on ne puisse recevoir la répétition, cette circonstance n'empêche pas la remise du télégramme au destinataire, sauf à lui communiquer ultérieurement la rectification, le cas échéant.

e. DIRECTION A DONNER AUX TÉLÉGRAMMES

XXXVIII

1. Lorsque l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des offices à partir desquels les voies se divisent reste juge de la direction à donner au télégramme.

2. Si, au contraire, l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les offices respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins d'interruption de la voie indiquée, auquel cas il ne peut élever aucune réclamation.

3. Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises, arrêtées de commun accord par les offices intéressés.

4. Lorsque l'expéditeur a demandé que son télégramme soit transmis par télégraphe jusqu'au bureau qu'il indique, et de là par poste jusqu'à destination, les bureaux doivent procéder conformément à ces indications.

5. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre doit écrire lui-même, en marge de sa minute la formule correspondante. Cette indication est transmise dans le préambule (art. XX, § 2, et XXIII, § 1, g), mais seulement jusqu'au point où elle peut être utile.

f. INTERRUPTION DES COMMUNICATIONS TÉLÉGRAPHIQUES TRANSMISSIONS PAR AMPLIATION

XXXIX

1. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite expédie immédiatement le télégramme par la poste

(lettre recommandée d'office ou portée par exprès) ou par un moyen de transport plus rapide, s'il en dispose, par exemple, par une voie télégraphique détournée (art. LXX, § 4). Les frais de poste sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation *télégramme*.

2. Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites de l'État de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception ou que, par suite d'embarras exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

3. Les télégrammes à destination des Pays extra-européens ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que dans le cas où l'expéditeur a déposé la taxe de ce parcours.

XL

1. Les télégrammes qui, par un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique sont numérotés. En même temps, le bureau qui fait cette expédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, pourvu que les communications télégraphiques le permettent, par un télégramme de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes annoncé est bien arrivé. En ce cas, il en accuse réception sur le bordereau et le renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Il renouvelle cet avis après le rétablissement des communications télégraphiques, par un télégramme de service dans la forme suivante :

Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau N° ... du 30 mars.

3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé n'arrive pas, le bureau expéditeur en doit être averti immédiatement. Celui-ci peut, selon les circonstances, répéter l'envoi par la poste ou transmettre les télégrammes par la voie télégraphique, si les correspondances ultérieures ne doivent pas en souffrir.

5. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la forme suivante :

Berlin de Görlitz. Télégrammes N^{os}.... du bordereau N^o.... réexpédiés par ampliation.

6. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire, dans le cas prévu à l'article XXXIX, il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

7. Lorsque pour une cause quelconque un télégramme transmis déjà par une autre voie, soit par poste, soit par un autre fil, est réexpédié par télégraphe, cette réexpédition par ampliation doit être signalée par une indication de service dans le préambule, par exemple :

Ampliation, déjà expédié à... (nom du bureau) le... (date) par le fil N^o... (ou) par la voie de... (ou) par la poste.

g. ARRÊT DE TRANSMISSION. — CONTRÔLE

XLI

1. Tout expéditeur peut, en justifiant de sa qualité, arrêter, s'il en est encore temps, la transmission du télégramme qu'il a déposé.

2. Lorsqu'un expéditeur retire ou arrête son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe lui est remboursée, sans réduction d'un droit fixe d'un demi-franc au profit de l'office d'origine.

3. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un télégramme privé dont il acquitte la taxe. Autant que possible, ce télégramme est successivement transmis aux bureaux auxquels le télégramme primitif a été transmis, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Si l'expéditeur a aussi payé le prix d'une réponse télégraphique, le bureau qui annule le télégramme en donne avis au bureau d'origine. Dans le cas contraire, il lui adresse ce renseignement par la poste. Le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif et du télégramme d'annulation, en raison du parcours non effectué.

XLII

1. Il ne doit être fait usage de la faculté, réservée à l'article 7 de la Convention, d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'État ou qui serait contraire aux lois du Pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, qu'à charge d'en avertir immédiatement l'administration de laquelle dépend le bureau d'origine.

2. Ce contrôle est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

3. La transmission des télégrammes d'État se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur eux.

8. Remise à destination

XLIII

1. Les télégrammes peuvent être adressés soit à domicile, soit poste restante, soit bureau télégraphique restant.

2. Ils sont remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception.

3. Les télégrammes adressés à domicile, dans la localité que le bureau télégraphique dessert, sont immédiatement portés à leur adresse.

4. Les télégrammes qui doivent être déposés poste restante sont immédiatement remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire.

5. Les télégrammes adressés aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port leur sont remis, autant que possible, avant le débarquement.

XLIV

1. Un télégramme porté à domicile peut être remis soit au destinataire, soit aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné par écrit un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé que la remise n'eût lieu qu'entre les mains du destinataire seul. L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert. Ce

dernier mode de remise n'est pas obligatoire pour les offices qui déclarent ne pas l'accepter.

2. Ces deux dernières demandes sont mentionnées avant l'adresse du télégramme et reproduites, à la suscription, par le bureau d'arrivée, qui donne au porteur les instructions nécessaires.

3. Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie au bureau d'origine un avis de service dans la forme suivante :

N°... du (date et adresse textuellement conformes à celles qui ont été reçues) *inconnu*.

4. Le bureau de départ vérifie l'exactitude de l'adresse et la rectifie sur-le-champ, si elle a été dénaturée.

5. Sinon il communique, autant que possible, l'avis à l'expéditeur, chaque office ayant la faculté de frapper cette communication d'une taxe spéciale, qui ne peut dépasser un demi-franc. L'expéditeur ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse que par un télégramme payé.

6. Si, par suite d'adresse inexacte ou insuffisante, d'absence ou de refus du destinataire, des frais d'express n'ont pas été acquittés à l'arrivée, le montant de ces frais est indiqué dans l'avis, afin que l'expéditeur puisse être requis de les rembourser.

7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau, pour être délivré au destinataire, sur sa réclamation.

8. Lorsque le télégramme est adressé bureau restant, il n'est délivré qu'au destinataire ou à son délégué.

9. Dans les cas prévus par les paragraphes 7 et 8 du présent article, tout télégramme, qui n'a pas été réclamé au bout de six semaines, est anéanti.

9. Télégrammes spéciaux

Article 9 de la Convention

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les administrations télégraphiques des États contractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances.

Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres États, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

2. TÉLÉGRAMMES PRIVÉS URGENTS

XLV

1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission en inscrivant le mot *urgent* avant l'adresse et en payant le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés, et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article XXX.

3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs lignes.

4. Les Administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est triplée comme pour les autres parties du trajet.

b. RÉPONSES PAYÉES

XLVI

1. Tout expéditeur peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant ; toutefois l'affranchissement ne peut dépasser la taxe d'un télégramme ordinaire de 30 mots pour le même parcours.

2. Si l'expéditeur n'a pas indiqué le nombre de mots payés pour la réponse, il est perçu la taxe d'un télégramme ordinaire de dix mots, transmis par la même voie.

3. Dans le cas contraire, l'expéditeur doit compléter la mention « Réponse payée » ou « RP » par l'indication du nombre de mots payés pour la réponse, et acquitter la somme correspondante, dans les limites autorisées par le paragraphe 1^{er} du présent article.

XLVII

1. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon qui lui donne la faculté d'expédier gratuitement, et dans les limites de la taxe payée d'avance, un télégramme à

une destination quelconque. Ce bon n'est valable que pendant six semaines, à dater du jour où il a été établi. Passé ce délai, il est considéré comme nul et non avenue et la taxe perçue reste acquise à l'office qui l'a délivré.

2. La somme versée pour la réponse peut être remboursée à l'expéditeur, lorsque le destinataire n'a pas fait usage du bon.

3. A cet effet, le destinataire doit, avant l'expiration du délai de six semaines fixé par le paragraphe 1^{er} du présent article, déposer le bon au bureau qui l'a délivré, en l'accompagnant d'une demande de remboursement au profit de l'expéditeur.

4. Il est procédé alors comme en matière de remboursement de taxe.

5. Si le destinataire refuse la formule affectée à la réponse, le bureau d'arrivée en informe immédiatement l'expéditeur par un avis de service, tenant lieu de réponse.

6. Cet avis de service est émis, comme télégramme privé, dans la forme suivante :

Réponse à N° de Le destinataire a refusé.

7. Lorsque le télégramme ne peut être remis dès l'arrivée, dans les circonstances prévues par le paragraphe 3 de l'article XLIV, un avis de service est transmis dans la forme prescrite par ce paragraphe.

8. S'il n'y a pas de rectification, la réponse d'office est émise, dans la même forme que ci-dessus, au bout de huit jours ou même dans un délai plus rapproché, lorsque les recherches faites pour trouver le destinataire sont restées infructueuses.

XLVIII

1. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas obligatoires pour les offices extra-européens qui déclarent ne point pouvoir les appliquer.

2. Dans les relations avec ces offices, la taxe déposée pour la réponse est portée en compte à l'office d'arrivée, qui adopte tel moyen qu'il juge convenable pour mettre le destinataire en mesure d'en profiter.

C. TÉLÉGRAMMES COLLATIONNÉS

XLIX

1. L'expéditeur de tout télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. Dans ce cas, les divers bureaux qui concou-

rent à la transmission en donnant le collationnement intégral.

2. Ce collationnement est donné, à tous les appareils, par le bureau qui a reçu et immédiatement après la transmission du télégramme à collationner.

3. La taxe du collationnement est égale à la moitié de celle d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

d. ACCUSÉS DE RÉCEPTION

L

1. L'expéditeur de tout télégramme peut demander que l'indication de l'heure à laquelle son télégramme sera remis à son correspondant lui soit notifiée par télégraphe aussitôt après la remise.

2. La taxe de l'accusé de réception est égale à celle d'un télégramme ordinaire de dix mots par la même voie.

LI

1. L'accusé de réception est annoncé par l'abréviation C R et transmis dans la forme suivante :

C R. Paris de Berne. Télégramme N° . . . remis à . . . (adresse du destinataire) le . . . (date, heure et minute), (ou motif de non-remise).

2. Les accusés de réception reçoivent un numéro d'ordre au bureau qui les envoie. Ils jouissent de la priorité sur les télégrammes privés.

3. Dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article XLIV, l'accusé de réception est précédé de l'avis de service prescrit par ce paragraphe. L'accusé de réception est transmis ensuite, soit après la remise du télégramme, si elle est devenue possible, soit après vingt-quatre heures, si elle n'a pu avoir lieu.

e. TÉLÉGRAMMES A FAIRE SUIVRE

LII

1. Tout expéditeur peut demander, en inscrivant avant l'adresse les indications nécessaires, que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme dans les limites de l'Europe.

2. Lorsqu'un télégramme porte la mention *faire suivre*, sans

autre indication, le bureau de destination, après l'avoir présenté à l'adresse indiquée, le réexpédie immédiatement, s'il y a lieu, à la nouvelle adresse qui lui est désignée au domicile du destinataire.

3. Si aucune indication ne lui est fournie, il garde le télégramme en dépôt, en observant les dispositions des paragraphes 3 et 7 de l'article XLIV. Si le télégramme est réexpédié et que le second bureau ne trouve pas le destinataire à l'adresse nouvelle, le télégramme est conservé par ce bureau.

4. Si la mention *faire suivre* est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est successivement transmis à chacune des destinations indiquées jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

5. Le texte primitif du télégramme à faire suivre doit être intégralement transmis aux bureaux de destination successifs et reproduit sur la copie adressée au destinataire ; mais, dans le préambule, chaque bureau ne reproduit, après les mots *faire suivre*, que les adresses auxquelles le télégramme peut encore être expédié.

6. La taxe internationale à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire.

7. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être indiquées d'office dans le préambule.

8. Cette indication est formulée comme il suit : *Taxes à percevoir . . . francs . . . centimes*. Si les réexpéditions ont lieu dans les limites de l'État auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de cet État. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre l'État qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

9. Si la taxe de réexpédition n'est pas recouvrée par l'Office d'arrivée, l'administration dont ce bureau relève est remboursée du montant des taxes dues aux administrations, moyennant bulletin de remboursement.

LIII

1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes qui arriveraient à un bureau télégraphique, pour lui être remis dans le rayon de distribution de ce bureau, lui soient réexpédiés, dans les conditions de l'article précédent, à l'adresse qu'elle aura indiquée.

2. Les demandes de réexpédition doivent être faites par écrit.

3. Chaque administration se réserve la faculté de faire suivre, quand il y aura lieu, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aurait d'ailleurs été fournie.

f. TÉLÉGRAMMES MULTIPLES

LIV

1. Un télégramme multiple peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité.

2. Les télégrammes adressés dans une même localité à plusieurs destinataires ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste, sont taxés comme un seul télégramme ; mais il est perçu, à titre de droit de copie, autant de fois un demi-franc, par télégramme ne dépassant pas cent mots, qu'il y a de destinations, moins une. Au delà de cent mots, ce droit est augmenté d'un demi-franc par série ou fraction de série de cent mots. Dans ce compte, figure la totalité des mots à taxer, y compris les adresses.

3. En transmettant un télégramme adressé dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, à plusieurs destinataires ou à un même destinataire à plusieurs domiciles, avec ou sans réexpédition par la poste ou par exprès, il faut indiquer dans le préambule le nombre des adresses.

4. Dans le premier cas prévu par le paragraphe 1^{er} du présent article, chaque exemplaire du télégramme ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire.

5. Cette indication doit entrer dans le corps de l'adresse et, par conséquent, dans le nombre des mots taxés.

g. TÉLÉGRAMMES A DESTINATION DE LOCALITÉS NON DESSERVIES
PAR LE RÉSEAU INTERNATIONAL

LV

1. Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les télégraphes internationaux peuvent être remis à destination, suivant la demande de l'expéditeur, soit par exprès, soit par la poste ; toutefois, l'envoi par exprès ne peut être demandé que pour les États qui, conformément à l'article 9 de la Convention, ont organisé, pour la remise des télégrammes, un mode de transport plus rapide que la poste et ont notifié aux autres États les dispositions prises à cet égard.

2. L'adresse des télégrammes à transporter au delà des lignes télégraphiques, est formulée ainsi qu'il suit : *Exprès (ou poste) M. Müller, Johannisthal, Berlin*, le nom du bureau télégraphique d'arrivée étant exprimé le dernier.

LVI

1. Les frais de transport au-delà des bureaux télégraphiques, par un moyen plus rapide que la poste, dans les États où un service de cette nature est organisé, sont perçus sur le destinataire.

2. Toutefois, l'expéditeur d'un télégramme avec accusé de réception peut affranchir ce transport, moyennant le dépôt d'une somme qui est déterminée par le bureau d'origine, sauf liquidation ultérieure. L'accusé de réception fait connaître le montant des frais déboursés.

3. Il n'est fait exception à cette règle que dans les relations extra-européennes, pour des transports dont l'office d'arrivée a prévu et notifié les frais, qui sont alors perçus par le bureau d'origine, sans exiger ni accusé de réception ni règlement ultérieur.

4. Dans tous les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 qui précèdent, les mots *exprès payé* (ou *X P*) sont inscrits avant l'adresse et sont taxés.

LVII

1. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste :

- a) à défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer ;
 - b) lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'État d'arrivée, conformément à l'article 9 de la Convention ;
 - c) lorsqu'il s'agit d'un transport à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature. Dans ce dernier cas, le télégramme peut être déposé à la boîte, comme lettre non affranchie.
2. Dans tous les cas, l'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau d'arrivée, lorsqu'il n'use pas d'un moyen plus rapide.
3. Les télégrammes de toute nature, qui doivent être transmis à destination par voie postale, sont remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire, sauf dans les deux cas suivants :
4. Les correspondances qui doivent traverser la mer sont soumises à une taxe variable à percevoir par le bureau d'origine. Le montant de cette taxe est fixé par l'administration qui se charge de l'expédition et notifié à toutes les autres administrations.
5. Les télégrammes transmis à un bureau télégraphique situé près d'une frontière, pour être expédiés par poste sur le territoire voisin, sont déposés à la boîte, comme lettres non affranchies, et le port est à la charge du destinataire.
6. Toutefois, si la communication télégraphique franchissant la frontière est matériellement interrompue, il est procédé conformément à l'article XXXIX.
7. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste par lettre ordinaire ; une ampliation est adressée par lettre recommandée aussitôt qu'il est possible.

h. TÉLÉGRAMMES SÉMAPHORIQUES

LVIII

1. Les télégrammes sémaphoriques sont les télégrammes échangés avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores établis ou à établir sur le littoral de l'un quelconque des États contractants.
2. Ils doivent être rédigés, soit dans la langue du Pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit en signaux du

code commercial universel. Dans ce dernier cas, ils sont considérés comme des télégrammes chiffrés.

3. Quand ils sont à destination des navires en mer, l'adresse doit comprendre, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité.

4. Pour les télégrammes d'État sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement. Le nom du bâtiment doit être désigné.

5. Tout télégramme sémaphorique doit porter dans le préambule l'indication *sémaphorique*.

6. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores, est fixée à 2 francs par télégramme. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur, pour les télégrammes adressés aux navires en mer, et sur le destinataire, pour les télégrammes provenant des bâtiments (art. XXVII, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir l'indication : *taxe à percevoir.... francs.... centimes*. Si cette taxe ne peut pas être perçue, l'office d'arrivée est remboursé du montant des taxes dues, moyennant bulletin de remboursement.

LIX

1. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du code commercial, lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

2. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique, et transmis à destination.

3. Les télégrammes qui, dans les 30 jours du dépôt, n'ont pu être signalés par les postes sémaphoriques aux bâtiments destinataires, sont mis au rebut.

4. Dans le cas où le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans le terme de 28 jours, le sémaphore en donne avis à l'expéditeur le 29^e jour au matin. L'expéditeur a la faculté, en acquittant le prix ordinaire d'un télégramme terrestre de 10 mots, de demander que le sémaphore continue à présenter son télégramme, pendant une nouvelle période de 30 jours et ainsi de suite ; à défaut de cette demande, le télégramme sera remis au rebut le 30^e jour.

**i. DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES
AUX TÉLÉGRAMMES SPÉCIAUX**

LX

Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes collationnés, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes, en se conformant aux prescriptions des paragraphes 4 et 5 de l'article X.

10. Télégrammes de service

Article 5 de la Convention.

Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1^o Télégrammes d'État : ceux qui, etc.

2^o Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des États contractants et qui sont relatifs soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

.....

Article 11 de la Convention.

Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des États contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau desdits États.

LXI

1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits, dont la forme est donnée par le paragraphe 1^{er} de l'article XIV, et en avis de service, dont il est traité au paragraphe 2 du même article.

2. Les télégrammes de service doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence (art. XVIII).

3. Ils peuvent être émis en langage secret dans toutes les relations (art. 6 de la Convention) et doivent, en règle générale, être rédigés en français (article VII, § 3).

LXII

1. Les avis de service sont échangés, de bureau à bureau, toutes les fois que les incidents de la transmission le nécessitent, notamment, lorsque les indications de service d'un télégramme

déjà transmis ne sont pas régulières (art. XXXII, § 4), lors de rectifications ou de renseignements relatifs à des télégrammes d'une série précédemment transmise (art. XXXVII, §§ 1 et 2), en cas d'interruption dans les communications télégraphiques, lorsque les télégrammes ont été adressés par poste à un bureau télégraphique (art. XL), lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis au destinataire (art. XLIV), lorsque le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans le terme de 28 jours (art. LIX, § 4).

2. Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis sont dirigés, autant que possible, sur les bureaux par où le télégramme primitif a transité. Ces avis doivent reproduire toutes les indications propres à faciliter les recherches des télégrammes primitifs, telles que la date de l'expédition, l'adresse et la signature de ces télégrammes.

3. Lorsque les bureaux de passage ont tous les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils prennent les mesures propres à en éviter une réexpédition inutile.

11. Archives

LXIII

1. Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les administrations, sont conservés au moins pendant six mois, à compter de leur date, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

2. Ce délai est porté à dix-huit mois pour les télégrammes extra-européens.

LXIV

1. Les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de son identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

2. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes de ce télégramme ou de la copie remise à l'arrivée, si cette copie a été conservée par l'office de destination. Ce droit expire après le délai fixé pour la conservation des archives.

3. Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément au

présent article, un droit fixe d'un demi-franc par télégramme ne dépassant pas cent mots. Au delà de cent mots, ce droit est augmenté d'un demi-franc par série ou fraction de série de cent mots.

4. Les administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou copie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayant droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

12. Détaxes et remboursements

LXV

1. Est remboursée à l'expéditeur par l'administration qui l'a perçue, sauf recours contre les autres administrations, s'il y a lieu :

- a) la taxe intégrale de tout télégramme qui a éprouvé un retard notable ou qui n'est pas parvenu à destination, par le fait du service télégraphique ;
- b) la taxe intégrale de tout télégramme collationné qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet.

2. En cas d'interruption d'une ligne sous-marine, l'expéditeur de tout télégramme a droit au remboursement de la partie de la taxe afférente au parcours non effectué, déduction faite des frais déboursés, le cas échéant, pour remplacer la voie télégraphique par un mode de transport quelconque.

3. Ces dispositions ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

4. Dans les cas prévus par les paragraphes précédents, le remboursement ne peut s'appliquer qu'aux taxes des télégrammes mêmes qui ont été omis, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires, et aux taxes des télégrammes prévus à l'article XIX, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par l'omission, l'erreur ou le retard.

LXVI

1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être formée, sous peine de déchéance, dans les deux mois de la perception.

Ce délai est porté à six mois pour les télégrammes extra-européens.

2. Toute réclamation doit être présentée à l'office d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir : une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme n'est point parvenu, et la copie qui lui a été remise, s'il s'agit d'erreur ou de retard. Toutefois la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'office de destination, qui juge s'il doit y donner suite ou la faire présenter à l'office d'origine.

3. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les administrations intéressées, le remboursement est effectué par l'office d'origine.

4. L'expéditeur qui ne réside pas dans le Pays où il a déposé son télégramme peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine, par l'intermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, l'office qui l'a reçue est, s'il y a lieu, chargé d'effectuer le remboursement.

5. Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français, lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de tous les offices intéressés.

6. Les réclamations ne sont point transmises d'office à office :

- a) Lorsque le fait signalé ne donne pas droit au remboursement ;
- b) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme qui, n'étant pas conforme aux conditions réglementaires imposées au public, en ce qui concerne la rédaction, la langue, la clarté de l'écriture, l'adresse et les indications relatives au transport au delà des lignes, etc., a été accepté aux risques et périls des intéressés.

LXVII

1. Pour tout télégramme non remis à destination, le remboursement est supporté par les offices sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui ont empêché le télégramme de parvenir au destinataire.

2. Si la réclamation de non-remise est repoussée, la remise du télégramme doit être constatée par un reçu ou par une déclaration de l'administration destinataire.

3. En cas de retard, le droit au remboursement est absolu, lorsque le télégramme n'est point arrivé à destination plus tôt

qu'il n'y serait parvenu par la poste ou lorsque le retard dépasse deux fois vingt-quatre heures pour un télégramme européen et six fois vingt-quatre heures pour un télégramme sortant des limites de l'Europe.

4. Le remboursement intégral de la taxe est effectué aux frais des offices par le fait desquels le retard s'est produit et dans la proportion des retards imputables à chaque office.

5. En cas d'altération d'un télégramme collationné, l'office d'origine détermine les erreurs qui ont empêché le télégramme de remplir son objet, et la part contributive des diverses administrations est réglée d'après le nombre des fautes ainsi déterminées, un mot omis ou ajouté comptant pour une erreur.

6. La part contributive pour l'altération d'un mot dénaturé successivement sur les lignes de plusieurs administrations est supportée par la première de ces administrations.

7. Les erreurs ou omissions sont imputables :

a) Aux deux bureaux : lorsque des mots, nombres ou caractères ayant été omis ou ajoutés, le bureau qui a reçu n'a pas vérifié le compte des mots ; lorsque le collationnement payé a été omis ou incomplet ; lorsqu'à l'appareil Hughes, il y a eu un défaut non rectifié ;

b) Au bureau qui a reçu : lorsqu'il n'a pas tenu compte de la rectification faite à son collationnement par son correspondant ; lorsqu'en cas de répétition d'office, il n'a pas rectifié la première transmission d'après cette répétition ;

c) Au bureau qui a transmis dans tous les autres cas.

8 Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme avec une ou plusieurs copies, le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre de copies détermine l'indemnité à accorder pour chaque copie, le télégramme comptant à cet égard également pour une copie.

9. Lorsque, par suite de l'absence ou de l'insuffisance des documents, le bureau responsable d'une erreur ou omission ne peut être désigné, le remboursement est mis à la charge de l'administration où la preuve fait défaut.

10. Lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par le paragraphe 1^{er} de l'article LXVI et que la solution n'a point été notifiée dans les délais fixés par l'article LXIII pour la conservation des archives, l'office qui a reçu la réclamation rembourse la taxe réclamée et le remboursement est mis à la charge de l'administration qui a retardé l'instruction.

11. Pour les correspondances extra-européennes, le rembour-

sement est supporté par les différentes administrations d'État ou de compagnies privées par les lignes desquelles le télégramme a été transmis, chaque administration abandonnant sa part de taxe.

LXVIII

1. La taxe d'un télégramme arrêté en vertu des articles 7 et 8 de la Convention est remboursée à l'expéditeur, s'il en fait la demande, et le remboursement est à la charge de l'administration qui a arrêté le télégramme.

2. Toutefois, lorsque cette administration a notifié, conformément à l'article 8, la suspension de certaines correspondances déterminées, le remboursement des taxes des télégrammes de cette catégorie qui seraient arrêtés ultérieurement doit être supporté par l'office d'origine, à partir de la date à laquelle la notification lui est parvenue.

13. Comptabilité

Article 12 de la Convention.

Les Hautes Parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

LXIX

1. Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

2. Chaque État crédite l'État limitrophe du montant des taxes de tous les télégrammes qu'il lui a transmis, calculées depuis la frontière de ces deux États jusqu'à destination.

3. Par exception à la disposition précédente, l'État qui transmet un télégramme sémaphorique venant de la mer, ou qui réexpédie un télégramme à faire suivre, débite l'État limitrophe de la part de taxe afférente au parcours entre le point de départ du télégramme sémaphorique ou le point de départ de la première réexpédition du télégramme à faire suivre et la frontière commune des deux États (art. LII, §§ 6 à 9, et LVIII, § 6).

4. Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre États extrêmes, après une entente entre ces États et les États intermédiaires.

5. Les taxes peuvent être réglées de commun accord, d'après le nombre des télégrammes qui ont franchi la frontière, abstraction

faite du nombre des mots et des frais accessoires. Dans ce cas, les parts de l'État limitrophe et de chacun des États suivants, s'il y a lieu, sont déterminées par des moyennes établies contradictoirement (art. LXXI, § 3).

6. Dans le cas d'application de l'article LXXXII, l'administration contractante en relation directe avec l'office non adhérent est chargée de régler les comptes entre cet office et les autres offices contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

LXX

1. Les taxes afférentes aux droits de copie et de transport au delà des lignes sont dévolues à l'État qui a livré les copies ou effectué le transport.

2. Les taxes normales pour réponses payées et accusés de réception sont acquises à l'office destinataire, soit dans les comptes, soit dans l'établissement des moyennes mentionnées au paragraphe 2, 3 et 4 de l'article XLVII; la taxe normale est déduite du compte mensuel suivant de l'office expéditeur qui a remboursé.

3. Les réponses et les accusés de réception sont traités, dans la transmission et dans les comptes, comme des télégrammes ordinaires.

4. Lorsqu'un télégramme, quel qu'il soit, a été transmis par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné le télégramme, sauf recours contre l'office à qui ce détournement est imputable.

LXXI

1. La taxe qui sert de base à la répartition entre États et, le cas échéant, à la détermination des moyennes mentionnées au paragraphe 5 de l'article LXIX, est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les États intéressés, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

2. Toutefois le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, à cause d'une erreur de transmission, il aurait été rectifié d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

3. Pour déterminer les taxes moyennes, on dresse un compte

mensuel comprenant, par télégramme traité individuellement, toutes les taxes accessoires, de quelque nature qu'elles soient (art. LXX). La part totale, calculée pour chaque État pendant le mois entier, est divisée par le nombre des télégrammes; le quotient constitue la taxe moyenne applicable à chaque télégramme dans les comptes ultérieurs, jusqu'à revision. Cette revision, sauf circonstances exceptionnelles, ne doit pas être faite avant une année.

LXXII

1. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

2. Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

3. Le solde résultant de la liquidation est payé à l'État créancier en francs d'or effectifs, à moins que les deux administrations en cause ne se soient entendues pour l'emploi d'une autre monnaie.

4. Les frais de déplacement sont à la charge de l'office créancier.

LXXIII

1. L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

2. La revision de ces comptes a lieu dans un délai maximum de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit. Cette disposition est aussi applicable aux observations faites par un office sur les comptes rédigés par un autre.

3. Les comptes mensuels sont admis sans revision, quand la différence des sommes finales établies par les deux administrations intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du débit de l'administration qui l'a établie. Dans le cas d'une revision commencée, elle doit être arrêtée lorsque, par suite d'un échange d'observations entre les offices intéressés, la différence qui a donné lieu à la revision se trouve renfermée dans les limites de 1 p. 100.

4. Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet de télégrammes ordinaires ayant plus de six mois de date et de télégrammes extra-européens ayant plus de dix-huit mois de date.

14. Réserves

Article 17 de la Convention.

Les Hautes Parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des États.

LXXIV

Les points du service sur lesquels porte la réserve prévue à l'article 17 de la Convention sont notamment :

L'établissement des tarifs d'État à État ;

Le règlement des comptes ;

L'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux, entre des points et dans des cas déterminés ;

L'application du système des timbres-télégraphe ;

La transmission des mandats d'argent par le télégraphe ;

La perception des taxes à l'arrivée ;

Le service de la remise des télégrammes à destination ;

La faculté de transmettre à prix réduit des correspondances à l'usage de la presse, à des heures et à des conditions déterminées, sans préjudice pour le service général ;

L'extension du droit de franchise aux télégrammes de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

15. Bureau international. Communication réciproque

Article 14 de la Convention.

Un organe central, placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de l'un des Gouvernements contractants, désigné à cet effet par le règlement, est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modification aux tarifs et au règlement de service, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale.

Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les administrations des États contractants.

LXXV

1. L'organe central prévu par l'article 14 de la Convention reçoit le titre de Bureau international des Administrations télégraphiques.

2. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser le Bureau international dans les conditions déterminées par les articles LXXVI à LXXVIII suivants.

LXXVI

1. Les frais communs du Bureau international des Administrations télégraphiques ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 60,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une Conférence internationale. Cette somme pourra être augmentée ultérieurement, du consentement de toutes les Parties contractantes.

2. L'administration désignée, en vertu de l'article 14 de la Convention, pour la direction du Bureau international, en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui est communiqué à toutes les autres administrations intéressées.

3. Pour la répartition des frais, les États contractants ou adhérents sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	25	unités ;
2 ^e	»	20 »
3 ^e	»	15 »
4 ^e	»	10 »
5 ^e	»	5 »
6 ^e	»	3 »

4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'États de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les administrations des États contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties ainsi qu'il suit, dans les six classes dont il est fait mention au paragraphe précédent :

1^{re} classe : Allemagne, Brésil, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Russie, Turquie ;

2^e classe : Autriche, Espagne, Hongrie ;

3^e classe : Belgique, Pays-Bas, Indes néerlandaises, Roumanie, Suède ;

4^e classe : Australie du sud, Danemark, Égypte, Japon, Norwège, Nouvelle-Zélande, Suisse, Victoria ;

5^e classe : Grèce, Portugal, Serbie ;

6^e classe : Luxembourg, Perse.

LXXVII

1 Les offices des États contractants se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'ils viendraient à y introduire.

1. En règle générale, le Bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications.

3. Lesdits offices envoient par la poste, par lettre affranchie, au Bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs, tant intérieurs qu'internationaux ; à l'ouverture de lignes nouvelles et à la suppression de lignes existantes, en tant que ces lignes intéressent le service international ; enfin, aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les administrations sont expédiés au Bureau international, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

4. Lesdites administrations lui envoient, en outre, par télégraphe, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance internationale.

5. Elles lui font parvenir, au commencement de chaque année et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des lignes, du nombre des bureaux et des appareils, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du Bureau international, qui distribue à cet effet les formules toutes préparées.

6. Elles adressent également à ce Bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

7. Le Bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque administration a pu procéder sur les différentes parties du service.

LXXVIII

1. Le Bureau international coordonne et publie le tarif. Il communique aux administrations, en temps utile, tous les ren-

seignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés au paragraphe 3 de l'article précédent. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par le paragraphe 4 du même article. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes annexés à la Convention.

2. Le bureau international dresse une statistique générale.

3. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal télégraphique en langue française.

4. Il dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle des relations télégraphiques.

5. Il doit d'ailleurs se tenir en tout temps à la disposition des administrations des États contractants, pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie internationale, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

6. Les documents imprimés par le Bureau international sont distribués aux administrations des États contractants dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'article LXXVI. Les documents supplémentaires que réclameraient ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les exploitations privées.

7. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis, et de manière à donner au Bureau international le temps de régler le tirage en conséquence.

8. Le Bureau international instruit, lorsqu'il en est chargé par un ou plusieurs des offices intéressés, les demandes de modifications au tarif et au règlement prévues par les articles 10 et 13 de la Convention. Après avoir obtenu l'assentiment unanime des administrations en cause et, le cas échéant, l'adhésion des autres offices intéressés, il fait promulguer en temps utile les changements adoptés. Il est d'ailleurs chargé de notifier toutes les modifications du tarif et du règlement, quelle que soit la forme suivie pour leur adoption. Cette notification ne sera exécutoire qu'après un délai de deux mois au moins et, en cas de réclamation, après que l'accord se sera établi sur le point en litige.

9. Dans les questions à résoudre par l'assentiment des administrations contractantes, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de quatre mois sont considérées comme consentantes.

10. Le Bureau international prépare les travaux des conférences télégraphiques. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

11. Le Directeur de ce bureau assiste aux séances de la conférence et prend part aux discussions, sans voix délibérative.

12. Le Bureau international fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations des États contractants.

13. Sa gestion est également soumise à l'examen et à l'appréciation des conférences prévues par l'article 15 de la Convention.

16. Conférences

Article 15 de la Convention.

Le tarif et le règlement prévus par les articles 10 et 13 sont annexés à la présente Convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle.

Ils seront soumis à des revisions où tous les États qui y ont pris part pourront se faire représenter.

A cet effet, des conférences administratives auront lieu périodiquement, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Article 16 de la Convention.

Ces conférences sont composées des délégués représentant les administrations des États contractants.

Dans les délibérations, chaque administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'administrations différentes d'un même Gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au Gouvernement du Pays où doit se réunir la conférence, avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte.

Les revisions résultant des délibérations des conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les Gouvernements des États contractants.

LXXIX

L'époque fixée pour la réunion des conférences prévues par le paragraphe 3 de l'article 15 de la Convention est avancée, si la demande en est faite par dix au moins des États contractants.

17. Adhésion. Relations avec les Offices non adhérents*Article 18 de la Convention.*

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des États contractants au sein duquel la dernière Conférence aura été tenue, et par cet État à tous les autres.

Elle emportera de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Article 19 de la Convention.

Les relations télégraphiques avec des États non adhérents ou avec les exploitations privées sont réglées, dans l'intérêt général du développement progressif des communications, par le règlement prévu à l'article 13 de la présente Convention.

LXXX

1. Dans le cas des adhésions prévues par l'article 18 de la Convention, les administrations des États contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux offices qui demanderaient à adhérer, sans conformer eux-mêmes leurs tarifs à ceux des États intéressés.

2. Les offices qui ont, en dehors de l'Europe, des lignes pour lesquelles ils ont adhéré à la Convention, déclarent quel est, du régime européen ou extra-européen, celui qu'ils entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes ou est notifiée ultérieurement par l'intermédiaire du Bureau international.

LXXXI

1. Les exploitations télégraphiques privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs États contractants avec participation au service international sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces États.

2. Les autres exploitations télégraphiques privées sont admises aux avantages stipulés par la Convention et par le présent Règlement, moyennant accession à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification de l'État qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément au second paragraphe de l'article 18 de la Convention.

3. Cette accession doit être imposée aux exploitations qui relient entre eux deux ou plusieurs des États contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se soumettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par l'État qui a accordé la concession.

4. La réserve qui fait l'objet du paragraphe 1^{er} de l'article précédent est applicable aussi aux exploitations susmentionnées.

LXXXII

1. Lorsque des relations télégraphiques sont ouvertes avec des États non adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions obligatoires du présent Règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des États contractants ou adhérents.

2. Les administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'article XVI, est ajoutée à celle des offices non participants.

Ainsi arrêté à *Londres*, le 28 juillet 1879, par les délégués soussignés, conformément aux articles 15 et 16 de la Convention de Saint-Petersbourg, pour entrer en vigueur le 1^{er} avril 1880.

BUDDE, R. SCHEFFLER, Délégués de l'Administration télégraphique d'Allemagne.

BRUNNER DE WATTENWYL, Conseiller aulique du Ministère du commerce de l'Autriche.

Comte VICTOR DE WIMPFEN, Inspecteur général des lignes télégraphiques de l'Autriche.

L. DE KOLLER, Conseiller au Ministère du commerce de Hongrie.

J. VINCHENT, Directeur général des postes et télégraphes de Belgique.

JOHN GIBBS, Inspecteur chef de service des télégraphes de Belgique.

HÖNCKE, Directeur des télégraphes de Danemark.

F. DE OTIN, Premier Secrétaire de la légation d'Espagne à Londres.

LE MINISTRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE FRANCE,
Pour le Ministre et par autorisation spéciale : RICHARD.

RICHARD, Directeur du Contrôle des postes et télégraphes de France.

ESCHBAECHER, Chef de section au Ministère des postes et des télégraphes de France.

C. H. B. PATEY, Secrétaire adjoint, Département des postes et des télégraphes britanniques.

H. C. FISCHER, Chef du bureau central des télégraphes, Département des postes et télégraphes.

P. BENTON, Sous-chef de section, Département des postes et des télégraphes.

J. GENNADIUS, Chargé d'affaires de Grèce.

J. U. BATEMAN CHAMPAIN, Lieutenant-Colonel. R. T., Director in chief, Indo-Europ. Tel. Dep.

H. A. MALLOCK, MAJOR, B. S. C., Director of Telegraphs in India.

ERNEST D'AMICO, Directeur général des Télégraphes italiens.

JUGOI YOSHIKAWA, AKIMASA, Secrétaire de première classe au Ministère des travaux publics, délégué du Japon.

C. NIELSEN, Directeur en chef des télégraphes de Norvège.

STARING, Directeur en chef des télégraphes des Pays-Bas.

VALENTIM DO REGO, Directeur des télégraphes et des phares du Portugal.

C. F. ROBESCU, Directeur général des postes et télégraphes de Roumanie.

C. DE LÜDERS, Directeur général des télégraphes de Russie.

M. Z. RADOYCOVITCH, Chef de section des postes et télégraphes de Serbie.

D. NORDLANDER, Directeur général des télégraphes de Suède.

A. FREY, Directeur des télégraphes suisses.

E. MUSURUS, Conseiller de l'Ambassade impériale ottomane, à Londres.

A. J. GULDANI, Secrétaire général des télégraphes et postes ottomans.

JULIUS VOGEL, Agent général for New-Zealand.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

ARRANGEMENT CONCERNANT LA CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LA FRANCE ET LA GRANDE-BRETAGNE, SIGNÉ A LONDRES, LE 28 JUILLET 1879

En vertu de l'article 17 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg (1) et de l'article 16 du règlement de service annexé à cette Convention et révisé à Londres (2), les soussignés, sous réserve d'approbation, pour la France, de M. le Ministre des postes et des télégraphes, et de la sanction ultérieure des Chambres, et pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, de M. le grand maître des postes, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La taxe des télégrammes (ordinaires) échangés directement entre la France et la Grande-Bretagne et l'Irlande est fixée uniformément et par mot :

En France, à 0^l. 25 ;

Dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, à « two and a half » pence ».

Art. 2. Chaque administration conserve le montant des taxes des réponses payées d'avance et toutes les taxes accessoires, de quelque nature qu'elles soient, sauf les exceptions résultant de l'application des articles 3 et 4 ci-dessous et sous réserve des bonifications suivantes :

La Grande-Bretagne bonifie à la France 11 centimes par mot transmis.

La France bonifie à la Grande-Bretagne 14 centimes par mot transmis.

Ces bonifications peuvent être réglées d'un commun accord, en appliquant, par télégramme, des moyennes établies contradictoirement. Les bonifications stipulées au profit de la Grande-Bretagne comprennent les parts de taxe à attribuer à la « Submarine Telegraph Company », en vertu des arrangements particuliers que le Gouvernement de la Grande-Bretagne a conclus avec cette compagnie dont il déclare le consentement acquis.

(1) Voir *Archives Dipl.*, 1876-77, t. III, p. 88.

(2) Voir page 108.

Art. 3. Les dispositions des articles ci-dessus sont applicables aux correspondances échangées entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et l'Algérie (ou la Tunisie).

Il sera toutefois perçu pour ces correspondances une taxe additionnelle de 0^{fr}12 par mot, exclusivement attribuée à la France pour le transit sous-marin entre les côtes de France et d'Algérie.

Art. 4. Les télégrammes échangés entre la France et la Grande-Bretagne et l'Irlande qui, par suite d'interruption des voies directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix de transit restant à la charge de l'administration dont les communications normales sont interrompues, en cas d'interruption sur les lignes terrestres, et à la charge de l'administration expéditrice, sauf ses droits vis-à-vis de la « Submarine Telegraph Company » en cas d'interruption sur le réseau sous-marin.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe, sur la demande de l'expéditeur, seront soumis aux taxes et aux dispositions de la Convention télégraphique internationale.

Art. 5. Les dispositions de la Convention internationale en vigueur sont applicables aux relations directes entre la France et la Grande-Bretagne et l'Irlande, dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

Art. 6. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} avril 1880.

Il formera, avec la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg et son règlement de service, révisé à Londres, l'ensemble des dispositions qui devront être observées dans les relations télégraphiques entre la France (Algérie et Tunisie comprises) et la Grande-Bretagne et l'Irlande.

Cet arrangement demeurera en vigueur jusqu'à la prochaine revision du règlement du service international qui vient d'être arrêté à Londres.

En foi de quoi, les délégués des deux administrations l'ont signé en double expédition.

Fait à Londres, le 28 juillet 1879.

(L. S.) *Signé* : Ch. B. PATEY.

(L. S.) *Signé* : RICHARD.

FRANCE-ITALIE

ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE SIGNÉ A PARIS LE 5 AOUT 1879

En vertu de l'article 17 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg (1) et de l'article 16 du règlement de service annexé à cette Convention et révisé à Londres (2), les soussignés, sous réserve de l'approbation de droit, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. La taxe des télégrammes ordinaires échangés directement entre la France et l'Italie est fixée uniformément et par mot à vingt-cinq centimes (0^f,25) à répartir à parts égales entre les administrations des deux Pays.

Art. 2. Cette taxe sera réduite à vingt centimes (0^f,20) par mot, dès que les administrations française et italienne auront constaté, d'un commun accord, une augmentation de 20 p. 100 dans les recettes afférentes au tarif entre la France et l'Italie, comparativement au revenu de l'année 1878.

Art. 3. Chacune des deux administrations aura la faculté de percevoir, sous la forme qui lui conviendra, la taxe établie par les articles 1 et 2 ci-dessus, à condition toutefois que la somme totale perçue pour les télégrammes de quinze mots, en France comme en Italie, représente exactement quinze fois la taxe du mot, ou ne s'écarte de ce total que dans les limites admises par le règlement de service international révisé à Londres.

Art. 4. Les télégrammes échangés entre la France et l'Italie, qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix de transit restant à la charge de l'administration expéditrice.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe, sur la demande de l'expéditeur, seront soumis aux taxes et aux dispositions de la Convention télégraphique internationale.

Art. 5. Les dispositions de la Convention internationale en vigueur seront applicables aux relations directes entre la France et l'Italie, dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

(1) Voir *Archives Dipl.*, 1876-77 t. III, p. 88.

(2) Voir page 108.

Art. 6. Le présent arrangement entrera en vigueur entre les deux Pays en même temps que le règlement de service international révisé à Londres ; il formera, avec la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg et le règlement susdit, l'ensemble des dispositions qui devront être observées dans les relations télégraphiques entre la France et l'Italie.

Cet arrangement demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où la dénonciation en sera faite par l'une des Parties contractantes.

Fait et signé en double expédition, à Paris, le 5 août 1879.

(L. S.) *Signé* : AD. COCHERY.

(L. S.) *Signé* : D'AMICO.

PÉROU-ESPAGNE

TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ SIGNÉ A PARIS LE 14 AOUT 1879

La République du Pérou, d'une part, et S. M. Alphonse XII, Roi constitutionnel d'Espagne, d'autre part ;

Considérant que les dissensions survenues entre leurs Gouvernements et leurs sujets sont, de part et d'autre, complètement oubliées, et désirant vivement le rétablissement des relations amicales qui doivent toujours unir des peuples qui sont frères par l'origine et les intérêts, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Son Exc. le général Luis la Puerta, vice-président de la République du Pérou, chargé du commandement suprême : M. Jean-Marie de Goyénèche et Gamio, chevalier de l'ordre de Saint-Jacques, grand dignitaire de la Rose du Brésil, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République du Pérou auprès du Gouvernement de la République française ;

Et S. M. le Roi d'Espagne : M. Marie Roca de Togores, marquis de Molins, vicomte de Rocamora, grand d'Espagne, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'Or, grand'croix du Royal et distingué ordre de Charles III, chevalier profès de l'ordre de S. S. Pie IX, de la Rose du Brésil, etc., etc., son chambellan et ambassadeur auprès du Président de la République française ;

Lesquels, après avoir reconnu et échangé leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont résolu ce qui suit :

Art. 1^{er}. A partir de la date de la ratification du présent Traité, il y aura un complet oubli du passé et une paix sociale et inviolable entre la République du Pérou et S. M. le Roi d'Espagne.

Art. 2. Les Gouvernements du Pérou et d'Espagne nommeront sans aucun retard leurs représentants diplomatiques ainsi que leurs agents consulaires.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure de nouveaux Traités qui fixeront et régulariseront les relations commerciales et de navigation, les droits réciproques des sujets des deux Pays, les attributions consulaires, les conditions de nationalité, la propriété littéraire et l'extradition des criminels.

Art. 4. Jusqu'à la conclusion de ces nouveaux Traités internationaux, les Gouvernements du Pérou et d'Espagne observeront, dans leurs relations et celles de leurs sujets respectifs, tant en matières civiles qu'en affaires commerciales et de navigation, le régime de la nation la plus favorisée sous tous les rapports.

Art. 5. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Paris par les représentants du Pérou et de l'Espagne, dans un délai de trois mois.

En foi de quoi, nous, les Plénipotentiaires respectifs de la République du Pérou et de S. M. le Roi d'Espagne, l'avons signé en duplicata et scellé de nos sceaux particuliers à Paris, le quatorze août mil huit cent soixante-dix-neuf.

(L. S.) *Signé* : JEAN M. DE GOYÉNÈCHE.

(L. S.) *Signé* : MARQUIS DE MOLINS.

GRANDE-BRETAGNE — SAMOA.

TRAITÉ D'AMITIÉ SIGNÉ A APIA LE 28 AOUT 1879

Animés du vif désir de nouer entre leurs Gouvernements ainsi que leurs peuples des relations d'amitié, LL. MM. la Reine d'Angleterre et le Roi et le Gouvernement (Malo) de Samoa ont décidé de conclure un Traité d'amitié et ont, à cet effet, nommé les personnes soussignées. Celles-ci, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, sont convenues des articles suivants :

Article 1^{er}. Il régnera à l'avenir paix et amitié entre la Grande-

Bretagne et Samoa. Le Roi et le Gouvernement de Samoa s'engagent à n'accorder à aucun autre Souverain ni État de droits, ni privilèges, ni prérogatives quelconques qui outrepasseraient ceux concédés à la Couronne d'Angleterre.

Art. 2. — Les sujets de S. M. Britannique jouiront à l'avenir des mêmes droits, privilèges et immunités qui auront été conférés à la nation la plus favorisée. En outre, il ne sera accordé aux sujets d'aucun autre État des prérogatives quelconques au détriment des individus de nationalité anglaise.

Art 3. Une entière liberté, en ce qui concerne l'exercice du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, sera garantie aux sujets anglais ; pareillement ceux-ci demeureront en possession paisible de tous les biens-fonds qu'ils auront régulièrement et légalement acquis des Samoésiens par voie d'achat. Au cas où ladite acquisition de propriétés foncières serait l'origine de contestations, ces contestations seront vidées par une commission qui devra être formée d'un membre nommé par le Gouvernement de Samoa et d'un autre membre par le consul anglais. S'il existe un désaccord persistant entre les membres de la commission, ceux-ci seront tenus de choisir un arbitre, et dans le cas où ils ne pourraient s'entendre avec ce dernier, le consul général de la Grande-Bretagne désignera alors l'arbitre. Tous les sujets anglais domiciliés aux îles Samoa seront en tout temps exempts du service et des réquisitions militaires, ainsi que du logement des troupes.

Art. 4. Si un sujet anglais se rend coupable, à Samoa, d'un délit donnant lieu, d'après le Code britannique, à des poursuites judiciaires, l'instruction devra être conduite par le Haut Commissaire de S. M. Britannique pour les îles occidentales de la mer Pacifique, ou par un autre fonctionnaire de la Couronne d'Angleterre ayant qualité légale. Sous la désignation de « Code britannique », on doit ici entendre les anciens arrêtés rendus conformément aux coutumes légales par le Haut Commissaire dans la limite de son ressort juridique des îles occidentales situées dans l'océan Pacifique.

Art. 5. Toute action de droit civil qui aura été intentée à Samoa contre un sujet anglais sera de même portée devant le tribunal du Haut Commissaire ou d'un fonctionnaire britannique suffisamment autorisé.

Art. 6. Toute assignation à l'adresse d'un indigène de Samoa à comparaître devant le Haut Commissaire ou son représentant aura même effet et force que si celle-ci était adressée à un sujet anglais.

Art. 7. S. M. Britannique s'engage à rendre telles ordonnances tendant à ce que les citoyens anglais soient tenus de se conformer aux lois, ordonnances et mesures de police du Gouvernement de Samoa, en tant que celles-ci auront été stipulées en vertu d'une Convention entre les deux Gouvernements, et à ce que les sujets britanniques observent particulièrement les règlements relatifs aux quarantaines.

Art. 8. S. M. la Reine de la Grande-Bretagne pourra, dès qu'elle le jugera convenable, ordonner l'établissement sur le littoral d'un des ports de mer des îles Samoa qui sera désigné ultérieurement d'une station navale et d'un entrepôt de charbon. Il sera toutefois, en ce cas, fait exception du port d'Apia, de celui de Salvafalta et du rivage du havre de Pago-Pago, qui ont été réservés par un Traité conclu en 1878 avec les États-Unis de l'Amérique du nord.

Art. 9. Le Traité ci-dessus entre en vigueur d'ores et déjà ; mais, par contre, il restera nul et non avenü, au cas où il ne serait pas ratifié dans le délai fixé.

Art. 10. Le précédent Traité formant dix articles devra être ratifié dans l'espace d'une année, à compter de la date de ce jour, et les ratifications devront être échangées à Apia.

En foi de quoi, les personnes ci-dessous nommées ont signé ledit Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Apia, le 28 août 1879.

(L. S.) *Signé*: ARTHUR GORDON. (L. S.) *Signé*: MALIETOA LAUPEPE.
(L. S.) *Signé*: ALF. MAUDSLAY. (L. S.) *Signé*: LAGA LEAUAUA.

BELGIQUE — PAYS-BAS

DÉCLARATION TÉLÉGRAPHIQUE SIGNÉE A LA HAYE
LE 6 SEPTEMBRE 1879

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de S. M. le Roi des Pays-Bas, voulant assurer aux correspondances télégraphiques échangées entre les deux Pays les avantages d'un tarif par mot avec réduction de taxe, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

1° La taxe des télégrammes échangés entre la Belgique et les

Pays-Bas se compose d'une taxe fixe d'un demi-franc, à laquelle est ajoutée une taxe de cinq centimes par mot;

2° Chacun des deux offices contractants conserve le montant des taxes qu'il a encaissées, y compris les taxes des réponses payées et les autres taxes accessoires, sauf les bonifications stipulées ci-après;

3° Lorsque, pendant un mois, le nombre de mots transmis par un office à l'autre dépasse de 1 p. 100 ou plus le nombre de mots qu'il en a reçus, le premier office bonifie à l'autre cinq centimes par mot excédant.

Dans l'application de cette disposition, le nombre de mots des télégrammes urgents est multiplié par trois.

4° Les télégrammes échangés entre deux bureaux du même office, en empruntant le réseau télégraphique de l'autre office, donnent lieu à une bonification de deux centimes par mots, au profit de ce dernier.

5° Les bonifications stipulées aux paragraphes 3 et 4 qui précèdent peuvent être réglées en appliquant, par télégramme, des moyennes établies de commun accord.

6° Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux États, voisin de la frontière, peuvent être transportés par exprès sur le territoire de l'autre État, dans un rayon à déterminer de commun accord par les deux administrations.

7° Les dispositions de la Convention et du règlement de service en vigueur dans les relations télégraphiques des Pays de l'Europe sont applicables aux relations directes entre la Belgique et les Pays-Bas, dans tout ce qui n'est pas réglé par les présentes dispositions, qui remplacent et abrogent la Déclaration signée à Bruxelles le 18 décembre 1875 (1).

8° Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1879, et sera maintenu indéfiniment, sauf la dénonciation qui pourrait en être faite, une année à l'avance, par l'une des Hautes Parties contractantes.

Fait en double expédition à la Haye, le sixième jour du mois de septembre 1879.

(L. S.) *Signé* : comte VAN DER STRATEN-PONTHOZ.

(L. S.) *Signé* : DE LYNDEN DE LANDENBURG.

(L. S.) *Signé* : G. J. G. KLERCK.

(1) Voir *Archives Dipl.*, 1876-77, t. III, p. 144.

FRANCE — BELGIQUE

ARTICLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION CONCLUE LE 1^{er} MAI 1861
ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE, POUR LA GARANTIE RÉCIPROQUE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE, ARTISTIQUE ET INDUSTRIELLE, SIGNÉ A BRUXELLES LE 29 SEPTEMBRE 1879.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, reconnaissant la nécessité de mettre les dispositions de l'article 16 de la Convention conclue, le 1^{er} mai 1861, entre la France et la Belgique, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire, artistique et industrielle, en rapport avec la législation des deux Pays concernant les marques de fabrique et de commerce, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE

En ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce, l'article 16 de la Convention du 1^{er} mai 1861 (1) est remplacé par la disposition suivante :

« Les nationaux de l'un des deux Pays qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des deux Pays. »

Le présent article additionnel aura la même force, valeur et durée que s'il était inséré mot pour mot dans la Convention précitée du 1^{er} mai 1861.

Il entrera en vigueur le premier octobre mil huit cent soixante-dix-neuf.

Fait en double, à Bruxelles, le 29 septembre 1879.

(L. S.) *Signé* : GROUCHY.

(L. S.) *Signé* : FRÈRE-ORBAN.

(1) Voir *Archives Dipl.*, 1861, t. III, p. 203.

FRANCE — PAYS-BAS

CONVENTION RELATIVE A L'ADMISSION RÉCIPROQUE DES MÉDECINS, CHIRURGIENS, ACCOUCHEURS, SAGES-FEMMES ET VÉTÉRINAIRES DANS LES COMMUNES FRONTIÈRES, SIGNÉE A PARIS, LE 30 SEPTEMBRE 1880.

Le Président de la République française et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, pour le Luxembourg, désirant régler l'admission réciproque dans les communes frontalières de France et du grand-duché de Luxembourg des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires établis dans lesdites communes, à l'exercice de leur art, ont résolu de conclure, dans ce but, une Convention spéciale et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. *Waddington*, Sénateur, président du Conseil, Ministre des affaires étrangères :

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg.

M. *Jonas*, membre de son Conseil d'État, grand officier de la Couronne de chêne, commandeur de la Légion d'honneur, etc., son chargé d'affaires à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires français établis dans les communes françaises limitrophes du Grand-Duché de Luxembourg énumérées à l'article 5 et qui, dans ces communes, sont autorisés à exercer leur art, seront admis à l'exercer de la même manière et dans la même mesure dans les communes limitrophes luxembourgeoises énumérées à l'article 6. Réciproquement les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires luxembourgeois établis dans les communes luxembourgeoises limitrophes indiquées à l'article 6 et qui dans ces communes sont autorisés à exercer leur art, seront admis à l'exercer de la même manière et dans la même mesure dans les communes limitrophes françaises indiquées à l'article 5.

Art. 2. Les médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires exerçant en vertu de l'article 1^{er} l'art de guérir ou

quelqu'une de ses branches au delà des frontières de leur Pays, devront se conformer à la législation qui est ou qui sera en vigueur relativement à l'exercice de l'art de guérir ou d'une de ses branches dans le Pays où ils feront usage de l'autorisation accordée par l'article précédent.

Ils seront tenus également de se conformer aux mesures administratives prescrites dans ce Pays.

Les personnes ci-dessus désignées qui ne se conformeraient pas aux dispositions légales ou administratives dont il vient d'être parlé seront privées du bénéfice de l'article 1^{er}.

Art. 3. Il est défendu aux personnes désignées ci-dessus, établies dans une commune de l'un des deux États, en exerçant leur art sur le territoire de l'autre État, de délivrer elles-mêmes des remèdes aux malades.

Art. 4. Au mois de janvier de chaque année, le Gouvernement français fera tenir au Gouvernement luxembourgeois un état nominatif des praticiens et sages-femmes établis dans les communes françaises limitrophes du Grand-Duché, avec l'indication des branches de l'art de guérir qu'ils sont autorisés à exercer.

Un état semblable sera remis à la même époque par le Gouvernement grand-ducal au Gouvernement français.

Art. 5. Les communes françaises auxquelles s'applique la présente Convention sont : les communes appartenant à l'arrondissement de Briey (Meurthe-et-Moselle) et comprises dans une zone limitée au nord par la frontière du Grand-Duché de Luxembourg ; à l'est, par la frontière allemande ; au sud, par la voie ferrée d'Audun à Longuyon ; à l'ouest, par la voie ferrée de Longuyon à Longwy, savoir :

Canton de Longwy : Bréhain-la-Ville, Haucourt, Herserange, Hussigny, Longwy, Mont-Saint-Martin, Saulnes, Thil, Thiercelet, Villers-la-Montagne, Villerupt.

Canton de Longuyon : Cons-la-Granville, Longuyon, Joppécourt, Pierrepont.

Canton d'Audun : Audun, Crusnes, Fillières.

Art. 6. Les communes luxembourgeoises auxquelles s'applique la présente Convention sont les suivantes :

Differdange avec les localités de Wesquenhof, Airsain, Gras, Rœbachermuhl, Lasauraze, Niedercorn et Obercorn ; Petange avec les localités de Lamadelaine, Arthusmühl, Grundmühl, Rodange, Airsain, Blanberge, la Moragole ; Sanem avec les localités de Belvaux, Ernshof, Ehlérange, Arsdorferhof, Neulocher, Soleuvre, Scheuerhof et Gaderscheuerhof.

Art. 7. La présente Convention sera exécutoire à dater du

vingtième jour après sa promulgation, dans les formes prescrites par les lois des deux Pays, et continuera à sortir ses effets jusqu'à l'expiration de six mois après dénonciation de l'une des deux Parties contractantes.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 septembre 1879.

(L. S.) *Signé* : WADDINGTON.

(L. S.) *Signé* : JONAS.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, ETC.

Allemagne. — LETTRE DU PRINCE DE BISMARCK AU CONSEIL FÉDÉRAL SUR LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE L'EMPIRE

Friedrichsruhe, le 15 décembre 1878.

Le Conseil fédéral, en vertu du projet du 12 novembre de l'année dernière, a résolu d'instituer une commission pour la revision du tarif douanier. En conséquence, j'ai l'honneur de vous exposer ci-après et de soumettre à votre examen le point de vue qui me paraît devoir dominer cette revision et auquel je me place moi-même dans mes fonctions officielles.

En première ligne, je place l'intérêt qu'il y a à opérer la réforme financière dans le sens que voici ; diminuer le poids des impôts directs en augmentant les recettes de l'Empire qui proviennent des impôts indirects.

Le tableau n° 1 ci-joint montre combien l'Allemagne est en retard sur d'autres États dans le développement financier de ses institutions douanières. La situation telle que la présente ce tableau serait encore plus défavorable pour l'Allemagne si, aux recettes faites par les douanes de la frontière pour l'Autriche-Hongrie, la France et l'Italie, on ajoutait les sommes que ces États perçoivent, à la place de l'impôt douanier, sur le tabac étranger sous forme de produit du monopole, et qui sont perçues comme octroi au profit des communes.

Ce n'est pas par un effet du hasard que d'autres grands États, et surtout ceux dont le développement politique et financier est très avancé, cherchent à couvrir leurs dépenses de préférence avec le produit de la douane et des impôts indirects. L'impôt direct qui est demandé à chaque contribuable dans une mesure fixée à l'avance, et qui lui est arraché au besoin par la force, pèse d'un poids plus lourd que l'impôt indirect, dont la quotité, non-seule-

ment en ce qui concerne l'ensemble de la nation, mais encore chaque individu, dépend directement de la quotité de consommation des objets imposés et qui, en tant qu'il frappe chaque consommateur, n'est pas payé par lui à part, mais est compris au contraire dans le prix de la marchandise.

Dans la plus grande partie de l'Allemagne, les impôts directs, y compris les impôts communaux, ont pris un développement écrasant et qui ne paraît pas justifié au point de vue économique. Les classes qui en souffrent le plus en ce moment, ce sont les classes moyennes dont le revenu monte à peu près jusqu'à 6,000 marks et qui sont minées par des impôts directs qui dépassent la mesure de leurs forces et qui sont levés souvent par voie exécutoire ; elles en souffrent plus que les classes les moins imposées. Si la réforme des impôts doit, comme je le juge indispensable, apporter des allègements à ces classes, il faut qu'elle commence par la revision du tarif douanier sur une base aussi large que possible.

Plus le système douanier sera productif au point de vue financier, plus les allègements apportés dans le domaine des impôts directs pourront et devront être considérables. Car il va de soi qu'en augmentant les recettes indirectes nous ne pouvons avoir l'intention d'augmenter l'ensemble des impositions. La mesure des impositions n'est pas déterminée par la quotité des recettes, mais par la quotité des besoins, par la quotité des dépenses qui, par le Gouvernement, de concert avec la représentation nationale est jugée correspondre aux besoins de l'Empire ou de l'État. Il ne pourrait jamais entrer dans la pensée du Gouvernement d'obtenir des recettes plus considérables que ce qu'il faut pour faire face à ces dépenses. Le Gouvernement doit tendre à obtenir une seule chose : c'est que les recettes nécessaires soient trouvées par le moyen le plus facile et qui, relativement, pèse le moins possible sur les contribuables.

Par conséquent, chaque augmentation des impôts indirects de l'Empire doit avoir inévitablement cette conséquence, de faire remettre ou attribuer aux communes, sur le produit des impôts directs ou des impôts indirects qu'on aura des raisons particulières de ne plus faire percevoir par l'État, la quantité qu'on croira nécessaire pour couvrir les dépenses de l'État fixées par le Gouvernement, de concert avec la représentation nationale.

La réforme financière, à la réalisation de laquelle la revision du tarif des douanes doit contribuer, consiste donc, non dans l'augmentation des impôts nécessaires pour permettre à l'Empire et aux États d'atteindre leur but, mais dans le fait qu'une

grande partie des charges indispensables sera attribuée au domaine des impôts indirects, qui sont moins écrasants.

Pour obtenir une base de revision suffisante à ce point de vue, il s'agit, je crois, non pas seulement de frapper de taxes plus considérables certains articles qui s'y prêtent particulièrement, mais de revenir au principe de la taxation universelle des objets qui passent la frontière, principe qui avait été admis comme la règle de la législation douanière de 1848, et qui plus tard a trouvé son application dans le droit général d'entrée fixé par le tarif douanier de l'Union, jusqu'en 1865. On affranchirait de cette taxation universelle les matières premières indispensables à l'industrie qui ne sont pas produites par l'Allemagne (le coton, par exemple) ou qui sont produites en quantité insuffisante. Tous les objets qui ne seraient pas expressément affranchis seraient frappés d'un droit d'entrée gradué d'après la valeur des marchandises, et en prenant pour base des tant pour cent différents, suivant les besoins de la production de l'Allemagne.

Les droits de douane à établir d'après ce principe devraient être ramenés à des unités de poids, comme cela est de règle dans le tarif douanier existant, en tant qu'il ne serait pas plus utile, suivant la nature des objets, de percevoir une taxe par pièce, comme pour les pièces de bétail, ou une taxe en proportion directe avec la valeur, comme pour les wagons, etc.

Il résulte des publications faites par l'Office impérial de statistique (*Statistique de l'empire allemand*, volume XXXII, paragraphe 293) qu'en 1877 la valeur évaluée des marchandises importées s'est élevée à une somme ronde de 3,877 millions de marks. Sur cette somme, l'annexe numéro 2 ci-jointe prouve qu'une somme de 2,853 millions rentre dans la catégorie des articles jusqu'ici non imposés. Dans cette somme est comprise une série d'articles qui, à l'avenir comme par le passé, entreront en franchise, parce qu'ils tombent sous la rubrique désignée plus haut des matières premières, de provenances étrangères, indispensables à notre industrie, ou parce que leur nature ne permet pas d'en faire un objet de taxation (comme le métal monnayé).

Il faudrait en outre retrancher les droits sur les objets d'autres Pays auxquels on pourra continuer à accorder à l'avenir le libre transit par l'Allemagne, ou auxquels on l'accordera pour la première fois dans l'intérêt du commerce intérieur de l'Allemagne.

Il faudrait, en outre, tenir compte de ce fait qu'un droit d'entrée, si modeste qu'il soit, perçu sur des articles qui maintenant entrent en franchise, peut influencer sur la consommation de ces articles. On ne peut donc pas calculer avec certitude la quantité

qu'il faudrait retrancher sur la somme de 2,853 millions de marks indiquée plus haut, pour obtenir la valeur totale des objets qui entrent maintenant en franchise et qui, d'après mon projet, seront soumis à l'avenir à un droit d'entrée. Toutefois, si l'on admettait même — ce qui est évidemment exagéré — qu'il faudrait retrancher la moitié de la somme indiquée, comme étant la valeur des objets qui à l'avenir entreraient en franchise comme par le passé, il resterait toujours une importation d'objets valant 1,400 millions de marks entrant maintenant en franchise et qui, à l'avenir, payeraient un droit conformément aux principes primitivement adoptés par la Prusse et par l'Union douanière et qui ont été en vigueur jusqu'en 1865. Si on admet en outre que le droit d'entrée à percevoir sur cette valeur s'élèverait en moyenne à 5 p. 100 seulement, l'augmentation des recettes des douanes serait de 70 millions de marks par an. Cette augmentation des recettes de douane ne serait pas annulée par une augmentation considérable des frais de perception et d'administration de la douane, puisqu'on fera en même temps une revision, sommaire tout au moins, des marchandises passant en franchise la frontière douanière.

Les établissements actuels de notre frontière douanière et de l'intérieur suffiront probablement pour percevoir la taxe qui sera imposée aux objets entrant maintenant en franchise ; ou, du moins, on n'aura pas besoin de les agrandir considérablement ; l'augmentation du nombre des articles payant des droits forcerait tout simplement de faire un meilleur usage de ces établissements et de les rendre plus productifs. Donc, le rétablissement de la taxation universelle, que je demande, se recommande au point de vue financier, qui, à mes yeux, est le point de vue essentiel et capital ; mais ce système est, je crois, également inattaquable au point de vue de l'économie politique.

Je n'examine pas la question de savoir si le système du libre échange absolu, tel que le poursuivent les théoriciens du libre échange, répondrait aux intérêts de l'Allemagne. Mais tant que la plupart des Pays avec lesquels notre position et notre situation nous forcent à entrer en relations s'entourent de douanes et manifestent une tendance à augmenter encore les droits perçus par eux, il me paraît juste, il me paraît même nécessaire, au point de vue des intérêts économiques de la nation, de ne pas nous laisser arrêter, dans les satisfactions données à nos besoins financiers, par la crainte que ces satisfactions n'empêchent les produits allemands d'être préférés aux produits de l'étranger.

Le tarif douanier de l'Union qui est actuellement en vigueur

contient, à côté des droits purement financiers, une série de tarifs protecteurs modérés pour certaines branches de l'industrie. La suppression ou la diminution de ces droits ne serait pas opportune dans la situation actuelle de l'industrie ; peut-être même qu'on sera obligé de rétablir des tarifs supérieurs et d'augmenter les tarifs actuels de certains articles, dans l'intérêt de certaines branches particulièrement éprouvées de notre industrie : cela dépendra des résultats de l'enquête faite en ce moment.

Les tarifs protecteurs de certaines branches de l'industrie produisent l'effet de privilèges, surtout quand ils dépassent la mesure indiquée par le produit financier ; ils excitent chez les représentants des produits non protégés la répugnance qu'inspire tout privilège, de quelque nature qu'il soit. Ces répugnances ne s'opposeront pas à un système douanier qui, dans la mesure indiquée par l'intérêt financier, accordera à la production du Pays tout entier un avantage sur la production de l'étranger. Un tel système ne paraîtra écrasant à aucun point de vue, parce que son effet s'étendra dans une mesure plus égale à tous les groupes protecteurs de la nation, que cela ne peut avoir lieu dans un système de tarifs protecteurs pour certaines branches d'industrie.

En apparence, préjudice est porté à la minorité de la population, qui ne produit pas et qui se borne à consommer, par un système douanier qui favorise l'ensemble de la production nationale. Toutefois, si un pareil système augmente la somme totale des valeurs produites dans le Pays et augmente par conséquent le bien-être général, il en résultera, en fin de compte, un certain avantage, même pour les parties de la population qui ne produisent pas, et surtout pour les fonctionnaires de l'État et des communes, qui ont un revenu fixe ; car l'ensemble aura alors les moyens de parer à des difficultés, au cas où une augmentation de prix des denrées résulterait en effet de la taxation universelle des marchandises importées. Mais une telle augmentation n'aura pas lieu dans la mesure où les consommateurs la craignent, si on s'en tient à des droits modérés, comme, en sens inverse, le prix du pain et de la viande n'a pas diminué sensiblement dans les communes intéressées, après la suppression de l'impôt de la mouture et des bêtes abattues.

Les droits financiers proprement dits, imposés sur des objets qu'on ne trouve pas chez nous et dont l'importation est indispensable, ne frapperont, en partie du moins, que l'indigène seul. Au contraire, lorsqu'il s'agira d'articles que l'industrie indigène produit dans une mesure et dans une qualité suffisantes pour l'usage de notre Pays, le producteur étranger subira seul l'impo-

sition pour pouvoir concourir sur le marché allemand. Enfin, dans les cas où une partie des besoins de notre Pays ne pourra être satisfaite que grâce à l'importation étrangère, le concurrent étranger sera presque toujours forcé de se charger d'une partie et souvent de la totalité du droit, et de diminuer par conséquent d'autant le bénéfice qu'il a eu jusqu'ici. Le fait que des droits de douane perçus sur des objets qui sont également produits par les indigènes intéressent également au point de vue financier le producteur étranger, ce fait ressort de l'intérêt que l'étranger manifeste partout à empêcher l'introduction ou l'augmentation de ces droits douaniers dans n'importe quel domaine.

Si, dans la vie pratique, le consommateur indigène était atteint exclusivement par l'augmentation des droits de douane, l'augmentation serait plus indifférente aux producteurs étrangers. Par conséquent, si le droit atteint en une certaine mesure le consommateur indigène, cette action est d'ordinaire de beaucoup inférieure à celle que les autres circonstances exercent sur les prix des denrées.

En présence de la variation des prix que certaines espèces de marchandises subissent, par suite des variations de l'offre et de la demande, et qu'elles subissent souvent en fort peu de temps et sur des marchés peu éloignés les uns des autres, un droit se montant à peu près à 5 p. 100 de la valeur de la marchandise ne peut exercer qu'une influence relativement faible sur le prix d'achat.

D'autres faits, tels que l'inégalité de transport dans les tarifs différentiels des chemins de fer exercent à cet égard une influence beaucoup plus considérable, en vertu de la prime d'importation qu'on accorde à l'étranger, au détriment de la production allemande.

Aussi suis-je convaincu qu'en même temps que nous reviserons les droits de douane, nous devons reviser les tarifs des chemins de fer. On ne saurait laisser à la longue aux administrations diverses des chemins de fer de l'État et des chemins de fer particuliers le droit de faire, comme il leur plaît, concurrence à la législation économique et financière de l'Empire, de neutraliser, suivant les inspirations de leurs caprices, la politique commerciale des Gouvernements confédérés et du Reichstag, et d'exposer la vie économique de la nation aux oscillations qui résultent nécessairement de l'existence de primes d'importation élevées et variables pour certains objets.

Le retour au principe de la taxation universelle répond à l'état actuel de notre politique commerciale.

La tentative de s'entendre avec l'Autriche-Hongrie sur un nouveau Traité relatif aux tarifs, ou tout ou moins de proroger le Traité actuellement en vigueur ayant échoué, nous avons recouvré notre droit de fixer en pleine liberté notre tarif de douane (abstraction faite des dispositions contenues dans les Traités avec la Belgique et la Suisse).

Dans la revision du Tarif de douanes à laquelle nous procédons, nous ne consulterons que notre propre intérêt. Cet intérêt nous amènera peut-être prochainement à entamer avec l'étranger de nouvelles négociations au sujet des Traités de tarifs. Mais si nous voulons entamer ces négociations avec des chances de succès pour l'Allemagne, il nous faut commencer par créer, de notre propre initiative, un système douanier qui place notre production indigène tout entière dans la meilleure situation possible en face de la production étrangère.

Je prie le Conseil fédéral de vouloir bien soumettre ces observations à la Commission qui sera instituée, en vertu de la décision du 12 de ce mois, à l'effet de reviser le tarif douanier.

DE BISMARCK.

**Brésil. — DISCOURS PRONONCÉ PAR L'EMPEREUR DOM PEDRO
A L'OUVERTURE DE LA SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Augustes et très dignes représentants de la Nation,

La réunion du Corps législatif est toujours un événement heureux pour les nations qui se gouvernent selon les formes représentatives.

En ouvrant la première session de la législature actuelle, je me sens animé de la plus vive satisfaction de me trouver au sein de la Représentation nationale.

Les justes espérances qu'inspire un pareil motif sont partagées par moi, et j'espère, comme tous les Brésiliens, qu'animés de zèle pour la cause publique, vous contribuerez au bien de la Nation en imprimant à vos travaux un caractère d'utilité dans la mesure de vos lumières et de votre patriotisme.

Connaissant la part que vous prenez aux événements qui intéressent ma Dynastie, j'ai le plaisir de vous annoncer la naissance du prince Don Luiz, second fils de la princesse impériale, ma fille bien-aimée, et de mon très honoré gendre, le comte d'Eu.

L'état de la santé de mon petits-fils, le prince de Grand-Para, a exigé pour son traitement un voyage en Europe et m'impose le devoir de lui accorder une permission de départ pour son Pays, où il demeurera deux années, malgré la peine que me cause cette séparation.

J'ai la satisfaction de vous informer que la tranquillité publique, dont l'Empire jouit heureusement depuis tant d'années, se maintient inaltérable, preuve incontestable du progrès que, grâce à la pratique de nos institutions, l'esprit d'ordre a accompli.

Les relations entre le Brésil et les Puissances étrangères continuent sur le même pied de bienveillance mutuelle.

Nous avons conclu les arrangements diplomatiques suivants : Convention postale avec la République du Chili ; Traité d'extradition avec l'Allemagne ; Traité supplémentaire d'extradition avec la Belgique ; Convention consulaire avec l'Espagne ; Adhésion du Brésil à la Convention télégraphique internationale conclue à Saint-Pétersbourg.

La santé publique n'a pas été satisfaisante. Dans le cours du printemps passé, des fièvres de diverses natures se sont déclarées dans la capitale et dans quelques provinces du Nord ; une épidémie de petite vérole a sévi aussi avec une grande intensité. Il y a lieu d'espérer que, par suite des mesures prises pour combattre les causes du mal et avec la faveur du Très Haut, l'état sanitaire parviendra à s'améliorer.

Le fléau de la sécheresse dévaste depuis près de deux ans une partie considérable du nord de l'Empire, ce qui afflige profondément mon cœur ; afin d'alléger les conséquences d'une si grande calamité, le Gouvernement a employé les moyens à sa portée, en faisant de fréquents envois de denrées et en procurant du travail.

La nécessité étant reconnue de substituer au système électoral en vigueur celui de l'élection directe, il est urgent que vous décrétiez la réforme constitutionnelle, au moyen de laquelle le concours des citoyens dûment gratifiés pour exercer un droit si imposant, contribue efficacement à réaliser le système représentatif. Comme ce point est d'une importance majeure, je le recommande particulièrement à votre examen éclairé.

La situation économique des marchés européens, l'augmentation de nos dépenses provoquée par la confiance excessive dans les bénéfices prochains des améliorations matérielles, la diminution des revenus, due à l'état anomal de quelques provinces, et les sacrifices qu'il a fallu faire pour les secourir, ont embarrassé la situation de nos finances.

Restreindre les dépenses publiques autant que possible, surtout dans la partie qui ne se rattache pas directement à la production ; créer de nouvelles sources de revenus, afin de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ; décréter le budget dans des conditions qui ne permettent pas de dépasser les dépenses votées, et observer avec un scrupule religieux les engagements de l'État, tel est le devoir impérieux devant lequel il n'est pas permis aux pouvoirs publics d'hésiter.

Augustes et très dignes représentants de la Nation,

Si le Gouvernement persévère dans l'observation de la plus sévère économie, dans la rigoureuse surveillance des deniers publics et s'il reçoit de vous une aide indispensable, j'ai confiance que les difficultés actuelles seront aplanies et que le Brésil marchera dans la voie de la prospérité, vers l'avenir brillant qui lui est destiné.

La session est ouverte.

Saint-Siège. — LETTRE DU PAPE LÉON XIII A L'ARCHEVÊQUE
DE COLOGNE, DATÉE DU 24 DÉCEMBRE 1878

Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique.

Elles ont été pour nous un objet de consolation et de joie, les lettres affectueuses par lesquelles vous nous avez exprimé vos vœux avec vos souhaits de bonheur, à l'approche du jour solennel de la Nativité du Seigneur. Par ces lettres, en effet, on voit se manifester votre affection envers nous et l'attachement inviolable avec lequel vous adhérez au Siège apostolique. Pendant qu'ils vous concilient de plus en plus notre affection, ces sentiments rejaillissent à votre honneur et à votre gloire et, en même temps, ils confirment très fermement la pleine vénération que professe envers nous le peuple fidèle de l'Église de Cologne confié à vos soins. Nous croyons, d'ailleurs, que ce n'est pas sans un dessein arrêté du Seigneur Dieu, qui régit et gouverne toutes choses, que des témoignages de piété et de dévouement semblables à ceux que vous avez exprimés sont aussi manifestés par nos autres vénérables frères, les évêques du monde catholique ; car, au milieu d'un bouleversement aussi général, cette admirable concorde nous réjouit et nous apporte une bien grande

consolation qui nous fait dire avec l'Apôtre : « Béni soit le Seigneur qui nous console dans toutes nos tribulations. »

De fait, à peine fûmes-nous élevé à la sublimité du siège apostolique, que nous adressâmes la parole à tous nos vénérables frères dans l'épiscopat, et nous vîmes dans leurs réponses une telle conformité de pensées, d'intentions et, pour ainsi dire, de paroles, qu'il nous fut donné non-seulement de nous réjouir pour l'admirable unité qui règne dans l'Église de Dieu, mais aussi de constater que les évêques du monde entier sont les fidèles interprètes de la saine doctrine qui est enseignée par le Siège apostolique, et qu'ainsi ils seraient pour nous de zélés coopérateurs de nos travaux et de notre sollicitude pastorale.

Aussi cette unité dans les doctrines, dans les intentions et dans les œuvres nous fait-elle espérer que tout se réalisera selon nos désirs ; et alors, non seulement l'Église jouira de très grands avantages, mais la société civile elle-même recueillera les fruits les plus abondants. Vous savez en effet, vénérable frère, que nous sommes pénétré de cette persuasion, que souvent nous avons exprimée et ouvertement manifestée, savoir que les affreux périls qui menacent la société humaine ont surtout pour cause les obstacles opposés partout à l'autorité de l'Église, qui empêchent que son influence salutaire ne s'exerce publiquement pour le bien de la société, et les entraves apportées à sa liberté, au point qu'il est à peine permis de pourvoir d'une façon privée aux besoins spirituels et au bien des individus. Cette persuasion est entrée dans notre esprit, non seulement par la connaissance que nous avons de la nature et de l'efficace vertu de l'Église, mais aussi par l'autorité des documents les plus certains de l'histoire, d'où il appert avec évidence que les affaires publiques sont florissantes lorsque l'Église jouit de sa pleine liberté d'agir, et que, par contre, toutes les fois que cette liberté est enchaînée, on voit prévaloir des principes et des doctrines qui ébranlent la société humaine et la dissolvent.

Persuadé depuis longtemps de ces choses, il était naturel que dès le commencement de notre pontificat, nous nous efforcions d'amener les princes et les peuples à rechercher la paix avec l'Église. Vous savez, vénérable frère, que nous nous sommes assidûment appliqué à obtenir que la noble Nation allemande pût jouir, les discordes apaisées, des bienfaits et des fruits d'une paix durable, tout en ayant soin pour notre part de sauvegarder les droits de l'Église. Nous pensons aussi qu'il vous est bien connu que nous n'avons rien négligé de ce qui est en notre pou-

voir, pour atteindre un but si désirable et si digne de notre sollicitude. Quant à connaître s'il sera donné à nos desseins et à ce que nous entreprenons pour les réaliser, d'avoir enfin un succès favorable, Celui-là seul le sait de qui tout bien dépend et qui a allumé dans notre âme un désir aussi véhément de la paix.

Quoi qu'il arrive cependant, acquiesçant aux dispositions de la volonté divine, nous persévérons avec une égale ardeur, et tant que durera notre vie, dans l'accomplissement de la mission difficile qui nous a été confiée. Il ne nous est pas permis d'ailleurs d'oublier ou de négliger une chose aussi importante. Il est arrivé, en effet, par suite de la perversion des doctrines et des projets audacieux de certains hommes perfides, contempteurs de toute loi, qu'un désastre très grave menace l'ordre religieux, politique et social, et nous croirions manquer au devoir de notre ministère apostolique si nous n'offrions les remèdes très efficaces que possède l'Église à la société humaine, qui court déjà le suprême péril. C'est pourquoi les obstacles opposés de toutes parts ne sauraient nous détourner de ce dessein de pourvoir au salut commun et, en particulier, vénérable frère, au salut de votre nation. Jamais, en effet, notre cœur ne pourra se tranquilliser tant que nous verrons, au grand détriment des âmes, les pasteurs de l'Église condamnés ou exilés, le ministère sacerdotal entravé par toutes sortes de liens, les sociétés religieuses et les pieuses congrégations dispersées et l'éducation de la jeunesse, sans même excepter celle des clercs, soustraite à l'autorité et à la vigilance épiscopale. Mais afin qu'il nous soit donné d'accomplir plus promptement et plus pleinement cette œuvre de salut, nous faisons appel, vénérable frère, à vous et aux autres illustres évêques de ces mêmes contrées, afin que, unissant aux nôtres vos volontés et vos forces, vous ameniez l'accomplissement de cette œuvre, agissant de façon que les fidèles commis à vos soins se montrent de plus en plus dociles aux enseignements de l'Église et observent avec un soin toujours plus grand les prescriptions de la loi divine, afin que *la foi qu'ils ont commune avec nous, devienne plus évidente par l'exemple des bonnes œuvres qu'il leur est donné d'opérer dans le Christ Jésus (ad Philem., 6)*. Il s'ensuivra que par leur docilité, par l'obéissance avec laquelle ils observeront les lois (celles pourtant qui ne répugnent pas à la foi et au devoir des catholiques), ils se montreront dignes de recevoir les bienfaits de la paix et de jouir longtemps de ses fruits salutaires.

Au reste, vous comprenez très bien, vénérable frère, que nos

efforts dans une affaire aussi grave seraient pleinement inutiles si Dieu n'était pas notre inspirateur et notre aide; car, *si le Seigneur n'élève lui-même l'édifice, c'est en vain que l'on y travaille.* (Ps. CXXVI.)

Il faut donc que nous répandions devant lui nos prières et nos vœux les plus ardents, et que nous le supplions vivement d'accorder sa céleste lumière à son Vicaire ici-bas et aux évêques; et puisque les cœurs des Rois sont dans ses mains, prions-le qu'il inspire de pacifiques desseins à l'illustre et puissant Empereur d'Allemagne et aux hommes éminents qui siègent dans ses conseils.

Enfin, puisque la prière de beaucoup de cœurs unis dans un même but fait en quelque sorte violence à la bonté divine, nous désirons que, par une exhortation commune, les évêques d'Allemagne excitent les fidèles à associer leurs prières pour obtenir que la grâce divine nous assiste et nous soit propice.

Cependant, comme gage des faveurs divines et en témoignage de notre affection, nous accordons dans le Seigneur, du fond de notre âme, la bénédiction apostolique à vous, vénérable frère, ainsi qu'aux autres évêques de l'Allemagne et aux fidèles commis à votre vigilance.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 24 décembre 1878, la première année de notre pontificat.

LÉON XIII, PAPE.

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AU SACRÉ COLLÈGE, PRONONCÉ LE 24 DÉCEMBRE 1878 EN RÉPONSE AUX SOUHAITS DE FÉLICITÉ ADRESSÉS PAR LE CARDINAL DI PIETRO, DOYEN DU SACRÉ COLLÈGE.

C'est le cœur plein de joie et avec une affection toute spéciale que Nous répondons aux souhaits de félicité que vous Nous avez adressés, monsieur le Cardinal, au nom du Sacré Collège, en cet anniversaire si heureux de la naissance de Jésus-Christ; et, en même temps que nous accueillons, comme Nous étant très agréables, les sentiments de dévouement et d'amour dont vous vous êtes fait l'interprète au nom de tous, Nous aimons à exprimer, Nous aussi, au Sacré Collège les vœux sincères que Nous formons pour sa prospérité et pour la prospérité commune.

Assurément le mystère dont l'Église célèbre en ces jours la mémoire dans le monde entier avec une solennité si grande, est

de telle nature qu'il répand dans nos âmes la consolation et le courage. C'est par ce mystère, en effet, que la voix éloquente de la foi parle hautement au cœur des croyants et qu'elle leur rappelle que le Fils unique de Dieu venu sur la terre, dans un transport d'incompréhensible charité et avec la mission sublime de restaurer le monde, en le retirant des profondeurs de la corruption où il était tombé et en le formant à une vie nouvelle, a commencé, le jour de sa glorieuse naissance, ce grand œuvre réparateur, qu'il mena à terme par une voie toute admirable, pleine de sagesse, suave et forte en même temps.

Et comme c'est toujours son esprit qui informe et gouverne l'Église, fondée par Lui pour continuer dans le monde sa divine mission, aussi est-il arrivé toutes les fois que, dans les siècles passés, la société est déchue par sa faute de la sublime dignité à laquelle Jésus-Christ l'avait élevée et qu'elle est retombée dans la boue et dans la misère, qu'elle a été sauvée par l'Église, grâce à la surhumaine vertu du Rédempteur.

L'époque même où nous vivons — époque bien triste, en vérité, — ne pourra trouver le remède à ses maux qu'en revenant au Christ et en se réconciliant avec l'Église. En effet, l'esprit d'orgueil et d'indépendance qui agite maintenant la société et en bouleverse l'ordre, ne saurait trouver de frein plus efficace que dans l'humble soumission et dans la docilité de l'obéissance chrétienne. La soif effrénée des biens et des plaisirs terrestres, qui est une source abondante de corruption, ne peut avoir de remède plus salubre que l'esprit de tempérance, d'abnégation et de sacrifice qui est un des premiers devoirs des disciples du Christ.

Cet esprit franchement chrétien, répandu dans la société humaine, peut seul la faire jouir d'une paix véritable, de cette paix qui fut annoncée par les anges à la naissance du Christ, et dont tout à l'heure, monsieur le cardinal, vous Nous exprimiez le souhait. Et comme la vraie paix se fonde tout entière sur l'ordre, et qu'il est impossible de la trouver dans l'homme désordonné, chez qui la raison n'est pas pleinement sujette à Dieu et les sens pleinement sujets à la raison, de même il est impossible de la trouver dans la société, si l'autorité et les lois qui la gouvernent ne sont pas pleinement conformes aux principes immuables et éternels dont l'Église est la dépositaire et la gardienne.

Sachant bien que Dieu a fait les nations guérissables et que la sagesse divine atteint souvent ses fins sublimes par des voies mystérieuses et cachées, contraires même en apparence au but

à atteindre, Nous ne doutons point que maintenant aussi, par la bienfaisante vertu de l'Église, la terre ne soit de nouveau pacifiée et renouvelée, et que l'extrême ruine où elle semble toucher ne serve qu'à rendre plus admirable le salut de la société et plus glorieux le triomphe de l'Église.

Hâtons aussi par nos œuvres ce moment si désiré; faisons dans ce but les vœux les plus ardents, les prières les plus ferventes, et déposons pendant ces jours nos vœux et nos prières devant la crèche du Rédempteur.

Cependant, comme gage de notre paternelle affection et du fond de notre cœur, Nous vous accordons à vous, monsieur le Cardinal, et à tout le Sacré Collège, la bénédiction apostolique, en exprimant le désir que cette bénédiction soit pour tous la source d'une sainte joie, de la vraie paix et de la félicité présente et future.

Benedictio, etc.

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AUX COLLÈGES
DE LA PRÉLATURE ROMAINE PRONONCÉ LE 28 DÉCEMBRE 1878

Les souhaits que vous nous adressez, Monseigneur, à l'heureuse occasion des fêtes de Noël, en votre nom et au nom des évêques assistants au trône et des divers Collèges de la Prélature romaine, nous sont extrêmement agréables.

Il nous est doux de répondre à ces félicitations et d'exprimer les vœux sincères que nous faisons du fond du cœur pour que les faveurs du Ciel descendent sur vous tous avec grande abondance.

Dans une circonstance si joyeuse, c'est à vous d'abord, Vénérables Frères, qui, revêtus du caractère épiscopal, avez le grand honneur d'assister de plus près à notre Trône, que nous voulons exprimer notre satisfaction pour tout ce que fait votre zèle, à l'édification de Rome; et Nous avons l'espérance certaine que vous ferez toujours briller de plus en plus au milieu d'elle la lumière des vertus sacerdotales et des saints exemples et les bienfaits de votre apostolique charité.

Quant à vous, excellents Prélats, Nous aimons à vous dire que Nous attendons les meilleurs résultats de votre dévouement et de votre intelligente activité, dont vous êtes maintenant plus que jamais appelés à donner les preuves. Depuis le jour, en effet, où,

par une disposition divine, Nous fut confié le gouvernement de l'Église universelle, notre cœur souffrait de voir tant d'excellents Prélats mis, par la malice des hommes et des temps, dans l'impossibilité d'employer leur talent et leur activité dans les offices honorables et importants qui, sous le paternel gouvernement temporel du Pontife romain, leur avaient été confiés. Vivement désireux qu'un élément de forces aussi considérable ne se perdit pas, Nous formâmes dès lors le projet, que Nous avons manifesté en plusieurs occasions, de le mettre au plus tôt à profit pour le service de l'Église.

Et maintenant que ce projet a eu pleinement son effet par les nouvelles attributions assignées à chacun et par les nouvelles lois organiques qui en règlent l'exercice, il vous appartient de répondre en toute application et toute promptitude à notre appel. C'est là ce que réclament de vous votre zèle et votre amour pour l'Église; c'est là ce qu'exigent de vous et l'esprit de votre vocation et l'état de la société actuelle. Dans les moments difficiles, où l'on cherche à opprimer l'Église, à l'abaisser et à mettre ses ministres sacrés en discrédit, c'est le devoir de ceux qui furent appelés à la servir par la Divine Bonté, de tenir haut l'honneur de ses institutions, d'en faire resplendir aux yeux du monde la sagesse, et de se montrer par la doctrine, par la pureté de la vie et par les œuvres, la vraie lumière du monde et le vrai sel de la terre. Nous ne doutons pas que vous tous, persuadés des grands et nombreux avantages qui résulteront de nos paternelles sollicitudes à votre égard, vous n'entriez pleinement dans nos vues et vous ne secondiez en tout nos désirs.

La docilité et la promptitude avec lesquelles vous avez généralement accueilli les dispositions prises Nous sont, en attendant, d'une extrême consolation, et Nous donnent aussi un gage certain du zèle constant avec lequel vous les appliquerez. Nous ne vous taisons pas que Nous tiendrons grand compte du travail de chacun dans les nouvelles fonctions qui lui ont été attribuées et que nous ne laisserons pas sans récompense les talents et la bonne volonté.

En attendant, comme gage de notre particulière affection, Nous accordons du fond du cœur à nos Vénérables Frères, assistants au Trône, aux divers Collèges de la Prélature romaine, et à tous les Avocats consistoriaux, que nous voyons avec plaisir réunis à eux, la bénédiction apostolique.

Benedictio, etc.

Saint-Siège. — LETTRE ENCYCLIQUE DU PAPE LÉON XIII AUX PATRIARCHES, ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES EN DATE DU 25 DÉCEMBRE 1878

A nos vénérables frères les patriarches, primats, archevêques et évêques du monde catholique en grâce et en communion avec le Siège apostolique,

LÉON XIII, PAPE

Vénérables frères, salut et bénédiction apostolique.

Dès le commencement de notre Pontificat, nous n'avons pas négligé, ainsi que l'exigeait la charge de notre ministère apostolique, de signaler cette peste mortelle qui se glisse à travers les membres les plus intimes de la société humaine et qui la conduit à sa perte; en même temps, nous avons indiqué quels étaient les remèdes les plus efficaces au moyen desquels la société pouvait retrouver la voie du salut et échapper aux graves périls qui la menacent. Mais les maux que nous déplorions alors se sont si promptement accrus, que de nouveau nous sommes forcé de vous adresser la parole, car il semble que nous entendions retentir à notre oreille ces mots du prophète : *Crie; ne cesse de crier; élève ta voix, et qu'elle soit pareille à la trompette.*

Vous comprenez sans peine, vénérables frères, que nous parlons de la secte de ces hommes qui s'appellent diversement et de noms presque barbares, *socialistes, communistes et nihilistes*, et qui, répandus par toute la terre et liés étroitement entre eux par un pacte inique, ne demandant plus désormais leur force aux ténèbres de réunions occultes, mais se produisant au jour publiquement et en toute confiance, s'efforcent de mener à bout le dessein, par eux inauguré depuis longtemps, de bouleverser les fondements de la société civile. Ce sont eux, assurément, qui, selon que l'atteste la parole divine, *souillent toute chair, méprisent toute domination et blasphèment toute majesté.*

En effet, ils ne laissent entier ou intact rien de ce qui a été décrété par les lois divines et humaines pour la sécurité et l'honneur de la vie. Pendant qu'ils blâment l'obéissance rendue aux puissances supérieures qui tiennent de Dieu le droit de commander et auxquelles, selon l'enseignement de l'apôtre, toute

âme doit être soumise, ils prêchent la parfaite égalité de tous les hommes pour ce qui regarde leurs droits et leurs devoirs. Ils déshonorent l'union naturelle de l'homme et de la femme, qui était sacrée aux yeux mêmes des nations barbares; et le lien de cette union, qui resserre principalement la société domestique, ils l'affaiblissent ou bien l'exposent aux entreprises de la débauche.

Enfin, séduits par la cupidité des biens présents, *qui est la source de tous les maux et dont le désir a fait errer plusieurs dans la foi*, ils attaquent le droit de propriété sanctionné par le droit naturel et, par un attentat monstrueux, pendant qu'ils affectent de prendre souci des besoins de tous les hommes et prétendent satisfaire tous leurs désirs, ils s'efforcent de ravir, pour en faire la propriété commune, tout ce qui a été acquis à chacun, ou bien par le titre d'un légitime héritage, ou bien par le travail intellectuel ou manuel, ou bien par l'économie. De plus, ces opinions monstrueuses, ils les publient dans leurs réunions, ils les glissent dans des brochures, et par la nuée des journaux ils les répandent dans la foule. Aussi la majesté respectable et le pouvoir des rois sont devenus, chez le peuple révolté, l'objet d'une si grande hostilité que d'abominables traitres, impatients de tout frein et animés d'une audace impie, ont tourné plusieurs fois, en peu de temps, leurs armes contre les chefs des Gouvernements eux-mêmes.

Or, cette audace d'hommes perfides, qui menace chaque jour de ruines plus graves la société civile, et qui excite dans tous les esprits l'inquiétude et le trouble, tire sa cause et son origine de ces doctrines empoisonnées qui, répandues en ces derniers temps parmi les peuples comme des semences de vices, ont donné, en leur temps, des fruits si pernicieux. En effet, vous savez très bien, vénérables Frères, que la guerre cruelle qui, depuis le seizième siècle, a été déclarée contre la foi catholique par ces novateurs, visait à ce but d'écarter toute révélation et de renverser tout l'ordre surnaturel, afin que l'accès fût ouvert aux inventions ou plutôt aux délires de la seule raison.

Tirant hypocritement son nom de la raison, cette erreur qui flatte et excite la soif de grandir, naturelle au cœur de l'homme, et qui lâche les rênes à tous les genres de passions, a spontanément étendu ses ravages non pas seulement dans les esprits d'un grand nombre d'hommes, mais dans la société civile elle-même. Alors, par une impiété toute nouvelle et que les païens eux-mêmes n'ont pas connue, on a vu se constituer des Gouvernements, sans qu'on tint nul compte de Dieu et de l'ordre établi

par lui; on a proclamé que l'autorité publique ne prenait pas de Dieu le principe, la majesté, la force de commander, mais de la multitude du peuple, laquelle, se croyant dégagée de toute sanction divine, n'a plus souffert d'être soumise à d'autres lois que celles qu'elle aurait portées elle-même, conformément à son caprice.

Puis, après qu'on eût combattu et rejeté comme contraire à la raison les vérités surnaturelles de la foi, l'auteur même de la rédemption du genre humain est contraint par degrés et peu à peu de s'exiler des études, dans les universités, les lycées et les collèges, ainsi que de toutes les habitudes publiques de la vie humaine. Enfin, après avoir livré à l'oubli les récompenses et les peines de l'éternelle vie future, le désir ardent du bonheur a été renfermé dans l'espace du temps présent. Avec la diffusion au loin et au large de ces doctrines, avec la grande licence de penser et d'agir qui a été ainsi enfantée de toutes parts, faut-il s'étonner que les hommes de condition inférieure, ceux qui habitent une pauvre demeure ou un pauvre atelier soient envieux de s'élever jusqu'aux palais et à la fortune de ceux qui sont plus riches; faut-il s'étonner qu'il n'y ait plus nulle tranquillité pour la vie publique ou privée et que le genre humain soit presque arrivé aux extrémités de l'abîme?

Or les pasteurs suprêmes de l'Église, à qui incombe la charge de protéger le troupeau du Seigneur contre les embûches de l'ennemi, se sont appliqués de bonne heure à détourner le péril et à veiller au salut des fidèles. Car, aussitôt que commençaient à grossir les sociétés clandestines, dans le sein desquelles couvaient alors déjà les semences des erreurs dont nous avons parlé, les pontifes romains Clément XII et Benoît XIV ne négligèrent pas de démasquer les desseins impies des sectes et d'avertir les fidèles du monde entier du mal que l'on préparait ainsi sourdement. Mais après que, grâce à ceux qui se glorifiaient du nom de philosophes, une liberté effrénée fut attribuée à l'homme, après que le droit nouveau, comme ils disent, commença d'être forgé et sanctionné, contrairement à la loi naturelle et divine, le pape Pie VI dévoila aussitôt, par des documents publics le caractère détestable et la fausseté de ces doctrines.

Néanmoins, et comme aucun moyen efficace n'avait pu empêcher que leurs dogmes pervers ne fussent de jour en jour plus acceptés par les peuples et ne fissent invasion jusque dans les décisions publiques des Gouvernements, les papes Pie VII et Léon XII anathématisèrent les sectes occultes et, pour autant qu'il dépendait d'eux, avertirent de nouveau la société du péril

qui la menaçait. Enfin, tout le monde sait parfaitement par quelles paroles très graves, avec quelle fermeté d'âme et quelle constance notre glorieux prédécesseur Pie IX, d'heureuse mémoire, soit dans ses allocutions, soit par ses lettres encycliques envoyées aux évêques de l'univers entier, a combattu aussi bien contre les efforts iniques des sectes que nominativement contre la peste du socialisme, qui, de cette source, a fait partout irruption.

Mais ce qu'il faut déplorer, c'est que ceux à qui est confié le soin du bien commun, se laissant entourer par les fraudes des hommes impies et effrayer par leur menaces, ont toujours manifesté à l'Église des dispositions suspectes ou même hostiles. Ils n'ont pas compris que les efforts des sectes auraient été vains si la doctrine de l'Église catholique et l'autorité des pontifes romains étaient toujours demeurées en honneur, comme il est dû aussi bien chez les princes que chez les peuples. Car *l'Église du Dieu vivant, qui est la colonne et le soutien de la vérité*, enseigne ces doctrines, ces préceptes par lesquels on pourvoit au salut et au repos de la société, en même temps qu'on arrête radicalement la funeste propagande du socialisme.

En effet, bien que les socialistes, abusant de l'Évangile même, pour tromper plus facilement les gens mal avisés, aient accoutumé de le torturer pour le conformer à leurs doctrines, la vérité est qu'il y a une telle différence entre leurs dogmes pervers et la très pure doctrine de Jésus-Christ, qu'il ne saurait y en avoir de plus grande. Car *quel commerce y a-t-il entre la justice et l'iniquité ? Et quelle société y a-t-il entre la lumière et les ténèbres ?* Ceux-là ne cessent, comme nous le savons, de proclamer que tous les hommes sont, par nature, égaux entre eux, et à cause de cela ils prétendent qu'on ne doit au pouvoir ni honneur, ni respect, ni obéissance aux lois, sauf à celles qu'ils auraient sanctionnées d'après leur caprice.

Au contraire, d'après les documents évangéliques, l'égalité des hommes est en cela que, tous ayant la même nature, tous sont appelés à la même très haute dignité de fils de Dieu, et en même temps que, une seule et même foi étant proposée à tous, chacun doit être jugé selon la même loi et obtenir les peines ou la récompense qu'il aura méritées. Cependant il y a une inégalité de droit et de pouvoir qui émane de l'Auteur même de la nature, *en vertu de qui toute paternité prend son nom au ciel et sur la terre*. Quant aux princes et aux sujets, leurs âmes, d'après la doctrine et les préceptes catholiques, sont mutuellement liées par des devoirs et des droits de telle sorte que, d'une part, la modération s'impose à la passion du pouvoir et

que, d'autre part, l'obéissance est rendue facile, ferme et très noble.

Ainsi, l'Eglise inculque constamment à la multitude des sujets ce précepte apostolique : *Il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et celles qui sont ont été établies de Dieu. C'est pourquoi qui résiste à la puissance résiste à l'ordre de Dieu. Or, ceux qui résistent, attirent sur eux-mêmes la condamnation.* Ce précepte ordonne encore d'être nécessairement soumis, non seulement par crainte de la colère, mais encore par conscience, et de rendre à tous ce qui leur est dû : à qui le tribut, le tribut ; à qui l'impôt, l'impôt ; à qui la crainte, la crainte ; à qui l'honneur, l'honneur.

Car celui qui a créé et qui gouverne toutes choses les a disposées, dans sa prévoyante sagesse, de manière à ce que les inférieures atteignent leur fin par les moyennes et celles-ci par les supérieures. De même donc qu'il a voulu que dans le royaume céleste lui-même les chœurs des anges fussent distincts et subordonnés les uns aux autres, de même encore qu'il a établi dans l'Eglise différents degrés d'ordres avec la diversité des fonctions, en sorte que tous ne fussent pas apôtres, ni tous docteurs, ni tous pasteurs, ainsi a-t-il constitué dans la société civile plusieurs ordres différents en dignité, en droits et en puissance, afin que l'État, comme l'Eglise, formât un seul corps composé d'un grand nombre de membres, les uns plus nobles que les autres, mais tous nécessaires les uns aux autres et soucieux du bien commun.

Mais pour que les recteurs du peuple usent du pouvoir qui leur a été conféré pour l'édification, et non pour la destruction, l'Eglise du Christ avertit à propos les princes eux-mêmes que la sévérité du Juge suprême plane sur eux, et empruntant les paroles de la divine sagesse, elle leur crie à tous, au nom de Dieu : Prêtez l'oreille, vous qui dirigez les multitudes et vous complaisez dans les foules des nations, car la puissance vous a été donnée par Dieu et la force par le Très Haut, qui examinera vos œuvres et scrutera vos pensées... car le jugement sera sévère pour les gouvernants... Dieu, en effet, n'exceptera personne et n'aura égard à aucune grandeur, car c'est Dieu qui a fait le petit et le grand, et il a même soin de tous ; mais aux plus forts est réservé un plus fort châtiment.

S'il arrive cependant aux princes d'excéder témérairement dans l'exercice leur pouvoir, la doctrine catholique ne leur permet pas de s'insurger contre eux, de peur que la tranquillité de l'ordre ne soit de plus en plus troublée et que la société n'en

reçoive un plus grand dommage. Et lorsque l'excès en est venu au point qu'il ne paraisse plus aucune autre espérance de salut, la patience chrétienne apprend à chercher le remède dans le mérite et dans d'instantes prières auprès de Dieu. Que si les ordonnances des législateurs et des princes sanctionnent ou commandent quelque chose de contraire à la loi divine ou naturelle, la dignité du nom chrétien, le devoir et le précepte apostolique proclament qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes.

Mais cette vertu salulaire de l'Église qui rejaillit sur la société civile pour le maintien de l'ordre en elle et pour sa conservation, la société domestique elle-même, qui est le principe de toute cité et de tout État, la ressent et l'éprouve nécessairement aussi. Vous savez, en effet, Vénérables Frères, que la règle de cette société a, d'après le droit naturel, son fondement dans l'union indissoluble de l'homme et de la femme, et son complément dans les devoirs et les droits des parents et des enfants, des maîtres et des serviteurs les uns envers les autres. Vous savez aussi que les théories du socialisme la dissolvent presque entièrement, puisque, ayant perdu la force qui lui vient du mariage religieux, elle voit nécessairement se relâcher la puissance paternelle par rapport aux enfants et les devoirs des enfants envers leurs parents.

Au contraire, le mariage honorable en tout que Dieu lui-même a institué au commencement du monde pour la propagation et la perpétuité de l'espèce, et qu'il a fait indissoluble, l'Église enseigne qu'il est devenu encore plus solide et plus saint par Jésus-Christ, qui lui a conféré la dignité de sacrement, et a voulu en faire l'image de son union avec l'Église. C'est pourquoi, selon l'avertissement de l'Apôtre, le mari est le chef de la femme, comme Jésus-Christ est le chef de l'Église ; et, de même que l'Église est soumise à Jésus-Christ, qui la couve d'un très chaste et perpétuel amour, ainsi les femmes doivent être soumises à leurs maris, et ceux-ci doivent, en échange, les aimer d'une affection fidèle et constante.

L'Église règle également la puissance du père et du maître, de manière à contenir les fils et les serviteurs dans le devoir et sans qu'elle excède la mesure. Car, selon les enseignements catholiques, l'autorité des parents et des maîtres dérive de l'autre côté du Père et du Maître céleste, et ainsi non-seulement elle tire de celle-ci son origine et sa force, mais elle lui emprunte nécessairement aussi sa nature et son caractère. C'est pourquoi l'Apôtre exhorte les enfants à obéir en Dieu à leurs parents, et à hono-

rer leur père et leur mère, ce qui est le premier commandement fait avec une promesse.

Et aux parents il dit : « Et vous, pères, ne provoquez pas vos fils au ressentiment, mais élevez-les dans la discipline et la rectitude du Seigneur. » Le précepte que le même apôtre donne aux serviteurs et aux maîtres est que les uns obéissent à leurs maîtres selon la chair... les servant en toute bonne volonté comme Dieu lui-même, et que les autres n'usent pas de mauvais traitements envers leurs serviteurs, se souvenant que Dieu est le maître de tous dans les cieux et qu'il n'y a point d'acception de personnes pour lui.

Si toutes ces choses étaient observées par chacun de ceux qu'elles concernent, selon la disposition de la divine volonté, chaque famille offrirait l'image de la demeure céleste et les insignes bienfaits qui en résulteraient ne se renfermeraient pas seulement dans les murailles domestiques, mais se répandraient sur les États eux-mêmes.

Quant à la tranquillité publique et domestique, la sagesse catholique, appuyée sur les préceptes de la loi divine et naturelle y pourvoit très prudemment par les idées qu'elle adopte et qu'elle enseigne sur le droit de propriété et sur le partage des biens qui sont achetés pour la nécessité et l'utilité de la vie. Car, tandis que les socialistes présentent le droit de propriété comme étant une invention humaine, répugnant à l'égalité naturelle entre les hommes ; tandis que, prêchant la communauté des biens, ils proclament qu'on ne saurait supporter patiemment la pauvreté et qu'on peut impunément violer les possessions et les droits des riches, l'Eglise reconnaît beaucoup plus utilement et sagement que l'inégalité existe entre les hommes, naturellement dissemblables par les forces du corps et de l'esprit, et que cette inégalité existe même dans la possession des biens ; elle ordonne, en outre, que le droit de propriété et de domaine, provenant de la nature même, soit maintenu intact et inviolé dans les mains de qui le possède ; car elle sait que le vol et la rapine ont été condamnés dans la loi naturelle par Dieu, l'auteur et le gardien de tout droit, au point qu'il n'est même pas permis de convoiter le bien d'autrui, et que les voleurs et les larrons sont exclus, comme les adultères et les idolâtres, du royaume des cieux. Elle ne néglige pas pour cela, en bonne mère, le soin des pauvres, et n'omet point de pourvoir à leurs nécessités, parce que, les embrassant dans son sein maternel et sachant qu'ils représentent Jésus-Christ lui-même, qu'il considère comme fait à lui-même le bien fait au plus petit des pauvres, elle les a en grand

honneur ; elle les assiste de tout son pouvoir, elle a soin de faire élever partout des maisons et des hospices où ils sont recueillis, nourris et soignés, et elle les prend sous sa tutelle. De plus elle fait un strict devoir aux riches de donner leur superflu aux pauvres, et elle les effraye par la pensée du divin jugement, qui les condamnera aux supplices éternels s'ils ne subviennent aux nécessités des indigents. Enfin, elle relève et console l'esprit des pauvres, soit en leur proposant l'exemple de Jésus-Christ, qui étant riche a voulu se faire pauvre pour nous, soit en leur rappelant les paroles par lesquelles il a déclaré bienheureux les pauvres, et leur a fait espérer les récompenses de l'éternelle félicité.

Qui ne voit que c'est là le meilleur moyen d'arranger l'antique conflit soulevé entre les pauvres et les riches ? Car, ainsi que le démontre l'évidence même des choses et des faits, si ce moyen est rejeté ou méconnu, il arrive nécessairement, ou que la plus grande partie du genre humain est réduite à la vile condition d'esclave, comme on l'a vu longtemps chez les nations païennes, ou que la société humaine est agitée de troubles continuels et dévorée par les rapines et les brigandages, ainsi que nous avons eu la douleur de le constater dans ces derniers temps encore.

Puisqu'il en est ainsi, Vénérables Frères, nous, à qui incombe le gouvernement de toute l'Église, de même qu'au commencement de notre pontificat nous avons déjà montré aux peuples et aux princes, ballottés par une dure tempête, le port du salut ; ainsi, en ce moment du suprême péril, nous élevons de nouveau avec émotion notre voix apostolique pour les prier, au nom de leur propre intérêt et du salut des États, et les conjurer de prendre pour maîtresse l'Église, qui a eu une si grande part à la prospérité publique des nations, et de reconnaître que les rapports du Gouvernement et de la religion sont si connexes que tout ce qu'on enlève à celle-ci, diminue d'autant la soumission des sujets et la majesté du pouvoir. Et lorsqu'ils auront reconnu que l'Église de Jésus-Christ possède, pour détourner le fléau du socialisme, une vertu qui ne se trouve ni dans les lois humaines, ni dans les répressions des magistrats, ni dans les armes des soldats, qu'ils rétablissent enfin cette Église dans la condition et la liberté qu'il lui faut pour exercer dans l'avantage de toute la société, sa très salutare influence.

Pour vous, Vénérables Frères, qui connaissez l'origine et la nature des maux accumulés sur le monde, appliquez-vous de toute l'ardeur et de toute la force de votre esprit à faire pénétrer

et à inculquer profondément dans toutes les âmes la doctrine catholique. Faites en sorte que dès leurs plus tendres années tous s'accoutument à avoir pour Dieu un amour de fils et à vénérer son nom, à se montrer déferents pour la majesté des princes et des lois, à s'abstenir de toutes convoitises, et à garder fidèlement l'ordre que Dieu a établi soit dans la société civile, soit dans la société domestique.

Il faut encore que vous ayez soin que les enfants de l'Église catholique ne s'enrôlent point dans la secte exécrable et ne la servent en aucune manière, mais au contraire qu'ils montrent, par leurs belles actions et leur manière honnête de se comporter en toutes choses, combien stable et heureuse serait la société humaine si tous ses membres se distinguaient par la régularité de leur conduite et par leurs vertus.

Enfin, comme les sectateurs du socialisme se recrutent surtout parmi les hommes qui exercent les diverses industries ou qui louent leur travail et qui, impatients de leur condition ouvrière, sont plus facilement entraînés par l'appât des richesses et la promesse des biens, il nous paraît opportun d'encourager les sociétés d'ouvriers et d'artisans qui, instituées sous le patronage de la religion, savent rendre tous leurs membres contents de leur sort et résignés au travail, et les portent à mener une vie paisible et tranquille.

Qu'il favorise nos entreprises et les vôtres, Vénérables Frères. Celui à qui nous sommes obligés de rapporter le principe et le succès de tout bien. D'ailleurs, nous puisons un motif d'espérer un prompt secours dans ces jours mêmes où l'on célèbre l'anniversaire de la naissance du Seigneur, car ce salut nouveau, que le Christ naissant apportait au monde déjà vieux et presque dissous par l'extrémité de ses maux, il ordonne que nous l'espérions nous aussi ; cette paix qu'il annonçait alors aux hommes par le ministère des anges, il a promis qu'il nous la donnerait, à nous aussi. Car la main de Dieu n'a point été raccourcie pour qu'il ne puisse nous sauver, et son oreille n'a pas été fermée pour qu'il ne puisse entendre.

En ces jours donc de très heureux auspice, nous prions ardemment le Dispensateur de tous biens, vous souhaitant à vous, Vénérables Frères, et aux fidèles de vos églises, toute joie et toute prospérité, afin que de nouveau *apparaissent au regard des hommes la bonté et l'humanité de Dieu notre sauveur* qui, après nous avoir arrachés de la puissance d'un ennemi cruel, nous a élevés à la très noble dignité d'enfants de Dieu. Et afin que nos vœux soient plus promptement et pleinement rem-

plis, joignez-vous à nous, Vénérables Frères, pour adresser à Dieu de ferventes prières; invoquez aussi le patronage de la bienheureuse Vierge Marie, immaculée dès son origine, de Joseph son époux, et des saints apôtres Pierre et Paul, aux suffrages desquels nous avons la plus grande confiance.

Cependant, et comme gage des faveurs célestes, nous vous donnons dans le Seigneur, et du profond de notre cœur, la bénédiction apostolique, à vous, Vénérables Frères, à votre clergé et à tous les peuples fidèles.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 28 décembre 1878, la première année de notre pontificat.

LÉON XIII, PAPE.

Portugal. — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE ROI A L'OUVERTURE
DES CHAMBRES LE 3 JANVIER 1879

Dignes Pairs du Royaume et Messieurs les Députés de la
Nation portugaise,

Ayant consulté la volonté du Pays dans la forme prescrite par la Constitution de la Monarchie, je suis heureux de me voir entouré des représentants de la Nation qui viennent d'être librement élus par elle après la promulgation de la nouvelle loi qui a libéralement agrandi le suffrage populaire.

Nos relations amicales avec toutes les Puissances étrangères continuent sans modification.

La question pendante avec le Gouvernement de S. M. Catholique relativement à l'industrie de la pêche dans les eaux des deux États a été résolue par une convention provisoire entre les deux Gouvernements sur la base de la réciprocité. Cette convention, avec les documents qui l'accompagnent, sera présentée aux Cortès et j'espère qu'elle obtiendra votre approbation.

Dans le but d'améliorer et de développer le commerce de nos provinces d'Asie, et pour les mettre en communication directe et rapide, au moyen d'un chemin de fer, avec l'Inde anglaise, un Traité a été passé avec le Gouvernement de S. M. Britannique.

Mon Gouvernement s'occupe de conclure un Traité avec cette même Puissance, dans le but de resserrer nos relations avec la région du Transvaal, par la construction d'un chemin de fer dans la province de Mozambique et l'agrandissement du port de

Lorenzo-Marquès. J'espère que vous examinerez attentivement ces documents lorsqu'ils vous seront présentés, et je serai heureux qu'ils aient votre assentiment.

La tranquillité publique a été généralement maintenue partout. Quelques agressions dont nous avons eu à souffrir au Zambeze de la part des naturels viennent d'être châtiées comme elles le méritaient, et le règne de la loi a été rétabli. Le Ministre compétent vous rendra compte des mesures prises par le Gouvernement pour maintenir l'ordre et la sécurité dans ces vastes régions et sur d'autres points des provinces d'outre-mer.

Le Gouvernement, désireux d'établir un registre d'état civil pour les sujets portugais non catholiques, a publié un règlement qui comble une lacune importante et donne satisfaction à un besoin instant et permanent. Il proposera en temps utile les mesures législatives convenables pour que cette institution se généralise sans occasionner de vexations aux populations ni porter préjudice aux intérêts légitimes.

Parmi les propositions que le Gouvernement aura à soumettre à votre examen et à votre approbation, j'appelle tout spécialement votre attention sur la réforme de l'instruction secondaire et sur la loi de recrutement, qui est urgente, afin d'égaliser cette contribution et de la soustraire à l'action d'influences nuisibles, de quelque nature qu'elles soient.

D'une réforme sage de cette branche importante des services publics il résultera une plus grande justice dans la distribution des charges, une plus grande certitude et une facilité pour que l'armée puisse au moment voulu s'élever à la force nécessaire.

Le Ministre des travaux publics vous présentera quelques propositions de loi tendant à déterminer le réseau de nos chemins de fer et à fixer les bases générales de leur dotation et de leur concession, ainsi que d'autres ayant pour objet la construction des docks de Lisbonne et du port artificiel de Leixôes.

J'appelle toute votre attention sur ces mesures et sur celles qui sont destinées à améliorer l'éclairage de nos côtes et barres. Vous examinerez cette importante affaire avec toute l'attention qu'elle mérite, et je suis certain que vous prendrez les résolutions les plus convenables aux intérêts de l'État.

Les travaux des fortifications de Lisbonne et de son port se continuent avec toute l'activité que permettent d'employer les ressources votées.

L'état des finances continue à attirer l'attention la plus sérieuse des pouvoirs publics et réclame une sage économie dans les dépenses, sans préjudice pour le développement de la richesse na-

tionale. Le crédit s'est maintenu, mais les difficultés contre lesquelles nous avons lutté augmentent celles qui résultent de la situation générale des marchés, de l'insuffisance des récoltes et d'autres causes spéciales à notre ville. Mon Ministre des finances vous présentera, avec le budget de l'année économique 1879-1880, quelques propositions de loi qui, par l'accroissement de quelques-uns des impôts existants et grâce à un meilleur système de recouvrement, auront pour effet d'élever sensiblement les recettes.

Dignes pairs du royaume et messieurs les députés de la nation portugaise,

En inaugurant la première session de la Législature actuelle, plein de confiance dans votre sagesse et dans votre patriotisme, je ne crois pas nécessaire d'exciter le zèle éclairé des représentants du Pays, et je compte que vous saurez répondre dignement aux espérances que la Nation a placées en vous. Animés du même esprit et d'accord ensemble, je suis certain qu'avec l'aide de Dieu nous nous efforcerons toujours de faire tout ce qui pourra contribuer au bonheur, à la grandeur et à la prospérité de la Patrie.

La session est ouverte.

Saint-Siège — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AUX PÈLERINS
ITALIENS PRONONCÉ LE 6 JANVIER 1879

Votre présence, Très Chers Fils, remplit notre cœur d'une douce et sainte consolation. Vous êtes venus des diverses villes d'Italie en pèlerinage à Rome, siège vénérable du Vicaire de Jésus-Christ, et prosternés d'abord devant l'auguste tombeau du Prince des Apôtres, réunis maintenant aux pieds de notre Trône, vous donnez de solennels témoignages de votre foi et vous manifestez publiquement votre volonté de rester toujours unis d'esprit et de cœur à l'Église et à son Chef suprême.

Il est vraiment bien juste que les peuples du *beau Pays* (*del bel Paese*), si protégé de Dieu et si privilégié, se tiennent étroitement attachés au Siège apostolique par l'obéissance la plus sincère, par le respect le plus pieux, par l'attachement le plus inviolable. L'Italie l'emporte sur toutes les autres Nations en ce qu'elle est le Siège de Pierre, en ce qu'elle donne asile dans son sein au

plus auguste Trône de la terre ; elle éprouve mieux que les autres les salutaires influences de cette religion qui fut toujours son titre le plus magnifique, et du Pontificat romain, qui a rendu son nom glorieux et honoré parmi tous les peuples.

C'est pourquoi, au milieu de la très vive douleur que Nous ressentons en voyant que de nos jours on tente, par les embûches et les artifices les plus insidieux, d'arracher la foi du cœur des Italiens et de les éloigner du centre de l'unité catholique, Nous éprouvons une indicible consolation à reconnaître en même temps que la majeure partie d'entre eux, découvrant le piège, ne trahissent pas leur devoir, ne déshonorent pas la profession qu'ils font de la foi catholique ; mais que, illuminés par cette foi, rendus sages par les funestes conséquences de la guerre insensée faite à Jésus-Christ et à l'Église, au sein même des plus difficiles épreuves, ils se montrent, par leur noble et courageuse attitude, dignes de ces nombreux chrétiens qui ont généreusement préféré à tout la constance dans la foi, le respect et la fidélité envers le Vicaire de Jésus-Christ.

Vous, Fils bien-aimés, vous appartenez à cette élite fortunée. Ah ! persévérez avec confiance dans vos saints propos ! D'un seul esprit et d'un seul cœur, tenez-vous étroitement unis par le lien de la charité, prêts à courir à la défense de la religion là où la nécessité et le devoir pourront vous appeler. En des moments si périlleux, attachez-vous toujours de plus en plus au rocher que le souffle des vents ne renverse pas, à la Chaire de vérité qui n'erre point, quelle que soit la furie avec laquelle se déchaîne l'erreur. — Et fasse le Ciel que, comme autrefois les peuples, aux époques les plus critiques de l'histoire, se sont tournés avec une pleine confiance vers l'Église qui les a sauvés, ainsi, dans les incertitudes et le découragement qui les travaillent aujourd'hui, les esprits cherchent de nouveau le salut dans l'Église et s'abritent à son ombre ! Puisse le Dieu très clément exaucer le vœu ardent de notre cœur ! Et que cette heure soit avancée par la puissante intercession de l'Immaculée Reine du Ciel, qui fut toujours le bouclier et le secours du peuple chrétien et la terreur de ses ennemis.

C'est pourquoi Nous accueillons avec une vraie satisfaction la pensée que vous a inspirée votre piété filiale envers la glorieuse Mère de Dieu, et Nous bénissons le projet de célébrer cette année, avec une pompe et une solennité plus grandes, le premier jubilé de la proclamation dogmatique de son Immaculée Conception.

En bénissant ce projet, Nous vous bénissons aussi, vous ici présents, et vos familles ; Nous bénissons tous les catholiques

d'Italie, et avec la bénédiction apostolique, nous appelons sur tous, du fond du cœur, l'abondance des faveurs célestes.

Benedictio, etc.

France. — DÉCLARATION LUE AU SÉNAT PAR M. DUFAYRE, GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE, PRÉSIDENT DU CONSEIL, LE 16 JANVIER 1879.

Messieurs les Sénateurs,

Depuis la clôture de votre dernière session, un grand acte national s'est accompli : le Sénat a été partiellement renouvelé à l'époque et dans les conditions réglées par les lois constitutionnelles.

Cette élection, qui devait être une libre manifestation des sentiments actuels du Pays et qui pouvait modifier l'esprit politique de l'un des pouvoirs publics, s'est faite dans le plus grand calme, par le concours empressé de la presque unanimité des électeurs appelés par la loi, et avec la liberté de vote la plus absolue ; elle a été une nouvelle et éclatante adhésion à la Constitution républicaine en vertu de laquelle le corps électoral s'est réuni.

Les noms des sénateurs élus, leurs antécédents et les professions de foi qu'ils ont livrées à l'appréciation réfléchie de leurs électeurs, ont donné à cette élection un caractère de fermeté et de modération qui honore notre temps et justifie notre confiance dans l'avenir de la République.

Il nous sera permis d'ajouter que le Gouvernement y trouve une approbation de la politique de concorde et d'apaisement qu'il a suivie depuis un an, et un encouragement à lui demeurer fidèle.

Mais, persévérant dans les règles du Gouvernement que nous avons adoptées, nous n'ignorons pas qu'elles peuvent, selon les circonstances, recevoir des applications diverses. Chaque année du Gouvernement parlementaire apporte des questions nouvelles à résoudre, de nouvelles difficultés à surmonter. Au commencement de la dernière session, nous cherchions des garanties contre le retour d'un système gouvernemental que le Pays venait de condamner.

Les craintes qu'il avait laissées après lui ont été dissipées par les lois que vous avez votées sur notre demande. Le passé tien-

dra moins place dans la session qui s'ouvre ; nous avons surtout à prévoir et à régler l'avenir.

Sous la haute et patriotique autorité de M. le Président de la République, nous nous appliquerons avec vous à connaître les souffrances et les besoins, à consulter les inquiétudes et les désirs de ce noble Pays que nous avons, pour notre part constitutionnelle, l'honneur de gouverner. Il n'a aucun dessein de troubler le monde ; il veut rester maître chez lui. Il souhaite passionnément la paix, pourvu qu'elle ne coûte rien à sa dignité. Il s'est pendant quelque temps renfermé en lui-même. Mais, dans le cours de l'année qui vient de finir, nous avons cru, d'accord avec vous, que le moment était venu de prendre part aux pacifiques délibérations de la grande société européenne. On a trouvé que notre participation avait été prudente et digne. La politique que nous avons suivie a été exposée récemment à la tribune du Sénat ; elle ne changera pas. Nous continuerons à faire tous nos efforts pour maintenir et consolider la paix si nécessaire à l'Europe ; nous poursuivrons avec les autres Puissances signataires l'exécution intégrale du Traité de Berlin, tout en conservant à la France la liberté d'action qu'elle ne doit pas abdiquer.

Les rapports d'amitié et de confiance qui existent entre le Gouvernement de la République et toutes les Puissances sans exception n'ont pas cessé de s'affermir et de se développer. Aucun dissentiment ne peut s'élever sur la conduite qui nous a valu et qui peut maintenir ces heureux résultats.

Grâce au sentiment patriotique qui nous est commun et qui tend à nous rapprocher et à nous unir en toutes choses, le Gouvernement ose compter sur le même accord en ce qui concerne la situation intérieure du Pays.

Les événements redoutables qui l'ont désolé, il y a huit ans, et dont tant de traces sont heureusement effacées, ont laissé dans les esprits une vive et légitime indignation contre les chefs criminels qui nous conduisaient, de propos délibéré, à une véritable anarchie sociale, mais, en même temps, de la commisération pour ceux qui n'ont été que leurs aveugles instruments. Le Gouvernement s'est associé de plus en plus à ce dernier sentiment, que le temps devait accroître. Depuis le 14 décembre 1877, M. le Président de la République a usé de son droit de grâce en faveur de 1,542 condamnés. Nous avons préparé un décret qui mettra un terme à cette œuvre salutaire. La commission des grâces, après trois ans d'études, a pu distinguer, parmi les condamnés envoyés à la Nouvelle-Calédonie ou retenus en France, tous ceux qui, par leurs antécédents, la nature de leurs fautes, et par leur

conduite dans la déportation, méritaient un acte de clémence ; sur sa proposition, 2,225 condamnés viennent d'obtenir la remise de leur peine.

Parmi ceux qui n'ont pas purgé leur contumace, il en est qui n'ont pris qu'une part secondaire à l'insurrection de 1871, qui ont supporté avec dignité les douleurs de l'exil, et qui seraient déjà relevés de leurs peines si les lois existantes l'avaient permis. Nous demanderons par une loi que le droit de grâce puisse s'étendre jusqu'à eux.

Nos débats parlementaires ont été animés, depuis quelques années, par de fréquentes controverses religieuses. De quel côté sortaient les excitations qui les ont fait naître et les ont ensuite rendues si vives ? Nous ne le recherchons pas en ce moment. Si la liberté des croyances, si les intérêts de l'État ou l'autorité des lois sont compromis ou menacés, on ne peut s'étonner d'entendre leurs réclamations à la tribune. Partisans de la liberté de conscience, adversaires déclarés de tout ce qui pourrait l'inquiéter, nous aborderons ces questions, puisqu'elles sont soulevées, avec un profond respect pour les objets auxquels elles se rapportent, mais nous demanderons, en toutes circonstances et contre tous, l'observation des lois qui, depuis le commencement de ce siècle, ont réglé en France les rapports entre la société civile et la société religieuse.

Un autre côté de notre vie intérieure vous préoccupe, messieurs, à juste titre. Vous nous demandez si les nombreux fonctionnaires qui composent l'administration française sont également dévoués à nos institutions actuelles. Ils ont pu hésiter sur la ligne de leur devoir dans les premières années qui ont suivi la guerre. Mais, depuis que la République est devenue le Gouvernement constitutionnel de la France, lorsque deux élections de la Chambre des députés et la dernière élection du Sénat ont donné à cet établissement d'un régime nouveau une grande et solennelle consécration, le doute peut-il être permis ? Si le simple citoyen use envers nos institutions de la large liberté de parole et d'écrit que la loi lui laisse, le fonctionnaire en peut-il faire autant ? Ce qui est, chez le premier l'usage d'un droit, n'est-il pas chez l'autre une sorte de trahison ?

Il ne peut y avoir deux opinions sur ces principes de morale sociale ; mais, en les appliquant, nous devons tenir compte, d'une part, des excitations et des méfiances qu'ont laissées après elles les luttes électorales de 1877 ; d'autre part, du sentiment de la justice et du respect des services rendus. Toutefois, nous avons été et nous serons inexorables envers le fonctionnaire qui, même

en dehors de ses fonctions, attaque et dénigre le Gouvernement qu'il est appelé à servir.

En un mot, nous ne conserverons pas en fonction les adversaires déclarés de la République. Mais tout en étant sévères, nous tenons à être justes et nous voudrions d'abord être assurés de la faute avant d'infliger la peine.

Les Chambres ont déjà reçu de chacun de nos départements ministériels un certain nombre de projets de lois ; les uns sont à l'état de rapport, les autres ne sont pas encore sortis du sein des commissions. Nous insistons pour que vous vouliez bien les mettre en délibération. Sans les énumérer, nous vous faisons remarquer que quelques-uns touchent aux intérêts les plus généraux et les plus pressants. Dans ce nombre figure un projet de loi présenté à la Chambre des députés par le Ministre de l'agriculture et du commerce et relatif à l'établissement du tarif général des douanes. Ce projet a été, dans la commission qui l'examine, l'objet d'une étude approfondie. Il est désirable qu'il soit promptement soumis au vote des Chambres.

Le rejet du Traité conclu avec l'Italie et le refus opposé par le Gouvernement austro-hongrois à la demande que nous lui avons faite de proroger pour une année le Traité du 11 décembre 1866 ont altéré, dans quelques-unes de ses bases essentielles, le régime conventionnel institué par l'ensemble de nos divers Traités. En plaçant nos relations commerciales avec deux grands États sous la loi d'un tarif général peu en harmonie avec les besoins de la situation actuelle, il a rendu plus nécessaires que jamais la revision de notre tarif général et la fixation, par les pouvoirs publics, de la politique commerciale que la France veut suivre à l'avenir.

Tous ceux de nos Traités qui engagent les questions de tarif expirent dans le cours de l'année 1879 ou au commencement de 1880, à l'exception des Traités conclus avec l'Angleterre et la Belgique, qui n'avaient pas d'échéance déterminée.

Pour réserver tous les droits des Chambres et rendre effectives les résolutions qu'elles seront appelées à prendre, nous avons dénoncé ces deux derniers Traités, qui expireront ainsi en même temps que toutes nos autres conventions commerciales.

La liberté d'action que nous aurons acquise nous permettra d'introduire dans l'échelle de nos tarifs quelques modifications de détail dont l'expérience a fait reconnaître la convenance ou la nécessité, sans nous détourner toutefois des sages principes de liberté commerciale sous l'égide desquels tant d'intérêts se sont

groupés depuis dix-huit ans, et dont l'application a imprimé au travail national un essor si vigoureux.

L'Exposition de 1878, en présentant le tableau des efforts qui se sont faits à l'étranger pour donner aux populations ouvrières les aptitudes si précieuses du goût, de la dextérité, des conceptions d'ensemble, correctif de l'extrême diversion du travail, a rendu plus frappante la nécessité de développer en France, sur une large échelle, l'enseignement professionnel.

Nous inspirant de cette pensée, nous vous présenterons un projet destiné à compléter les écoles industrielles que nous possédons déjà et à provoquer l'organisation de l'enseignement professionnel à tous les degrés dans les centres manufacturiers qui n'en sont pas encore pourvus.

Comme complément de cette organisation, nous vous proposerons d'appropriier à la création d'un institut populaire technique une partie du palais du Champ de Mars et de doter ainsi notre enseignement d'une institution qui obtient dans un Pays voisin un grand et légitime succès.

L'intérêt national réclame avec la même insistance l'exécution des grands travaux dont vous avez approuvé le programme, et qui dépend des lois qui vous ont été présentées. Le Ministre des travaux publics a passé avec diverses compagnies de chemins de fer des conventions qui sont déjà ou seront bientôt placées sous vos yeux. Elles ont pour but d'assurer l'exploitation des lignes nouvelles, de prévenir un antagonisme dommageable pour tous les intérêts, et de faciliter, par l'exploitation d'un réseau d'État bien délimité, une expérience qui pourra être le point de départ d'utiles réformes. Nous espérons qu'après un examen attentif, vous n'hésitez pas à les adopter. La situation de nos finances doit calmer les inquiétudes de ceux que pourrait effrayer une vaste entreprise de travaux publics. Cette situation n'a pas cessé de s'améliorer. A dater de 1875, c'est-à-dire du jour où la nouvelle Constitution a été mise en pratique, l'équilibre des budgets a été non seulement rétabli, mais il a été dépassé, et les excédents accumulés des quatre années 1875, 1876, 1877, 1878 n'atteindront pas moins de 170 millions de francs.

Nous avons pu, grâce à cette heureuse amélioration, engager des travaux productifs destinés à créer de nouvelles sources de richesses et, pour donner plus de développements aux affaires, nous avons pu, en même temps, remanier quelques-uns des impôts qui pesaient trop lourdement sur le commerce et l'industrie.

Des réductions importantes ont été effectuées sur la taxe des transports par chemins de fer et sur les droits de timbre des effets de commerce.

Un projet, soumis à l'approbation des Chambres depuis deux années, aura pour effet, s'il est adopté, d'abaisser dans une proportion très sensible la patente de plus de 920,000 industriels et commerçants.

Telle est la confiance qu'inspire aux capitalistes notre état financier et le régime libéral de contrôle qui est la base de notre système parlementaire républicain, que les emprunts destinés à l'accomplissement des travaux publics ont été réalisés à des taux inconnus depuis plus d'un quart de siècle.

Une dotation, qui a été inscrite à titre permanent au budget, et qui sera augmentée à partir du prochain exercice, permettra d'amortir une partie de la dette créée pour la reconstitution de notre état militaire, et de faire face à l'intérêt et à l'amortissement des rentes amortissables récemment créées sur le type des obligations de chemins de fer.

Et cependant, tous ces progrès ont été obtenus au moment où une crise industrielle sans précédents sévissait sur toutes les nations qui nous environnent, et faisait éprouver à nos propres concitoyens des souffrances cruelles.

Si néanmoins nous avons pu, en quelques années, malgré la crise des affaires industrielles, rembourser la Banque de France, maintenir l'équilibre des budgets, réaliser des excédents considérables, opérer la réforme postale, diminuer des impôts onéreux aux transactions commerciales, trouver à des conditions exceptionnellement avantageuses de vastes ressources pour les travaux publics, ne sommes-nous pas autorisés à concevoir pour l'avenir des espérances dont la réalisation dépend uniquement — les faits que nous venons d'énoncer le prouvent — de la sagesse des pouvoirs publics ?

Des intérêts d'un autre ordre, mais non moins impérieux, appellent le prompt examen des lois destinées à compléter l'œuvre de notre réorganisation militaire. Nous recommandons particulièrement celles qui concernent l'état-major, l'administration et l'avancement.

Une commission mixte, composée d'éléments pris dans les ministères de la justice, de l'intérieur et de la guerre, étudiera les modifications qu'il peut y avoir lieu d'introduire dans le décret du 1^{er} mars 1854 sur l'organisation et le service de la gendarmerie.

La loi sur le commandement des corps d'armée sera scrupu-

leusement exécutée. Les exceptions qu'elle permet ne seront appliquées que dans un intérêt réel de service.

La marine poursuit la reconstitution de son matériel, qu'il importe de tenir à la hauteur des progrès qui s'accomplissent dans l'art naval. Les travaux auxquels elle se livre seront terminés aux époques annoncées si, comme tout porte à l'espérer, les Chambres continuent à doter cette grande administration des crédits qui lui sont nécessaires.

Des commissions ont été nommées pour résoudre promptement d'importantes questions soulevées au sein du Parlement dans ces deux dernières années.

Le Ministre agit de concert avec les représentants des colonies pour préparer les réformes qu'il y a lieu d'introduire dans le régime de nos possessions d'outre-mer et, particulièrement, en vue de rapprocher autant que possible leurs institutions de celles de la mère patrie.

Le gouvernement général de l'Algérie est réglé par un décret impérial du 10 décembre 1860 et quelques décrets de dates postérieures. Un grand nombre de dispositions de ces décrets sont incompatibles avec nos institutions actuelles.

Un projet de loi vous sera présenté pour régler les conditions du gouvernement général et ses rapports avec nos départements ministériels.

Deux autres projets de lois vous seront présentés par le Ministre de l'intérieur : l'un sur l'organisation municipale et les attributions des conseils municipaux ; l'autre, sur les Chambres syndicales, et destiné à régulariser l'existence de ces utiles associations. Il vous demandera de faciliter, par le vote de crédits, le développement du système pénitentiaire adopté par la loi du 5 juin 1875, et l'application de diverses lois qui ont un caractère de préservation sociale, telles que les lois sur les enfants en bas âge et sur l'assistance publique.

Le Ministre de l'instruction publique, tout en respectant la liberté de l'enseignement à tous les degrés, revendiquera pour l'État le droit de contrôle qui lui a été en partie enlevé par l'article 13 de la loi de 1875, relatif à la collation des grades ; il demandera que l'Université, soumise à la concurrence des établissements libres, jouisse, pour ses exercices intérieurs, de la même indépendance d'action, et ait ses conseils particuliers ; il réclamera le vote d'une loi qui rendra l'instruction primaire obligatoire. Lorsque le suffrage universel est devenu la base de l'édifice social, on ne comprend pas qu'un citoyen appelé à voter soit privé des connais-

sances élémentaires sans lesquelles le vote ne peut être ni libre ni éclairé.

Plus les sacrifices faits pour l'instruction primaire sont considérables, plus il importe d'exiger des garanties de ceux qui sont appelés à élever la jeunesse française. Le temps est venu d'exiger, comme le proposait du reste le Gouvernement en 1871, l'égalité des brevets de capacité. Mais, pour ne porter aucun trouble dans des situations déjà anciennes, un délai sera accordé aux instituteurs et institutrices en exercice pour se conformer à la loi que nous présenterons.

Nous pourrons vous apporter dans quelques jours la statistique des travaux accomplis par le Conseil d'État pendant les cinq années qui ont suivi sa reconstitution en 1872. Rien n'est plus propre à faire comprendre la part considérable que cette grande Compagnie prend à l'administration de notre Pays. Peut-être penserez-vous que le personnel attribué par la loi du 24 mai 1872 au Conseil d'État est insuffisant pour la tâche immense qu'il doit remplir. Le Gouvernement prépare une loi pour augmenter le nombre de ses membres.

Divers projets présentés par le Ministre de la justice sont déjà entre les mains de plusieurs commissions des deux Chambres. Vous recevrez des projets nouveaux destinés à introduire des changements nécessaires dans la législation criminelle. Des considérations de justice et d'humanité, qui ne vous trouveront jamais indifférents, en recommandent le prompt examen.

En venant, au nom de M. le Président de la République et au nôtre, ouvrir avec vous une session qu'aucune circonstance fâcheuse n'a retardée, qui se poursuivra sans troubles et sans obstacles dans les conditions prévues par la Constitution, nous n'avons pas craint de vous exposer le vaste ensemble des questions législatives que nous soumettrons à vos délibérations.

Il n'en est pas une qui n'ait été mûrement étudiée, pas une dont la solution ne soit réclamée par quelque grand intérêt national, pas une qui ne mérite l'attention des esprits les plus éclairés. Sans doute, la durée d'une session ne suffira pas à ce long travail ; vous saurez distinguer les plus urgentes et leur donner, dans vos délibérations, le rang qui leur convient. D'ailleurs, leur solution sera facilitée par l'accord qui s'établira entre les deux Chambres, par leur zèle égal et ardent pour tout ce qui touche à l'honneur et à la prospérité de la patrie, et aussi, nous l'espérons, par la confiance que vous voudrez bien accorder au Gouvernement qui partagera vos travaux.

République du Salvador. — MESSAGE DU PRÉSIDENT RAFAEL ZALVIDAR, LU A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE LE 18 JANVIER 1879.

Honorables Représentants,

C'est avec un vif plaisir que je vous adresse, comme aux souverains légitimes de la Nation, mon discours d'inauguration, tant parce que j'obéis ainsi aux prescriptions de la loi que parce que je vois dans votre mission la garantie la plus sûre de la satisfaction ininterrompue, selon les impulsions du vrai patriotisme, des aspirations les plus chères aux Salvadoriens.

Comme vous le verrez par le tableau sommaire que je vais vous tracer des actes de mon administration, la paix, ce bien inestimable, de la conservation duquel dépend la vie des intérêts nationaux, a été l'objet principal de ma sollicitude, et l'examen des Mémoires dans lesquels les Secrétariats d'État vous rendront un compte détaillé des mesures que j'ai recommandées pour son maintien vous démontrera que mes actes ont eu pour base les institutions du Pays et pour guide le plus ample développement de ses éléments de progrès.

Il est bien entendu que le Congrès législatif unira, comme je l'espère, ses efforts dans une administration identique, afin de nous assurer ainsi un avenir de prospérité et de bien-être.

Pendant l'année écoulée, la République a entretenu les relations les plus amicales avec les autres Puissances des deux mondes, sans que soit survenue la moindre cause de nature à les interrompre. Pour la première fois, les États-Unis du Mexique ont accrédité une Légation dans l'Amérique centrale; notre Gouvernement l'a accueillie avec la cordialité et la sympathie que lui inspire cette grande nation, berceau de notre indépendance politique, et par l'entremise des Plénipotentiaires respectifs ont été entamés les préliminaires de Conventions importantes, qui doivent par la suite rendre plus fréquent et plus fructueux le contact de deux peuples liés depuis leur origine par le caractère de leurs coutumes, l'identité de race et la communauté de traditions.

Les relations que nous entretenons avec les Gouvernements des autres Républiques de l'Amérique du centre demeurent aussi inébranlables, et particulièrement avec les Gouvernements du Guatemala et du Honduras, auxquels le voisinage immédiat et

L'harmonie des idées et des tendances nous attachent par des liens chaque jour plus étroits et une solidarité plus intime. Le Ministère compétent vous rendra compte des travaux entrepris dans ce but et destinés à préparer peu à peu, au sein de la fraternité, notre reconstitution nationale tant désirée.

En parcourant les départements du Nord, j'ai eu dernièrement une courte entrevue avec le Président du Guatemala, et j'ai reçu personnellement de ce haut fonctionnaire les témoignages les plus cordiaux de sympathie et d'amitié. Nous nous sommes renouvelé mutuellement les promesses de loyauté qui ont caractérisé notre politique et la sincérité de nos relations, et nous nous sommes quittés dans le plus parfait accord relativement aux intérêts communs des deux peuples et surtout à ceux qui ont la plus grande importance pour le maintien de la paix. L'expérience m'a démontré que ces entrevues, quelque courtes qu'elles soient, quand y règnent l'intimité et la confiance, sont beaucoup plus fécondes en avantages positifs pour le Pays que les protocoles les plus compliqués que puisse rédiger la diplomatie.

Le Gouvernement a su conserver un parfait et satisfaisant accord avec l'autorité ecclésiastique. Ce résultat, qui influe si puissamment sur la tranquillité des peuples, est dû principalement au zèle et à l'abnégation avec lesquels le très illustre Diocésain et son clergé remplissent les obligations de leur ministère sacré.

Le pouvoir judiciaire a également fonctionné avec une régularité et une indépendance complètes, en maintenant la meilleure harmonie avec l'exécutif. Grâce à cette conduite, les tribunaux administrent la justice avec diligence et impartialité, sauvegardant, autant que cela dépend d'eux, les droits et les intérêts de la société civile, confiés à leur mission élevée.

Certain de l'assiduité avec laquelle les membres de ce pouvoir se consacrent à leur tâche délicate, j'ai pu me convaincre aussi que si l'on se plaint de retards dans l'administration de la justice, ces plaintes ont leur source dans les lacunes qui existent encore dans les diverses branches de la législation. Pour mettre un terme à ce mal, qui porte un si grand préjudice aux intérêts des habitants du Salvador, j'ai fait reviser les Codes du Pays par des avocats capables et rédiger de nouvelles instructions pour le règlement des affaires commerciales. J'ose espérer que vous prêterez une attention toute particulière à ces travaux, dont nous rendra compte le Secrétariat, que cela concerne.

Quant aux finances publiques, dont la réorganisation et l'amélioration ont été l'objet de mes constants efforts, j'ai la satisfac-

tion de vous assurer que nous atteignons déjà, à l'heure qu'il est, une situation assez encourageante. Libres de tout engagement au dehors et des charges qui grevaient les douanes, source principale de nos revenus, nous avons pu maintenir un niveau prudent entre les recettes et les dépenses, et faire face aux forts engagements qui pesaient sur le Trésor, prévenant ainsi, dans les conjonctures extraordinaires qui se présentent trop souvent, le recours à des mesures d'exception, toujours aussi odieuses que nuisibles aux intérêts du fisc.

La position financière, par cela même qu'elle est bien loin d'être tendue ou désespérée, ne demande pas des changements radicaux; et selon que se manifesteront successivement dans la pratique les effets des dispositions adoptées, on prendra en temps et lieu les nouvelles mesures que requerra l'amélioration de la situation du Trésor.

Un fait digne de remarque, c'est que dans la République du Salvador, par une faveur vraiment particulière, la charge des impôts se fait à peine sentir sur les citoyens, parce que les revenus du Gouvernement se composent presque entièrement du produit des droits maritimes et du monopole des eaux-de-vie, deux contributions indirectes d'un recouvrement facile et dont le rendement permet de laisser tout à fait libres les branches principales de la richesse nationale.

Pour la perception des droits maritimes, on a mis en vigueur un nouveau tarif de jaugeage, élaboré par une Commission mixte nommée par notre Gouvernement et celui du Guatemala, et l'on a ainsi fait disparaître en grande partie, au moyen de l'uniformité de système, les causes qui stimulaient auparavant la contrebande, au grand détriment du commerce et des intérêts fiscaux des deux Pays.

Désirant nous assurer les mêmes avantages avec la République de Honduras, le Gouvernement a entamé des négociations à cet effet, et je ne doute pas que bientôt ne s'établisse au moins une juste proportion dans les impôts, eu égard à la différence des conditions économiques et sociales qui régissent ce Pays.

Dans le Département de la guerre, je me suis heurté contre la grave difficulté que présente notre Charte fondamentale, excessivement restrictive, pour la bonne organisation de l'armée de la République.

Cette importante institution, appelée à soutenir dans un cas donné la dignité et l'indépendance de la Nation, ne peut descendre au-dessous d'un degré de respectabilité proportionné à nos besoins, dans le cercle étroit tracé par la Constitution; et

quoique les forces peu considérables qui se trouvent organisées suffisent quant à présent pour la sûreté intérieure, vous comprendrez très bien qu'en prévision des événements qui pourraient survenir, notre honneur ne doit demeurer exposé au hasard ni se confier à l'impéritie et à l'indiscipline de troupes mercenaires.

Pour le reste, nous sommes pourvus de tous les éléments nécessaires pour tenir tête à une situation anormale dans l'éventualité d'un conflit, et nous comptons sur les chefs expérimentés qui ont mis leur valeur et leur loyauté au service de la patrie.

J'ai également rencontré des difficultés dans la question vitale de l'instruction publique, à laquelle se rattache l'avenir de la démocratie centre-américaine.

C'est à vos capacités que la loi fondamentale remet le soin de tout ce qui tend à seconder le développement de l'enseignement dans les diverses branches du savoir humain. Malgré cela, outre le zèle avec lequel j'ai veillé au strict accomplissement de vos décisions antérieures à cet égard, j'ai pris avec la plus grande ardeur l'initiative que j'ai crue nécessaire en faveur d'un intérêt si sacré, et déjà de notables progrès se sont réalisés dans la République, devant laquelle s'ouvre la perspective la plus consolante et la plus encourageante.

Tout effort me paraît de peu de valeur, Messieurs les Représentants, si l'on considère l'importance transcendante de la diffusion des lumières parmi les masses populaires ; aussi j'ose espérer que non seulement les mesures dont il vous sera rendu compte en détail recevront votre approbation, mais encore que vous prendrez avant tout en considération les nouveaux projets que je vous soumettrai par l'intermédiaire compétent, et que vous appliquerez votre sagesse et votre patriotisme à tout ce qui touche à cette branche de l'administration, qui symbolise beaucoup plus que toute autre le degré de nos lumières et les progrès que la civilisation réalise chez nous.

Dans le courant de cette année, j'ai eu la satisfaction de voir l'Université inaugurer ses travaux dans le nouvel et élégant édifice construit expressément pour être consacré au culte des sciences, objet de ma sollicitude et de ma prédilection particulières.

Le magnifique édifice destiné aux casernes de cette ville est aussi en voie de s'achever, et l'on a entrepris et subventionné la construction, tant dans la capitale que dans les départements, de divers autres travaux d'utilité et de bienfaisance publiques, sur lesquels il vous sera fourni des informations détaillées dans des Mémoires spéciaux.

Parmi ces travaux, il en est un qui a attiré particulièrement

mon attention, c'est l'ouverture et la construction de chemins pour mettre en communication prompte et facile les principales localités et les ports de la République.

L'intérêt si considérable qu'offrent les voies de communication, surtout pour le développement de l'agriculture et le commerce, justifie surabondamment à mes yeux le vif empressement et les efforts avec lesquels je me suis attaché à les améliorer et à les étendre.

Afin de réaliser ces ouvrages dans toute la perfection possible, en surmontant certains obstacles qu'il n'a pas été en mon pouvoir de faire disparaître, plusieurs ingénieurs capables ont été chargés de rectifier les tracés et d'entreprendre les travaux nécessaires, notamment de macadamiser ces routes de manière à leur donner toutes les conditions de durée désirables et à rendre commode le parcours.

Le Gouvernement se propose ainsi d'utiliser la lagune d'Ilopango, dans la section de l'Est, en profitant des avantages que présente cette voie naturelle, et des ordres ont été donnés déjà à l'effet de faire les études nécessaires dans la rivière de Lempas, dont les eaux abondantes et le cours étendu peuvent procurer d'immenses facilités au commerce et à l'industrie d'une grande partie des départements.

Je ne crois pas trop m'avancer en vous assurant que, dans le cours de cette année-ci, les communications les plus rapides et les plus commodes seront établies entre les points principaux de la République, et qu'ainsi se réalisera une réforme, de laquelle le Pays retirera les avantages les plus grands et les plus positifs.

Mais mes vues à cet égard ne se sont pas bornées aux besoins intérieurs de notre Pays ; nous sommes, en outre, convenus avec la République voisine du Guatemala de pousser nos travaux jusqu'aux frontières respectives, où je crois que bientôt se croiseront des trains de voitures qui rendront plus fréquentes et plus promptes les relations fraternelles qu'entretiennent les deux peuples.

De plus, il a été établi dans l'intérieur du Pays de nouvelles lignes télégraphiques, qui nous mettent en communication avec la République de Honduras, et l'on a passé un marché pour l'établissement d'autres paquebots à vapeur sur la ligne de navigation du Pacifique, pour répondre efficacement aux exigences du commerce et activer l'émigration étrangère, qui doit nous amener de nouveaux et industrieux habitants et développer chez nous le germe des mœurs policées des autres nations.

Dans un but semblable, diverses dispositions ont été prises

pour améliorer et étendre autant que possible le service des postes ; plusieurs Conventions ont été conclues à ce sujet, et nous avons adhéré notamment à celle de Berne, qui offre au commerce de la République de notables avantages, en nous faisant participer aux arrangements stipulés entre les principales nations de l'Europe et plusieurs de celles de l'Amérique.

Pour signer cette Convention, je ne me suis pas laissé arrêter par la préoccupation vulgaire que l'abaissement du port doit inévitablement produire une diminution dans les revenus. Je professe le principe économique contraire ; mais, tout en l'acceptant, mon attention s'est portée sur des intérêts d'une plus haute importance, puisqu'il n'y a pas de doute que, grâce au nouveau système postal convenu par les Puissances signataires, on a apporté de nombreuses facilités qui rendront la correspondance plus facile et plus sûre, et qu'au moyen de cette correspondance deviendront plus actives les relations multiples qui favorisent tant les progrès des peuples.

J'ai suivi le développement de l'agriculture, que je considère comme la base et la source principale de notre richesse, et j'ai consacré à son accroissement et à ses progrès toute l'activité à la portée du Gouvernement. Les mesures dont le Ministère de l'intérieur vous rendra compte ont déjà commencé à produire un résultat satisfaisant, sous le rapport tant des productions généralisées dans le Pays que de plusieurs autres qu'on s'est appliqué à encourager au moyen de récompenses et de franchises, afin d'y attirer l'activité de notre population, et de procurer de nouveaux éléments à son travail.

J'ai la conviction, Messieurs les Représentants, qu'avant tout les Salvadoriens doivent être essentiellement agriculteurs, et puisque la nature nous a placés dans des conditions si propices pour exploiter avec avantage cette branche importante de la production, qui a la prééminence sur toutes les applications de l'industrie, j'ai cru que nous devons nous consacrer avant tout à en secondar le développement, comme étant la source la plus féconde de notre prospérité et de notre bien-être.

Dans le but de favoriser ce dessein, qui m'inspire de si belles espérances, j'ai voulu que notre République parût dans la grande lutte internationale qui s'est tenue dernièrement à Paris, et le résultat de ce concours, où nous ont été décernés plusieurs prix et plusieurs mentions honorables, fait clairement comprendre que notre industrie, malgré l'état d'apprentissage en quelque sorte dans lequel elle se trouve encore, peut obtenir un rang assez satisfaisant sur les principaux marchés du monde.

Notre Représentant diplomatique en France, le docteur J. M. Torres Caicedo, s'est acquis un vote de reconnaissance pour le zèle et le désintéressement qu'il a déployés à faire figurer dignement la République du Salvador dans ce concours.

L'impulsion dans ce sens est déjà donnée, et je me flatte que bientôt on pourra aussi organiser périodiquement des expositions nationales afin de stimuler le progrès de l'industrie.

Les circonstances ne sauraient être plus favorables pour nous faire atteindre ce but ; l'ordre est établi dans des conditions qui en assurent la stabilité, et pourtant, fait très remarquable, il y a à peine dans la généralité des départements de petites garnisons de vingt hommes pour le service indispensable : c'est qu'à la force publique se sont substituées la puissance de l'opinion et des habitudes de morale et de travail qui assurent plus fermement la tranquillité des peuples et permettent aux citoyens de se livrer avec confiance à leurs paisibles occupations.

Comme vous le voyez, Messieurs les Représentants, mes efforts n'ont pas été stériles. L'Exécutif a fait tout ce qui était dans la sphère de ses attributions pour développer dans le Pays une politique essentiellement économique, qu'il croit être la mieux adoptée à ses ressources, et pour le mettre en harmonie avec l'esprit du siècle, en lui faisant prendre part aux progrès les plus avancés.

Ainsi nous sortons peu à peu de l'humble sphère de la famille, quittant la vie du foyer domestique à laquelle nous destinaient nos aïeux, et marchant résolument, d'accord avec les principes modernes, dans la voie de l'affermissement de la République par l'ordre, la liberté et le travail, qui sont les bases les plus sûres de la vraie démocratie.

A vous il appartient de fortifier cet élan, en dictant avec votre patriotisme accoutumé de sages mesures propres à assurer le progrès des populations et à en garantir les immenses bienfaits pour l'avenir.

Puissent vos travaux répondre à cette légitime aspiration ! tel est le vœu très sincère de votre concitoyen et ami.

RAFAEL ZALDIVAR.

San Salvador, 18 janvier 1879.

République du Salvador. — RÉPONSE DE M. THÉODORO MORENO, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, AU MESSAGE DU PRÉSIDENT RAFAEL ZALVIDAR, DATÉE DU 18 JANVIER 1879.

Monsieur le Président de la République,

La Représentation nationale a écouté avec un intérêt marqué et une véritable satisfaction la lecture de votre message, et elle attend d'avoir connaissance des Mémoires du Ministère pour se pénétrer plus en détail des actes du Gouvernement pendant l'année écoulée.

Par l'aperçu succinct que vous en avez donné, d'accord avec l'impression que reflète le sentiment public, le Corps législatif se fortifie dès à présent dans la conviction que votre administration a su continuer à rehausser le nom, la réputation et la dignité de la République dans ses relations avec les autres Gouvernements, et imprimer un élan vigoureux au développement progressif de ses ressources si variées.

Il est persuadé que vos actes ont été inspirés par une politique essentiellement nationale et que les mesures prises par vous révèlent l'idée républicaine de régénérer le Pays par l'instruction et le travail, qui doivent lui donner la conscience de ses hautes destinées et répandre l'électricité de la vie dans tout le corps social pour le rendre capable de jouir amplement des immenses bienfaits de la civilisation.

Par là vous avez gagné l'affection et la gratitude des populations, et lorsque je vous exprime, au nom de ses honorables représentants, les votes de reconnaissance qu'ils vous adressent en présence de vos efforts, vous devez nourrir la conviction que nous saurons seconder d'une manière décisive les projets avancés qu'ils vous inspirent, pour que la République continue de grandir, libre et féconde, sous l'égide auguste de ses institutions.

Nous avons, Monsieur le Président, la conscience de notre délicate mission, et nous sommes, comme vous, animés du patriotisme le plus pur.

Que la Providence nous éclaire, et nos ardentes aspirations seront comblées.

THEODORO MORENO.

San Salvador, 18 janvier 1879.

**Suède. — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE ROI A L'OUVERTURE
DU RIKSTAG LE 18 JANVIER 1878**

Messieurs,

Soyez les bienvenus de partager avec moi les soins pour le bien d'une Patrie chérie. Unis tout à l'heure dans nos prières communes, faisons ici la promesse de lui vouer nos communs efforts.

Pendant des relations amicales non interrompues avec toutes les Puissances étrangères, le développement de toutes les branches de l'Administration s'est tranquillement poursuivi à l'intérieur.

Grâce aux nouvelles bases déjà en grande partie appliquées pour l'organisation des administrations centrales, l'avantage d'une méthode de travail plus simplifiée a pu être acquis sans de brusques transitions, tout en offrant aux employés de l'État une rémunération plus équitablement appropriée à leur travail.

La procédure en matière de saisie judiciaire a été réglée, et la nouvelle loi y relative est entrée en vigueur dès le commencement de cette année.

Le synode général, après avoir délibéré sur plusieurs questions d'une grande importance pour notre Église, a adopté différents projets de loi qui seront soumis à votre approbation.

L'instruction publique, généreusement dotée par la Diète, répand ses bienfaits avec succès, d'après un plan de jour en jour plus généralement appliqué.

Les travaux de législation se poursuivent sans interruption et de nouveaux projets de loi vous seront soumis à mesure qu'ils auront pu être définitivement examinés.

La loi sur l'adoption du système métrique pour les poids et mesures a été promulguée, et l'ordonnance fixant un temps moyen pour tout le royaume est entrée en vigueur.

Au point de vue économique, l'année qui vient de s'écouler n'a pas présenté un aspect aussi satisfaisant. Le Pays a eu à se réjouir, il est vrai, d'une récolte abondante, mais les produits de nos mines et de nos forêts n'ont pu trouver des débouchés avantageux ; la situation financière en a souffert d'autant plus que des capitaux, trop considérables peut-être eu égard à nos ressources, ont été immobilisés en peu de temps pour la construction des chemins de fer privés. Non seulement il en est résulté des embarras pour un grand nombre de particuliers, mais les consé-

quences se sont fait sentir aussi pour l'Etat. Les sources des revenus publics ont diminué et le budget de l'année prochaine devra être réglé sans recours à des excédents antérieurs, en même temps que l'actif se trouve réduit.

Dans cet état de choses, il a été de mon devoir de réduire dans la limite du possible les crédits qui vous seront demandés, et de remettre à une époque plus favorable telles propositions qui auraient amené des dépenses plus considérables. Mais les crédits impérieusement exigés ne sauraient même être couverts cette fois sans un accroissement d'impôts.

J'ai donc cru devoir vous proposer en premier lieu d'accorder une augmentation du droit sur la fabrication de l'eau-de-vie et du droit d'entrée sur les spiritueux et les tabacs ; de manière que la plus grande partie des nouvelles charges frapperont des articles qui ne sauraient être classés parmi ceux de première nécessité et qui jusqu'ici ont été chez nous moins imposés que dans la plupart des autres Pays. Pour obtenir le reste, j'ai cru qu'il y aurait le moins d'inconvénient pour les contribuables d'élever quelque peu les droits d'entrée sur le café et le sucre.

Je déclare ouverte la session actuelle et je vous assure, Messieurs, de toute ma bienveillance.

France. — LETTRE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON AU PRÉSIDENT DU SÉNAT, DONNANT SA DÉMISSION DE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, EN DATE DU 30 JANVIER 1879.

Monsieur le président du Sénat

(de la Chambre des députés).

Dès l'ouverture de la session, le Ministère vous a présenté un programme des lois qui lui paraissaient, tout en donnant satisfaction à l'opinion publique, pouvoir être votées sans danger pour la sécurité et la bonne administration du Pays. Faisant abstraction de toute idée personnelle, j'y avais donné mon approbation, car je ne sacrifiais aucun des principes auxquels ma conscience me prescrivait de rester fidèle.

Aujourd'hui, le Ministère, croyant répondre à l'opinion de la majorité dans les deux Chambres, me propose, en ce qui concerne les grands commandements militaires, des mesures géné-

rales que je considère comme contraires aux intérêts de l'armée, et par suite à ceux du Pays. Je ne puis y souscrire.

En présence de ce refus, le Ministère se retire. Tout autre Ministère pris dans la majorité des Assemblées m'imposerait les mêmes conditions.

Je crois dès lors devoir abréger la durée du mandat qui m'avait été confié par l'Assemblée nationale. Je donne ma démission de Président de la République.

En quittant le pouvoir, j'ai la consolation de penser que durant les cinquante-trois années que j'ai consacrées au service de mon Pays, comme soldat et comme citoyen, je n'ai jamais été guidé par d'autres sentiments que ceux de l'honneur et du devoir, et par un dévouement absolu à la patrie.

Je vous invite, Monsieur le Président, à communiquer ma démission à la Chambre des députés.

Veuillez agréer l'expression de ma haute considération,

Maréchal DE MAC-MAHON,
duc DE MAGENTA.

Versailles, le 30 janvier 1879.

Norwège. — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE ROI A L'OUVERTURE
DU VINGT-NEUVIÈME STORTHING, LE 3 FÉVRIER 1879

Messieurs,

Je suis heureux de pouvoir de nouveau vous saluer en personne quand vous vous réunissez afin de reprendre vos travaux pour le bien d'une Patrie chérie.

Les relations amicales subsistant si heureusement depuis tant d'années entre les Royaumes-Unis et toutes les Puissances étrangères sont restées inaltérées depuis la dernière réunion du Storthing.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, le Pays a eu à se réjouir d'une récolte abondante; mais la gêne qui depuis quelque temps a pesé sur l'industrie en général, et plus particulièrement sur quelques-unes de ses branches principales, n'a pas discontinué. Un tel état de choses n'a pas, à la longue, pu manquer d'exercer son influence sur les revenus publics.

Outre les mesures adoptées par le dernier Storthing en vue

de l'accroissement des revenus, je suis donc d'avis, comme auparavant, qu'il faudra procéder à l'établissement d'un impôt sur le revenu et sur le capital. Des projets y relatifs vous seront de nouveau soumis, de même que je vous renouvellerai le projet d'une augmentation du droit de timbre.

Une nouvelle ligne de chemin de fer allant de Christiania par Moss et Fredriksstad jusqu'à Fredrikshald a été ouverte au commencement de cette année. Tant eu égard à nos finances que par d'autres motifs, je suis d'avis que l'achèvement des grandes voies ferrées encore en construction devra se faire plus lentement qu'il n'avait été calculé dès le commencement. Les crédits qui seront demandés au Storthing pour ce but ont donc été fixés en conformité de ces idées et vous seront soumis avec les explications et renseignements nécessaires.

Un projet de loi fixant les bases de la nouvelle organisation de l'armée sera présenté au Storthing, en même temps qu'une demande de crédits pour la réalisation en partie de l'organisation projetée.

Plusieurs autres projets de loi vous seront soumis — sur les écoles primaires dans les villes et sur les écoles normales entre autres ; — et quelques-uns des projets soumis au dernier Storthing, mais dont l'examen ne put alors être achevé, vous seront présentés de nouveau.

En appelant sur vos travaux les bénédictions du Tout-Puissant, je déclare ouverte la session actuelle en vous renouvelant, Messieurs, les assurances de mon affection et de ma bienveillance.

France. — MESSAGE DE M. GRÉVY PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE AUX CHAMBRES, LU LE 6 FÉVRIER 1879

Messieurs les Sénateurs,

L'Assemblée nationale, en m'élevant à la Présidence de la République, m'a imposé de grands devoirs. Je m'appliquerai sans relâche à les accomplir, heureux si je puis, avec le concours sympathique du Sénat et de la Chambre des députés, ne pas rester au-dessous de ce que la France est en droit d'attendre de mes efforts et de mon dévouement.

Soumis avec sincérité à la grande loi du régime parlemen-

taire, je n'entrerais jamais en lutte contre la volonté nationale, exprimée par ses organes constitutionnels.

Dans les projets de lois qu'il présentera au vote des Chambres et dans les questions soulevées par l'initiative parlementaire, le Gouvernement s'inspirera des besoins réels, des vœux certains du Pays, d'un esprit de progrès et d'apaisement; il se préoccupera surtout du maintien de la tranquillité, de la sécurité, de la confiance, le plus ardent des vœux de la France, le plus impérieux de ses besoins.

Dans l'application des lois, qui donne à la politique générale son caractère et sa direction, il se pénétrera de la pensée qui les a dictées, il sera libéral, juste pour tous, protecteur de tous les intérêts légitimes, défenseur résolu de ceux de l'État.

Dans sa sollicitude pour les grandes institutions qui sont les colonnes de l'édifice social, il fera une large part à notre armée, dont l'honneur et les intérêts seront l'objet constant de ses plus chères préoccupations.

Tout en tenant un juste compte des droits acquis et des services rendus, aujourd'hui que les deux grands pouvoirs sont animés du même esprit, qui est celui de la France, il veillera à ce que la République soit servie par des fonctionnaires qui ne soient ni ses ennemis, ni ses détracteurs.

Il continuera à entretenir et développer les bons rapports qui existent entre la France et les Puissances étrangères, et à contribuer ainsi à l'affermissement de la paix générale.

C'est par cette politique libérale et vraiment conservatrice que les grands Pouvoirs de la République, toujours unis, toujours animés du même esprit, marchant toujours avec sagesse, feront porter ses fruits naturels au Gouvernement que la France, instruite par ses malheurs, s'est donné comme le seul qui puisse assurer son repos et travailler utilement au développement de sa prospérité, de sa force et de sa grandeur.

Le Président de la République française,

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Président du conseil, Ministre des affaires étrangères,

WADDINGTON.

Versailles, le 6 février 1879.

France. — NOTIFICATION DE L'ÉLECTION DE M. JULES GRÉVY COMME PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ADRESSÉE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AUX AMBASSADEURS ET MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES ACCRÉDITÉS PRÈS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, DATÉE DU 6 FÉVRIER 1879.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, ayant résigné ses pouvoirs, le Sénat et la Chambre des députés se sont réunis en Assemblée nationale, et que M. Jules Grévy a été élu et proclamé Président de la République.

Je me félicite d'être chargé par le nouveau Chef de l'État de vous exprimer, au nom du Gouvernement de la République française, sa ferme intention et son vif désir de maintenir avec les Puissances étrangères les bonnes relations qui permettent à la France de contribuer à l'affermissement de la paix.

Aujourd'hui le Ministre de la France a reçu l'ordre d'annoncer au Gouvernement de votre auguste Souverain l'élection du nouveau Président de la République française.

Allemagne. — DISCOURS PRONONCÉ PAR L'EMPEREUR GUILLAUME A L'OUVERTURE DU REICHSTAG, LE 12 FÉVRIER 1879

Messieurs,

En vous souhaitant la bienvenue, je sens le besoin de remercier ici de nouveau Dieu de la grâce qu'il m'a faite en me protégeant dans le danger et en guérissant mes douloureuses blessures.

J'exprime en même temps encore une fois ma reconnaissance à mon fils, le Prince héritier, pour avoir dirigé les affaires publiques à ma place, et je vous remercie, Messieurs, du concours que vous avez prêté aux Gouvernements confédérés pour mettre, par voie législative, un frein à une agitation dirigée contre les bases de notre vie politique et sociale. J'ai le droit, en

conséquence, de compter à l'avenir sur votre coopération, dans le cas où la guérison de nos maux sociaux se démontrerait incomplète.

Les Gouvernements confédérés délibèrent sur les moyens que peut fournir la législation pour faire disparaître ou atténuer les maux dont nous souffrons dans le domaine économique. Les propositions que j'ai déjà faites à mes Alliés et celles que j'ai l'intention de leur faire ont, avant tout, pour but de mettre, par la création de nouvelles ressources pour l'Empire, les différents Gouvernements en état de renoncer à lever ceux des impôts qu'eux et leurs Parlements reconnaissent comme les plus difficiles à percevoir.

Je suis en même temps d'avis que notre activité économique, dans toute son étendue, a pleinement droit au concours que la législation sur les droits de douane et les impôts est en mesure de lui prêter et lui prête, peut-être au delà du besoin, dans les Pays avec lesquels nous avons des relations commerciales. Je considère comme un devoir d'agir de façon à ce qu'au moins le marché allemand soit conservé à la production nationale, dans la mesure où cela est compatible avec nos intérêts généraux et de façon, par conséquent, à ce que notre législation douanière revienne aux vrais principes sur lesquels l'activité féconde de l'union douanière (*Zollverein*) a reposé pendant près d'un demi-siècle, et qui ont été, dans leurs parties essentielles, abandonnés par notre politique commerciale depuis l'année 1865. Il m'est impossible de reconnaître quels résultats effectifs ont accompagné cette évolution de notre politique douanière. Des projets rédigés dans le sens que je viens d'indiquer seront soumis à vos délibérations dès que l'accord se sera établi entre les Gouvernements confédérés à leur sujet.

Pour le budget de cette année, qui vous sera présenté sans retard, de nouvelles sources de revenu n'ont pu encore être prévues, et, en conséquence, pour que le budget soit voté avant le 1^{er} avril, le déficit devra être couvert au moyen des contributions matriculaires. J'ose espérer que, pendant cette session même, les propositions des Gouvernements confédérés tendant à remplacer les contributions matriculaires par d'autres sources de revenus pourront vous être soumises.

Je considère comme devant être un objet urgent de vos délibérations le Traité de commerce conclu, le 16 décembre de l'année dernière, avec l'Autriche, Traité qui doit être sanctionné par vous.

Les Traités par lesquels l'Union postale universelle, fondée à

Berne en 1874, a été consolidée et rendue accessible à tous les États, après avoir vu son idée fondamentale complètement mise en pratique, seront soumis à votre approbation. Vous serez aussi saisis de nouveau du projet de loi concernant la falsification des denrées alimentaires, et le Gouvernement vous soumettra, en outre, des projets tendant à compléter les lois judiciaires.

Pour donner au Parlement la possibilité de protéger l'honneur des citoyens qui ne font pas partie de cette Assemblée contre les excès de quelques députés, et d'affirmer entièrement son autorité lorsqu'elle est méconnue, les Gouvernements confédérés vous ont présenté un projet de loi dont l'adoption élargirait le droit que le Parlement a de régler lui-même sa discipline de l'article 27 de la Constitution.

Les nouvelles inquiétantes que l'on a reçues touchant la peste qui sévit dans l'est de l'Europe nous ont malheureusement forcés à prendre des mesures qui entravent les relations internationales. Les nouvelles les plus récentes donnent lieu d'espérer que l'épidémie sera bientôt réprimée, du moins en Russie, grâce aux mesures énergiques qui ont été prises par le Gouvernement de ce Pays. Dès que l'on aura obtenu ce résultat, les communications seront rétablies d'une façon conforme aux relations politiques qui existent entre les deux États voisins et amis.

L'incertitude dans laquelle la clause finale de l'article 5 du Traité de paix conclu à Prague en 1866 laissait le sort futur des populations des districts septentrionaux du Sleswig, et l'infructuosité des négociations qui ont eu lieu à plusieurs reprises avec le Danemark en vue de résoudre cette question, m'ont engagé à entamer des pourparlers avec S. M. l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie, dans le but de modifier l'article ci-dessus mentionné. En raison des relations amicales qui existent entre les deux Empires, les deux Cours sont parvenues à conclure, dans le sens désiré, une Convention qui a été ratifiée le 11 janvier de cette année et dont le texte vous sera communiqué.

Au commencement de la dernière session ordinaire de cette Assemblée, j'ai exprimé l'espoir de voir bientôt finir la guerre d'Orient; cet espoir s'est réalisé, et les représentants des grandes Puissances, réunis l'été dernier, sont parvenus à s'entendre sur les mesures capables de protéger les chrétiens, d'assurer la tranquillité de l'Empire ottoman et de sauvegarder la paix de l'Europe.

Les relations amicales que l'Allemagne entretient avec les Puissances étrangères et que ces Puissances entretiennent entre elles ont été consolidées par le Traité de Berlin. Le maintien de

ces bonnes relations est la tâche à l'accomplissement de laquelle je ne cesserai jamais d'employer la grande puissance que l'Allemagne a acquise par son unité, en tant que cette puissance est placée dans mes mains. Si Dieu me permet d'accomplir cette tâche, j'envisagerai les cruelles épreuves de l'année dernière avec des sentiments de reconnaissance inspirés par la pensée que mon règne a été jusqu'à présent comblé de bénédictions.

Saint-Siège. — LETTRES APOSTOLIQUES DU PAPE LÉON XIII
PRESCRIVANT UN JUBILÉ UNIVERSEL, DATÉES DU 15 FÉVRIER 1879

LÉON XIII, PAPE

*A tous les fidèles du Christ qui les présentes Lettres
verront, salut et bénédiction apostolique.*

Les Souverain Pontifes nos prédécesseurs ont toujours, d'après l'antique usage de l'Eglise romaine, ouvert avec une libéralité paternelle, dès les premiers temps de leur consécration au service apostolique, les trésors des faveurs célestes à tous les fidèles, et prescrit des prières générales dans l'Eglise, afin d'offrir aux fidèles l'occasion de s'enrichir de biens spirituels au profit de leur salut, et de les exciter à attirer par la prière les œuvres expiatoires et le soulagement des pauvres, le secours du Pasteur éternel. C'était, d'une part, comme un don de bienvenue que le Pontife suprême de la Religion faisait, dès le début de son ministère apostolique, à ses fils en Jésus-Christ, et comme un gage sacré de cette charité avec laquelle il embrassait la famille du Christ; c'était, d'autre part, un solennel devoir de vertu et de piété chrétienne dont les fidèles, unis avec leurs Pasteurs au Chef suprême de l'Eglise, s'acquittaient auprès de Dieu, afin que le Père des miséricordes regardât d'un œil plus propice, pour employer les paroles de saint Léon, non seulement son troupeau, mais *le Pasteur même de ses brebis*, et qu'il daignât leur venir en aide, *les paître et les garder*.

Inspiré par cette pensée, à l'approche du jour anniversaire de notre élection, Nous avons résolu, suivant l'exemple de nos prédécesseurs, de promulguer pour tout le monde catholique une indulgence en forme de Jubilé universel. Nous sentons en effet pleinement combien est nécessaire à notre faiblesse, dans le difficile ministère dont Nous soutenons le poids, l'abondance

des grâces divines ; Nous savons par une longue expérience combien lamentable est la condition des temps qui nous sont échus, et au sein de quels flots l'Eglise est ballottée au siècle présent ; de plus les affaires publiques se précipitent de mal en pis, les funestes projets de l'impiété, les menaces même de la colère céleste, qui s'est déjà sévèrement appesantie sur quelques têtes, Nous font redouter qu'il ne se produise des maux de jour en jour plus graves.

Or, comme la grâce spéciale du Jubilé tend à ce que les fautes de l'âme soient expiées, que les œuvres de pénitence et de charité soient accomplies et que l'aide de la supplication soit plus abondamment employée, et comme aussi les sacrifices de justice et les prières qui sont offerts, d'un cœur unanime, par toute l'Eglise, sont si agréables à Dieu et si féconds en fruits qu'ils semblent faire violence à la miséricorde divine, on peut fermement espérer que le Père céleste considérera l'humiliation de son peuple, qu'il accomplira d'heureux changements et qu'il fera descendre la lumière désirée et la consolation de ses miséricordes. Car, *s'il nous est donné, par la grâce de Dieu, comme s'exprimait le même saint Léon, de corriger nos mœurs et de vaincre par là nos ennemis spirituels, la force de nos ennemis temporels sera également terrassée, et notre correction fera la faiblesse de ceux que nos péchés, et non leur propre valeur, rendaient forts contre nous.* Aussi exhortons-nous vivement et supplions-nous dans le Seigneur tous et chacun des fils de l'Eglise catholique d'unir aux nôtres leurs prières, leurs supplications, leurs actes de piété et de vie chrétienne, et Dieu aidant, de profiter avec un soin jaloux, pour le bien de leurs âmes et l'utilité de l'Eglise, de cette grâce du Jubilé qui leur est offerte, de ce temps de céleste indulgence.

C'est pourquoi, par la miséricorde de Dieu tout-puissant, appuyé sur l'autorité des bienheureux apôtres Pierre et Paul, en vertu de cette puissance de lier et de délier que le Seigneur Nous a conférée malgré notre indignité, à tous et à chacun des fidèles du Christ de l'un et l'autre sexe habitant dans notre auguste cité ou y venant, qui visiteront deux fois les basiliques de Saint-Jean de Latran, du Prince des Apôtres et de Sainte-Marie Majeure, à partir du premier dimanche de Carême, qui est le second jour de mars, jusqu'au premier jour de juin inclusivement, qui est le dimanche de la Pentecôte, et dans ces visites prieront Dieu pieusement, pendant un certain espace de temps, pour la prospérité et l'exaltation de l'Eglise catholique et de ce Siège Apostolique, pour l'extirpation des hérésies et la conversion de tous

ceux qui vivent dans l'erreur, pour la concorde des Princes chrétiens, pour la paix et l'unité de tout le Peuple fidèle et selon notre intention ; qui, dans ce même laps de temps, jeûneront une fois, n'usant que d'aliments maigres, et cela en dehors des jours non compris dans l'indult quadragésimal et des jours consacrés par un jeûne de droit strict prescrit par le commandement de l'Église ; qui recevront, après avoir confessé leurs péchés, le très saint sacrement d'Eucharistie et disposeront de quelque aumône en faveur des pauvres ou d'une œuvre pie, selon la dévotion de chacun ;

A tous les autres fidèles, habitant hors de notre cité, en quelque lieu que ce soit, qui visiteront, dans le même laps de temps, deux fois trois églises de la même ville ou même lieu ou des environs, ou, s'il n'y a que deux églises, qui les visiteront trois et six fois, s'il n'y en a qu'une, — toutes églises qui devront être désignées par les Ordinaires respectifs, ou par leurs Vicaires, ou les membres de leurs Officialités, ou en vertu d'un mandat reçu d'eux, et, à leur défaut, par ceux qui ont charge d'âmes, — et qui accompliront dévotement les autres œuvres prescrites, Nous concédons et accordons, de la même manière qu'il est d'usage de le faire, dans l'année du Jubilé, à ceux qui, dans notre ville et au dehors, visitent certaines églises, l'indulgence plénière de tous leurs péchés.

Nous voulons également que cette indulgence puisse être appliquée, par voie de suffrage, aux âmes qui ont quitté cette vie unies à Dieu par la charité. Nous permettons, en outre, aux Ordinaires de réduire, selon leur prudente appréciation, le nombre des visites en faveur des Chapitres et des Congrégations tant séculières que régulières, des Sociétés, des Confréries, des Universités et des Collèges qui feront la visite des églises processionnellement.

Nous accordons encore aux fidèles qui sont sur mer ou qui voyagent de pouvoir gagner la même indulgence, chez eux, à leur retour, ou dans quelque station, à la condition d'accomplir les œuvres prescrites et de visiter six fois l'église cathédrale, ou principale, ou paroissiale du lieu de leur domicile ou de leur station. Pour les Réguliers de l'un et l'autre sexe, même vivant sous la règle de la clôture perpétuelle, et pour les autres personnes, tant laïques qu'ecclésiastiques, tant séculières que régulières, qui, retenues en prison ou en esclavage, ou atteintes de quelque infirmité corporelle ou de tout autre empêchement, ne pourraient accomplir en tout ou partie les œuvres prescrites, Nous accordons également et permettons qu'un confesseur, du

nombre de ceux qui sont approuvés par l'Ordinaire du lieu, puisse commuer ces œuvres en d'autres actes de piété, les proro-ger jusqu'à une époque prochaine, déterminer celles que les pénitents pourront accomplir, et même dispenser de la communion les enfants qui n'ont pas encore été admis à la première communion.

En outre, à tous et à chacun des fidèles du Christ, tant laïques qu'ecclésiastiques, tant séculiers que réguliers de tout Ordre, et même d'un Institut à nommer spécialement, Nous accordons la permission et la faculté de se choisir à cet effet pour confesseur un prêtre quelconque, soit séculier, soit régulier, du nombre des prêtres approuvés (faculté dont pourront jouir même les Religieuses, les Novices et les autres femmes vivant dans le cloître, pourvu que le confesseur soit approuvé pour les religieuses). Ce confesseur pourra, pendant le laps de temps indiqué, absoudre pour cette fois et au for de la conscience seulement, ceux et celles qui viendront se confesser à lui avec l'intention de gagner le présent Jubilé et d'accomplir le reste des œuvres prescrites, des sentences d'excommunication, de suspense et autres peines ecclésiastiques, des censures portées et infligées *a jure* ou *ab homine* pour quelque cause que ce soit, même de celles qui sont réservées à l'Ordinaire du lieu, à Nous ou au Siège Apostolique, la réserve du cas fût-elle spéciale à qui que ce soit, au Souverain-Pontife et au Siège apostolique, et le cas ne fût-il compris d'autre part dans aucune concession, quelque large qu'elle soit, et les absoudre aussi de toutes fautes et de tous péchés, quelque graves et énormes qu'ils puissent être, même, comme Nous l'avons dit, de ceux qui sont réservés aux Ordinaires, à Nous et au Siège Apostolique, en leur imposant une pénitence salutaire et les autres satisfactions de droit et, s'il s'agit d'hérésie, l'abjuration préalable et la rétractation des erreurs, comme le droit le prescrit.

Il pourra aussi commuer en d'autres œuvres pieuses et salutaires tous les vœux, même accompagnés de serment et réservés au Siège apostolique (excepté toutefois ceux de chasteté, de religion, et ceux entraînant une obligation, qui auraient été acceptés par un tiers ou dans lesquels il s'agirait du préjudice d'un tiers ; excepté aussi les vœux pénitentiels, que l'on appelle préservatifs du péché, à moins que la commutation ne soit jugée de nature à préserver du péché tout aussi bien que ce qui fait la matière du vœu), et pour les pénitents dans cette condition, revêtus des saints Ordres, même réguliers, il y aura la faculté de dispenser de l'irrégularité occulte qui les empêche d'exercer les

Ordres reçus et de recevoir les Ordres supérieurs, mais seulement de celle qui serait encourue par la violation des censures.

Nous n'entendons pas toutefois, par les présentes, dispenser de toute autre irrégularité provenant d'acte ou de défaut, qu'elle soit publique, occulte ou connue, ni de toute autre incapacité, de quelque façon qu'elle soit contractée ; Nous n'entendons pas non plus accorder le pouvoir d'en dispenser ou d'en relever et de rétablir celui qui y est sujet dans son premier état, même au for de la conscience, ni déroger à la Constitution — et aux dispositions qui y sont contenues — de Notre prédécesseur Benoît XIV, d'heureuse mémoire, commençant par ces mots : *Sacramentum penitentiae*.

Enfin, les présentes Lettres ne pourront ni ne devront profiter en aucune façon à ceux qui auront été nommément excommuniés, suspendus, interdits par Nous et par le Siège Apostolique ou par quelque Prélat ou juge ecclésiastique, ou qui auront été déclarés atteints par d'autres sentences et censures, ou qui auront été dénoncés publiquement, à moins que, dans l'espace de temps marqué, ils n'aient donné satisfaction et ne se soient réconciliés, s'il est nécessaire, avec les parties. Que si, dans le terme fixé, ils n'ont pu, au jugement du confesseur, donner satisfaction, ils pourront être absous, au for de la conscience, à l'effet seulement de gagner les indulgences du Jubilé, en leur enjoignant l'obligation de satisfaire aussitôt qu'ils le pourront.

C'est pourquoi, au nom de la sainte obéissance, par la teneur des Présentes, Nous prescrivons rigoureusement et Nous ordonnons à chacun des Ordinaires, dans le monde entier, à leurs Vicaires, aux membres de leurs Officialités et, à leur défaut, à ceux qui ont charge d'âmes, de publier ou faire publier les présentes Lettres, dès qu'ils en auront reçu copie manuscrite ou même exemplaire imprimé, dans leurs Églises, diocèses, provinces, cités, villes, terres et localités, et de désigner aux populations préparées, autant que possible, par la prédication du Verbe de Dieu, l'église ou les églises qui, selon qu'il a été dit plus haut, devront être visitées.

Nonobstant les Constitutions et les Ordonnances apostoliques, en particulier celles par lesquelles le pouvoir d'absoudre pour certains cas y exprimés est tellement réservé au Pontife romain que les concessions semblables ou différentes d'indulgences et de pouvoirs de ce genre, à moins d'une mention expresse ou d'une dérogation spéciale, ne peuvent profiter à personne ; nonobstant aussi la règle de ne pas accorder les indulgences *ad instar* ; nonobstant les statuts de tous les Ordres, Congrégations ou

Instituts, même appuyés par le serment, par la confirmation apostolique ou par toute autre force ; nonobstant enfin les Privilèges et les Lettres apostoliques concédés, approuvés, et renouvelés de quelque façon que ce soit pour ces mêmes Ordres, Congrégations ou Instituts et les membres qui les composent.

A toutes ces choses et à chacune d'elles, fallût-il en faire, ainsi que de leurs teneurs totales, mention particulière, spécifique, expresse et individuelle, et non point formulées en clauses générales ayant le même sens, fallût-il employer toute autre expression déterminée et observer toute autre forme choisie, considérant leurs teneurs comme suffisamment exprimées par les Présentes et regardant la forme qu'elles prescrivent comme observée, pour cette fois, à l'effet de ce qui est exprimé dans les présentes Lettres, Nous dérogeons spécialement, nommément et expressément, ainsi qu'à toutes les autres choses contraires.

Pour que, toutefois, nos présentes Lettres, qui ne peuvent être portées dans chaque endroit, parviennent plus facilement à la connaissance de tous, Nous voulons qu'on accorde en tous lieux et chez tous les peuples, à leurs copies ou aux exemplaires, même imprimés, signés de la main de quelque notaire public et munis du sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, la même foi qu'on accorderait aux Présentes si elles étaient montrées ou produites.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, sous l'anneau du pêcheur, le 15 du mois de février MDCCCLXXIX, la première année de notre pontificat.

L. CARD. NINA.

Autriche. — PROGRAMME DU NOUVEAU MINISTÈRE LU A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, PAR M. DE STREMAIR, PRÉSIDENT DU CONSEIL, LE 18 FÉVRIER 1879.

Par suite des demandes réitérées du Cabinet précédent en vue d'obtenir sa démission, plusieurs tentatives ont été faites pour former un nouveau Ministère. Si ces tentatives n'ont pas abouti, cela s'explique facilement par un fait particulier, qui se joignait aux grandes difficultés de la situation générale : c'est que la durée légale du mandat de cette Assemblée représentative expire dans le courant de l'année, et que, partant, chaque Gouverne-

ment qui se présenterait avec un nouveau programme ne serait plus dans le cas de le défendre et de l'exécuter devant cette même Chambre, mais se trouverait bientôt en présence d'une Assemblée nouvellement élue, dont la composition est encore inconnue.

Cette circonstance, dont la gravité a de nouveau été mise en relief par l'expérience des derniers jours, détermine la position et la tâche du Gouvernement actuel. Il n'a pas à formuler devant cette Chambre de programmes pour l'avenir, ni à annoncer une nouvelle action politique. Sa tâche est avant tout d'avoir soin que les affaires parlementaires ne soient pas interrompues et que la transition des fonctions constitutionnelles de cette Assemblée à la nouvelle Chambre se fasse sans encombre.

Le Gouvernement devra administrer avec une consciencieuse et ferme impartialité. Il n'est pas besoin d'exposer les principes qui présideront à la réalisation de cette tâche, vu que les anciens membres du Cabinet ont eu l'occasion, pendant sept ans, de les affirmer, et se sont encore adjoint un homme d'une capacité éprouvée.

La Chambre trouvera assurément naturel qu'en faisant mention de cette dernière circonstance je rappelle aussi avec un sentiment de reconnaissance le souvenir de deux hommes qui sont sortis de notre cercle. En ce qui concerne les affaires dont la Chambre aura à s'occuper tout d'abord, je signale avant tout, abstraction faite des travaux de législation rendus urgents par les nécessités du moment, le budget et les projets de loi qui s'y rattachent.

A l'égard de nos rapports avec l'Orient, qui touchent de si près à notre vie publique, il a été créé par le Traité de Berlin une base nettement fixée. S'appuyant sur cette base, le Gouvernement considère comme son devoir de veiller à l'exécution de la tâche dont la Monarchie s'est chargée au Congrès de Berlin, de pratiquer la plus grande économie possible sous tous les rapports, d'écarter tout danger de complications constitutionnelles et d'éviter, en tant que cela sera compatible avec l'honneur et la sécurité de la Monarchie, de nouveaux sacrifices.

Pour les affaires qui restent à régler par le Parlement, nous comptons sur votre concours loyal dans l'intérêt de l'État, dans l'intérêt de la population tout entière, qui demande avec raison que le grand principe du traitement constitutionnel des affaires publiques sorte intact de luttes graves et pénibles.

Nous en appelons à vos lumières politiques et à l'amour de la patrie qui, dans cette Assemblée et en dehors d'elle, invite toutes

les nationalités et tous les partis de l'Empire à une activité commune et fructueuse.

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AUX CARDINAUX, PRONONCÉ LE JOUR ANNIVERSAIRE DE SON ÉLECTION, EN RÉPONSE A L'ADRESSE QUI LUI A ÉTÉ LUE PAR LE DOYEN LE 20 FÉVRIER 1879.

Nous avons pour très agréables les souhaits que vous Nous exprimez, monsieur le Cardinal, au nom du Sacré-Collège, en ce jour anniversaire de notre exaltation au Pontificat. En accueillant ces vœux avec la plus vive reconnaissance, il Nous est doux, en ce même jour, de témoigner en retour au Sacré-Collège notre satisfaction, pour les nombreuses preuves d'affection et de dévouement qu'il Nous a données durant le cours de cette année, et pour l'assistance qu'il Nous a prêtée dans les très graves sollicitudes du gouvernement de l'Église.

Dès le premier moment où il plut au Seigneur de Nous faire monter sur le Siègre auguste de saint Pierre, alors que notre âme, émue et profondément saisie à la pensée du fardeau si pesant imposé à notre faiblesse, se sentait comme épouvantée, l'encouragement le plus efficace Nous est venu de l'assurance de trouver dans le Sacré-Collège un très puissant concours, et de l'espérance certaine que la Providence divine, qui nous appelait à gouverner l'Église en des temps si orageux, ne Nous laisserait jamais manquer de sa miséricordieuse assistance.

Animé de cette confiance, connaissant à fond les besoins et les maux de la société actuelle et intimement persuadé de la grande vertu de l'Église pour les guérir, nous n'avons rien eu plus à cœur que de montrer au monde le caractère bienfaisant et la salutaire influence de cette Église, afin de lui ramener princes et peuples et de la rétablir dans cette noble condition de liberté à laquelle, par disposition divine, elle a tous droits.

Si nos soins, si notre parole, reçus avec respect et soumission par les fidèles de l'univers, ont pu réveiller dans certaines âmes l'amour de l'Église et diminuer l'éloignement que d'autres avaient pour Elle, ce bien est dû entièrement à Celui qui a fait les nations guérissables, à Celui qui a donné à notre parole son efficacité et sa valeur, il est dû aux inestimables trésors de lumière, de vérité, de beauté que possède l'Église.

Mais en rendant à Dieu les actions de grâce qui lui sont dues,

Nous savons combien difficile et rude est le chemin que nous avons à parcourir ; car, le caractère de plus en plus pernicieux du mal qui empoisonne la société, les affreux desseins de beaucoup de gens que des succès inespérés ont rendus plus audacieux, la guerre déloyale qui se continue presque partout dans le monde contre l'Église et le Saint-Siège, font pressentir des temps plus sombres et plus redoutables. Néanmoins, avec l'aide de Dieu, ni les événements contraires, ni les menaces, ni les flatteries des ennemis ne feront jamais que Nous nous écartions de notre devoir, et Nous nous appliquerons à suivre les glorieuses traces de nos plus illustres prédécesseurs. Toujours disposé à tendre une main amie à qui, décidé et repentant, rentre dans le sein de l'Église et cesse de l'attaquer, Nous continuerons à combattre contre qui fait la guerre, et Nous persévérons avec constance et fermeté dans la défense de ses droits, de son indépendance et de sa liberté.

Notre confiance repose en Celui de qui, malgré notre indignité, Nous tenons la place sur la terre ; en Celui qui donne aux combattants la force et la victoire, qui a dit : *Ayez confiance, j'ai vaincu le monde*, et qui l'a vaincu par des moyens en apparence humbles et méprisables et par une sagesse qui, aux yeux du monde, paraissait une folie. Nous avons confiance, d'autre part, il nous est doux de le répéter, dans le concours sage et éclairé du Sacré Collège, certain qu'il ne Nous manquera jamais, tant qu'il plaira à Dieu de prolonger notre existence.

Dans ces sentiments, et correspondant aux félicitations et aux vœux pour notre bonheur que vous exprimiez tout à l'heure, monsieur le Cardinal, Nous accordons à tout le Sacré-Collège, du plus profond de notre cœur, et comme gage de notre affection toute spéciale, la bénédiction apostolique.

Saint-Siège. — ALLOCUTION DU PAPE LÉON XIII ADRESSÉE
AUX CARDINAUX LE 28 FÉVRIER 1879

Vénérables Frères,

Nous profitons volontiers aujourd'hui de la présence de votre Ordre très illustre pour traiter avec vous, suivant la coutume de Nos Prédécesseurs, de la confirmation du Patriarche chaldéen de Babylone, par l'élection duquel les évêques du rite chaldéen

ont pourvu pour leur part au gouvernement de ce siège devenu veuf.

Nous considérons, en effet, Vénérables Frères, tout ce qui a rapport aux Églises orientales comme tout à fait digne de Notre spéciale sollicitude et de Notre zèle, à raison du suprême ministère dont, par institution divine, Nous sommes chargé, comme du reste Nous constatons qu'ont fait Nos Prédécesseurs à toutes les époques.

Leur intérêt en effet et leur amour pour les Églises orientales ont été si grands que Basile, écrivant au pape Damase, s'exprimait en ces termes : *La force admirable de votre charité nous a toujours réjouis dans le temps passé.* Ils connaissaient en effet l'antique noblesse de ces Pays, où le soleil de justice brilla aux yeux du genre humain, et la vieille gloire de ces Églises qui donnèrent le jour à d'illustres flambeaux de céleste sagesse et d'admirable sainteté. C'est pourquoi Nous aussi, dès les premiers jours de Notre Pontificat, en voyant les Églises d'Orient ravagées par de terribles tempêtes, Nous avons résolu de leur porter secours suivant les nécessités de chacune, et, saisissant l'opportune occasion qui nous était offerte par le Congrès des délégués des principaux Princes de l'Europe, réunis pour arranger les affaires publiques de l'Orient, Nous n'avons pas manqué d'agir par tous les moyens pour faire connaître et sanctionner publiquement le droit de pratiquer librement dans ces Pays la Religion catholique.

Ayant heureusement obtenu ce que Nous désirions, Nous avons la ferme et précise intention de travailler sans cesse à ce que ce droit jouisse entièrement et en toutes choses de sa force entière et à ce que la liberté et la dignité de la profession catholique étant ainsi reconnue, ce soit sur de solides racines que s'appuient ces éléments, qui font surtout croître et fleurir la discipline des mœurs publiques, l'honneur de l'autorité publique, la charité et la bienveillance entre les hommes, l'ordre de la société et toute culture humaine.

Nous avons en même temps la confiance, Vénérables Frères, que ceux qui dirigent les affaires de l'Empire ottoman comprendront facilement qu'il est de leur intérêt d'accorder pleinement et abondamment à leurs sujets catholiques ce que demandent le droit et l'équité, du moment surtout qu'ils ont acquis par de récents et tout à fait remarquables exemples la preuve de leur fidélité et de leur excellente volonté à l'égard du Gouvernement, fidélité et volonté que les calomnies de leurs adversaires s'efforçaient très injustement de mettre en doute et de rendre odieuses.

Il en résultera certainement que les populations qui font partie de la communion catholique de ces Pays recueilleront du ministère et des soins du Siège apostolique les fruits les plus salutaires, et que ceux, au contraire, qui sont exclus de l'unité catholique voyant la différence qui existe entre la félicité des temps dont ils jouissaient autrefois et la misérable condition dans laquelle ils sont maintenant tombés, prendront la sage résolution de chercher le port et le salut dans les institutions de leurs aïeux, qui sauvegardaient leur dignité dans la communion de l'Église catholique et dans leur soumission à ce Siège Apostolique, et prospéraient avec gloire.

Maintenant donc, Vénérables Frères, accomplissant ce que demande notre ministère Apostolique pour consoler l'Église chaldéenne et mettre un terme à son deuil, Nous vous rappelons que cette Église fut privée l'année dernière de son Patriarche par la mort du Vénérable Frère Joseph Audo, qui, dans le Consistoire du 11 septembre 1848, avait été confirmé dans cette dignité et canoniquement préconisé au patriarcat par le Pape Pie IX, Notre prédécesseur de sainte mémoire. Ce Prélat, en qui brillait un remarquable sentiment de piété et de religion, oublia cependant, pendant quelque temps, dans les dernières années de sa vie, entraîné par l'ardeur de mauvais conseils, la fidèle obéissance qu'il devait à ce Siège apostolique ; mais, averti par l'Autorité apostolique, il rentra si bien dans le devoir que, rendant au Souverain Pontife l'obéissance qu'il lui devait, il supporta avec une constance chrétienne les nombreux tracasseries qu'il eut à subir à cette occasion avec les dissidents de sa nation, et que, la fin de sa vie approchant, il laissa, à la grande édification de tous les siens, un testament qui témoigne de la douleur avec laquelle il implorait le pardon de son erreur, ainsi que de sa volonté dévouée et de son attachement à cette Chaire de Pierre et au Vicaire de Jésus-Christ. Lui mort, les évêques du rite chaldéen se réunirent canoniquement en synode dans le couvent de la Bienheureuse Vierge Marie, à Alkosh, et, après avoir observé les cérémonies usitées, élurent par leurs suffrages ou demandèrent pour Patriarche chaldéen de Babylone, le 26 juillet de l'année dernière, le Vénérable Frère Pierre-Elie-Abolionan, évêque de Gézira.

Nous avons reçu, au sujet de cette élection, des lettres d'avis, tant de la part des évêques électeurs que du Patriarche élu, qui tous, après avoir fait profession de leur soumission à cette Église apostolique romaine, Nous supplient de vouloir, avec Notre autorité apostolique, confirmer cette élection et accorder au

nouvel élu l'honneur du sacré pallium. Nous avons l'espérance, Vénérables Frères, que le susdit vénérable Frère Elie, se souvenant « que nous devenons d'autant plus responsables que nous sommes honorés d'une plus abondante grâce » (Hormisd., ép. xiii), n'aura plus rien à cœur que de remplir tous les devoirs de bon Pasteur dans la dignité qu'il a obtenue et que de consacrer vaillamment et selon son devoir ses soins à maintenir l'intégrité et à développer l'Église chaldéenne. Forts de cette espérance et toutes choses ayant été minutieusement examinées et approuvées par Notre Congrégation de la Propagande chargée des affaires des Églises orientales, sur la décision de cette même Congrégation, Nous avons résolu de confirmer aujourd'hui comme Patriarche de l'Église chaldéenne de Babylone le même vénérable Frère Pierre-Elie et de lui accorder le pallium tiré du tombeau de saint Pierre.

C'est pourquoi, par l'autorité de Dieu Tout-Puissant, par celle des saints Apôtres Pierre et Paul et par la Nôtre, Nous confirmons et Nous approuvons l'élection ou bien la demande faite par Nos Vénérables Frères les évêques du rite chaldéen dans la personne du Vénérable Frère Pierre-Elie Abolionan, l'établissant Patriarche et Pasteur de l'Église patriarcale de Babylone des Chaldéens, comme il est dit dans le décret et le billet consistoriaux, nonobstant toutes choses contraires.

Au nom du Père † et du Fils † et du Saint-Esprit †. Ainsi soit-il.

Prusse. — DISCOURS PRONONCÉ A LA CLOTURE DU LANDTAG, PAR M. CAMPHAUSEN, VICE-PRÉSIDENT DU MINISTÈRE D'ÉTAT, LE 21 FÉVRIER 1879.

Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres du Landtag,

S. M. l'Empereur et Roi a daigné me charger de clore, en son auguste nom, le Landtag de la Monarchie.

La session qui se termine aujourd'hui et la période de législation qui expire cette année avaient à remplir une tâche urgente de législation, en connexité surtout et par réciprocité avec les transformations et les développements nouveaux qui se sont opérés sur le terrain de la législation de l'Empire.

Les lois d'exécution, nombreuses et difficiles, corollaires de la

réorganisation judiciaire allemande, ont été assez avancées — grâce à la discussion diligente et approfondie qui leur a été consacrée au sein des commissions et dans les séances plénières des deux Chambres — pour qu'il devienne possible d'exécuter en temps utile, dans la Monarchie prussienne tout entière, la réforme la plus importante, la plus étendue qui jusqu'ici ait été créée sur la base de la communauté nationale allemande.

Les nombreuses difficultés inévitables qui naissent pour l'ordre judiciaire du passage à une situation nouvelle ont été surmontées ou adoucies, autant que possible, par tous les ménagements et les égards qu'on pouvait apporter.

Sur d'autres terrains de la législation le succès désiré a été pareillement obtenu. Grâce à une prévenance générale on est parvenu à s'entendre sur la loi qui assure à nouveau une base fixe pour former les employés de l'administration supérieure. — Également les intérêts de l'agriculture sont servis par les résultats de cette session d'une manière qui mérite la reconnaissance du Pays.

Dans les discussions du budget de l'État qui, eu égard aux difficultés de la situation économique et financière, ont réclamé et obtenu un surcroît d'attention et de soin, non seulement on s'est entendu pour couvrir le besoin financier et immédiat, mais encore — grâce à une entente sur les points de vue qui dirigent la politique financière prussienne, dans sa connexité nécessaire avec les finances de l'Empire — l'accord désirable sur le terrain de la politique de l'Empire se trouve avoir été préparé. — Le Gouvernement de l'État voit là un présage favorable pour l'exécution de la réforme économique, qu'il considère comme une des conditions de l'heureux développement et du relèvement de la prospérité publique, et qu'il veut poursuivre en y consacrant toutes ses forces, dans l'Empire également.

En exprimant aux deux Chambres du Landtag la gratitude de S. M. l'Empereur et Roi pour leur féconde activité, j'y ajoute l'expression de l'espérance que le Gouvernement de l'État trouvera encore par la suite, dans la Représentation nationale, un appui empressé et confiant pour l'aider à accomplir les autres tâches en vue de l'affermissement et du développement salutaire de nos institutions.

Par ordre très haut de S. M. l'Empereur et Roi, je déclare que la session du Landtag de la Monarchie est close.

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AUX REPRÉSENTANTS
DE LA PRESSE CATHOLIQUE PRONONCÉ LE 22 FÉVRIER 1879

Notre cœur est aujourd'hui rempli d'une grande joie et d'une suave allégresse en voyant votre grand nombre, Fils bien-aimés qui, répondant aux vœux et aux désirs d'un des prélats distingués de notre maison, êtes venus de toutes les parties du monde pour nous donner, au commencement de la seconde année de notre pontificat, en votre nom et au nom de tous les écrivains des journaux catholiques, un public témoignage de la fidélité et du sincère attachement que vous nous portez dans votre cœur. La pleine obéissance et le dévouement à la chaire de Pierre dont vous faites solennellement profession par vos actes et par vos paroles, l'ardent amour de la religion et le généreux courage avec lequel vous avez entrepris la défense des droits de la vérité et de la justice, vous désignent à nos regards comme un bataillon de soldats d'élite, expérimenté dans la guerre, bien armé, prêt, au signal du général, à s'élancer là où l'ennemi est le plus nombreux et à faire le sacrifice de la vie.

Notre joie est d'autant plus grande que nous sentons combien ce temps manque de ces secours et de vaillants défenseurs de ce nouveau genre. En effet, du moment qu'a été conquise cette liberté effrénée, qu'il serait plus vrai d'appeler licence, de publier tout ce qu'on veut, les amateurs de nouveautés se sont empressés de répandre une multitude presque infinie de journaux, ayant pour but d'attaquer ou de mettre en doute les règles éternelles du vrai et du juste, de calomnier et de rendre odieuse l'Église et de distiller dans les âmes les plus pernicieuses doctrines.

Ils ont bien vite compris quelle utilité, quels avantages ils pourraient retirer, pour l'accomplissement de leurs desseins, de la publication quotidienne de journaux qui, peu à peu, par le venin des erreurs, gâtassent les esprits, et, en excitant les mauvais appétits et flattant les sens, corrompissent les cœurs. Et ils ont si bien réussi, que l'on peut sans se tromper attribuer en grande partie le débordement des maux et le déplorable état de choses où nous sommes arrivés aux mauvais journaux.

Aussi, puisque l'usage qui aujourd'hui a prévalu universellement a fait comme une nécessité de la publication des journaux, les écrivains catholiques doivent travailler à tourner au salut de la société et à la défense de l'Église ce que l'ennemi emploie au détriment de l'une et de l'autre. Quoique les écrivains

catholiques ne puissent user de certains artifices et de certaines attractions auxquelles recourent souvent leurs adversaires, ils peuvent toutefois rivaliser aisément avec eux par la variété et l'élégance de leurs écrits, comme aussi par la rapidité à donner les nouvelles. Bien plus, ils peuvent les surpasser par la somme des connaissances utiles, et surtout par la vérité que l'esprit désire naturellement, et dont la force, le prestige, la beauté sont tels qu'une fois apparue à l'esprit elle lui arrache sans peine, de gré ou de force, son assentiment.

Mais ce qui contribuera beaucoup à ce résultat si désiré, c'est une manière d'écrire grave et tempérée, qui ne choque pas les lecteurs par l'exagération ou une aigreur intempestive, et qui ne sacrifie pas l'intérêt général aux vues d'un parti ou d'un intérêt privé.

Nous pensons donc qu'avant tout vous devez avoir à cœur, comme nous avertit l'Apôtre, *de dire tous la même chose et de n'avoir pas des schismes parmi vous, mais d'être parfaits dans le même sentiment et dans le même jugement*, adhérant avec un ferme assentiment de vos cœurs aux doctrines et aux décisions de l'Église catholique.

La nécessité de cette concorde apparaît d'autant plus que parmi les hommes mêmes qui sont comptés comme catholiques, il n'en manque pas qui ont la prétention de trancher à leur guise des questions publiquement controversées, même de la plus grande importance, qui touchent à la condition du Siège apostolique, et qui semblent penser autrement que ne peuvent le supporter la dignité et la liberté du Pontife romain.

Aussi importe-t-il beaucoup, afin de ne laisser aucune cause d'erreur, de rappeler à l'esprit des catholiques que la puissance suprême de l'Église, conférée par Dieu à Pierre et à ses successeurs pour maintenir dans la foi la famille du Christ tout entière et la conduire à l'éternelle béatitude du Royaume céleste, d'après l'enseignement divin du Christ lui-même, doit revendiquer sa pleine liberté, et que précisément pour que cette autorité pût librement s'exercer sur toute la terre, la Providence divine a disposé les choses de telle sorte qu'après les périlleuses vicissitudes des premiers temps, une souveraineté temporelle a été adjointe à l'Église de Rome, et que cette souveraineté a été conservée pendant une longue série de siècles au milieu d'innombrables changements et de chutes de Royaumes.

C'est pour ce motif, assurément très grave, comme souvent nous l'avons dit, et non par ambition de régner ou par avidité de commandement, que les Pontifes romains, chaque fois qu'ils ont

vu qu'on violait cette souveraineté temporelle et qu'on y portait atteinte, ont regardé comme un devoir du ministère apostolique de conserver et de défendre, dans la mesure de leurs forces, les droits sacrés de l'Église romaine. Nous-mêmes, à l'exemple de nos prédécesseurs, nous n'avons pas manqué d'affirmer et de revendiquer ces mêmes droits et nous n'y manquerons jamais.

C'est pourquoi, vous, Très chers Fils, qui vous montrez très dévoués au Siège apostolique et prêts à défendre sa cause, ne cessez pas avec un accord et un courage unanimes, dans vos discours et dans vos écrits, de combattre pour la nécessité d'un pouvoir sacré, destiné à protéger le libre exercice de la puissance spirituelle, et, l'histoire à la main, montrez que ce pouvoir a été établi et continué par un droit si légitime que personne n'ose prétendre que dans le monde il en existe un supérieur ou même égal.

Mais si quelqu'un, pour vous attirer la haine de la multitude, venait à dire que la souveraineté temporelle de l'Église romaine ne peut se concilier avec la fortune de l'Italie et la prospérité des États, répondez-leur que, pour le salut et la tranquillité des peuples, rien n'est à craindre des pontifes romains, s'ils sont investis de la souveraineté, que rien n'est à craindre de l'Église catholique si elle est en possession de la liberté. Car l'Église n'existe pas dans des séditions ; bien plutôt elle les arrête et les apaise ; elle ne favorise pas les dissensions et les haines, mais elle les éteint par la charité ; elle n'encourage pas les passions ou l'orgueil du pouvoir, mais au contraire, elle y met un frein par la sévérité du jugement suprême et l'exemple du Roi des cieux. Elle n'empiète pas sur les droits de la société civile, mais elle les affermit : elle n'usurpe pas le gouvernement des États, mais, s'acquittant religieusement du ministère apostolique qui lui a été confié par Dieu même, elle conserve dans leur intégrité les principes sur lesquels tout ordre est fondé, et qui font fleurir la paix, l'honnêteté, la civilisation.

En ce qui regarde l'Italie, les monuments des temps anciens proclament que les pasteurs de l'Église romaine ont bien mérité de cette noble ville et des intérêts italiens ; ils attestent en même temps que l'éclat qui brille à Rome a pour origine la religion catholique : car Rome, *devenue par le Siège sacré du bienheureux Pierre, la tête de l'univers*, comme le disait saint Léon le Grand, préside plus par la Religion que par la domination terrestre.

Ajoutez à cela, ce que personne n'ignore, que les Pontifes romains ont toujours mis leurs plus grands soins à favoriser les

lettres et les sciences ; à protéger les beaux arts, et à faire le bonheur des peuples qui leur ont été soumis, par un Gouvernement juste et paternel. Dites enfin que l'Italie ne pourra jouir de la prospérité et d'une longue tranquillité tant qu'on n'aura pas pourvu à la dignité du Siègne de Rome, et à la liberté du Souverain Pontife, comme tous les droits le réclament.

Efforcez-vous, au moyen de vos journaux, de répandre dans le peuple ces vérités avec toutes celles qui peuvent profiter à la société religieuse et civile, et soutenez-les par la force de vos raisonnements ; qu'un même amour, qu'une même pensée vous inspire tous : défendre la cause de l'Eglise, et combattre pour les droits du Pontificat romain.

En luttant ainsi pour la justice, pour la religion, pour la liberté de l'Eglise, vous aurez assurément à supporter beaucoup de fatigues et de souffrances. Attendez-vous à souffrir bien des persécutions ; mais gardez-vous de perdre courage, car il est d'un chrétien d'agir et de souffrir avec courage. Dieu, il n'en faut point douter, viendra en aide aux combattants en leur accordant de nombreux secours de sa grâce céleste.

Pour que ces faveurs vous arrivent plus abondantes de jour en jour, et comme gage de notre bienveillance, nous accordons du fond du cœur la bénédiction apostolique à tous les écrivains de la presse catholique et à chacun d'eux en particulier.

Benedictio Dei, etc.

Chiii. — CIRCULAIRE ADRESSÉE PAR M. ALÉJANDRO FIERRO MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AUX REPRÉSENTANTS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES A SANTIAGO.

Santiago, 18 février 1879.

Le 12 courant, S. Exc. le Président de la République a donné l'ordre de transporter les forces nationales sur la côte du désert d'Atacama, afin de revendiquer les territoires qu'elle possédait avant la conclusion avec la Bolivie des Traités de délimitation de 1866 (1) et de 1874, et d'en prendre possession.

Le Traité de 1866 a été annulé par la conclusion de celui du 6 août 1874, et ce dernier vient d'être abrogé par la conduite de la Bolivie, qui a complètement et résolûment failli aux obligations que lui imposait sa signature à ce document.

(1) Voir *Arch. Dipl.* 1866, t. IV, p. 183.

Tous les efforts pour la ramener au sentiment du devoir ayant échoué, le Chili n'avait plus d'autre voie à suivre que d'arborer de nouveau son drapeau sur les territoires dont elle était propriétaire, dans le but de protéger les nombreux résidents chiliens et la population étrangère, qui y ont établi leurs domiciles avec leurs industries et leurs capitaux, et qui ont été jusqu'à ce jour négligés par l'administration bolivienne.

Le Chili, qui aime la paix de l'Amérique, comme elle l'aime chez elle, a envisagé avec désespoir la ruine une à une de ses espérances d'entretenir la bonne entente avec la Bolivie, et enfin l'arrivée de la suprême et pénible nécessité d'un recours aux armes.

Je ne serais cependant pas entièrement satisfait, si, en prenant cette mesure nécessaire, le Chili n'était pas persuadé de trouver dans le jugement calme et éclairé de Votre Excellence la plus ample justification de sa conduite.

Dans ce but, j'ai reçu pour instructions de S. Exc. le Président de la République de présenter au Gouvernement de Votre Excellence un exposé succinct, mais complet, des antécédents de la question et des causes qu'ont amenés les événements.

I

Les Républiques de l'Amérique du Sud, après que leur indépendance eût été affermie, acceptèrent le principe « qu'elles » avaient pour limites celles qui les divisaient autrefois en « colonies », de sorte qu'il était facile au Chili de savoir jusqu'où son domaine et son autorité s'étendaient au Nord.

L'histoire, les ordres par écrit des monarques espagnols et les actes juridictionnels en dérivant, tout prouve que la frontière septentrionale du Chili allait au moins jusqu'au 23^e parallèle de latitude sud, ou jusqu'à la baie de Mèjillones inclusivement.

Dans cette conviction, le Président de la République adressa au Corps législatif, à la date du 18 juillet 1848, un message, dans lequel on trouve ces mots : « Le mérite du guano comme engrais ayant été reconnu en Europe, j'ai jugé nécessaire d'envoyer une commission d'exploration, pour examiner la côte, entre le port de Coquimbo et les falaises de Mèjillones, dans le but de s'assurer si, *sur le territoire de la République*, il existait des dépôts de cette substance, de nature à fournir une nouvelle source de revenu à l'État. »

Quelques mesures ayant été prises pour légaliser l'exploitation des dépôts trouvés, le Gouvernement du Chili apprit plus tard avec surprise que la Bolivie manifestait pour la première fois des prétentions sur le désert d'Atacama. Ces prétentions, sans

que cela eût soulevé de protestation d'aucune part, avaient été déjà passées sous silence, par un décret du général Santa Cruz, qui, en parlant de Cobija, se servait de cette expression : « La nécessité d'encourager *le seul port* de la République, etc. »

Plus tard, dans un message daté du 6 août 1853 et adressé aux représentants de la Bolivie, le Président général Santa Cruz déclarait, qu'en accomplissement de sa promesse, il avait visité en personne la province de la frontière, « en faveur de notre seul port, Cobija ».

En présence de pareils antécédents, il était impossible de voir sans surprise les manifestations de prétentions et d'exigences de la part de la Bolivie, clairement en contradiction avec les droits du Chili et les déclarations expresses de son premier magistrat.

Cependant le Gouvernement, désireux de ne laisser aucune place possible à l'erreur, entreprit une étude attentive des archives et se livra avec calme à une comparaison minutieuse des titres sur lesquels chaque nation tâchait d'appuyer ses réclamations.

Cette tâche eut pour résultat satisfaisant de fortifier la conviction que la côte et le désert de l'Atacama faisaient partie intégrante du territoire national jusqu'au 23° parallèle de latitude nord.

Déplorant l'erreur à laquelle la Bolivie se laissait aller en voulant fixer les limites des deux Républiques à l'embouchure de la rivière Salado, le Gouvernement du Chili présenta des titres d'une importance incontestable, à la force convaincante desquels, comme preuves, aucun esprit dépourvu ne pouvait, croyait-il, se soustraire.

Il était en effet aisé de démontrer qu'à partir du milieu du quinzième siècle, les écrivains les plus autorisés et les plus compétents dans les matières se rapportant à ce sujet s'accordent à affirmer que le désert d'Atacama faisait partie du Chili.

Mais, à part des témoignages de cette nature, il existe des documents établissant que des terres propres à la culture ayant été découvertes dans le désert d'Atacama vers le 24° degré de latitude sud et la permission de les exploiter ayant été demandée en 1679, c'est par le gouverneur et capitaine général du Chili que cette permission fut accordée. Il est prouvé aussi que la baie de Paposo, située par 24° 30' de latitude sud, était, à la fin du siècle dernier, le centre du commerce de la côte d'Atacama, le point de résidence de presque tous ceux qui ont peuplé cette région, et qu'elle était gouvernée par un juge nommé par les autorités du Chili. Des ordres royaux de diverses dates, de 1801 à 1803, encore plus explicites, déclarèrent que tout ce territoire

était assujetti aux autorités de Santiago. Le Décret royal du 10 octobre 1803 ordonna que le désert d'Atacama serait séparé du Chili et incorporé au Pérou; mais ce Décret ne reçut jamais son exécution, et n'a servi qu'à prouver davantage que cette région avait appartenu au capitaine général du Chili sous le régime colonial, et qu'elle continua ensuite de faire partie de la République.

On sait qu'une commission scientifique, confiée spécialement par le Roi à des personnes d'une capacité reconnue en la matière et ayant pour tâche principale de lever le plan de la côte occidentale de l'Amérique du Sud, partit de Cadix en 1789. Les précieuses archives de la Société de Jésus, alors éteinte, furent mises à leur disposition.

Cette expédition eut pour résultat la carte sphérique, présentée par Don Jouan de Longarus, secrétaire d'État et contrôleur universel de la marine, au Roi d'Espagne en 1799, — carte qui existe encore aujourd'hui. Sur cette carte, dont l'importance ne saurait être discutée, la frontière septentrionale du Chili est fixée au 22^e degré de latitude sud, et naturellement la domination lui fut reconnue ou attribuée sur une étendue de territoire plus considérable que celle qu'il possédait tranquillement sous le régime colonial.

Une autre preuve se trouve dans le fait que, depuis le 31 octobre 1842 jusqu'en 1857, la douane de Valparaiso a accordé, conformément aux lois de la République, à des navires de diverses nationalités, 113 autorisations de charger du guano sur différentes parties de la côte, y compris Mójillones.

Afin de ne pas abuser de l'attention bienveillante de Votre Excellence, je n'ai pas multiplié davantage les preuves de la même espèce. J'en ai fait assez cependant, je l'espère, pour vous convaincre que le Chili persistait avec fermeté dans ses justes réclamations, il voyait avec peine sa cordiale entente avec la Bolivie s'altérer à mesure que le temps s'écoulait, sans qu'on arrivât à un résultat satisfaisant au sujet de cette question.

II

Des événements bien connus, dont le Pacifique fut le théâtre en 1864, amenèrent le Chili et la Bolivie à mettre de côté leur malentendu et à signer le Traité de délimitation du 10 août 1866 (1). Le Chili n'hésita pas à accéder à un pacte dont le 1^{er} article

(1) Voir *Arch. Dipl.* 1866, t. IV, p. 183.

stipulait qu'à l'avenir « le 24° degré de latitude sud serait la ligne de division entre le Chili et la Bolivie », laissant à une commission mixte la tâche d'en faire la démarcation.

Malgré cela, il était convenu par le 2° et le 3° article qu'entre le 23° et le 25° degré de latitude sud aurait lieu une occupation conjointe, dans les limites de laquelle les deux Gouvernements prendraient une part égale dans le produit de l'exploitation des dépôts de guano qui s'y trouveraient, ainsi que des droits d'exportation perçus sur les minéraux extraits dans l'étendue de la même portion de territoire.

Aux termes de ce Traité, la Bolivie s'obligeait à mettre en état la baie et le port de Méjillones, en y établissant le seul bureau fiscal qui dût être permis pour les fins ci-dessus exposées dans les limites susmentionnées, et sur lequel le Chili conservait un droit parfait de surveillance, de même que l'aurait la Bolivie dans le cas où le Chili voudrait établir un bureau fiscal sur le territoire compris entre le 24° et le 25° degré de latitude sud.

Par le 4° et le 5° article du Traité, il était convenu que l'exportation des produits du territoire situé entre le 24° et le 25° degré de latitude sud, ainsi que l'importation des produits naturels du Chili par le port de Méjillones seraient exemptés de droit, tandis que le système d'exploitation ou de vente du guano et les droits sur les minéraux dont il est parlé au 2° article seraient déterminés d'un commun accord dans la forme que jugeraient la meilleure les hautes Parties contractantes.

Par le 6° article, les Républiques contractantes s'engagent à ne pas aliéner leurs droits respectifs, si ce n'est en faveur l'une de l'autre.

Enfin, par le 7° article, en considération des dommages causés par les autorités chiliennes aux intérêts des premiers explorateurs des dépôts de guano de Méjillones, les deux Parties contractantes s'engagent en toute équité à payer entre elles une indemnité de 80,000 piastres.

Malheureusement ces sept articles ne réussirent pas à unir les deux Pays, comme le Chili y avait compté.

Par ce Traité, le Chili était dépossédé du contrôle de sa propriété légitime.

Le Chili eut bientôt le chagrin de voir que la Bolivie négligeait de remplir ses obligations dans le désert d'Atacama, entre le 22° et le 24° parallèle de latitude sud, tandis que le Chili remplissait les siennes.

Votre Excellence sait, sans doute, qu'en 1870 un Chilien entreprenant jeta les fondements des villes florissantes d'Anto-

fogasto et de Carocoles, que le peuple du Chili peut montrer comme des conquêtes de ses labeurs et de ses constants efforts.

Ce grand événement donna une plus haute importance au Traité de 1866, dont le Chili ne pouvait obtenir l'accomplissement.

La Bolivie, non contente de ne pas remettre au Chili la part des droits qui lui revenaient et de refuser sous de fuites prétextes de remplir ses obligations à cet égard lorsqu'elle en était requise, contesta les titres du Chili à une part d'intérêt ou des produits de Caracoles dans l'étendue des lignes tirées l'année précédente par les commissaires nommés à cet effet.

Le Chili ne fut pas plus heureux lorsqu'il voulut inspecter les comptes de la douane d'Antofogasto ; car la Bolivie fit à ce propos de la loi une lettre morte et se joua des droits du Chili à cet égard.

Les motifs secrets de la résistance opposée à l'inspection des bureaux pour la recette des fonds ont été révélés plus tard dans un rapport que M. Virreira, employé de la Bolivie, présenta aux autorités de ce pays-ci : « Il n'a été tenu de comptes d'aucune sorte jusqu'au commencement de 1873, époque où les premiers livres ont été achetés. A Mejillones, quoiqu'on y tienne des livres, les comptes sont incomplets, et ni les uns ni les autres ne peuvent jeter quelque lumière sur les opérations de la douane, attendu qu'ils manquent d'ordre. »

Dans ces circonstances outrageantes pour la dignité de notre Pays, le Chili aurait pu revendiquer de nouveau ses droits et se laver les mains de toute la transaction ; mais il a préféré envoyer une autre légation extraordinaire en Bolivie.

Le Ministre arriva à sa destination en mai 1872 ; il ne fut pas longtemps sans apprendre, de son collègue bolivien, d'une façon claire et explicite, que la Bolivie ne pouvait accepter l'association convenue dans le pacte. Sur ce point il ne céderait rien.

Son Excellence croyait cette communauté d'intérêts inacceptable à tous les points de vue, attendu que, outre qu'elle était insolite, elle serait cause de différends constants.

En attendant, à l'aide de retards combinés à dessein, le Gouvernement bolivien continuait de recevoir exclusivement tous les droits, que le Traité déclarait partageables en parts égales entre les deux nations.

Enfin, après huit mois de nobles mais vains efforts de sa diplomatie, le Gouvernement du Chili se décida de nouveau à faire des concessions, et le 5 décembre 1872 (1) une Convention en

(1) Voir *Arch. Dipl.* 1875, t. II. p. 357.

9 articles fut signée à La Paz. Selon l'article 6, le Chili consentait, avant de recevoir sa part des sommes collectées, à ce que les employés des finances et de la justice fussent requis pour le bon service du territoire entre le 23^e et le 25^e parallèle de latitude sud.

Cet arrangement fut approuvé un mois après par le Gouvernement du Chili ; mais celui de la Bolivie ne l'honora pas de son acception. Ainsi les efforts du Chili, en faveur d'une bonne entente, furent encore une fois misérablement trompés.

III

Dans ces circonstances, appréhendant sérieusement pour les importants intérêts chiliens en jeu, les personnes des Chiliens en leurs biens disséminés dans le désert d'Atacama, les exactions qu'il y avait lieu de prévoir de la part des autorités boliviennes, le Gouvernement du Chili envoya une nouvelle Légation en Bolivie vers le milieu de 1873, époque jusqu'à laquelle depuis 1866 la Bolivie seule avait tiré avantage des stipulations convenues.

La nouvelle Légation, profondément pénétrée de la nature et de l'importance de sa mission, abandonna la réclamation du Chili à la moitié des droits collectés depuis 1866, céda d'avance pour toujours son titre à sa part dans ceux à collecter à l'avenir aux termes du Traité de cette année-là, renonça à son droit d'intervention fiscale et obtint en compensation une seule garantie, savoir : que pendant les premières 35 années à suivre il ne serait mis sur les industries et les capitaux chiliens aucun autre impôt que ceux déjà établis ou prévus.

Le troisième article du Traité signé à Sucre le 6 août 1874 disposait que celui de 1866 était abrogé dans toutes ses parties, et dans un Protocole qui y fut joint il était dit que toutes les questions qui surgiraient relativement à son interprétation et à son exécution seraient soumises à l'arbitrage.

IV

Votre Excellence se rappellera sans doute que, suivant le septième article du Traité de 1866, certaines personnes qui avaient travaillé dans le désert (dont les intérêts avaient été lésés par le malentendu entre les deux Gouvernements), auraient dû recevoir une indemnité de 80,000 piastres, dont chaque Partie contractante devait payer moitié de cette indemnité ; le Chili a fidèlement payé sa part, tandis que la Bolivie, sous divers prétextes, a retardé de payer la sienne, jusqu'à ce que, le Traité de

1866 étant maintenant annulé, elle trouve là un prétexte pour s'affranchir du devoir de remplir ses obligations morales à cet égard.

V

Le Gouvernement du Chili espérait que le nouvel arrangement à intervenir mettrait un terme définitif à la série interminable de controverses désagréables de réclamations et de difficultés journalières de toute sorte auxquelles l'ancien avait donné lieu ; et il exprima avec plaisir cette confiance au congrès national de 1875 en ces termes : « Le Traité du 6 août de l'année dernière révèle de la manière la plus remarquable l'esprit éminemment cordial et américain dont le Congrès et le Gouvernement chiliens sont animés envers la Bolivie. Tous les intérêts ayant été éliminés, excepté ceux concernant le guano, au sujet desquels il n'y a pas eu de contestation, rien ne viendra porter atteinte à la cordialité des relations existantes.

» Le Chili n'a pas hésité à abandonner partie de ses droits en faveur de ses citoyens et à régler une fois pour toutes les questions désagréables qui lui aliénaient l'affection de la Bolivie, dont les progrès en tout cas ne sauraient nous être indifférents. »

VI

Cet aveu, qui n'avait d'autre base que celle d'une affection naturelle pour la Bolivie, ne fut pas longtemps sans être dégu par des faits d'un autre genre, qui se développèrent dans les villes de Caracoles et d'Antofagasto. Les autorités boliviennes qui administraient ces villes, loin du centre du Gouvernement national et libres de sa surveillance officielle, s'abandonnèrent sans restriction à l'aspiration de leurs caprices ou de leurs convenances ; et la population chilienne fut la victime d'actes constamment répétés d'un caractère arbitraire et des entraves les plus injustifiables. Enfin, il devint presque impossible aux Chiliens laborieux et respectables de supporter les vexations auxquelles ils étaient continuellement assujettis de la façon la plus outrageante par des fonctionnaires d'un ordre subordonné.

Le ressentiment manifeste et sans cesse croissant suscité par ces causes, et que l'intervention officielle du Gouvernement du Chili et l'influence modératrice de ses consuls étaient impuissantes à calmer entièrement, l'engagea à présenter à celui de la Bolivie, à la date du 31 janvier 1877, un exposé sommaire de la situation, dans lequel il est dit, entre autres choses : « Il y a déjà quelque temps que mon Gouvernement recherche avec

calme et impartialité les causes qui peuvent produire une séparation d'intérêts et de sentiments entre les fils des deux Républiques résidant sur la frontière bolivienne. Animé du plus sincère désir de l'empêcher, il n'a pas cessé d'inspirer ce sentiment à ses consuls qui y demeurent, en leur recommandant en même temps de n'écouter aucune plainte qui ne fût évidemment juste.

» Malheureusement cela a été insuffisant pour prévenir la perpétration de graves et détestables abus, malgré le fidèle accomplissement par nos agents consulaires de leur mission.

» Mon Gouvernement est donc arrivé à la conclusion que l'origine du mal consistait dans le choix peu convenable de quelques-uns des agents subordonnés du Gouvernement bolivien dans cette contrée, qui, se trouvant très éloigné du centre de l'autorité bolivienne, voient leurs abus rester sans le redressement nécessaire.

» Les nombreux habitants chiliens ont peu à peu acquis la douloureuse conviction que les institutions libérales qui régissent la Bolivie ne sont point faites pour les atteindre.

» Votre Excellence doit connaître le traitement inhumain auquel les citoyens chiliens ont été soumis à Tocopilla et à Mejillones par des employés subordonnés boliviens, ainsi que tous leurs efforts pour obtenir satisfaction, qui ont abouti à la feinte la plus ridicule et la plus illusoire de faire justice.

» Vous n'avez pas oublié non plus l'assassinat commis sur la personne de Clemente Andrade, ni l'homicide récemment perpétré sur celle d'Arraguda, dont maintenant, dans l'opinion de mon Gouvernement, on tâche injustement de dérober les coupables à la justice.

» Cette série d'actes détestables, exécutés par des employés subordonnés de l'administration bolivienne, a naturellement éveillé un sentiment de douleur et de ressentiment dans le cœur des citoyens chiliens, à qui elle a fait perdre le respect pour les autorités placées au-dessus d'eux ; ce dont ils ne peuvent, dans les circonstances, être tenus responsables.

» Et que Votre Excellence ne croie pas que c'est seulement parmi les autorités politiques qu'il y a à signaler un manque de surveillance ; différents faits dont je néglige de parler ici tendent à prouver qu'il faut aussi en blâmer les autorités judiciaires.

» Votre Excellence désirerait-elle connaître les antécédents d'un juge qui a privé deux familles de leur appui, en emprisonnant deux hommes honorables, et ont répandu par ce moyen un sentiment général d'inquiétude et de mécontentement à Caracoles ?

» Eh bien ! Votre Excellence en sera informée avec peine. Il

existait contre lui une accusation criminelle de tentative d'assassinat et, par suite, de blessure sur la personne d'un nommé Séxastien Lopez en 1874 ; plus en outre un procès criminel pour vol d'argent et d'autres objets, appartenant au docteur don Manuel-Maria Berarain.

» Et dans ce cas, j'ai le chagrin de dire à Votre Excellence qu'il n'y a pas d'atténuation à faire valoir, car le nom du criminel, avec ceux d'autres délinquants, a été inscrit par ordre du tribunal supérieur de Cobija dans la prison publique de cette ville.

» Rien pourrait-il être plus convaincant pour Votre Excellence que la situation des Chiliens en cette contrée dans une pareille insécurité ?

» Il était impossible que cet état de choses continuât plus longtemps. Leurs pétitions au Gouvernement de La Paz, à une distance de 300 lieues, leur présentaient peu d'espoir de réparations. Il vint alors à quelques-uns l'idée de former une Société, sous le nom de *La Patrie*, dans laquelle il n'était permis de discuter ni la religion, ni la politique, qui n'excluait aucune nationalité de son sein, et dont le seul objet était de se protéger mutuellement, de régler par arbitrage les différents survenant entre les membres de la Société, et de pouvoir éviter à l'avenir des difficultés de l'espèce de celles dont il s'agissait.

» Le projet trouva faveur auprès du sous-préfet de Caracoles, et les Chiliens se flattèrent d'avoir fait disparaître une des causes les plus sérieuses de leurs troubles.

» Cette croyance fut grandement affaiblie lorsque l'on apprit la réception par le préfet d'une note de Votre Excellence recommandant l'emploi de mesures d'une rigueur extrême contre les membres de cette Société. Mon Gouvernement ne peut prétendre savoir, Monsieur, quelle sorte de considérations avaient pu prédominer contre les citoyens chiliens pour les faire l'objet de pareilles persécutions.

» Votre Excellence a vu que, pour mettre leur fortune, leur honneur et leur existence à l'abri de mains criminelles, ils avaient usé du droit légitime d'association, faculté naturelle à tous et assurée par la Constitution de Bolivie. Votre Excellence conviendra avec moi qu'on ne pouvait porter un plus sensible préjudice injustifiable à la nationalité chilienne.

» Afin de déguiser l'iniquité de cette manière de procéder, on prétend que la résolution des Chiliens déverse le blâme sur la magistrature bolivienne, mais on oublie que la nomination même de consul avait dans le principe un but semblable à l'objet réel

de cette Société, ce que chez quelques nations il y a une juridiction spéciale pour les étrangers afin de leur procurer une garantie contre les préjugés qui pourraient être manifestés contre eux par les nationaux ; et si la Société *La Patrie* avait pu naître sous l'égide de la Constitution de cette République, le droit qu'elle a d'exister et même d'être protégée est encore plus parfait, si l'on réfléchit aux antécédents judiciaires que j'ai eu l'honneur de vous exposer.

» Le préfet d'Antofagasta, dans son hostilité contre la Société *la Patrie*, assigna le Président et le Trésorier de la Société qui résidaient à Caracoles, à une distance de quarante lieues, mesure tout à fait inutile, puisque le sous-préfet de Caracoles aurait pu lui donner les renseignements qu'il désirait.

» Les Chiliens, dans leur désolation, s'étant adressés à leur consul, à Caracoles, celui-ci eut la délicatesse d'intervenir pour s'enquérir auprès du sous-préfet de Caracoles de l'affaire en question ; mais après quelque démarche évasive à ce sujet, il reçut, quelques jours après, l'extrait suivant d'une communication du préfet d'Antofagasto : — « Je suis dans la nécessité de » rappeler au consul du Chili que ni lui, ni le consul général du » Chili n'ont aucun droit d'intervenir dans des affaires comme » celles de MM. Palazuelos et Lichenstein, *puisque les consuls » n'ont pas autorité pour recevoir des protestations de leurs » concitoyens contre l'autorité du Pays où ils sont soumis » aux lois.* »

» Cette conduite du préfet d'Antofagasta était d'autant plus incompréhensible que le cabinet de La Paz avait, un mois auparavant, dans une circulaire du 16 novembre adressée à ses consuls à l'étranger, manifesté des théories tout à fait différentes. Dans cette circulaire il est dit : « En présence des lois protectrices du droit international qui, en l'absence de Traités, » régissent tous les peuples civilisés, *tâchez de prêter la protection la plus marquée et la plus efficace aux citoyens » boliviens résidant en cet endroit, en signant en leur nom » devant le Gouvernement de cette nation toutes les réclamations qui, en toute éventualité, seraient nécessaires.* » « C'était donc là un contraste incompréhensible entre la politique déclarée du Gouvernement bolivien et la conduite d'un de ses subordonnés à l'intérieur.

» En terminant, la dépêche qui contenait le récit des événements dont il s'agit était conçue en ces termes : « Le Chili travaillera incessamment à trouver dans la Bolivie un ami et un frère, espérant que la Société *la Patrie*, tant qu'elle ne sortira

pas de la sphère qu'elle s'est tracée pour sa conduite, jouira de la protection qui ne peut lui être refusée, sans établir une odieuse exception contre elle, et ayant enfin confiance que Votre Excellence dictera toutes mesures de réparation et de stricte surveillance que l'état délicat des affaires rend indispensables et qu'il reste à prendre. »

Les observations bien fondées du Gouvernement du Chili, n'obtinrent de celui de la Bolivie aucun résultat, jusqu'à ce que, quelques mois après, il devint nécessaire d'envoyer à La Paz un Ministre qui réussit en fait à obtenir qu'on prit quelques mesures rassurantes dans l'affaire, au nombre desquelles figurait la révocation de plusieurs fonctionnaires de la frontière : ce qui a rendu momentanément et en partie le repos à la colonie chilienne.

VII

Cependant, à partir des premiers mois de l'année passée, le Gouvernement bolivien manifesta, de la manière la plus prononcée, l'intention d'attaquer et, à tout hasard, de rendre illusoires les garanties que le quatorzième article du Traité de 1874 assurait sur la frontière du désert d'Atacama aux Chiliens, à leurs capitaux et à leurs industries.

A Antofagasta, sous le prétexte de servir les intérêts de la communauté, plusieurs taxes furent violemment imposées sous le titre de *droits additionnels*, entre autres le paiement par la Compagnie chilienne des salpêtres et du chemin de fer d'Antofagasto de 10 *centavos* par quintal de salpêtre exporté, à quoi il faut ajouter des contributions sur les chaloupes et le lest. Ce droit sur le salpêtre ouvrait naturellement la voie à son augmentation jusqu'à 20 *centavos*, à 50 ou à toute autre somme que pourraient exiger les besoins ou l'avidité du Gouvernement bolivien, et, en quelque sens qu'on voulût l'interpréter, était en violation manifeste du pacte solennel que ce Gouvernement avait conclu précédemment avec le Gouvernement du Chili, et il ne faut pas oublier que cette Compagnie avait scrupuleusement rempli toutes les obligations qu'elle avait contractées avec le Gouvernement bolivien et avait, en agissant ainsi, placé plusieurs millions d'argent dans le désert.

La Légation du Chili à La Paz s'empessa de présenter au cabinet les observations sérieuses que provoquait cette résolution, qui non seulement lésait d'une façon notablement injuste les intérêts pacifiques mis sous la sauvegarde des titres légaux de la Compagnie et de la probité du Pays, mais qui était en même temps une violation flagrante et manifeste du Traité existant

entre les deux Pays, et à la date du 2 juillet, elle adressa une note renfermant les observations faites auparavant dans une conférence verbale. Cette dépêche ne reçut point de réponse ; mais le Ministre du Chili obtint du Ministre des finances l'assurance que l'exécution de la loi, qu'il considérait lui-même comme non justifiée, serait suspendue jusqu'à ce qu'on eût pu trouver une solution sage et juste de la difficulté.

Plus tard, malgré cela, la municipalité d'Antofagasta ayant sollicité du Président du Conseil d'État la permission d'imposer une taxe municipale de 3 *centavos* par quintal sur le salpêtre exporté, le Gouvernement du Chili apprit, de sources privées, que le Gouvernement de la Bolivie avait l'intention d'autoriser l'impôt en question. C'est pourquoi il présenta sur-le-champ, par l'entremise de sa Légation à La Paz, une protestation contre la perception de cette taxe, ainsi que de celles collectées sous le titre de « droits additionnels » ; mais cette démarche n'eut d'autre résultat que de trouver le cabinet entier, avec le Président de la République en tête, résolument déterminé à mettre à exécution cette infraction à ses obligations du Traité.

Il n'était plus possible de douter que la Bolivie était décidée à méconnaître ses engagements et à faire naître un conflit sérieux. Elle résolvait, selon les inspirations de sa convenance, les obligations d'un contrat bilatéral, et, tout en étant partie intéressée, elle se constituait juge exclusif pour l'interprétation de ses dispositions ; elle dédaignait les observations de son interpellant, et, en dépit des réclamations et des protestations de celui-ci, elle ordonnait la mise à exécution de ses ordres avec un déploiement de vigueur inutile.

Ce n'est qu'après la consommation de l'acte et le sacrifice des plus évidentes considérations de courtoisie et de justice internationales que le Gouvernement de la Bolivie se rappela l'opportunité qu'il y avait, à son avis, de chercher une solution de la difficulté dans l'arbitrage ; en même temps il insistait sur la perception, sous forme de saisie et de séquestration, d'environ 90,000 piastres contre la Compagnie chilienne des salpêtres et du chemin de fer, en faute de paiement, sur la confiscation de la totalité des importantes propriétés de la Compagnie.

Le Gouvernement chilien, par l'entremise de son agent autorisé, accepte la proposition d'un recours à l'arbitrage ; mais seulement, dans l'intérêt de sa dignité outragée, à une condition : la suspension de l'exécution du Décret. Le Gouvernement de la Bolivie refusa résolument d'y accéder, et par suite, après plusieurs vaines tentatives, de le ramener à la raison au moyen de

représentations diplomatiques, le Gouvernement du Chili s'est déterminé à revendiquer ses droits primitifs et légitimes, et cinquante heures après la loi chilienne régissait cette contrée, plaçant sous sa protection les intérêts chiliens et étrangers, sans l'effusion d'une goutte de sang et au milieu de l'enthousiasme patriotique d'une population délivrée.

La nation chilienne, amie de la conciliation, désireuse de maintenir la paix et l'union en Amérique, a fait pour cela tout ce qu'il était possible et compatible avec sa dignité. En présence d'un pacte solennel violé, du silence qu'on oppose d'une façon sans précédent à ses réclamations amicales, convaincue que la Bolivie n'a pas donné et ne pourrait donner à l'avenir des garanties efficaces à la colonie chilienne, qui a créé des villes dans le désert, elle a jugé nécessaire de revendiquer tous les droits qu'elle possédait tranquillement antérieurement au Traité de 1866, et elle saura les soutenir avec la fermeté qui convient à ses fils, quelles que soient les éventualités qui puissent survenir.

ALEJANDRO FIERRO

Bolivie. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DAZA ANNONÇANT DES MESURES DE REPRÉSAILLES CONTRE LES CHILIENS RÉSIDANT DANS LA RÉPUBLIQUE, EN DATE DU 1^{er} MARS 1879

Moi, Hilarion Daza, Président de la République de Bolivie,
Considérant que le Gouvernement du Chili a envahi de fait le territoire national, sans observer les règles du droit international ni la pratique des nations civilisées, et en expulsant violemment les autorités et les citoyens Boliviens résidant dans le département de Cobija ;

Que le Gouvernement de la Bolivie se trouve obligé par son devoir de dicter les mesures énergiques que la gravité de la situation exige, sans se départir toutefois des principes reconnus par les droits des nations ;

Je décrète :

Art. 1^{er}. Tout commerce et toute communication avec la République du Chili sont interdits pendant la durée de la guerre entreprise par cette République contre la Bolivie.

Art. 2. Les Chiliens résidant sur le territoire bolivien doivent l'évacuer dans le délai de dix jours à dater de la notification qui

leur en sera faite par l'autorité politique locale ; ils seront libres d'emporter avec eux leurs papiers particuliers, leurs bagages et leurs effets d'usage personnel.

Art. 3. L'expulsion ordonnée à l'article qui précède ne pourra être suspendue que pendant le temps qui sera strictement indispensable pour raison de santé ou autre empêchement sérieux, d'après le jugement des autorités.

Art. 4. Les autorités respectives procéderont, comme mesure de guerre, à la séquestration des biens, meubles et immeubles, appartenant à des sujets chiliens et se trouvant sur le territoire de la République, à l'exception des objets désignés à l'article 2.

Les propriétés minières appartenant à des Chiliens ou dont seront actionnaires des personnes de cette nationalité, pourront continuer d'être exploitées sous le contrôle d'un administrateur nommé par les autorités, ou avec l'intervention d'un représentant du Gouvernement, comme on le jugera plus à propos.

Art. 5. Le produit net des propriétés minières appartenant à des Chiliens ou des actions leur appartenant sera déposé dans le Trésor national.

Art. 6. La séquestration ordonnée par le présent Décret sera convertie en confiscation définitive, si le genre d'hostilité auquel se livreront les forces chiliennes exige des représailles énergiques de la part de la Bolivie.

Art. 7. Tous les transferts d'intérêts chiliens opérés plus tard que le 8 novembre dernier, date à laquelle le Gouvernement chilien a déclaré annulé le Traité de 1874, seront considérés comme n'existant pas, et tout contrat qui aura été passé à cet égard sera regardé comme étant sans valeur.

Le Ministre du Gouvernement et des affaires étrangères est chargé de l'application et de l'exécution du présent Décret.

Fait dans la ville de La Paz, le 1^{er} mars 1879.

H. DAZA.

**Saint-Siège. — BREF DU PAPE LÉON XIII A MONSIEUR
MERMILLOD EN DATE DU 10 MARS 1879**

A notre Vénérable Frère Gaspard, évêque d'Hébron,
vicaire apostolique de Genève.

LÉON XIII, PAPE

Vénérable Frère, salut et bénédiction apostolique.

Nous savions parfaitement déjà, Vénérable Frère, qu'exilé depuis longtemps du siège de Genève, vous vous dépensiez tout entier à défendre et à développer la religion dans ce pays ; que le clergé, soutenu par vos soins et guidé par votre direction et vos instructions, correspond admirablement à votre sollicitude pastorale ; que les populations, quoique opprimées, supportent les épreuves avec patience ; qu'elles ne revendiquent leurs droits que pacifiquement, et conservent la plus inviolable fidélité à la religion de leurs pères ; Nous savions aussi que tous vous êtes unis dans une mutuelle charité, n'ayant tous qu'une même appréciation des choses, un même attachement filial au Saint-Siège et à notre Personne.

Vos lettres, celles de votre clergé, et, ensuite, nos entretiens avec vous, Nous ont bien mieux encore et plus clairement démontré toutes ces choses.

C'est pourquoi Nous vous félicitons, vous qui, debout dans l'exil, debout devant toute douleur, avez toujours mis la même vigilance à remplir tous les devoirs de votre charge pastorale, soit en défendant les droits et les lois de l'Église, soit en pourvoyant aux besoins de votre clergé réduit à l'indigence, soit en excitant, en promouvant par ses soins, en même temps que par vos écrits et vos instructions, la piété des fidèles.

Nous félicitons ce clergé, qui, pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, non-seulement supporte avec courage toutes les adversités et fait face à tout péril, mais qui, pour une aussi noble cause, se déclare disposé à supporter des épreuves plus rudes encore.

Enfin, nous félicitons les populations qui se montrent très attachées au clergé et dociles à ses enseignements, et qui, dépossédées de leurs églises et privées de l'exercice libre et public de leur religion, se rendent de toutes parts, avec le plus

grand zèle, dans les pauvres habitations où se célèbrent les offices divins.

Cette conduite, assurément, démontre encore mieux que les paroles les plus éloquentes combien grande est, chez nous, la foi; combien grand et inébranlable l'attachement à la Chaire de Pierre, combien grand l'empressement à déférer à nos vœux.

Vous, Vénérable Frère, encouragez en notre nom ce clergé d'élite, ces excellentes populations. Dites-leur quel amour pour eux excite en Nous cette admirable piété; dites-leur combien Nous espérons que, persévérants dans leur ferme attitude, ils recevront la récompense la plus grande de Celui qu'ils confessaient avec tant de constance devant les hommes, d'autant plus que leur courageux exemple est une lumière pour leurs frères éprouvés et une gloire nouvelle pour l'Église.

Que Dieu vous soit propice, à vous et à eux; qu'il vous conserve tous pour de meilleurs temps et pour les joies du triomphe de la vérité; que, jusque-là, il répande abondamment sur vous les dons de sa grâce; recevez-en comme un gage et comme des prémices dans la bénédiction apostolique que Nous vous accordons avec l'affection la plus vive, et en témoignage de notre particulière bienveillance, à vous, à votre clergé et aux populations confiées à vos soins.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 10 mars 1879, la seconde année de notre pontificat.

LÉON XIII, P. P.

Bolivia. — NOTE ADRESSÉE PAR M. Z. FLORES MINISTRE DE BOLIVIE
A LIMA AU CORPS DIPLOMATIQUE

Lima, 12 mars 1879.

Monsieur,

Je ne doute pas que Votre Excellence n'ait appris, par les informations contenues dans les journaux quotidiens ou provenant d'autres sources autorisées, que le Gouvernement du Chili, convertissant un différend privé et de juridiction intérieure en une question internationale, et rompant violemment les négociations qui auraient donné à ce différend une solution pacifique, a déclaré contre la Bolivie une guerre qui n'est pas d'accord avec les règles de la civilisation moderne; prenant de fait, et à titre

de revendication, possession du territoire compris entre le 23^e et le 24^e parallèle de latitude sud, lequel a toujours appartenu à la Bolivie non-seulement en vertu de titres incontestables, mais aux termes de contrats solennels, que le gouvernement du Chili a rompus sous le stimulant de l'intérêt ou d'inspirations qui sont bien loin de constituer un cas de guerre.

Le Gouvernement de la Bolivie, qui, toujours inspiré du principe bien compris de l'américanisme, a poussé son intention de demeurer d'accord avec ses voisins jusqu'à l'extrémité de sacrifier au respect de ce principe même son intégrité nationale, en cédant au Brésil une portion immense de son territoire dans les régions du Paraguay et de l'Amazone, et au Chili lui-même trois degrés géographiques au sud, n'a pu envisager avec dédain l'outrage que ce dernier Pays vient de faire à sa souveraineté, et il a accepté la guerre qu'il lui a déclarée par des actes, en prenant possession de son territoire à titre de revendication.

Sur cette base, le Gouvernement bolivien a déjà rendu les Décrets que la Constitution politique de l'État prescrit dans des cas comme le présent ; il organise ses éléments de défense pour repousser l'invasion, et il informera toutes les nations de la terre de la brusque agression par laquelle il a été outragé, et de l'injustice qui en a fait une guerre désastreuse, qu'il a tâché d'éviter, au sacrifice même de ses droits et de ses intérêts les plus sacrés.

Mais, comme les occupations qui absorbent l'attention de mon Gouvernement, ainsi que la distance et les exigences de la situation méditerranéenne du Pays, peuvent causer un retard de quelques jours pour l'envoi dudit manifeste, et par suite pour la communication officielle aux autres nations de l'état de guerre dans lequel la Bolivie et le Chili sont engagés, je m'empresse de communiquer ces faits à Votre Excellence, en la priant de prendre note de cette malheureuse conjoncture, et comptant sur votre bienveillance pour annoncer d'avance le fait à votre Gouvernement jusqu'à ce que le mien ait trouvé l'occasion de lui adresser la notification directe en forme, établie par le droit internationale.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de la considération distinguée, avec laquelle je suis, etc.

Z. FLORES.

Belgique. — CIRCULAIRE DE M. FRÈRE-ORBAN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ADRESSÉE A L'UNION SYNDICALE DE BRUXELLES RELATIVE A LA QUESTION COMMERCIALE AU POINT DE VUE DES RAPPORTS ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE

Bruxelles, le 22 mars 1879.

Messieurs,

La Belgique a conclu avec la France, en 1864, un Traité dont vous connaissez les dispositions.

Au commencement de l'année 1870, l'époque approchant où il s'agirait de renouveler les Traités conclus par la France avec l'Angleterre, la Belgique et d'autres Pays, une enquête fut instituée en France sur l'ensemble de la question commerciale.

Cette enquête n'avait encore porté que sur les industries des laines et des cotons, quand elle fut interrompue par la guerre et la chute de l'empire.

En 1872 et 1873, le Président de la République, M. Thiers, avait projeté l'établissement d'un nouveau régime basé sur des principes économiques que je n'ai pas à apprécier ici. Vous vous rappelez, Messieurs, le Traité qui, dans ces circonstances, intervint entre la Belgique et la France (5 février 1873). Vous savez également que, à la suite de modifications politiques survenues en France, cet acte international ne fut pas ratifié et que le Traité de 1864 fut remis en vigueur par un arrangement du 23 juillet 1873. Le cabinet qui venait d'arriver aux affaires consulta les Chambres de commerce sur le renouvellement des conventions provisoirement restaurées, et dans un rapport au nouveau Président de la République, fit connaître les vues qui allaient diriger sa politique commerciale.

Mais le Ministère passa bientôt en d'autres mains.

Le Comité consultatif des arts et manufactures fut appelé à exprimer son avis sur la conversion des droits *ad valorem* en droits spécifiques ; et peu après, le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, à son tour, fut réuni pour examiner la question des tarifs et des Traités. A la suite des délibérations, un projet de tarif général des douanes fut formulé et présenté à la Chambre des députés (9 février 1877).

Dans le cours de la même année, des négociations étaient conduites entre la France et l'Angleterre pour arrêter les bases d'un nouveau Traité entre les deux Pays, et il avait été entendu

qu'aussitôt que ces pourparlers auraient abouti, la Belgique serait appelée à négocier à son tour.

Sur ces entrefaites, le ministère français dut se retirer, et les négociations avec l'Angleterre furent interrompues.

Le cabinet qui arriva au pouvoir remania le projet de tarif et, après l'avoir modifié sur quelques points non sans importance, il le représenta à la Chambre des députés, le 21 janvier 1878.

Bientôt après, le Sénat institua une enquête, confiée à une commission formée dans son sein, et qui fonctionna sous le titre de *Commission d'enquête sur les souffrances du commerce et sur les moyens d'y porter remède*.

De son côté, la Chambre des députés fit suivre une enquête parallèle par une commission du tarif général des douanes et qui entendit les chefs d'industrie.

Les choses en étant là, le Gouvernement français a dénoncé les Traités renfermant des tarifs conventionnels; d'autre part, dans la déclaration faite aux Chambres le 16 janvier dernier, il a invité la législature à discuter le plus tôt possible le projet de tarif général dont elle est saisie.

Telles sont, Messieurs, les différentes étapes qu'a parcourues en France la question du remaniement des tarifs; j'ai voulu les rappeler dans cette lettre, afin que vous pussiez mieux apprécier dans quelles conditions le projet de tarif général se présente à l'examen de la Chambre française, et dans quelles conditions pourront s'ouvrir nos propres négociations...

Je saisisrai cette occasion pour mettre à votre disposition quelques indications qui pourront vous être utiles dans les rapports que vous aurez avec le Gouvernement à l'occasion de ces négociations.

Mon prédécesseur, dans une circulaire en date du 13 mai 1876, vous a fait parvenir une série de documents contenant :

I. La liste des conventions commerciales qui, depuis 1861 inclusivement, ont été conclues entre la Belgique et la France, ainsi que les arrêts et décrets y relatifs ;

II. L'énumération des Traités de commerce conclus depuis le 1^{er} mai 1861, par la Belgique et d'autres Pays ;

III. L'énumération des Traités de commerce conclus, depuis la même date, par la France avec d'autres Pays, et auxquels est annexé un tarif conventionnel ;

IV. L'indication des lois qui ont modifié le régime douanier belge depuis le 1^{er} mai 1861 ;

V. L'indication des lois qui ont modifié le régime douanier français depuis la même date.

A ces tableaux se trouvaient joints des exemplaires des tarifs belge et français tels qu'ils résultaient des lois et Traités, et mis au courant jusqu'à la date de la circulaire.

J'ai pensé vous être utile en complétant ces documents, c'est-à-dire en ajoutant aux faits qu'ils comprennent l'énoncé des faits nouveaux qui se sont produits depuis qu'ils ont été tracés.

Vous trouverez ci-joint :

I. Le premier tableau rappelé ci-dessus. Aucune modification n'a dû y être apportée ;

II. Le tableau des Traités conclus par la Belgique, modifié quant au Traité intervenu entre notre Pays et l'Espagne. Cet acte international n'affecte que le tarif espagnol (voir articles 17 et 18) ;

III. Le tableau des Traités conclus par la France, également modifié quant aux conventions françaises-espagnoles ;

IV. Le tableau des lois qui ont modifié le régime douanier belge depuis le 1^{er} mai 1861 ;

V. Le tableau, mis à jour, des lois qui ont modifié le régime douanier français depuis 1861 ;

VI. Une note sur les modifications survenues en France dans la perception de certaines taxes depuis 1876 ;

Aucun changement n'est à signaler depuis la même époque dans le taux des droits du tarif belge.

Par une autre circulaire du 29 mars 1877, faisant suite à celle qui vous avait été adressée le 5 du même mois, mon prédécesseur vous a transmis un exemplaire du projet de tarif général présenté aux Chambres françaises le 9 février 1877. Ainsi que je l'ai dit plus haut, ce premier projet fut remplacé, au mois de janvier de l'année suivante, par un texte nouveau, qui est celui dont la Chambre est aujourd'hui saisie. J'ai pensé qu'il vous serait utile de posséder un exemplaire de ce dernier document, et je le joins à la présente lettre.

Je suis en mesure d'adresser à chacune des associations qui existent aujourd'hui en Belgique, et qui se sont mises en rapport avec le Gouvernement, un exemplaire des comptes rendus des enquêtes qui ont suivi la présentation du projet de loi relatif au tarif général ; ce volume forme la huitième et dernière annexe de ma circulaire.

En vous faisant cette communication, je n'ai d'autre but que de vous fournir les éléments, qui auraient pu vous faire défaut, pour l'étude de la question commerciale au point de vue de nos rapports avec la France. Le moment où les négociations pourront s'entamer n'est pas encore fixé, et je me réserve de vous

demandeur ultérieurement les observations que vous auriez à faire, et que vous pourrez formuler en toute connaissance de cause après examen des documents ci-joints.

Agrérez, Messieurs, les assurances de ma considération distinguée.

FRÈRE-ORBAN.

Saint-Siège. — LETTRE DU PAPE LÉON XIII AU CARDINAL RAPHAEL MONACO LA VALETTA, CARDINAL-VICAIRE DE ROME, RELATIVE A L'ENSEIGNEMENT, EN DATE DE ROME LE 25 MARS 1879.

Monsieur le cardinal,

Il Nous parut nécessaire, l'an passé, au mois de juin, de vous écrire au sujet du très grave péril que courent la foi et les mœurs de notre peuple de Rome, depuis que tant de voies sont ici ouvertes au vice et à l'incrédulité. Aujourd'hui, Nous nous sentons obligé de vous écrire de nouveau sur un sujet étroitement lié au précédent, et qui n'est pas moins de la plus haute importance : Nous voulons parler *des écoles de Rome*.

On sait trop, par une douloureuse expérience, que, dans la guerre aujourd'hui déclarée à l'Église, les ennemis prennent surtout pour point de mire le jeune âge, avec le dessein manifeste de façonner d'après leurs idées les générations qui s'élèvent et de les gagner de bonne heure à leur cause. Ainsi, après avoir refusé à l'Église tout pouvoir dans le Gouvernement de la chose publique, après avoir accordé l'égalité des droits à tout genre de religions et de cultes, on veut encore soustraire l'instruction publique à la vigilance et à l'autorité de l'Église, à jamais mère et maîtresse de tout savoir ; tandis qu'on donne libre et universel accès à tout enseignement, fût-il infecté d'athéisme ou d'hérésie.

Vous savez, Monsieur le cardinal, que le mode d'instruire la jeunesse, en dehors de la bienfaisante influence de l'Église, a été introduit même dans les États de l'Église, à mesure qu'ils ont été enlevés au légitime Gouvernement du Souverain-Pontife. Bien plus, sans tenir nul compte des conditions très spéciales et du caractère exclusif que présente Rome à tous les regards, en tant qu'elle est le siège du Vicaire du Christ et le centre de la catholicité, ici même on a ouvert à l'erreur la porte de la plus ample liberté. D'où il est advenu que, dans l'enceinte de ces

murs augustes où il n'y avait place que pour l'enseignement très pur voulu par l'Église, maintenant, au contraire, le catéchisme catholique est à peine toléré quelques heures dans les écoles publiques ; et dans celles qui sont ouvertes et tenues par les protestants, les tendres intelligences des enfants et des jeunes filles sont imbues de doctrines perverses, conformes à l'esprit hétérodoxe de ceux qui les enseignent.

C'est ainsi que des faits nombreux et bien connus révèlent clairement le dessein conçu par les ennemis de la religion catholique, de répandre largement dans Rome les faux principes du protestantisme, et de profiter de la liberté accordée par certaines lois pour tourner principalement sur Rome les efforts tentés jusqu'à ce jour dans les diverses cités de la péninsule, afin d'établir ici comme le centre de la propagande hétérodoxe en Italie, à l'aide des influences et des puissants secours qui viennent du dehors. On veut réaliser ce dessein spécialement dans les écoles et par les écoles. Celles-ci, en conséquence, au lieu de diminuer avec le temps, vont croissant d'année en année, grâce aux menées et à l'argent des étrangers, qui, en arrivant ici, les ouvrent et les multiplient, employant toutes sortes d'artifices pour y attirer une nombreuse jeunesse.

Dans ce but, à ceux qui sentent l'aiguillon et les privations de l'indigence, on offre de larges subsides, on aide à subvenir aux multiples besoins de la vie. Aux autres, on prodigue les promesses, les récompenses, les caresses et les appâts de tout genre.

Nous ne pouvons taire qu'avec une impudence étrange on en est venu jusqu'à ouvrir des écoles anticatholiques sous nos propres yeux, aux portes du Vatican, siège vénérable des Pontifes romains. — Et, par contre, tandis qu'on accorde une liberté si effrénée aux écoles hétérodoxes, on s'efforce, par des moyens détournés, mais souverainement efficaces, d'empêcher l'accroissement et le développement des écoles catholiques. Contre elles, à cet effet, on ne néglige ni les insinuations méchantes, ni les rigueurs spéciales, ni les menaces aux parents pour les détourner de confier leurs enfants à des maîtres sincèrement chrétiens.

Nous ne Nous arrêterons pas à vous démontrer, Monsieur le cardinal, combien la prospérité publique et l'intérêt social sont compromis par une instruction telle qu'on la veut aujourd'hui, en dehors de l'esprit du christianisme. En effet, chacun voit à quelles extrémités sera portée la Société quand on aura laissé croître dans son sein une génération dépourvue d'enseignement chrétien, dégoûtée des pratiques de la religion, privée des fermes

principes de morale. Les lamentables effets déjà produits jettent sur l'avenir les plus sinistres présages.

Nous voulons seulement faire observer combien, en ce point, on a mal pourvu à la dignité et à la liberté du Pontife romain, après qu'on lui a enlevé la possession de ses États. Car, la situation qui résulte pour Nous de la série douloureuse des faits que Nous venons de toucher est telle, que Nous sommes contraint de voir l'erreur, sous la tutelle des lois publiques, libre d'élever sa chaire dans notre ville, sans qu'on Nous laisse user des moyens efficaces pour lui imposer silence. Or, il est facile de comprendre combien il est odieux que la cité où siège le Vicaire de Jésus-Christ soit impunément souillée par l'hérésie et devienne, comme aux temps païens, le réceptacle de l'erreur, l'asile des sectes. Il faut, tout le démontre, que la sainte cité consacrée par le sang des Princes des Apôtres et de tant de héros du christianisme, vantée pour sa foi dès les temps apostoliques, la cité d'où la vie et la lumière de la vérité et de l'exemple doivent se répandre, comme d'un centre, sur le monde entier, il faut que la religion de Jésus-Christ règne là en souveraine et en maîtresse.

Il faut que le Docteur universel de la foi, le vengeur de la morale chrétienne, ait le libre pouvoir de fermer l'accès à l'impiété et de maintenir la pureté de l'enseignement catholique. Les fidèles eux-mêmes, qui, de toutes les parties du monde, arrivent en pèlerinage à Rome, s'attendent à bon droit à ne trouver dans la cité de leur Chef suprême qu'encouragement pour leur foi, nourriture pour leur piété, exemples éclatants à imiter. Aussi doivent-ils être abreuvés de douleur et indignés, en voyant que l'erreur ici serpente et se répand avec un immense ravage des âmes.

Il est facile de comprendre, Monsieur le cardinal, combien un attentat si perfide à la foi de Rome est amer pour Notre cœur ; comment il Nous est impossible de Nous résigner à un état de choses aussi contraire au sentiment de notre dignité, et si peu conciliable avec les droits et les devoirs sacrés de Notre suprême puissance.

Toutefois, au milieu de très graves difficultés dont Nous sommes investi, l'unique parti qui Nous reste est de consacrer spécialement nos efforts pour atténuer au moins l'excès du mal, et empêcher, selon la mesure possible, son développement.

Après mûres réflexions, sans rien innover quant aux institutions dépendant de la Congrégation des études, Nous avons pris la résolution de nommer une commission de prélats et seigneurs du patriciat romain. Tout en laissant chaque école sous le soin

vigilant des personnes et des instituts qui les gouvernent présentement, sous la dépendance de notre suprême autorité, cette commission aura dans Rome la haute direction et la surveillance de toutes les écoles catholiques élémentaires et d'instruction primaire. Elle sera comme le centre commun d'où elles recevront l'unité et l'accroissement, autant que le permettent les conditions présentes. — La commission que Nous nommons est ainsi constituée :

Président, Mgr JULES LENTI, archevêque de Sida, vice-gérant de Rome.

Membres, Mgr FRANÇOIS RICCI-PARACCIANI, notre majordome ;
Mgr CHARLES LAURENZI, évêque d'Amata, *in partibus infidelium* :

Mgr PIERRE CROSTAROSA ;

Le marquis JEAN PATRIZI MONTORO ;

Le prince CAMILLE ROSPIGLIOSI ;

Le prince SARSINA, PIERRE ALDOBRANDINI.

Secrétaire, Le chanoine AUGUSTE GUIDI.

Cette commission, se pénétrant des nombreuses et graves difficultés qu'elle devra affronter, aura pour tâche principale d'acquérir une connaissance exacte de l'état des écoles catholiques dans les divers quartiers de Rome ; de s'informer si, par leur nombre et leur extension, elles correspondent aux besoins et à la multitude des enfants de l'un et de l'autre sexe qui se présentent pour y recevoir de l'enseignement, d'examiner comment et où elles pourraient être agrandies et multipliées ; de veiller, enfin, à ce que les écoles soient confiées à des maîtres capables, qui unissent à une bonne conduite éprouvée le talent et l'habileté nécessaires pour enseigner avec un véritable fruit. Les membres de la commission, outre les fréquentes séances devant le Président, pour se concerter entre eux et délibérer sur les mesures à prendre, devront de plus se réunir quelquefois dans l'année sous votre présidence, Monsieur le cardinal, afin que, par votre conseil et votre autorité, les résolutions les plus opportunes soient adoptées pour vaincre les obstacles et pourvoir aux besoins de l'Œuvre.

Comme cette lutte de l'erreur contre la vérité est soutenue principalement par l'or qu'on sème largement au sein d'un peuple réduit à des conditions de fortune peu prospère, le succès de l'entreprise dépend de ressources pécuniaires abondantes, dont on puisse disposer. Aussi, Nous nous proposons de con-

courir chaque année avec munificence, de notre trésor privé, à une œuvre d'un but si élevé. Et comme la conservation de la foi dans Rome est intimement liée aux intérêts du monde catholique, notre intention est que l'obole de saint Pierre contribue à la prospérité de nos écoles, autant que les besoins de l'Eglise universelle Nous le permettront. — Malgré cela, Nous aurons encore besoin du concours spécial de tous ceux qui, vrais et francs catholiques (et grâces à Dieu dans la ville de Rome ils sont encore très nombreux), ont à cœur le bien de la religion et la gloire de Dieu.

Nous savons déjà que de nobles et illustres familles du patriciat romain, à leur grand mérite aux yeux de Dieu et avec un honneur rehaussé par les graves difficultés contre lesquelles il leur faut continuellement lutter, ont fondé et maintiennent à leurs frais plusieurs écoles où les enfants des deux sexes en même temps reçoivent l'instruction correspondante à leur état, apprennent le catéchisme catholique et sont formés à la pratique des vertus chrétiennes. Ces âmes généreuses, avec tous ceux qui, animés de l'esprit du bien, ont reçu de la Providence une plus large part des richesses de la terre, convaincus de la nécessité de pourvoir le jeune âge d'écoles chrétiennes, ne peuvent manquer d'aspirer à l'honneur de Nous fournir les moyens de les fonder et de les maintenir.

Et dans cette glorieuse émulation, le clergé romain ne se laissera vaincre par personne. Le sacerdoce catholique a toujours été à la tête de toute œuvre entreprise pour l'honneur de Dieu et le bien des âmes, et les nobles traditions du clergé de Rome attestent avec éclat combien il a toujours compris sa sublime mission. Déjà les chapitres des basiliques patriarcales ont mis entre nos mains chacun leur offrande. Nous ne doutons pas que cet exemple n'entraîne des imitateurs. Nous destinons exclusivement ces offrandes à cette fin très élevée, vraiment digne de notre clergé, de procurer au peuple de Rome, avec l'instruction, cette éducation chrétienne qui est une semence féconde de civilisation même et de prospérité sociale. Si tous ne peuvent faire des largesses d'argent, tous peuvent prêter leur concours, soit en rappelant aux parents le très grave devoir qui leur est imposé d'élever chrétiennement leurs enfants et de les tenir éloignés de tout ce qui peut nuire à leur foi, soit en s'appliquant eux-mêmes aux fonctions de maîtres d'école, soit en enseignant le catéchisme et en distribuant aux petits le pain de la divine parole.

Ainsi, les Romains se montreront dignes d'eux-mêmes et auront la gloire d'imiter le dévouement et la générosité des catho-

liques d'autres Pays d'Europe, qui, zélés pour la foi de leurs ancêtres, donnent au monde de splendides exemples de désintéressement et de sacrifices pour conserver dans leurs écoles l'éducation chrétienne. Vous-même, Monsieur le cardinal, vous qui déployez tant d'activité et de vigilance pour le salut des âmes, ne cessez pas de recommander à tous de s'appliquer avec une volonté ferme, un dévouement actif, un cœur généreux, à poursuivre le but que Nous nous proposons. Puisque les jours sont mauvais, ne Nous laissons pas surmonter par le mal, mais triomphons plutôt du mal par le bien.

En terminant cette lettre, Nous levons les yeux vers le Seigneur, en le suppliant, par l'intercession de la Vierge immaculée et des saints apôtres Pierre et Paul, d'exaucer nos vœux, d'avoir en mémoire la cité sainte où s'élève la chaire de son Vicaire, de préparer pour elle des jours meilleurs ; et Nous gardons l'espérance certaine que, grâce au secours du Ciel, et par le zèle actif de tous les bons, les efforts de l'ennemi resteront vains, et que Rome conservera toujours le trésor de sa foi.

En attendant, comme gage des faveurs célestes, Nous vous accordons la bénédiction apostolique à vous, Monsieur le cardinal, aux membres de la commission et à tous les fidèles de Rome.

Du Vatican, 25 mars 1879.

LÉON XIII, PAPE.

Mexique. — DISCOURS DU PRÉSIDENT PRONONCÉ A L'OUVERTURE
DU CONGRÈS LE 1^{er} AVRIL 1879

Messieurs les Députés,
Messieurs les Sénateurs,

C'est avec satisfaction que je vous vois réunis de nouveau pour continuer vos travaux législatifs pendant la session qui s'ouvre aujourd'hui. Obéissant à un devoir que m'impose la Charte fondamentale de la République, je vais vous faire connaître l'état des affaires dans les divers Départements du pouvoir exécutif.

Nos relations avec les Puissances amies n'ont souffert aucune interruption ; elles tendent, au contraire, à devenir plus cordiales. Tandis que les Gouvernements de deux nations européennes, justement célèbres dans les annales de l'industrie,

du commerce ou de la navigation, se montrent disposés à rétablir leur ancienne amitié avec la République, le Pays a profité des occasions qui se sont offertes pour exprimer les sentiments qui l'animent à l'égard de ces nations qui ont parfois manifesté leurs sympathies en notre faveur.

Nos relations avec les États-Unis d'Amérique sont dans le même état qu'à l'ouverture de la session précédente. Ils ont évité jusqu'à ce jour la réparation qu'ils doivent au Mexique par suite de l'ordre du 1^{er} juin, réparation à laquelle les oblige le Traité du 2 février 1848, aux termes duquel ils se sont compromis à respecter la ligne de division entre les deux Républiques, bien que les motifs allégués pour annuler cette obligation ne soient pas suffisants, n'existent même pas, ainsi que l'a reconnu le Gouvernement des États-Unis. En attendant, le Gouvernement de la République continue à éviter avec soin les motifs de désaccord qui surgissent fréquemment entre nations voisines, et en cela il est secondé avec un zèle patriotique par les autorités supérieures de la frontière du Nord.

Il y a donc lieu d'espérer que le Gouvernement des États-Unis, réglant sa conduite d'après les préceptes de la justice et ayant égard aux intérêts de l'industrie et du commerce, modifiera dûment dans le sens de notre droit une résolution aussi contraire à la loi internationale, constituant en même temps un obstacle au développement et à l'avenir économique des deux Pays, ainsi qu'un danger constant pour le maintien de la paix.

Comme il a été jugé nécessaire d'étendre les délais stipulés dans la convention préliminaire du 7 décembre 1877 au sujet des limites entre les États-Unis mexicains et la République de Guatémala, il a été décidé de prendre un arrangement, en fixant un nouveau terme pour l'achèvement des études et des travaux auxquels cette convention se rapporte. Des Plénipotentiaires ayant été nommés à cet effet, il a été signé, le 3 mars de la présente année, une nouvelle convention qui sera soumise à l'approbation du Sénat.

Le service des postes s'est fait avec régularité et les moyens de communication existants ont été améliorés.

Le Mexique ayant adhéré à l'Union postale; cet acte ayant été approuvé par le Sénat dans la réunion précédente et tous les arrangements ayant été pris, la Convention du 1^{er} juin 1878 a commencé aujourd'hui à produire ses effets. On achève les travaux nécessaires de la convention de Paris, et l'on espère

que l'abaissement des taxes établi dans ce Traité postal produira une augmentation considérable dans le trafic de la correspondance extérieure.

Il s'est produit sur divers points du Pays certains événements qui ont provoqué, il est vrai, des troubles passagers et des difficultés locales; mais on ne peut pas dire qu'ils affectent la tranquillité générale de la République ou qu'ils menacent l'ordre établi...

Les établissements de bienfaisance publique jouissent actuellement d'améliorations importantes dont le ministère de l'intérieur rendra compte au Congrès. Pour le moment, j'ai l'honneur d'annoncer aux Chambres la création prochaine d'une Banque au Mont-de-Piété, qui sera d'une grande utilité, non-seulement pour le district fédéral, mais pour toute la République, par l'animation que les capitaux de ce nouvel établissement produiront dans toutes les affaires.

Pour l'instruction publique, le ministère de la justice a émis, le 1^{er} janvier dernier un règlement pour l'établissement des écoles régionales d'agriculture, en distribuant les matières à étudier conformément à la loi. Une de ces écoles a été installée dans l'État de Morelos. D'autres dispositions réglementaires dans la même branche ont été prises par le même ministère : réforme du règlement de la loi organique sur l'instruction publique en ce qui concerne les cours de mathématiques à l'École nationale préparatoire; modifications aux règles établies concernant les bourses gratuites, qui seront dorénavant délivrées par des commissions de professeurs et non par le ministère; règlement d'études pour les écoles primaires suivant les principes qui régissent l'instruction publique chez les nations les plus éclairées du monde.

On peut signaler des progrès notables en ce qui concerne les travaux publics. On a réparé les routes qui en avaient un besoin urgent, on en a ouvert de nouvelles, comme celle de Humantla à Nautla, et la route de San Luis à Tampico est en service.

Sur le chemin de fer de Mexico à Toluca, on a mis en exploitation la portion de voie entre Tacuba et San Bartolo; sur celui de Guanajuato, on a achevé la construction de vingt kilomètres; sur celui de Hidalgo, quatre; sur celui de Morelos, cinq; sur celui de Mérida à Progreso, vingt-quatre. Cette dernière voie sera promptement terminée et est déjà en exploitation dans sa plus grande partie. On a tout le matériel nécessaire pour l'achèvement du chemin de fer national de Tehuacan à la Esperanza; on commencera les travaux de celui de Matamoros

à Jesus Maria aussitôt que le matériel, qui est en route, sera arrivé. En outre, l'Exécutif met la dernière main à un contrat pour la construction à ses frais d'un embranchement de voie de Cuautitlan à Tula.

On a reçu les phares qu'on doit placer à la Anegada de Afuera et à Tampicoo ; celui de Frontera est en construction, et l'on attend ceux de Campêche et Mazatlan. On procède aussi à la construction des tours de fer pour les phares reçus.

Quant au service télégraphique, dans la période écoulée de septembre à ce jour, on a achevé les lignes de San Cristobal las Casas à Tuxtla et à Comitán, d'Oajaca à Tehuantepec, et de San Luis à Zacatéras. Ces lignes forment un total de sept cent dix kilomètres.

En février dernier, l'Exécutif a reçu une communication du Président de la section française de la Société de Géographie de Paris pour l'étude d'un canal interocéanique dans les isthmes d'Amérique. Par cette communication, l'Exécutif est invité à nommer un ou plusieurs délégués au Congrès international qui se réunira dans ce but à Paris le 15 mai prochain. Le Gouvernement a accepté cette invitation et a nommé un ingénieur qui représentera le Mexique à ce Congrès scientifique.

Se basant sur des raisons de convenance générale, l'Exécutif présentera bientôt au Congrès une initiative au sujet de l'ouverture d'une Exposition internationale au commencement de l'année prochaine. L'Exécutif a foi dans le patriotisme et les lumières des représentants du peuple, et il ne doute pas que cette initiative soit bien accueillie par le Congrès, puisqu'il s'agit d'une question qui intéresse l'honneur et le progrès moral et matériel du Mexique.

Pendant la session actuelle, il sera présenté aux Chambres le contrat passé par le Ministre des finances pour l'établissement d'un câble sous-marin qui, partant d'un port du golfe aux États Unis, touchera à divers ports de la République et aboutira sur les côtes du Pacifique, par une voie qui traversera le continent par l'isthme de Tehuantepec.

Par suite des événements de la guerre, l'importation des produits étrangers dans le Pays pendant toute l'année 1876 a considérablement diminué. Au rétablissement de la paix, après le triomphe de la Révolution de Tuxtepec, la confiance renaissant et le commerce se ranimant, il s'en est suivi une importation abondante qui a procuré au Gouvernement des ressources abondantes pour couvrir régulièrement les dépenses de l'administration publique.

Il s'est produit ensuite une réaction naturelle : l'importation des marchandises étrangères a diminué à tel point que dans le premier semestre de la présente année économique, les droits se sont à peine élevés à R. 3,493,242 99 c., tandis que dans le premier semestre, l'année précédente, ils avaient atteint le chiffre de R. 5,678,557 48 c. ; d'où une différence en moins dans les entrées de R. 2,585,314 49 c.

Si l'on songe que les droits d'importation forment à eux seuls les deux tiers des entrées du Trésor fédéral, que leur diminution détermine celle des autres revenus publics, toujours insuffisants pour balancer les sorties, et que sur les dépenses ordinaires on a payé des subventions considérables à diverses entreprises de chemins de fer, on comprendra combien profondément l'Administration s'est ressentie de cette forte baisse, et combien cette circonstance a contribué à augmenter le déficit et à rendre plus difficile la situation financière du Pays.

L'Exécutif attend du patriotisme et de la sagesse du Congrès que pendant cette session que la Constitution consacre à l'examen et au vote du budget, les Chambres s'occuperont d'une façon toute particulière de l'étude des mesures propres à remédier à cette situation.

Le rapport du représentant des États-Unis au Mexique, au sujet des conditions actuelles de notre Pays ayant été publié, et ce document, au jugement de l'Exécutif, exagérant la mauvaise situation de la République et les difficultés contre lesquelles elle lutte pour son progrès matériel, — ce qui peut exercer une influence en propageant et en enracinant les préjugés qui prévalent à l'étranger sur l'insécurité et les dangers de la République, — on a cru convenable de publier un exposé dans lequel, tout en reconnaissant les points du rapport dont les appréciations sont fondées, on rectifie les inexactitudes qu'il contient, on fait un examen sérieux de chacun des faits cités, l'on entre enfin dans la discussion de toutes les graves et difficiles questions qui y sont traitées ; le tout accompagné de données irrécusables qui éclaireront l'opinion du monde civilisé et feront connaître avec exactitude la véritable situation du Mexique. Cet exposé sera remis aux Chambres par le ministère des finances.

Le service public et l'avenir du Mexique étant intéressés à la solution convenable de diverses questions économiques importantes, l'Exécutif renouvelle au Congrès la recommandation qu'il lui a faite le 16 septembre dernier, relativement aux initiatives présentées par le Département des finances, et qui n'ont pas encore été résolues : substitution du droit de *portazgo* dans

le district fédéral et le territoire de la Basse-Californie ; libre exportation des produits nationaux et autres.

Les bandes qui s'étaient soulevées dans le district de Tepic sans aucun plan politique ont été détruites par les troupes fédérales. Il ne reste plus actuellement que quelques restes insignifiants de ces bandes...

On a mené à bonne fin l'internement des Kickapoos et Mescajeros, qui se tiennent tranquilles dans les États frontières du Nord. On a capturé et interné également quelques autres Indiens Lipans et Comanches. En janvier dernier, un détachement de Kickapoos est arrivé à Mexico et un autre détachement est en route pour la capitale.

Par suite de l'invasion récente des Indiens barbares de Chan Santa Cruz dans l'État d'Yucatan, il a été décidé de renforcer la garnison fédérale de cet État ; en outre, quelques armes ont été remises au Gouvernement du même État pour la garde nationale.

Divers groupes d'Indiens barbares venant des États-Unis ont envahi quelques localités de la frontière du Nord ; ils ont été poursuivis avec ténacité, et on les a obligés à repasser le Rio Bravo après les avoir battus.

J'ai rendu compte aux Chambres de l'état des affaires dans les diverses branches de l'administration publique. L'Exécutif continuera à faire tous ses efforts pour améliorer la situation, et il a la ferme confiance que dans cette tâche le Congrès lui prêtera son loyal concours.

L'uniformité des vues dans la marche des pouvoirs législatif et exécutif, leur aide mutuelle, leur Union et leur accord sincère seront des garanties de réussite, et assureront le succès dans le commun effort en faveur des intérêts nationaux.

Russie. — UKASE DE L'EMPEREUR ORDONNANT L'ÉTABLISSEMENT DE GOUVERNEURS GÉNÉRAUX INVESTIS DE POUVOIRS EXTRAORDINAIRES, EN DATE DU 5 AVRIL 1879.

Les événements de ces derniers temps prouvent à l'évidence qu'il existe en Russie une bande de gens mal intentionnés, sinon nombreuse, du moins opiniâtre dans ses erreurs criminelles, cherchant à saper toutes les bases du Gouvernement et de la société. Ne se bornant pas à propager par des proclamations imprimées, qu'ils envoient secrètement, les théories les plus

subversives, qui tendent au renversement des dogmes de la religion, de la famille et des droits de propriété, ces scélérats ont attenté, à plusieurs reprises, à la vie de hauts fonctionnaires de l'empire et d'autres personnes investies de l'autorité gouvernementale. Cette série de crimes a été couronnée par une tentative criminelle de régicide.

Ces crimes et l'absence de tout repentir de ceux de ces scélérats qui ont été découverts jusqu'à présent ont appelé notre attention sur la nécessité d'avoir recours à des mesures extraordinaires provisoires, tendant au châtement exemplaire des coupables, ainsi qu'à revêtir les personnes investies de l'autorité gouvernementale de droits spéciaux, en vue de la préservation de l'ordre public.

Dans ce but, nous avons jugé utile :

1° De nommer à Saint-Petersbourg, à Kharkow et à Odessa des gouverneurs temporaires investis des droits extraordinaires indiqués dans les articles ci-dessous. Les mêmes droits sont provisoirement octroyés aux gouverneurs généraux actuels de Moscou, de Kiew et de Varsovie.

2° Les provinces de Saint-Petersbourg, de Kharkow et de Kherson sont soumises aux gouverneurs généraux de Saint-Petersbourg, de Kharkow et d'Odessa. Seront aussi soumises à ces gouverneurs généraux, ainsi qu'à ceux de Kiew et de Moscou, certaines localités des provinces voisines, qui seront indiquées plus tard.

3° Dans toutes les localités susmentionnées, les administrations civiles locales sont placées sous les ordres des gouverneurs généraux dans la mesure où, aux termes de l'article 46 des règlements militaires en temps de guerre, les provinces et les territoires déclarés en état de siège sont soumis au commandant en chef, pour tout ce qui concerne le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique; il en est de même pour les écoles et les établissements d'éducation de tout genre.

4° Les gouverneurs généraux ont le droit de faire passer devant les conseils de guerre les personnes justiciables des tribunaux ordinaires dans les localités sous leurs ordres, en leur appliquant les peines établies en temps de guerre, non-seulement dans les cas prévus par notre ukase du 9 août 1878, mais pour tout autre crime dirigé contre l'État ou contre l'ordre de choses existant, ainsi que pour les crimes prévus par les lois criminelles générales, quand ils le jugeront nécessaire pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. Les gouverneurs généraux sont investis, pour les affaires de ce genre, des droits réservés

par les art. 1234, 1238 et 1241 du tome XXIV du code militaire de 1869 au commandant en chef en temps de guerre.

5° La procédure ci-dessus indiquée sera appliquée à toutes les affaires de ce genre pour lesquelles les accusés n'avaient pas comparu jusqu'à présent devant les tribunaux.

6° Les gouverneurs généraux ont le droit :

De faire transporter administrativement hors des territoires qui leur sont soumis toutes les personnes dont le séjour leur paraîtra nuisible ;

De mettre en état d'arrestation, sur leur initiative directe, toute personne contre laquelle ils jugeront nécessaire de prendre cette mesure, sans distinction de rang ni de position sociale ;

De suspendre ou de supprimer tout recueil périodique ou journal dont les tendances seront reconnues nuisibles ;

Et de prendre en général les mesures qu'ils jugeront nécessaires, vu les circonstances locales, pour le maintien et la tranquillité dans le Pays confié à leurs soins.

Le Sénat siégeant prendra les dispositions nécessaires pour l'exécution de ce qui précède.

ALEXANDRE.

Saint-Pétersbourg, 5 avril 1879.

Pérou. — DÉCRET DE M. MARIANO PRADO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ABAISSANT LES DROITS D'IMPORTATION DES MARCHANDISES ÉTRANGÈRES AUTRES QUE CELLES PROVENANT DU CHILI, EN DATE DE LIMA LE 17 AVRIL 1879

Moi, Mariano-J. Prado, Président constitutionnel de la République péruvienne.

Considérant que le Chili ayant prohibé tout commerce avec le Pérou, le Gouvernement du Pérou se voit obligé de prendre des mesures pour contrecarrer les effets de cette hostilité et pour empêcher la décadence des affaires ; car le Gouvernement est d'avis qu'on ne devrait jamais diriger aucune mesure hostile contre les affaires pacifiques et inoffensives des particuliers, des mesures de cette nature étant contraires aux véritables intérêts des nations ;

Décète :

Article 1^{er}. Les droits d'importation sur tous les articles de

commerce similaires aux produits chiliens, et provenant des ports étrangers autres que ceux du Chili, sont réduits de 50 p. 100 à partir de ce jour.

Art. 2. Le Gouvernement fixera 60 jours à l'avance la date à laquelle expirera la jouissance de la concession établie par l'article précédent.

Art. 3. A partir du 15 juin prochain, les droits d'entrée sur les produits du Chili ou sur les produits venus de ports étrangers sur des navires qui ont passé par les ports chiliens seront augmentés de 40 p. 100 sauf en ce qui concerne les articles expédiés de ports étrangers sur des steamers arrivés par voie du détroit.

Art. 4. Tout article chilien ou arrivé de l'étranger par des ports chiliens, qui n'aura pas payé de droits d'entrée, sera grevé d'un droit de 25 p. 100 de la valeur, à titre de droit d'importation, à partir de la date indiquée dans l'article précédent.

Art. 5. Le Gouvernement assume la responsabilité de cette mesure et en demandera en temps opportun la sanction légale. Le Ministre du commerce et des travaux public est chargé de la promulgation et de l'exécution du présent Décret.

Fait à la maison du Gouvernement, à Lima, le 17 avril 1879.

Saint-Siège. — RÉTRACTATION DE L'EX-PATRIARCHE DES ARMÉNIENS CATHOLIQUES DISSIDENTS PRONONCÉE EN PRÉSENCE DU PAPE LÉON XIII, DES CARDINAUX DE LA SACRÉE CONGRÉGATION DE PROPAGANDE ET DU RITE ORIENTAL LE 18 AVRIL 1879

Très Saint-Père,

Je suis une des brebis égarées de Votre Sainteté qui, me mettant en désobéissance et méprisant les avertissements et les censures du Siège apostolique, me suis séparé du sein de la sainte mère l'Église catholique ; qui ai adhéré au nouveau schisme arménien de Constantinople et qui ai osé recevoir, contre les lois de l'Église catholique romaine, l'ordre épiscopal et le nom de patriarche catholique. Aujourd'hui, le cœur contrit, accourant personnellement aux pieds de Votre Sainteté, je demande humblement à votre paternelle clémence le pardon de toutes mes fautes et de mes erreurs.

Très Saint-Père, avant mon départ de Constantinople, voulant

réparer tous mes dommages et les scandales causés par mon patriarcat illégitime, j'en ai officiellement donné ma démission à la Sublime-Porte, de qui je l'avais reçu ; j'ai confessé mes graves fautes, déclarant en présence de la même Sublime-Porte l'innocence de S. E. R. Mgr Antoine Pierre IX, légitime patriarche, et proclamant ses droits sacrés et ceux du Saint-Siège.

Et maintenant, en conformité du serment que j'ai fait lors de mon ordination sacerdotale, je renouvelle mon vœu d'obéissance au siège apostolique et je professe sincèrement cette doctrine de l'Église catholique romaine à moi enseignée depuis les premières années de mon enfance, que le pontife romain est le successeur de l'apôtre saint Pierre, le chef de l'Église universelle de droit divin, et qu'il a, tant dans les choses appartenant à la foi et aux mœurs qu'en celles de la discipline, l'immédiate autorité reçue de Jésus-Christ pour enseigner, paître, régir et gouverner toute l'Église soit en général, soit en particulier, chaque nation et chaque individu du rite oriental ou occidental.

En renouvelant ici, Très Saint-Père, ma profession de foi ci-dessus, je supplie humblement Votre Sainteté de me recevoir de nouveau dans le sein de la sainte Église catholique après m'avoir absous de toutes les censures et irrégularités encourues par moi ; dans ce but, je rétracte sincèrement tout ce que j'ai dit, écrit et fait contre le Saint-Siège apostolique romain ; je prie Votre Sainteté de m'accorder la permission de me retirer pour quelques jours dans de saints exercices, en pénitence des graves scandales et des actes illégitimes.

Pour tout cela, je serai toujours un serviteur reconnaissant et un fils très fidèle de Votre Sainteté. Je prends le Dieu tout-puissant, ainsi que l'autorité divine et apostolique de Votre Sainteté à témoin de la sincérité de ces sentiments que j'ai exprimés.

Dans la confiance d'obtenir au plus tôt de la paternelle clémence de Votre Sainteté la faveur demandée, je me prosterne, avec les sentiments de respect distingué, de sincère reconnaissance et de profonde vénération, au baisement du pied sacré, et j'implore la bénédiction apostolique

De Votre Sainteté, etc.

Saint-Siège. — ALLOCUTION DU PAPE LÉON XIII EN RÉPONSE A LA RÉTRACTATION DE L'EX-PATRIARCHE DES ARMÉNIENS CATHOLIQUES DISSIDENTS PRONONCÉE LE 18 AVRIL 1879.

Il est doux et consolant pour un père d'embrasser et de presser sur son cœur un fils qu'il croyait perdu ; un pasteur tressaille de joie quand il voit la brebis longtemps errante revenir au bercail abandonné. Cette joie, cette consolation, notre cœur l'éprouve aujourd'hui en vous voyant, Fils chéri, longtemps attendu, rentrer dans le sein de l'Église catholique et faire ainsi disparaître du milieu des catholiques de l'Arménie le germe d'une très funeste division. Et cette sainte joie est d'autant plus grande et plus sensible que Nous avons toutes raisons de croire à la sincérité et à la constance de votre conversion.

Nous en sommes assuré par le courage et la fermeté avec lesquels vous avez pris et accompli une aussi généreuse résolution. Nous en sommes assuré par les circonstances et les bons propos qui l'ont accompagnée : par cette sincère humilité qui vous a fait déposer sur-le-champ les insignes épiscopaux ; qui vous a conduit à Rome, au prix d'un long et pénible voyage, pour offrir personnellement et spontanément au Siège apostolique la réparation qui lui était due ; qui vous a conseillé enfin, pour mieux vous disposer à recevoir le bienfait de l'absolution, à vous enfermer d'abord dans une sainte retraite spirituelle. Nous en sommes surtout assuré par les nobles sentiments de repentir pour les erreurs passées et la profession pleine et entière de foi catholique que vous venez d'exprimer en notre présence.

Nous remercions du plus profond de notre cœur le Dieu de miséricorde, qui, agissant efficacement sur vous par sa grâce, a voulu, par un événement aussi heureux, réjouir notre Pontificat. Et, en même temps, Nous le remercions aussi pour vous, qui avez reçu de sa grâce le courage d'accomplir un acte aussi noble et qui vous honore si grandement. En effet, reconnaître humblement sa propre faute, la confesser, la détester publiquement, faire amende honorable, c'est assurément la plus difficile des victoires ; et, selon l'infailible jugement de la divine sagesse, un tel acte, loin d'avilir et de dégrader, ennoblit au contraire et élève l'âme de celui qui est parvenu à remporter une pareille victoire. Un exemple si éclatant et si plein d'édification efface tout souvenir des égarements passés et vous mérite, Fils bien-

aimé, une gloire impérissable devant Dieu et devant les hommes.

C'est pourquoi, Nous qui tenons sur la terre, malgré notre indignité, la place de Dieu, Nous souvenant de l'immense charité de Jésus-Christ, qui non seulement accorde le pardon au pécheur repentant, mais lui donne des marques d'une vraie prédilection. Nous ne pouvons faire moins que d'ouvrir notre cœur pour répandre sur vous toute notre clémence. Et en même temps que Nous vous accordons un entier et large pardon, Nous décidons, de notre volonté spontanée, de faire pour vous une exception aux règles générales de la discipline ecclésiastique en vous accordant les titres, les insignes et les honneurs de la dignité épiscopale qui vous fut illégitimement conférée par des prélats qui ont déserté l'unité catholique. Et, animé du même esprit de charité et d'amour chrétien, Nous sommes disposé à embrasser et à recevoir tous ceux qui ont le suprême malheur de vivre hors de la véritable Église de Jésus-Christ, s'ils veulent, comme vous, revenir sincèrement à elle.

Oh ! combien Nous sont chères les églises de l'Orient ! Combien Nous admirons leurs antiques gloires ! Et combien Nous serions heureux de les voir resplendir de l'éclat de leur première grandeur ! — Aussi, dans l'humilité de notre cœur, Nous supplions ardemment le Prince des Pasteurs de daigner faire briller sa lumière divine aux yeux de tant de fils égarés de l'Orient, et de leur donner ce généreux courage qui, à votre exemple, les ramène dans l'unique bercail du Christ, et leur fasse reconnaître la suprême autorité du seul souverain Pasteur de toute l'Église.

En attendant, comme gage de notre pardon et de la particulière affection avec laquelle Nous vous avons accueilli, Nous accordons du fond de notre cœur à vous, cher Fils, ainsi qu'à tous les catholiques arméniens et orientaux, la bénédiction apostolique.

Benedictio, etc.

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AUX PRÉDICATEURS
ITALIENS PRONONCÉ LE 24 AVRIL 1879

Nous éprouvons aujourd'hui une grande consolation de vous voir réunis autour de Nous en si grand nombre, ô ministres choisis de l'Évangile ! Nous sommes consolé par les sentiments

de respect et d'affection si noblement exprimés dans l'Adresse qui vient d'être lue. Nous sommes consolé par l'hommage de votre piété et de votre filial dévouement à la personne et aux enseignements du Vicaire de Jésus-Christ. Mais Nous sommes surtout consolé par la vue d'une si belle phalange d'ouvriers évangéliques tous consacrés au ministère de la divine parole, de cette parole qui, dans l'ordre de la création aussi bien que dans celui de la rédemption, a toujours opéré des merveilles dans le monde. Ce fut la parole de Dieu qui, à l'origine, tira le monde du néant et l'orna d'une beauté variée à l'infini. Et lorsque les hommes, par la faiblesse et par la malice de la volonté, s'éloignaient de leur Dieu et que toute la famille humaine allait se précipitant de ruine en ruine, ce fut la parole de Dieu qui les retira de l'erreur, les arracha à la corruption et soumit au Christ le monde entier. *Allez, dit aux Apôtres le Verbe incarné, allez dans le monde entier, et prêchez l'Évangile à toute créature.* Et, forts de la mission qui leur était confiée, au nom du Nazaréen et avec la vertu qui leur venait d'en haut, ils se répandirent sur toute la terre ; ils firent entendre le son de leur voix jusqu'aux extrémités du globe, et le monde entier fut chrétien.

Aujourd'hui encore, vous le savez bien, mes très chers Fils, aujourd'hui encore le monde s'éloigne de Jésus-Christ et de son Église, et il menace, pour son propre malheur, de redevenir païen. Déjà, presque partout, les États se sont constitués sans Dieu ; déjà on a beaucoup fait pour enlever à la famille tout caractère chrétien, en profanant le mariage et en soustrayant l'éducation et l'instruction de la jeunesse à la bienfaisante influence de l'Église. Cette apostasie, qui va se consommant rapidement, prépare à la société la plus effroyable ruine. Qu'y a-t-il, en effet, de plus funeste pour le monde que de s'éloigner de Jésus-Christ, qui est la voie, la vérité et la vie ?

Aussi n'y a-t-il aucun moyen plus propre à pourvoir aux vrais besoins de notre époque, que de s'appliquer à ramener le monde à Jésus-Christ. Et c'est là, Fils bien-aimés, votre œuvre très sainte et très noble. A la parole de Dieu, comme toujours, appartient la gloire de convertir le monde à la foi, selon ces mots de l'Apôtre des Gentils : *Fides ex auditu, auditus autem per verbum Christi* (Rom. X, 17). Efforcez-vous donc, Fils très chers, de prêcher au monde Jésus crucifié, qui est la force et la sagesse de Dieu. Dissipez les épaisses ténèbres d'ignorance qui enveloppent une grande partie des hommes, en montrant surtout la nécessité, la raison et l'excellence de la foi ; faites connaître et aimer des hommes le divin Rédempteur ; révélez les beautés

cachées qui sont en Lui, ainsi que celles de l'Église, son épouse immaculée : montrez les inestimables trésors que l'Église possède ; faites apprécier la large et bienfaisante influence qu'elle peut exercer sur toutes les classes de la famille humaine ; vengez-la donc des outrages et des calomnies des impies par lesquels on tente de la rendre odieuse aux peuples et aux rois.

Que le monde connaisse par vos paroles combien les peuples seraient joyeux et prospères si la religion de Jésus-Christ était en honneur et florissait parmi eux ; combien les familles seraient heureuses et tranquilles, si la religion, qui consacre et resserre le lien de l'union conjugale, et qui rend douce et respectée pour les enfants l'autorité paternelle, siégeait en reine au milieu d'elles ! Et dans ce beau pays, privilégié de Dieu, que vous êtes appelés à évangéliser, la situation publique, serait moins grave si l'on ne faisait pas à l'Église et au Pontificat romain une guerre déloyale et injuste ; car, ainsi que vous l'avez justement observé, notre Italie, de préférence aux autres peuples, fut prospère et heureuse quand l'Église y déployait librement son matériel et pacifique empire.

L'esprit et le cœur remplis de ces pensées, continuez le ministère apostolique de la parole, et cherchez même, par les qualités extrinsèques du discours, par les attraites et les grâces d'un style à la fois simple et digne, à amener les foules à vous entendre. Les germes, même peu abondants, déposés dans leur cœur, fécondés par l'action de la grâce divine, se développeront et produiront des fruits de salut.

Ah ! que le Dieu de miséricorde, qui a mis aux mains de ses Ministres un moyen si puissant et si salutaire, daigne bénir vos labeurs et donner à votre voix cette efficacité et cette vertu surnaturelle sans laquelle seraient vains tout génie humain et toute habileté.

Nous, cependant, — comme gage des faveurs du Ciel et en témoignage de notre spéciale et paternelle affection, — Nous vous accordons à vous et à tous les fidèles qui ont voulu s'unir à vous dans cette démonstration d'amour filial, la bénédiction apostolique.

Benedictio, etc.

Autriche-Hongrie. — LETTRE AUTOGRAPHE DE L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH AU COMTE TAAFFE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR REMERCIANT LES POPULATIONS DE L'EMPIRE DES MANIFESTATIONS ENTHOUSIASTES QUI ONT EU LIEU EN RAISON DU VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE SON MARIAGE DATÉE DU 27 AVRIL 1879

Cher comte Taaffe,

Pendant un règne de plus de trente ans, j'ai partagé mainte peine et aussi bien des joies avec mes peuples, mais il eût été impossible, je crois, de me causer une joie plus pure et plus vive que celle que j'ai éprouvée ces derniers jours. Elle m'a été procurée par l'amour de mes peuples ! Nous nous sentons profondément émus, moi et l'impératrice, de ces manifestations spontanées d'amour sincère et de fidèle attachement.

De la part de particuliers et d'associations, de corporations, des communes et des autorités, de représentants de tous les Pays, de tous les États et de toutes les classes de la population, nous ont été adressés les témoignages les plus touchants d'une joie sincère et nous ont été présentées les félicitations les plus cordiales.

Je suis à la fois fier et heureux de pouvoir considérer des peuples tels que ceux que comprend cet empire comme ma grande famille, dans les marques d'amour de laquelle nous voyons aussi un effet de cette bénédiction céleste que nous demandâmes, il y a vingt-cinq ans, devant l'autel pour notre union, et que nous espérons à l'avenir encore de la grâce de Dieu, pour le bonheur de notre famille, pour nos chers enfants et pour le salut de la patrie.

Les fêtes brillantes et solennelles sont passées ; mais le souvenir reconnaissant de ce jour ne s'effacera jamais de nos cœurs ; ce n'est qu'à quelques représentants de tant de millions que nous avons pu exprimer de vive voix nos remerciements ; aussi portez à la connaissance publique que nous remercions tous, tous, de la manière la plus chaleureuse et la plus cordiale.

Vienne, ce 27 avril 1879.

FRANÇOIS-JOSEPH, m. p.

France. — DÉPÊCHE DE M. WADDINGTON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU GÉNÉRAL CIALDINI, AMBASSADEUR D'ITALIE A PARIS, LUI ACCUSANT RÉCEPTION DU MONTANT REVENANT A LA FRANCE DE LA SOUSCRIPTION OUVERTE EN 1859 A MILAN AU PROFIT DES BLESSÉS DES ARMÉES FRANCO-ITALIENNES

Paris, le 23 avril 1879.

Monsieur l'Ambassadeur,

Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre, le 24 de ce mois, quatre traites s'élevant ensemble à la somme de 389,475 f. 05, qui représente, au cours du change, celle de 427,448 livres 86 centimes, dont S. M. le Roi d'Italie a bien voulu faire l'attribution au Gouvernement de la République, sur le montant de la souscription ouverte, en 1859, à Milan, au profit des blessés des armées italienne et française.

Je m'empresse, monsieur l'Ambassadeur, suivant votre désir, de vous accuser réception de ces fonds, que j'ai immédiatement adressés à mon collègue, monsieur le Ministre de la guerre, qui est appelé à en opérer la répartition.

La générosité de la nation italienne nous reporte à des souvenirs également chers aux deux Pays, et je vous prie, au nom du Gouvernement de la République, de vouloir bien faire parvenir à S. M. le Roi l'expression de notre gratitude.

Agréez les assurances de la très haute considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur l'Ambassadeur,

*de Votre Excellence, le très humble
et très obéissant serviteur,*

WADDINGTON.

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AUX PÈLERINS FRANÇAIS PRONONCÉ LE 2 MAI 1879

C'est avec le plus vif plaisir que Nous voyons aujourd'hui autour de notre trône les fils de la généreuse nation française, dont les gloires et les souffrances ont été toujours étroitement unies à celles de l'Église et du Pontificat romain.

Nous vous remercions, nos chers enfants, du fond de notre cœur pour les sentiments que vous venez de Nous exprimer.

Ces sentiments de respect, de dévotion et d'inébranlable fidélité envers la Chaire de saint Pierre et notre humble personne correspondent pleinement à la paternelle bienveillance qui Nous attache à vous, laquelle, Nous Nous plaçons à le constater, n'est que le juste prix du zèle et de l'activité que vous ne cessez de consacrer à la cause de Dieu, qui vous ramènent pour la huitième fois à Rome, et qui sont dignes de tout éloge.

Oui ! sans nul doute, dignes de tout éloge ; car ce zèle et cette activité se manifestent accompagnés d'une soumission absolue à l'autorité de l'Église, dans un siècle où le souffle de l'insubordination à toute autorité produit tant de victimes et tant de ruines dans le monde, en multipliant les malheurs de la société. Ce zèle et cette activité, en outre, sont vraiment salutaires, car ils constituent une véritable victoire sur l'esprit d'indifférentisme et d'égoïsme de cette époque, qui n'en est que trop atteinte. Ils sont encore véritablement exemplaires, car ils réveillent les esprits et font revivre au sein de la catholicité des manifestations éclatantes de courage chrétien et d'invincible fermeté, qui ont, dans tous les siècles, rempli d'honneur et de gloire l'histoire de l'Église.

Aussi est-ce avec une indicible consolation que Nous voyons la vigueur avec laquelle la vie réellement catholique se maintient et se développe en France, malgré les nombreux obstacles et les fréquentes contradictions qu'elle sait vaincre, car elle les sait affronter avec fermeté au nom de son Dieu, le Dieu des causes bienfaisantes et des saintes victoires ! — En effet, c'est la pureté de sa foi qui multiplie la fécondité de ses bonnes œuvres. Nous en trouvons le témoignage solennel et vivant dans la générosité avec laquelle la charité française court au-devant de chaque besoin, de toute misère, comme aussi dans l'intrépidité et la promptitude avec laquelle vous combattez pour les droits du Christ et de son Église sans aucune crainte ni respect humain. Et Nous éprouvons une grande joie à vous le dire sans réticence, car Nous fondons sur ces mérites et sur ces vertus nos plus douces et nos plus belles espérances pour l'avenir de votre illustre nation. — Souvent Nous Nous disons en Nous-même : Non, le bon Dieu n'abandonnera pas un peuple qui ne se lasse pas de donner au monde de si éclatants témoignages de sa fidélité à son Église, de son amour filial au Vicaire du céleste Rédempteur.

Voilà pourquoi il importe, très chers enfants, pour le bien de votre patrie, comme pour celui de la religion, que vous continuiez à professer hardiment votre foi et votre union avec

ce Saint-Siège apostolique, foi et union qui ont valu jadis à la France le titre glorieux de *Fille aînée de l'Église*. Et ce titre glorieux, vous ne le perdrez jamais, pourvu que vous vous efforciez toujours de disposer des trésors de la grâce, dont le Seigneur vous comble, en faveur de la justice et de la vérité. — D'ailleurs, plus les temps sont terribles, plus il importe de s'abriter sous l'Arche sainte du salut de l'humanité, pour échapper à l'orage qui gronde et au naufrage qui menace. Soyez certains que c'est ainsi que vous sauverez votre chère patrie des dangers qu'elle court et que vous lui assurerez les bienfaits de l'ordre, de la paix et de la prospérité, que Nous vous souhaitons, et que nous implorons pour vous aux pieds de notre divin Maître.

Et afin que vous puissiez de plus en plus mériter ces bienfaits, recevez, chers enfants, la bénédiction apostolique que Nous vous donnons de tout notre cœur, bénédiction que nous étendons à l'illustre épiscopat de France, qui ne cesse de Nous offrir les témoignages touchants de sa fidélité et de son amour, comme Nous l'envoyons à vos familles et à toute la France catholique, afin que cette bénédiction, chers enfants, vous suive et vous protège sur cette terre, et vous serve de gage de la félicité éternelle au ciel.

Benedictio, etc.

République-Argentine. — MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE M. AVELLANEDA LU A L'OUVERTURE DES CHAMBRES LE 5 MAI 1879

(Extrait.)

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

La tranquillité règne dans toute l'étendue de la République ; le Pays est entré de nouveau dans une voie de progrès rapide, en surmontant les causes des derniers malheurs. L'immigration augmente ; le crédit public et privé se rétablit et les recettes de la nation montent normalement à leur taux le plus élevé ; car si les mêmes chiffres ont pu être atteints dans les années antérieures, ce résultat favorable avait dépendu de circonstances extraordinaires et absolument transitoires.

Un grand fait domine, Messieurs, notre situation intérieure ;

c'est l'influence, toujours croissante, que le Gouvernement national exerce sur le territoire de la République. L'éventualité des conflits violents disparaît aujourd'hui sur la plus simple indication du pouvoir exécutif : c'est ainsi qu'on a vu se produire ces derniers mois la suppression d'une demande d'intervention à Tucuman et disparaître une menace de guerre civile entre deux provinces au moyen de quelques mots qu'avait transmis le télégraphe du siège du Gouvernement.

Les recettes se sont élevées, en 1878, à dix-huit millions quatre cent cinquante et un mille huit cent quatre-vingt-dix-sept piastres fortes : elles ne figuraient dans les calculs budgétaires que pour seize millions quatre cent cinquante-neuf mille cent vingt-neuf piastres. C'est la première fois que les recettes effectives dépassent les prévisions, en réalisant, d'ailleurs, sur l'année précédente, une augmentation de 24 1/2 p. 100.

Cette progression, Messieurs, nous paraît normale, parce qu'elle correspond à l'accroissement de la population, au rétablissement des affaires, à la formation de nouveaux capitaux dans plusieurs provinces.

Si certains articles sont plus fortement imposés par la loi actuelle, en revanche les droits ont été abaissés pour d'autres, et quelques-uns ne figurent plus dans la statistique de l'importation et ne relèvent plus de la loi de douane, compris qu'ils sont dans la production nationale ; notamment les céréales, qui ont cessé de nous venir de l'extérieur ; le sucre de Tucuman et les vins de Cuyo, qui ont remplacés les articles similaires étrangers dans la consommation de plusieurs provinces.

La valeur officielle de l'importation et de l'exportation a donné en 1878 : 77,658,278 piastres fortes.

La loi du budget avait fixé les dépenses normales à 17,068,794 piastres ; les lois spéciales ou nouvellement votées représentaient en outre un chiffre de 6,528,615 piastres : ce qui donnait un total de 23,597,409 piastres pour les dépenses autorisées. Sur cette somme l'État n'ayant dépensé que 20,840,118 piastres, il reste disponible, en conséquence, une somme considérable, qui n'a pas reçu d'emploi pendant le dernier exercice.

Nos dépenses, subissant des réductions nouvelles, ne doivent point dépasser le budget normal ; et c'est ce qui aura lieu désormais, car nous nous trouvons avoir pour ainsi dire liquidé les lois spéciales pendantes, lesquelles, pour la plupart, répondaient à des crédits ouverts pour de précédents exercices.

Le Président insiste avec une légitime satisfaction sur les diminutions patientes effectuées dans l'administration ; sur le

soin scrupuleux avec lequel s'est accompli le service de la dette consolidée ; sur l'amortissement de 1878, pour le compte des emprunts extérieurs, d'une somme de 2,076,000 piastres et de 694,000 pour la dette intérieure, et conclut justement, de la signification des chiffres qu'il expose, à l'amélioration profonde de la situation financière de la République, qui peut, dit-il, être comparée sans désavantage à celle des autres peuples. Il s'applaudit surtout d'avoir, au prix de grands sacrifices et en surmontant de nombreuses difficultés, acquitté fidèlement ses engagements envers l'Europe :

L'effort a été pénible ; mais nous en recueillons les fruits. Notre nom est cité avec honneur parmi ceux des États qui remplissent loyalement leurs obligations, et le Ministre des finances vous apprendra le relèvement de notre crédit, cette préoccupation impérieuse d'un Pays nouveau, qui, seul, peut amener le capital étranger et qui constitue, avec l'immigration, le premier élément de tout vrai progrès pratique.

Le Président, citant l'immigration, a constaté à cet égard deux faits importants, savoir : le chiffre de cette immigration, qui s'est élevé en 1878 à 35,876 émigrants, soit 7,000 de plus que la précédente année, et ses conditions éminemment propices, l'immigration actuelle étant en grande partie composée d'agriculteurs ; les colons viennent par famille, dénotant ainsi l'intention non de traverser le Pays, mais de s'y fixer ; au lieu de séjourner, comme autrefois, dans les villes du littoral, ils se répandent immédiatement dans toutes les régions du territoire, et s'adonnant particulièrement à la culture, en offrant de la sorte à l'avenir un gage certain de prospérité. Par suite, la République argentine importe aujourd'hui des céréales sur les marchés du Vieux Monde et du Nouveau ; des chargements sont partis de colonies formées par des immigrants européens : commerce naissant, appelé à prendre un jour des proportions puissantes. En avril dernier, six navires ont chargé au Rosario 4,500 tonnes de blé, pour différents ports de l'Europe.

Il y a quatre années, l'immigrant n'avait point pénétré dans l'intérieur du Pays ; il n'existe plus un point si reculé du sol où il ne s'établisse. De nouveaux terrains, d'ailleurs, sollicitent son activité. Le commissariat général a mission de le diriger de préférence sur les territoires nationaux de la Patagonie et du Chaco, où une colonie nouvelle s'est fondée.

Le Chaco offre à l'Européen travailleur la coupe de ses bois, dont l'exportation a pris récemment un tel essor qu'il a été nécessaire d'édicter une réglementation minutieuse, afin de

convertir ce déboisement en une exploitation régulière, qui doit augmenter sensiblement les revenus nationaux.

Les colonies, organisées par le Gouvernement ou soutenues légalement par l'Etat, sont au nombre de douze et forment déjà autant de villages, représentant une population de 9 à 10,000 habitants.

Quant aux colonies de Santa-Fé, dont l'action est sensible pour la richesse nationale, elles possèdent actuellement 32,000 âmes, et le produit de leurs dernières récoltes est évalué à près de 3 millions de piastres fortes.

Sur l'extrême frontière enfin, où jusqu'à nos jours il était difficile de distinguer entre les populations chrétiennes et les tribus sauvages, quelques villages, Carhué entre autres, ont reçu un développement si rapide et inattendu, que le voyageur resterait frappé de surprise en se présentant inopinément dans le désert; car ce désert n'en est plus un : l'homme, en groupant ses efforts, et le travail en ont transformé l'aspect et les conditions.

Le Président Avellaneda, dans ce Document remarquable, n'a laissé aucun point administratif ou politique dans l'ombre. L'entrée de la République argentine dans la Ligue postale de Berne, qui l'unit aujourd'hui aux principales nations du monde, est devenue un fait définitif; son réseau télégraphique, qui commence à compter comme une source de recettes et qui atteint les parties les plus reculées de la contrée, met en communication la République argentine avec la Bolivie et Valparaiso, et le télégraphe militaire, reliant les campements de la frontière au ministère de la guerre, augmenté de 130 kilomètres, aboutit présentement au port de Bahia Blanca.

Il ressort du message qu'après tant d'années orageuses la paix, cet inappréciable bienfait, est assurée au Pays :

« La République n'est en guerre qu'avec le sauvage, chaque jour refoulé par la civilisation ou conquis par elle. Des opérations militaires, embrassant la vaste zone comprise entre la ligne actuelle de la frontière et le parallèle 30 de latitude Sud, et conduites avec autant d'énergie que de succès, ont eu pour résultat la capture de 4 caciques souverains, celle de 8,000 prisonniers et la délivrance de 300 captifs.

» Nous nous arrêtons, dit le message, devant ces victimes arrachées à la barbarie, parce que leur rachat suffit pour justifier les 3 ou 400,000 piastres dépensées sur le million et demi voté par le Congrès pour l'occupation du Rio Negro. Les sujets anglais tenus en esclavage par le Roi Théodoros n'atteignaient

pas ce nombre, et la Grande-Bretagne a dépensé 30 millions de douros dans la guerre d'Abyssinie. »

Après avoir vaincu l'Indien de la pampa intermédiaire, les divisions argentines ont repris leur marche pour terminer l'œuvre en allant finalement camper sur les rives du Rio Negro.

Si l'établissement de l'Indien soumis a été, pour les États-Unis, un problème de solution difficile, comme en témoignent les résultats si divers obtenus dans les territoires indiens du Nord-Amérique, il est loin d'offrir les mêmes incertitudes et les mêmes éventualités dans la République argentine. Ici, grâce à l'esprit profondément chrétien des populations, qui n'admet pas l'extermination après la conquête, grâce également à l'aptitude qu'a l'Indien de pouvoir se plier aux exigences de la civilisation, il est susceptible de devenir un coopérateur, au lieu d'être un esclave ou un ennemi. On peut faire de lui un excellent soldat, un bon matelot : deux cents d'entre eux apprennent actuellement les premières manœuvres de la marine, et cinq cents sont employés dans les sucreries de Tucuman. Les femmes et les enfants sont répartis dans les familles par les soins des Sociétés de bienfaisance.

Le Président Avellaneda, après avoir mentionné les grands travaux publics qui se poursuivent à Buenos-Ayres, à Mendoza, à Santiago de Estero, à Santa-Fé, etc., et les développements de l'instruction publique dans les provinces, résume d'une manière brillante la situation extérieure et se déclare heureux d'annoncer que les relations de la République sont amicales avec toutes les Puissances :

« Le Président des États-Unis a résolu, ajoute-t-il, la question des limites avec le Paraguay, en lui attribuant la domination de Villa-Occidental. Ce jugement arbitral a été respecté : ainsi le voulait notre honneur. Villa-Occidental sera remis au Gouvernement paraguayen ; nous avons déjà, du reste, commencé le tracé d'une ville nouvelle sise entre le Pilcomayo et le Vermejo, et qui sera la capitale future du Chaco.

» Quant à la question chiléno-argentine, le Président Avellaneda rappelle, qu'à la faveur des dernières négociations entamées à Santiago, on a pu arriver honorablement pour les deux Pays à la conclusion d'une convention, connue sous le nom de « pacte du 6 décembre », qui, quoique contenant certaines clauses initiales encore à débattre pour la solution des limites, semble déjà, dans sa signification essentielle, un véritable Traité de paix. »

Don Nicolas Avellaneda a terminé ainsi :

« Tandis que nous nous efforçons, Messieurs, de donner une solution pacifique à nos débats internationaux, d'autres peuples de même origine, vivant sur le même continent, parmi lesquels compte le Chili, portent leurs différends sur le terrain fatal et incertain toujours de la guerre. Les colonnes de fumée qui s'élèvent sur les côtes de l'océan Pacifique ne désignent plus au voyageur les usines ou les navires de commerce, déployant dans les ports leur activité ; mais bien l'incendie et la destruction de villes, il y a peu de mois tranquilles et laborieuses.

» Nous ne sommes dans cette lutte ni juges ni acteurs : nous sommes et serons des spectateurs émus devant le sang qui commence à couler et les ruines qui peuvent bientôt s'accumuler sur le territoire de trois nations sœurs.

» C'est un spectacle douloureux, et je crois qu'il nous tracera le devoir d'user de tout moyen conciliateur tendant à le supprimer, si toutefois nos négociations avec le Chili se terminent heureusement et nous permettent, par l'état de nos relations avec les trois belligérants, de leur offrir une médiation amicale.

» En attendant, je suis le fidèle écho du sentiment national, en consignait dans ce Document nos vœux pour le rétablissement de la paix entre la Bolivie, le Chili et le Pérou. Nous ne sommes ni ne pouvons être indifférents à la destinée de trois nations auxquelles nous unissent les liens de la plus étroite fraternité et nous rattache même la solidarité du nom commun sous lequel nous nous présentons devant le monde.

» Je viens, Messieurs, de vous tracer à grands traits le tableau administratif du Pays, qui non-seulement se repose de ses agitations passées, mais réalise d'évidents progrès. L'opinion du monde nous est favorable ; ainsi en témoigne l'Exposition universelle de Paris, à laquelle nous avons participé avec peu de dépenses, mais avec de grands efforts, et où nous a été décerné le premier rang parmi les nations sud-américaines.

» Nous trouvons, par conséquent, dans notre vie intérieure, comme dans la réputation qui nous est faite à l'étranger, de nouveaux éléments de puissance et un nouveau mouvement d'opinion dont nous devons profiter dans l'avenir.

» Ce n'est point la force, en effet, c'est l'opinion qui produit des réformes, transforme la législature ou corrige les abus dans les Pays libres.

» En invoquant le patriotisme de mes concitoyens, je fais des vœux pour que, durant la prochaine élection présidentielle, l'ordre soit maintenu, la liberté assurée, et pour que la transmis-

sion du mandat suprême ait lieu sans troubler la prospérité générale.

» Pour moi, Messieurs, répétant avec sincérité et fermeté une déclaration faite solennellement déjà dans cette enceinte, je ne pactiserai avec aucune candidature ; car il y a incompatibilité entre une candidature qui peut n'être qu'une ambition, et l'exercice du Gouvernement qui impose d'austères devoirs.

» La session de 1879 est ouverte. »

Saint-Siège. — ALLOCUTION DU PAPE LÉON XIII PRONONCÉE DANS LE CONSISTOIRE SECRET TENU LE 12 MAI 1879

Vénérables Frères,

Le Seigneur, riche en miséricorde, qui gouverne les choses humaines de telle sorte qu'il mêle à la tristesse la joie, et à la douleur l'allégresse, a daigné, par des consolations, réjouir Notre Humilité, affligée par la pensée des épreuves communes, surtout depuis le temps qui s'est écoulé après la dernière allocution que Nous vous avons adressée.

Vous n'avez pas oublié, en effet, ce que Nous avons dit lorsque Nous avons confirmé l'élection ou postulation du Vénérable Frère le patriarche de Babylone des Chaldéens. Nous exprimions alors l'espérance que ceux qui dirigent les affaires de l'empire ottoman seraient facilement disposés à accorder pleinement et facilement à leurs sujets catholiques ce qu'exigent le droit et l'équité. Or, ce qui était alors l'objet de Notre espérance et de nos vœux, Nous devons maintenant nous en féliciter, est arrivé heureusement par la bénignité et la faveur de Dieu, et par la justice du souverain qui est à la tête de cet Empire.

Et, tout d'abord, comme Nous venons de le rappeler, le patriarche même de Babylone des Chaldéens, élu selon le droit et confirmé par nous, a été muni, selon l'usage, du Décret en vertu duquel, étant publiquement reconnu chef de la communauté chaldéenne, il lui a été donné de jouir du libre exercice de tous les droits et privilèges dont avaient joui ses prédécesseurs, conformément à leur dignité.

Cet événement, si heureusement accompli, a été suivi d'autres plus heureux encore. Celui, en effet, qui était parvenu d'une manière illégitime à occuper le siège de Zaku, et qui, bientôt après, avait prétendu s'élever à la dignité patriarcale, comme

aussi les autres moines et ecclésiastiques qui avaient suivi sa défection, se sont soumis par une humble et sincère déclaration à ce Siège Apostolique, et ont ainsi réparé, à leur grand honneur, leur faute première. Nous avons donc lieu d'espérer l'entière extinction et la destruction complète du déplorable schisme qui depuis longtemps affligeait les catholiques chaldéens de la Mésopotamie.

Tandis que Nous Nous réjouissions grandement et à juste titre de cet événement, un autre sujet de joie Nous a été fourni par la fin des difficultés très graves qui s'étaient élevées entre les hérétiques Jacobites et les catholiques de Mossul, du rite syriaque. Vous savez, en effet, Vénérables Frères, que ces hérétiques, tournant à leur profit une brève dissension qui avait eu lieu entre le patriarche catholique des Syriens et le Gouvernement civil, avaient envahi tout à coup de vive force les églises dont la pacifique possession était assurée d'abord aux catholiques, et qu'ensuite, nonobstant les justes et multiples réclamations de ces derniers, les hérétiques avaient retenu obstinément les églises usurpées, soutenus qu'ils étaient par les ressources et la faveur de certains hommes puissants.

Néanmoins, tout récemment, lorsque la voix de la justice a pu arriver facilement à la cour impériale, et après que l'arbitrage de cette question eût été remis aux nobles représentants des Gouvernements de la France et de l'Angleterre près le chef suprême de l'empire ottoman, une sentence très juste a été rendue, en vertu de laquelle le droit des catholiques a obtenu pleine justice. Il Nous a été d'autant plus doux de Nous réjouir au sujet de ce triomphe, que plusieurs familles des Jacobites, habitant Mardin, sont retournées à l'antique foi de leurs ancêtres, et que beaucoup d'autres laissent voir par des indices assez manifestes qu'elles suivront le même exemple.

Mais, quoique toutes ces choses Nous aient profondément réjoui, Notre consolation la plus grande Nous est surtout venue du changement très souhaité qui s'est produit dans la Nation arménienne. Nous voulons, Vénérables Frères, pour que la joie de cet événement soit entière, rappeler ce qu'un grand nombre d'Arméniens catholiques, unis avec leurs illustres Pasteurs à ce Siège de vérité, ont vaillamment souffert, pendant neuf ans, par suite de la perfidie et de la haine de ceux qui, oublieux de leur devoir, s'étaient séparés de l'unité catholique.

Ceux-ci, en effet, attaquant par des calomnies leurs frères innocents, s'étaient efforcés d'insinuer une opinion très fausse dans l'esprit de ceux qui président aux affaires publiques, à

savoir que l'autorité et le magistère de ce Siège Apostolique diminuaient la fidélité due au pouvoir politique, qu'ils détournaient les sujets de l'Empire ottoman de l'obéissance à leur Souverain pour transférer leur allégeance à un prince étranger; et de façon à être contraires au droit des gens et à la prospérité publique.

Or, rien n'est plus absurde et plus contraire à la vérité. En effet, l'Eglise du Christ, uniquement préoccupée du salut éternel des âmes, ne cherche qu'à le promouvoir et à le sauvegarder partout à l'aide des moyens surnaturels dont elle est divinement munie. Mais pour remplir cette mission elle ne trouble pas l'ordre ou les droits de la société civile, et n'affaiblit point l'autorité des Princes temporels; bien au contraire, instruite par les paroles de l'apôtre, elle enseigne que tous doivent être soumis aux pouvoirs supérieurs, *non-seulement par une raison de crainte, mais aussi par devoir de conscience.*

Il est prouvé, d'ailleurs, que les peuples sont d'autant plus fidèles aux princes qu'ils ont été plus habitués, sous la conduite et le magistère de l'Eglise, à garder envers Dieu une foi intacte.

La raison enseigne, en outre, et l'histoire l'atteste, que les liens communs qui unissent entre eux les hommes d'une même Nation sont affermis et consolidés par la religion catholique. Ainsi, la tranquillité publique des Empires et les autres avantages très importants qui en dérivent sont de la sorte en pleine vigueur et produisent les meilleurs fruits.

Mais à quoi bon s'arrêter à réfuter ces mensonges, qu'engendraient la fausseté et la haine à l'époque malheureuse du différé, puisque ceux mêmes qui s'efforçaient de soutenir leur défection par des inventions et des calomnies se sont repentis de cette manière d'agir et de parler? Car il y en eut plusieurs qui, revenus à de meilleurs sentiments, et détestant le mal qu'ils avaient commis, ont professé hautement et de fait qu'on doit chercher dans le sein maternel de l'Eglise la vérité, la justice et le vrai bonheur. C'est pourquoi, couvrant du voile de la charité tout ce qui a été dit ou fait à tort, il Nous sied bien mieux de Nous réjouir plutôt avec le Père céleste, que ceux qui étaient morts sont revenus à la vie, et de ce que ceux qui étaient perdus sont retrouvés.

Or, parmi ceux qui ont mis le comble à notre joie par leur retour, Nous voulons principalement louer celui que les dissidents avaient établi maître et chef de la défection; car, donnant l'exemple noble et difficile d'un cœur magnanime et courageux, il n'a pas rougi de confesser publiquement sa faute; il a sponta-

nément abdiqué les charges et les honneurs injustement acquis, il a eu à cœur d'expier son erreur par une pénitence salutaire, puis il a réglé tellement ses mœurs et sa conduite, qu'elle a offert les indices certains d'une sincère conversion ; venant enfin vers Nous, il a fait clairement preuve de soumission et d'obéissance. C'est pourquoi aussi Nous avons pensé qu'il fallait se conduire avec clémence à son égard, et, contre les usages ordinaires de la discipline ecclésiastique, Nous lui avons permis de marcher revêtu des insignes de l'épiscopat.

Plaise à Dieu que tous ceux qui ont suivi le transfuge dans sa malheureuse défection s'empressent au plus tôt d'imiter son retour au camp d'Israël !

Tandis que Nous Nous appuyons sur cette espérance, Nous devons Nous féliciter de ce que, ce long conflit étant apaisé, la communauté catholique des Arméniens et leur Patriarche légitime ont obtenu une paix honorable et ont été remis en possession de leurs droits par le Gouvernement de l'Empire ottoman.

C'est pourquoi Nous adressons de justes louanges à ce Gouvernement, de ce que, les calomnies de nos adversaires une fois reconnues, il a volontiers accordé aux catholiques ce que leur droit et le devoir d'un Gouvernement juste demandaient. En effet, il a ainsi manifestement démontré qu'il est prompt et déterminé à exécuter fidèlement, touchant le libre exercice du culte catholique dans l'Empire ottoman, tout ce qui a été prévu et établi l'année dernière dans les conventions publiques, conclues avec les Nations les plus puissantes de l'Europe.

Pour ces heureux événements donc, Vénérables Frères, rendons au Dieu immortel, dispensateur de tous biens, les plus grandes actions de grâces, et demandons-lui instamment qu'il daigne les ratifier et les confirmer, en leur procurant chaque jour un nouvel accroissement.

C'est ce que Nous voulions vous dire aujourd'hui, brièvement, sur les affaires des églises d'Orient.

Mais maintenant il Nous plaît, Vénérables Frères, de donner une marque publique de Notre amour et prédilection envers votre Ordre très illustre, que nous avons déclaré dès le commencement de Notre pontificat devoir nous être très cher et jouir toujours auprès de Nous de la plus haute considération. En effet, Nous avons résolu aujourd'hui d'adjoindre à votre collège les hommes les plus illustres et les plus éprouvés ; les uns par l'excellence du zèle, du conseil, par l'habileté à exercer les fonctions pastorales, à s'occuper du salut des âmes et à défendre la

doctrine et les droits de l'Église, tant par la publication de leurs écrits que par le ministère de la parole ; les autres, par la haute recommandation de leur grande science et de leur célébrité acquise, soit dans la charge de l'enseignement, soit par la publication des nobles monuments de leur génie : tous, enfin, par leur foi inébranlable envers le Saint-Siège, par les travaux supportés pour l'Église, et par l'excellence de leurs mérites, par leur vertu sacerdotale et leur constance manifestée et reconnue des preuves nombreuses, se sont montrés tout à fait dignes d'être honorés du titre de votre dignité sublime et d'en revêtir les insignes ; — ce sont :

FRÉDÉRIC, landgrave de Furstenberg, archevêque d'Olmütz :

JULIEN FLORIAN DESPREZ, archevêque de Toulouse et Narbonne :

LOUIS HAYNALD, archevêque de Colocsa et Bacs ;

LOUIS-FRANÇOIS PIE, évêque de Poitiers.

AMÉRIC FERREIRA DOS SANTOS SILVA, évêque de Porto.

CAJÉTAN ALIMONDA, évêque d'Albenga ;

JEAN NEWMAN, prêtre philippin de la Congrégation de Londres ;

JOSEPH HERGENROETHER, prélat de notre maison pontificale, docteur dans l'Académie de Wurtzbourg ;

THOMAS ZIGLIARA, membre de l'Ordre dominicain, recteur du collège de Saint-Thomas-d'Aquin de Rome.

Au nombre de ceux-ci nous ajoutons aussi notre propre frère, *Joseph Pecci*, Préfet vicair de notre Bibliothèque Vaticane, duquel Nous dirons seulement, Vénérables Frères, qu'il a longtemps exercé le haut enseignement des lettres et des sciences les plus ardues, qu'il Nous est lié par une profonde affection et que Nous l'aimons du même amour ; vous-mêmes, par votre très honorable jugement, par votre unanime et bienveillante affection, vous avez participé à son élection ; c'est pourquoi, comme il Nous a semblé que cela était juste, Nous vous en témoignons Notre reconnaissance.

Que vous en semble-t-il ?

Donc, avec l'autorité du Dieu Tout-Puissant et des saints apôtres Pierre et Paul, et avec le nôtre, Nous créons Cardinaux-Prêtres de la Sainte Eglise Romaine :

FRÉDÉRIC, Landgrave de Furstenberg,

JULIEN FLORIAN DESPREZ,

LOUIS HAYNALD,

LOUIS-FRANÇOIS PIE,

AMÉRIC FERREIRA DOS SANTOS SILVA,

CAJÉTAN ALIMONDA,
Et Diacres :
JOSEPH PECCI,
JEAN NEWMAN,
JOSEPH HERGENROETHER,
THOMAS ZIGLIARA.

Avec dispenses, dérogations et clauses nécessaires et opportunes.

Au nom du Père † et du Fils † et du Saint-Esprit †. Ainsi soit-il.

Autriche. — DISCOURS PRONONCÉ PAR L'EMPEREUR FRANÇOIS-JOSEPH A LA CLOTURE DU REICHSRATH LE 17 MAI 1879

Honorés Messieurs des deux Chambres du Reichsrath,

Lorsque je vous rassemblai autour de mon trône, il y a six ans à peu près, en vue de l'accomplissement de vos devoirs de citoyens, je signalai les grandes et importantes tâches que vous étiez appelés à résoudre d'un commun accord avec mon Gouvernement.

On vous présentera des projets de loi visant à des réformes étendues dans le domaine des impôts, de la législation judiciaire et des rapports confessionnels. Au cours de la session, d'autres affaires importantes vinrent encore réclamer dans la même mesure tout votre dévouement patriotique et vos lumières politiques. Si bien des choses sont restées inachevées, il n'en est pas moins vrai que, grâce à votre concours, des tâches importantes et difficiles ont trouvé leur solution.

Vous avez suivi avec une attention soutenue les grandes secousses qui se sont produites par rapport à la question économique et vous vous êtes efforcés, de concert avec mon Gouvernement, d'adoucir par une série de mesures les conséquences de la crise survenue dans les deux hémisphères. Bien que cette crise ait été d'une violence et d'une durée inusitées, on voit pourtant augmenter enfin les symptômes de la régénération économique.

C'est avec un légitime orgueil que peuvent être enregistrés les succès que le travail national ennobli par les arts a su remporter aux Expositions.

Grâce aux efforts que vous avez faits, de concert avec mon Gouvernement, en vue du règlement de la situation financière

de l'État, et grâce à la confiance toujours plus grande dans nos ressources économiques, le crédit de l'État est resté intact.

Si les circonstances n'ont pas permis de compléter plus rapidement notre réseau de chemins de fer, toutes les conditions sont au moins réunies aujourd'hui, par suite de votre coopération, pour assurer une nouvelle organisation des chemins de fer dans le sens de l'intérêt public.

Le tarif douanier général, tenant compte de la situation politico-économique de l'Empire, a créé une base solide d'où les relations commerciales avec l'étranger seront réglées par une série de Traités de commerce.

Le règlement des rapports extérieurs de l'Église catholique au point de vue du droit s'est effectué sans perturbation de la paix confessionnelle par voie législative.

Par la loi sur la Cour suprême pour affaires administratives, l'importante question de la justice administrative a trouvé une solution satisfaisante, et un organe constitutionnel a été créé dans ce domaine pour la protection des droits des Parties.

C'est avec un zèle tout patriotique que vous avez pourvu au développement de la landwehr, à l'amélioration du sort des militaires devenus incapables de servir, et augmenté par la réforme de la gendarmerie la sécurité à l'intérieur.

Je vous renouvelle l'expression de ma reconnaissance pleine et entière pour votre concours aux arrangements intervenus avec le Pays de ma Couronne hongroise et par lesquels de nombreuses questions d'un intérêt matériel ont été réglées dans un esprit d'équité mutuelle, et les relations entre les deux parties de l'empire de nouveau consolidées.

En présence des événements d'Orient, c'était un devoir imposé par la nécessité de sauvegarder d'une manière énergique les intérêts, la position de grande Puissance et le prestige de la Monarchie. Bien que les mesures prises à cet effet aient entraîné de grands sacrifices, vous n'avez cependant pas refusé, jugeant la situation avec un esprit vraiment patriotique, votre concours à mon Gouvernement, que vous avez mis à même de faire valoir toute son influence en vue de la consolidation de l'état de choses créé en Orient par les décisions européennes, afin que la paix qui est dans l'intérêt de toutes les Puissances soit maintenue et assurée.

C'est pour moi une satisfaction toute particulière de nous voir approcher de ce but. La Monarchie, respectée et puissante à l'extérieur, entretenant les relations les plus amicales avec toutes les Puissances, est, à l'intérieur, unie et élevée par les

sentiments patriotiques et le profond dévouement de la population pour moi et ma Maison, ce dont tout récemment encore il m'a donné de si belles et si touchantes preuves.

En vous exprimant, à vous aussi, honorés Messieurs du Reichsrath, représentants légaux de la population, mes chaleureux remerciements à ce sujet, je déclare close la session du Reichsrath.

Chili. — MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRONONCÉ A L'OUVERTURE DES CHAMBRES LE 1^{er} JUIN 1879

Première partie

Concernant le conflit du Pacifique.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des députés,

En inaugurant vos travaux législatifs, il ne m'est pas permis, comme dans d'autres occasions, de vous annoncer avec plaisir que la République jouit de l'un des plus grands biens que puisse désirer une nation : la paix extérieure.

Au mois de février de l'année passée, le congrès bolivien approuva une loi qui imposait le salpêtre exporté d'Antofagasta d'un droit de dix centavos (10 sous) par quintal, contrariant ainsi ouvertement ce qui avait été arrêté par l'article 4 du Traité passé, le 18 août 1874, entre le Chili et cette Nation. Notre chargé d'affaires à La Paz appela l'attention du Gouvernement bolivien sur la décision du congrès, qui impliquait une transgression flagrante des engagements de la Bolivie vis-à-vis des intérêts et des individus établis dans le territoire compris entre les parallèles 23 et 24, et ce Gouvernement, pénétré de la justice de notre réclamation, suspendit l'exécution de ladite loi.

Lorsqu'à la fin de la même année, notre chargé d'affaires apprit que le Gouvernement de Bolivie se proposait de mettre en vigueur le droit sur le salpêtre décrété par le Congrès, il fit de nouvelles observations, indiquant les conséquences que pourrait avoir pour les relations des deux Pays la persistance de ce Gouvernement à réaliser une mesure si peu équitable.

Le cabinet de La Paz, ne faisant aucun cas des observations du Chili, a décrété l'exécution de la loi.

Cet acte autorisait le Chili à user des représailles qu'il aurait pu croire opportunes ; mais persuadé comme je le suis, que

le premier devoir d'un Gouvernement est d'épargner à son Pays les calamités de la guerre, je proposais au Gouvernement de Bolivie, par l'entremise de notre légation à La Paz et en vertu de l'article 2 du protocole additionnel au Traité de 1874, de soumettre à la décision d'un arbitre le désaccord suscité entre les deux Gouvernements.

A cette proposition qui mettait en évidence le désir qu'avait mon Gouvernement de donner une solution pacifique au conflit, le Gouvernement de Bolivie a répondu en décrétant l'expropriation de la Compagnie chilienne des salpêtres d'Antofagasta.

Nous avions réclamé pour le droit de dix *centavos* dont on avait grevé les produits élaborés par cette Compagnie, et l'on nous donnait satisfaction en la spoliant violemment de ses propriétés.

Nous étions arrivés à la limite de nos efforts pour éviter une rupture entre les deux Gouvernements, et nous ne pouvions faire un pas de plus sans humiliation.

En conséquence, nous décidâmes qu'une petite division de notre armée occuperait le territoire compris entre les parallèles 23 et 24.

Nous étions autorisés, dans tous les cas, par le droit international, à prendre une pareille mesure. Une nation peut, quand elle a épuisé tous les moyens de conciliation, en appeler à la force pour obliger un autre État à faire droit à ses justes réclamations.

Dans le cas présent, des circonstances spéciales justifient nos procédés.

Jusqu'à la fin de 1866, le Chili a été en possession du territoire qu'il a occupé dernièrement, et il l'avait cédé à cette époque à la Bolivie aux conditions stipulées dans le Traité de cette même année. En raison des difficultés suscitées par le gouvernement bolivien pour l'exécution du Traité, on signa celui du mois d'août 1874, dans lequel le Chili renonçait à la moitié des droits sur les minerais, sans autre compensation que les garanties stipulées dans l'art. 4 en faveur des intérêts et des individus établis sur le littoral.

Le Chili n'avait pas renoncé d'une manière absolue à ses droits de souveraineté sur ce territoire, et il a pu exiger avec justice que les choses retournassent à l'état où elles se trouvaient avant le Traité de 1866, si les engagements stipulés dans le Traité de 1874 n'étaient pas remplis.

Nos relations avec la Bolivie étant rompues, l'attitude qu'il incombait au Pérou de prendre comme nation sœur et amie, était bien définie.

Le Pérou a toujours eu avec le Chili d'étroites et cordiales

relations, et si parfois nous avons bien voulu intervenir dans les affaires de ce Pays, cela a été pour l'aider dans les efforts qu'il faisait pour conquérir son indépendance, ou nous placer à ses côtés lorsqu'elle était menacée.

Nous n'avons pas eu à débattre avec le Pérou, comme cela est arrivé avec la Bolivie et la République argentine, les limites mal définies des États hispano-américains, lorsqu'ils se sont séparés de la métropole, limites qui ont été le germe des dissentiments et des guerres qui ont éclaté entre eux.

En diverses occasions, le Pérou a fait appel aux armes pour se faire justice et il a envahi le territoire des États voisins ; mais le Chili, toujours fidèle aux sentiments de fraternité qui le liaient à ce Pays, s'est empressé de lui offrir ses bons offices, pour le rétablissement de la paix, en gardant, comme c'était son devoir, la plus stricte neutralité.

Les rapports d'amitié et de commerce qui nous unissaient étroitement au Pérou ; les liens de fraternité créés dans tant de combats où les drapeaux des deux Pays flottèrent l'un à côté de l'autre ; la neutralité que nous avons gardée et la conduite amicale que nous avons suivie dans les conflits entre le Pérou et les États voisins, tout nous autorisait à espérer sinon le secours de l'allié, au moins l'abstention du neutre.

Cependant cela n'est pas arrivé.

Nous sommes fondés à croire que la légation péruvienne n'a pas été étrangère à l'attitude violente que le Gouvernement bolivien a prise dans la question avec le Chili.

La nouvelle de l'occupation d'Antofagasta a été reçue au Pérou avec autant d'exaltation qu'en Bolivie, et les esprits qui ne se passionnent point ont pu prévoir que le Gouvernement du Pérou serait entraîné à nous déclarer la guerre s'il ne prenait pas une attitude énergique.

Après l'occupation d'Antofagasta le Gouvernement péruvien offrit sa médiation, qui fut acceptée avec l'espoir qu'elle arrêterait le conflit au point où malgré nous il était arrivé, et qu'elle ouvrirait les voies à une solution qui établirait sur des bases solides les bonnes relations entre le Chili et la Bolivie.

L'envoyé extraordinaire du Gouvernement péruvien qui vint remplir cette mission à Santiago nous fit savoir tout d'abord que, comme condition préalable de tout arrangement avec la Bolivie, nous devons faire cesser l'occupation d'Antofagasta par nos troupes.

Nous ne pouvions accepter cette condition sans compromettre très gravement les intérêts et les individus chiliens existant dans

le territoire que nous avions occupé. Comme vous le savez, l'immense majorité des habitants de ce territoire sont Chiliens, et, après les derniers événements, il n'était pas possible de les soumettre de nouveau à l'obéissance d'autorités qui auraient vu un ennemi dans chaque habitant.

Pendant que l'envoyé péruvien préparait, à Santiago les bases d'un arrangement entre le Chili et la Bolivie, les sentiments d'animosité se propagaient au Pérou contre notre Pays, et le Gouvernement, au lieu de calmer les esprits, les excitait par ses déclarations et ses préparatifs belliqueux.

En vue de cette situation, nous avons cru que le moment était arrivé d'exiger que le Gouvernement du Pérou prit une attitude bien définie, car la mission de médiateur qu'il représentait à Santiago ne s'accordait pas avec la précipitation qu'il mettait à préparer son escadre, à augmenter l'effectif de ses troupes, à les mobiliser dans la direction du Sud, à se procurer des navires, des armes et des munitions de guerre.

La chimérique crainte d'une agression de notre part ne pouvait justifier ces préparatifs. Engagés dans une guerre avec la Bolivie, il n'était pas raisonnable de supposer que nous voulussions donner au conflit de plus grandes proportions en les étendant au Pérou, et le Gouvernement de ce Pays savait en outre dans quelles dispositions nous nous trouvions pour lui donner à ce sujet les garanties nécessaires.

A la demande de notre Ministre à Lima, qui exigeait une déclaration de neutralité, le Gouvernement du Pérou a répondu, qu'étant lié avec la Bolivie par un Traité secret d'alliance, il ne pouvait décider sur ce point sans consulter au préalable le Congrès, qui à cet effet devait se réunir le 24 avril.

Le Gouvernement du Pérou, d'après le Traité secret dont le texte nous fut transmis par son envoyé, ne requérait point l'assentiment du Congrès pour déclarer si le *casus fœderis* était ou n'était pas arrivé ; il pouvait prendre de lui-même une décision, comme il l'a fait postérieurement. Nous dûmes considérer que sa réponse était évasive et qu'elle avait pour but de gagner du temps pour compléter ses armements.

La réponse du Gouvernement du Pérou nous a placés dans la douloureuse alternative de déclarer la guerre ou de lui laisser toute liberté pour qu'il nous la déclarât, lorsqu'il aurait terminé ses préparatifs. J'aurais cru manquer au plus sacré de mes devoirs, si j'eusse hésité, et en conséquence, je demandai au Congrès l'autorisation constitutionnelle de déclarer la guerre à un Gouvernement qui, tandis qu'il se faisait représenter à San-

tiago par une mission de paix et d'amitié, permettait à la Bolivie de transporter par son territoire des armes et des munitions de guerre, et faisait des préparatifs qui ne pouvaient s'expliquer que par des projets hostiles.

L'intervention du Pérou a donné au conflit engagé par la Bolivie des proportions considérables, mais le patriotisme du peuple chilien saura se placer à la hauteur des devoirs que la situation de la patrie lui impose et les douloureux sacrifices que la guerre exige du Pays seront compensés par le succès de nos armes et le prestige de notre drapeau.

C'est avec la plus grande satisfaction que je vous annonce que l'armée, en quelque sorte improvisée, se montre chaque jour plus digne de notre confiance par le patriotisme et le zèle dont les soldats et les officiers sont animés ; si jusqu'à présent cette armée n'a pas eu l'occasion de prouver que la valeur chilienne y compte de légitimes représentants, l'heure n'est pas éloignée où il lui sera donné de pouvoir rivaliser avec l'héroïsme dont nos marins ont donné de splendides preuves dans le combat aussi glorieux que douloureux d'Iquique.

Là nous avons vu les Chiliens, qui montaient les navires les plus faibles de notre escadre, soutenir avec gloire l'honneur de nos armes contre les navires les plus puissants de l'escadre ennemie.

Un peuple qui compte sur des enfants comme ceux qui ont su mourir glorieusement sur l'*Esmeralda*, ou comme ceux qui ont combattu avec tant de fermeté et de courage sur la *Covadonga*, peut être assuré que les revers de la guerre ne l'ébranleront pas, et que la supériorité même de l'ennemi ne lui arrachera pas le triomphe.

Mais la guerre dans laquelle nous nous trouvons engagés non seulement exige les efforts de notre armée et de notre escadre ; elle exige aussi le concours loyal et efficace de tous les citoyens. C'est ma conviction intime, et, pour lui obéir, je me suis proposé, comme ligne de conduite et comme but de mes efforts, de m'unir à la pensée dont tous les esprits sont préoccupés en ce moment, et d'atteindre les résultats auxquels nous aspirons tous, et que je crois inutile d'énoncer.

Je considère que des vues qui ne seraient pas opportunes, et des désaccords qui pourraient exister, en ce qui concerne les moyens employés par le Gouvernement pour satisfaire les exigences d'un peuple libre, ne viendront pas troubler l'harmonie des idées, ni affaiblir l'union, qui est notre principale force et qui doit nous mener au succès. En ce qui nous concerne, moi et les

collaborateurs auxquels j'ai donné une part dans l'administration, nous resterons fidèles à nos résolutions, en éloignant tout ce qui pourrait troubler l'harmonie qui doit unir tous les citoyens dans une seule pensée.

Ajournons toutes préoccupations qui pourraient être qualifiées de désaccords domestiques.

Faisons comprendre aux autres Nations qui prêteraient leur attention à la lutte dans laquelle nous nous trouvons engagés, que lorsqu'il s'agit de l'honneur du Pays et de sa gloire, il n'y a plus au Chili de luttes de partis.

Pleins de foi dans le secours que la Providence accorde à ceux qui défendent la justice, dans le courage éprouvé de nos soldats et de nos marins, et enfin dans le patriotisme du peuple chilien, nous attendons avec calme le résultat de la lutte.

Santiago, 1^{er} juin 1879.

ANIBAL PINTO.

Deuxième partie.

Concernant la question argentine et la situation générale du Pays.

Vous savez, qu'en décembre de l'année dernière, j'ai réglé avec le Gouvernement argentin un pacte qui a été approuvé par le congrès, mais qui n'a pas encore été soumis à l'approbation du congrès argentin. Je dois croire qu'il ne tardera pas à être approuvé, parce que l'arbitrage est consigné dans ce pacte, et qu'il y est dit que, en cas de difficultés postérieures entre les deux Gouvernements, elles devront être soumises aux verdicts des juges désignés pour les terminer.

Dans cette même convention on a indiqué les territoires sur lesquels chaque République pourra exercer sa juridiction ; et à la faveur de cet accord, on a éloigné toute occasion de plaintes et de réclamations ultérieures. Ayant arrêté un *modus vivendi* régulier et équitable, qui rétablissait la confiance et la tranquillité entre les deux Pays, il ne nous reste plus autre chose à faire (le pacte étant approuvé sans conclure d'arrangement) qu'à constituer l'arbitrage, afin qu'une sentence mette un terme aux prétentions des deux Républiques, et désigne d'une manière définitive le territoire qui correspond à chacune d'elles. Cette solution naturelle n'est que le complément de la clause stipulée dans l'article 39 du Traité de 1856.

Du moment que le pacte du 6 décembre était approuvé par

les deux Gouvernements, il n'y avait aucun inconvénient, suivant l'article 2, à ce que l'on nommât des Plénipotentiaires qui eussent à préciser les questions que l'on devait soumettre aux arbitres et à établir la marche que l'on devait suivre, sans négliger les moyens d'arriver à une transaction ou à un autre arrangement, si cela était possible.

Effectivement, notre Ministre Plénipotentiaire à Buenos-Ayres a eu diverses conférences avec le Ministre des affaires étrangères de cette République, dans lesquelles il a été échangé des propositions de transaction et d'arbitrage limité, sans qu'il ait été possible d'arriver jusqu'à présent à un accord parfait.

J'accueillerai avec sollicitude toutes les propositions qui seraient faites dans ce sens, quoiqu'il soit difficile d'y prêter une attention spéciale et exclusive dans ce moment, où les multiples et sérieuses affaires de la guerre absorbent toute l'attention de mon Gouvernement.

Je serais heureux de pouvoir mettre un terme à notre question territoriale avec la République argentine, sans qu'il fût nécessaire d'avoir recours à l'arbitrage; mais s'il ne nous était pas possible d'atteindre ce but, je n'entrevois aucun motif qui puisse troubler la cordialité de nos relations. Le retard de la sentence arbitrale ne compromet aucun intérêt, du moment que l'on a désigné le territoire dans lequel chaque République peut exercer des actes juridictionnels et du moment que ce territoire ne doit pas changer de condition. Il continuera de demeurer solitaire pendant de longues années encore, servant de repaire à des tribus sauvages.

En fin de compte, l'arbitrage devenant effectif, comme il a été établi en 1856, les deux Gouvernements, animés d'un esprit élevé de justice, auront prouvé qu'ils ont cherché la solution d'une ancienne et parfois désagréable question, de la seule manière prescrite par l'intérêt légitime et bien entendu des deux nations.

Dans le but de faire connaître aux autres États de notre continent les causes qui ont provoqué la guerre dans laquelle nous nous trouvons engagés et de dissiper les erreurs et les fausses appréciations que propagent les ennemis du Chili, j'ai accrédité des agents diplomatiques aux États-Unis de l'Amérique du Nord, au Brésil, au Venezuela, aux États-Unis de Colombie et à l'Équateur.

Dans une note du 29 avril dernier, le représentant de S. M. Britannique a porté à la connaissance de mon Gouvernement que S. M. Britannique, désirant éviter une rupture

entre le Chili et le Pérou, l'avait autorisé à offrir ses bons offices afin d'obtenir le rétablissement de la paix.

J'ai cru de mon devoir d'accueillir favorablement une indication qui naissait de sentiments élevés ; mais j'ai eu soin en même temps de signifier au représentant de S. M. Britannique que je ne pouvais anticiper une acceptation définitive, sans connaître, au préalable, les termes et les conditions auxquels la médiation devait être exercée.

Le Gouvernement du Pérou, auquel une pareille offre avait été faite, s'est refusé à l'accepter, et cette circonstance a arrêté les négociations entamées par le Gouvernement de S. M. Britannique.

S. M. le Roi de Portugal, désireuse de resserrer les relations d'amitié et de commerce qui existent entre le Chili et cette Nation, a accrédité auprès de nous un Ministre plénipotentiaire, avec lequel nous avons négocié un Traité d'amitié de commerce et de navigation et une Convention consulaire, qui seront bientôt soumis à vos délibérations.

Le secrétaire d'État du ministère des finances vous rendra compte, dans le mémoire de la branche d'administration qui lui a été confiée, des mesures qui ont été adoptées, et de celles qu'il se propose de vous soumettre, pour faire face aux frais toujours croissants de la guerre que nous soutenons, du service administratif et du paiement de nos dettes extérieure et intérieure.

J'ai la satisfaction de vous dire que le mouvement commercial de l'année 1878 présente les symptômes précurseurs d'une meilleure situation économique.

Le mouvement commercial d'importations et d'exportations, qui a été de 58,994,485 piastres, en 1877, s'est élevé en 1878, seulement au chiffre de 56,960,000. De cette somme, 25,250,000 piastres correspondent à l'importation et 31,710,000 à l'exportation.

En comparant ces sommes partielles avec celles de 1877, on obtient une augmentation, pour l'année qui vient de s'écouler, de 1,994,628 piastres à l'exportation, et une diminution de 4,029,113, piastres à l'importation.

Il résulte de ce qui précède que l'exportation a dépassé l'importation de la somme considérable de 5,460,000 piastres, et que par conséquent l'équilibre économique s'achemine vers son rétablissement, grâce à l'augmentation du travail et de l'épargne nationale.

Les recettes ordinaires de 1878 se sont élevées à la somme de quatorze millions cent neuf mille cent trente trois piastres et quarante-cinq centièmes, et les dépenses ordinaires à seize

millions six cent cinquante-sept mille neuf cent vingt-neuf piastres trente-trois centièmes. La différence entre les deux quantités a été comblée avec le montant des emprunts qui ont été faits dans le courant de l'année, et qui ont été revêtus, en temps opportun, de l'autorisation du Congrès.

Pendant une série d'années, et dans des occasions semblables à la présente, l'on vous a proposé des améliorations destinées à élever la condition morale du peuple, à faciliter aux citoyens la conquête du bien-être matériel, à développer la richesse publique, et à rendre moins lourdes les charges qui pèsent sur la Nation, et l'on a compté sur votre concours pour réaliser ces améliorations.

Vous verrez, avec peine sans doute, que nous ne pouvons plus persister dans cette œuvre de progrès, comme nous l'avons fait jusqu'à ce jour. La guerre dans laquelle nous nous trouvons engagés nous oblige à consacrer toutes nos forces, toutes nos ressources à soutenir l'honneur de notre drapeau et à revendiquer nos droits avec énergie et d'une manière efficace, pour conquérir une paix permanente et honorable.

Non-seulement nous devons renoncer à des économies, qui avaient été bien accueillies, et à la réduction des charges qui pèsent sur le peuple ; mais nous nous voyons forcés d'augmenter considérablement nos dépenses et nos impôts, et, ce qui est pis encore, de faire peser fortement sur le Pays cette contribution de sang, qui arrache à l'agriculture et à l'industrie des bras dont elle a tant besoin.

Je n'exposerais peut-être pas avec une si rude franchise les exigences de la situation présente, si je ne m'adressais à un peuple dont je connais la fermeté et le patriotisme et qui, j'en suis sûr, saura supporter avec sérénité les sacrifices qu'exigent la défense du Pays et le maintien de sa gloire.

1^{er} juin 1879.

ANIBAL PINTO.

Chili. — MÉMOIRE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
PRÉSENTÉ AU CONGRÈS NATIONAL PAR M. DOMINGO SANTA-MARIA
LE 1^{er} JUIN 1879

I

Question du Pacifique.

Je n'ai pas besoin de rappeler en détail les très graves motifs, trop récents et trop connus, qui ont obligé la République du Chili à sacrifier son repos et à troubler la paix dont elle jouissait depuis de longues années. Les Exposés de la situation, adressés aux Nations amies, le 18 février et le 12 avril de la présente année, ont mis en évidence la justice et la sévère rectitude de nos procédés.

Le Gouvernement s'est vu dans la nécessité de réclamer le concours dévoué et le sacrifice sans bornes du Pays, pour faire face à une situation qu'il n'avait pas créée et que l'on devait exclusivement à l'attitude intransigeante du Gouvernement de Bolivie et à la conduite fallacieuse de celui du Pérou. Le Pays n'a pas hésité à lui prêter une généreuse et active coopération, du moment que l'honneur national était engagé.

Le Chili estime, plus qu'aucun autre peuple, les inappréciables bienfaits de la paix.

Formé à l'école du travail, auquel il doit ses progrès et son agrandissement, et accoutumé à respecter, sans aucun effort, tous ses engagements, il avait réussi à se créer une situation qui, quoique modeste, lui assurait le bien-être intérieur, et l'estime, d'un très grand prix pour lui, des Nations étrangères.

Dans la courte période de sa vie indépendante, le Chili a profité des enseignements que tout peuple puise dans le mouvement international du monde civilisé, et il s'est efforcé, sous l'influence d'une profonde conviction, de respecter scrupuleusement le droit d'autrui, comme un moyen d'obtenir et de mériter le respect de son propre droit. Il a constamment obéi à ce mobile dans sa politique extérieure, et il a toujours cru qu'il s'y soumettait avec une honnête persistance et une parfaite sollicitude. Avant de recourir à l'emploi douloureux de la force dans les situations critiques, le Chili s'est toujours trouvé

disposé à proposer et à accepter l'arbitrage, comme le moyen le plus honorable d'arriver à la solution satisfaisante de la question.

Il a agi ainsi lorsque malheureusement il a vu surgir quelques difficultés dans ses loyales relations d'amitié avec les autres Nations. La Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, la République Argentine, le Pérou et la Bolivie peuvent en donner de parfaits témoignages. Persuadé de la justice de ses actes, le Chili a toujours compté avec calme et confiance que si la raison était réellement de son côté, elle serait reconnue par l'arbitre appelée à vider le différend.

Pour un peuple laborieux et patient comme celui du Chili, la guerre ne pouvait être un stimulant, quoique son courage bien reconnu eût pu lui assurer le succès dans les combats.

Le Chili, qui, sous l'influence de ces idées, cultivait avec une loyauté parfaite l'amitié des autres Nations, et remplissait avec une rigoureuse ponctualité tous ses engagements, le Chili, ami sincère de la paix, croyait qu'il pourrait se soustraire aux calamités de la guerre, et conserver à jamais la tranquillité du foyer et des travaux féconds de l'industrie.

Malheureusement, il n'en a pas été ainsi ; mais du moins le Chili a eu la satisfaction de voir que tous les esprits droits et impartiaux lui ont rendu justice en sympathisant avec la noble cause qu'il défend aujourd'hui. Il ne lui était pas permis de se laisser entraîner plus loin par ses penchants conciliateurs et ses vues pacifiques, car son excessive tolérance aurait pu non seulement se traduire comme une faiblesse étrangère au caractère national, mais elle aurait encore causé de funestes perturbations dans ses engagements avec l'étranger, et, enfin, elle aurait affecté la moralité qui doit exister dans ses rapports avec les Nations amies.

Le Chili a accepté la guerre avec la Bolivie, parce qu'il était enfin indispensable d'établir, une fois pour toutes, qu'il n'est pas permis à une Nation de se jouer de ses compromis et d'éluder systématiquement la rigoureuse exécution des Traités qu'elle a signés.

Le Chili a accepté encore avec plus de résolution et de fermeté la guerre avec le Pérou, parce qu'il a cru qu'il devait châtier, dans la mesure de ses forces, la conduite déloyale du Gouvernement de ce Pays, que nous avons aidé, depuis l'ère de l'indépendance, avec autant de générosité que de dévouement, et avec lequel nous nous efforcions toujours de conserver les plus étroites et les plus cordiales relations.

Notre guerre avec la Bolivie a mis en question un principe de droit international qui constitue la base primordiale sur laquelle reposent les rapports entre tous les États. La Bolivie, méconnaissant avec une étrange obstination la foi des Traités publics, essayait d'esquiver les obligations qu'ils lui imposaient, et elle plaçait le Chili dans la dure alternative ou de sacrifier et d'abandonner honteusement ses droits légitimes ou de recourir, à son grand regret, à l'emploi de ses armes.

Dans beaucoup d'occasions, il a préféré le premier parti pour éviter la douloureuse extrémité de la guerre ; mais convaincu enfin de l'inefficacité de ses efforts pacifiques, qui auraient pu se traduire comme des symptômes de timide complaisance, il s'est vu contraint à faire usage de la force.

Le Chili a cru, avec une parfaite raison, qu'en acceptant les sacrifices d'une guerre avec la Bolivie, il éveillerait les sympathies de toutes les Nations qui s'intéressent au maintien du profond respect pour la foi publique violée par cette République. Non seulement la conduite de la Bolivie portait atteinte aux droits du Chili, mais elle créait, en outre, un grand péril pour les autres Pays avec lesquels elle était liée par des Traités ou des conventions. Il était donc nécessaire de résister à cette tendance perturbatrice, et de sauvegarder ainsi les principes et les doctrines que la civilisation moderne a consacrés, comme base de la paix internationale, et dont le désaveu venait avec raison de produire les inquiétudes les plus alarmantes.

Le Congrès sait parfaitement que le Chili avait conclu d'abord avec la Bolivie le Traité de 1866, en vertu duquel il prenait l'engagement de lui remettre les territoires dont nous nous considérons les maîtres et sur lesquels nous exerçons effectivement une véritable souveraineté.

Avant la signature de ce Traité nous possédions, dans le désert d'Atacama, le territoire qui s'étend du parallèle 23 de latitude Sud, et plus tard, cédant à des impulsions et à des vues généreuses, nous consentîmes à fixer la ligne de frontières entre les deux Républiques à un degré plus au Sud, c'est-à-dire jusqu'au parallèle 24.

En même temps, il fut stipulé que les produits de la zone territoriale, comprise entre les 23° et 25°, seraient partagés par moitié entre les deux Républiques. Le même Traité imposait aux Parties contractantes d'autres obligations, qu'il est inutile de rappeler en ce moment. Le Chili a rempli avec fidélité et exactitude les engagements qu'il avait pris, et la meilleure et la plus éloquente des preuves que nous puissions invoquer, c'est

que dans les archives de notre chancellerie il ne se trouve pas une seule note qui ne fasse une observation à ce sujet.

Il n'en a pas été de même de la part de la Bolivie. Elle commença bientôt par éluder l'exécution de ses compromis, puis, en dernier lieu, et à plusieurs reprises, elle manifesta sa ferme résolution de répudier le Traité et de souscrire aux clauses qui avaient été stipulées en notre faveur.

En 1872, après de nombreuses et patientes négociations de notre part, les Plénipotentiaires des deux Républiques signèrent, à La Paz, une convention. Comme le Congrès ne l'ignore pas, cette convention aplanissait une grande partie des difficultés qui étaient survenues et elle donnait une preuve irrécusable de l'esprit élevé qui animait notre Gouvernement. Malgré cette excessive condescendance de notre part, la nouvelle convention ne put pas subsister. La Bolivie ne tarda pas à la laisser sans effet.

Nous conclûmes, enfin, un dernier Traité, avec la Bolivie, en 1874. Les dispositions de ce pacte avaient été calculées soigneusement dans le but d'aider la Bolivie à remplir les engagements qu'elle prenait vis-à-vis du Chili.

Dans les précédentes conventions, il avait été stipulé que la limite de frontière entre les deux États serait établie sous le parallèle 24 ; mais il avait été stipulé aussi, comme nous l'avons déjà dit, que la zone du territoire comprise entre les 23° et 25° serait d'utilité commune, c'est-à-dire que l'on partagerait par moitié, entre les deux Nations, les produits de l'exploitation des gisements de guano et les droits d'exportation sur les minerais que l'on tirerait des riches filons que l'on avait découverts au nord du parallèle 24.

Les douanes de Bolivie avaient perçu les droits considérables que payaient les capitaux chiliens, presque exclusivement engagés dans l'exploitation des mines de Caracoles.

On était loin de penser que ces mêmes douanes en viendraient à refuser, sous de frivoles prétextes, la part de droits qui revenait au Chili, d'après le Traité de 1866. La Bolivie avait déclaré, en outre, qu'elle était contrariée par l'exercice du contrôle fiscal que ce Traité reconnaissait au Chili ; dans les douanes et les bureaux de Bolivie chargés de percevoir ces impôts.

Dans cet état de choses, le Chili se laissa aller encore à être plus généreux qu'il n'aurait dû l'être. Dans le Traité de 1872, il abandonna volontairement à la Bolivie tous les avantages que lui concédait le pacte de 1866, avantages qui avaient servi de prétexte à la Bolivie pour se soustraire à ses engagements. Le

Chili renonça à sa faculté d'intervenir dans les opérations fiscales des bureaux de douanes boliviennes ; il fit abandon à la Bolivie des sommes qu'elle lui devait pour les droits perçus pendant les années précédentes ; il lui accorda la faculté de les percevoir exclusivement à l'avenir ; en un mot, il suspendit toutes les restrictions et toutes les entraves que le Traité imposait à la souveraineté de la Bolivie sur les territoires compris entre les parallèles 23 et 24. En compensation de toutes ces concessions, qui accusaient un grand désintéressement et un esprit élevé de notre part, le Chili se borna à demander uniquement des garanties pour les personnes, les industries et les capitaux chiliens établis dans cette région.

En présence de ces procédés généreux, qui montraient jusqu'à quel point le Chili poussait son esprit de conciliation et de fraternité, la Bolivie ne pouvait plus hésiter, et elle signa le Traité du 6 août 1874, dont l'article 5^o disposait textuellement ce qui suit :

« Les droits d'exportation, qui seront imposés sur les minerais exploités dans la zone du territoire, dont il est fait mention dans les articles précédents, n'excéderont pas la quote qui se perçoit actuellement, *et les personnes, les industries et les capitaux chiliens ne seront pas soumis à d'autres contributions, de quelque genre que ce soit, que celles qui existent dans l'actualité.* Les effets indiqués par cette clause auront une durée de 25 ans. »

Le Traité qui contenait la clause que nous venons de transcrire avait été conclu dans toutes les formes prescrites par le droit international, il avait reçu l'approbation de l'assemblée législative de Bolivie, et il reposait, en garantie de sa fidèle et loyale exécution, sur la foi de ce Pays, solennellement engagée.

Le Congrès sait comment le Gouvernement de Bolivie commença à miner, par des contributions municipales imposées à l'industrie chilienne, la disposition explicite et impérative que contient le Traité de 1874. Il sait aussi qu'il ne s'arrêta pas dans cette voie, et que, l'année dernière, sans précédent justifié, il décréta un impôt fiscal sur une entreprise chilienne, la Compagnie de salpêtres d'Antofagasta, violant ainsi ouvertement la clause qui assurait, pendant 25 ans, la complète libération de nouvelles contributions à toutes les industries chiliennes établies dans cette contrée. Le Congrès connaît, enfin, la résistance tenace que le Gouvernement de Bolivie opposa à l'appel qui lui fut fait relativement au respect que les Nations civilisées doivent conserver pour leurs engagements. La Bolivie

poussa sa négative obstinée jusqu'au point de refuser l'arbitrage que le Gouvernement du Chili proposait, comme un moyen de donner une solution opportune à une affaire qui prenait un caractère fâcheux et qui pouvait avoir un dénouement désastreux pour la Bolivie. Sourde à tous nos appels et à nos justes exigences, elle finit, comme le Congrès se le rappellera, par lancer, à la dernière heure, un Décret qui dépouillait la Compagnie chilienne des salpêtres.

Il n'était plus possible, après cela, de douter que cette République se refusait de propos délibéré à tout arrangement et que, grâce à cette conduite, elle nous poussait, bien à notre regret, à faire le douloureux emploi de la force.

Mais quelles étaient les causes qui étaient venues troubler l'esprit du Gouvernement bolivien, au point de sacrifier la foi publique, engagée dans des Traités solennels, en se présentant comme infidèle à toutes les obligations prises envers le Chili et en donnant le honteux exemple d'une Nation insensible au sentiment de l'honneur national compromis? La marche des événements n'a pas tardé à prouver que la Bolivie obéissait dans sa politique, entre autres causes qu'il serait trop long d'énumérer, à des suggestions étrangères, qui depuis longtemps la circonvenaient, et qui avaient pour principal objectif la réalisation d'un plan d'hostilités préparé par le Gouvernement du Pérou contre le Chili.

En 1872, l'industrie salpêtrière du département de Tarapaca avait pris un très grand développement. Des bras et des capitaux chiliens donnaient, dans la plus large part, le mouvement et la vie à cette importante industrie.

Une des principales et des plus persistantes préoccupations du Gouvernement péruvien fut de supprimer alors toute participation chilienne aux industries salpêtrières. On ne dissimulait pas, au Pérou, la haineuse prévention avec laquelle on regardait cette participation, que l'on contrariait par de fréquentes mesures arbitraires.

Les lois du 21 janvier et du 22 avril 1873 du Congrès péruvien, qui soumettaient à la régie le salpêtre, et le Décret du 12 juillet de la même année, avaient pour but, entre autres résultats, de rendre impossibles ou au moins très difficiles le développement et la sécurité des intérêts chiliens qui étaient engagés dans ledit département de Tarapaca.

Après avoir employé ces mesures agressives et injustes, le Gouvernement péruvien initia des négociations avec le Gouvernement de Bolivie, en ayant bien soin d'en dissimuler au

Gouvernement du Chili le caractère et la tendance. L'on croyait alors, et le langage de la presse de Lima confirmait cette croyance, que le Gouvernement péruvien recherchait seulement, dans ses négociations avec le Cabinet de La Paz, l'acceptation de certains plans relatifs à l'exportation et à la vente du salpêtre de la côte bolivienne, afin de s'assurer avec plus d'efficacité le monopole de cette substance.

Il est notoire que, par Décret du 12 juillet 1873, on a établi que, depuis le 1^{er} septembre suivant, la quantité de salpêtre qui devait être exploitée et vendue à la régie ne dépasserait pas le chiffre de quatre millions cinq cent mille quintaux. L'autorité devait nommer, à l'effet, des commissions chargées de fixer la proportion qui correspondait à chaque producteur dans la quantité totale que la régie devait acquérir annuellement. Le Gouvernement se réservait la faculté d'indiquer les quantités de salpêtre que les marchés consommateurs pourraient supporter, afin d'imposer par ce moyen le prix de cet article.

Cependant, cette mesure, aussi arbitraire qu'irrégulière, ne pouvait pas donner les résultats que le Gouvernement péruvien poursuivait si étourdiment, à moins que la Bolivie et le Chili ne fussent disposés à suivre la même voie, ou à grever d'un droit élevé l'exportation du salpêtre, que l'on commençait à extraire avantageusement de la zone en participation commune, c'est-à-dire du territoire compris entre les parallèles 23 et 25.

Le Gouvernement du Pérou fit parvenir aux Cabinets de Santiago et de La Paz l'expression de son désir, qui consistait en ce que les deux Républiques dictassent des lois et des mesures qui servissent à la parfaite exécution de ses projets sur les salpêtres de Tarapaca.

Naturellement, le Chili ne pouvait accueillir cette étrange suggestion, qui tendait à blesser l'intérêt chilien et les principes économiques auxquels il a toujours obéi. La Bolivie, de son côté, ne put pas non plus seconder les plans du Gouvernement péruvien, en vertu de son Traité en vigueur avec le Chili, par lequel les droits d'exportation sur les minerais devaient être établis d'un commun accord entre les deux Nations.

Étant données les cordiales relations qui existaient à cette époque, entre le Chili et le Pérou, relations que le Chili cultivait avec soin et avec une délicate honnêteté, il n'était pas possible de prévoir que l'incident dont nous avons parlé conduisit le Pérou à proposer et à solliciter avec ardeur, dans les Pays voisins, un pacte secret d'alliance contre le Chili.

Et ce soupçon s'il eût existé, se serait dissipé en présence des protestations de bonne amitié que le Gouvernement du Chili recevait du Gouvernement du Pérou.

A en juger par les apparences, on s'efforça alors, à Lima, d'endormir l'honnête confiance du Gouvernement du Chili, en lui réitérant avec le plus vif empressement le désir qu'avait le Pérou d'entretenir avec lui des relations d'amitié plus étroites encore que celles qui existaient déjà entre les deux Républiques. Il eût été téméraire d'attribuer, à cette époque, au Pérou la tortueuse pensée de briser la solidarité américaine, au préjudice du Chili et au mépris des liens qui unissaient les deux Pays. Ces liens, en rappelant l'histoire du passé où ils se sont formés, engageaient la gratitude du Pérou, qui, dans tous ses conflits, avait reçu du Chili le plus généreux appui. Un procédé contraire, qui malheureusement fut adopté par le Pérou, devait offrir un exemple d'immoralité politique, dont il n'y avait pas eu encore d'exemple dans toute l'Amérique.

Le Gouvernement du Chili, n'ayant aucun soupçon fondé, s'empessa de transmettre loyalement au Gouvernement du Pérou tous les antécédents qui venaient de préparer un conflit nécessaire, inévitable, quoique douloureux, avec la Bolivie. Le Gouvernement du Pérou ne put méconnaître la justice de la cause du Chili, du moment que le cabinet de Santiago démontrait qu'il avait épuisé tous les moyens de conciliation en faveur du maintien de la paix.

Le Pérou, affectant alors le plus grand intérêt pour le rétablissement des rapports d'amitié entre le Chili et la Bolivie, feignit de partager ses fraternelles sympathies entre les deux Républiques, et il assumait le caractère de médiateur dans le différend. A cet effet, il accrédita une légation extraordinaire, qui arriva à Santiago dans les premiers jours du mois de mars de la présente année.

Malgré les rumeurs, plus ou moins autorisées qui circulèrent alors, et qui dénonçaient l'existence d'un pacte secret d'alliance entre le Pérou et la Bolivie, il n'était pas possible de les accueillir comme l'expression de la vérité, du moment que le Pérou, sans la moindre insinuation de notre part, assumait spontanément le rôle délicat de médiateur. Nous ne pouvions accepter l'existence de ce pacte odieux, sans reconnaître que le Pérou jouait un rôle incompatible avec la loyauté et l'honneur que les Nations, comme les individus, doivent observer dans tous leurs actes. Une nation ne s'offre comme médiatrice que lorsqu'elle éprouve un sentiment de sympathie d'une égale vivacité

pour les deux Parties ; quand il n'existe aucun lien spécial qui la fasse pencher en faveur de l'un des deux adversaires, et quand, au milieu des intérêts qui se choquent ardemment entre eux, elle peut faire entendre, au nom de la justice, sa parole calme, désintéressée et digne.

Cependant, comme les affirmations sur l'existence du Traité secret devenaient chaque jour plus persistantes, on jugea nécessaire d'interroger à ce sujet l'organe autorisé du Gouvernement du Pérou, son Ministre Plénipotentiaire qui venait d'initier ses fonctions diplomatiques. Le représentant de cette République crut devoir répondre dans les termes suivants :

« Qu'il n'avait pas connaissance du Traité ; qu'il croyait qu'il n'existait pas, et qu'il n'avait pas pu être approuvé par le Congrès de 1873, parce que les législatures ayant été biennales, jusqu'à la réforme constitutionnelle de 1878, cette Assemblée ne s'était pas réunie dans cette année, et qu'il avait la certitude qu'il n'avait pas été approuvé dans les années suivantes, pendant lesquelles il avait eu l'honneur de présider la commission diplomatique du Congrès, où nécessairement cette affaire aurait été discutée ; que, cependant, comme, depuis son arrivée au Chili, il avait entendu parler de l'existence de ce Traité, il avait demandé des explications à son Gouvernement, et qu'il se ferait un devoir de les transmettre au Gouvernement chilien, aussitôt qu'il les recevrait. »

Pendant que le diplomate péruvien donnait au Cabinet chilien ces assurances, le Gouvernement du Pérou déployait une activité extraordinaire dans tous les services de la flotte et de l'armée.

Il augmentait considérablement ses forces de terre ; il achetait de grandes quantités d'armes, et préparait avec la même ardeur ses navires de guerre et leurs équipages.

Nous ne pouvions voir sans inquiétudes ces préparatifs qui n'auraient pas eu leur raison d'être, si, en réalité, les intentions du Gouvernement péruvien avaient été pacifiques et si ses manifestations avaient été sincères.

Il fallait définir cette situation pleine de périls pour le Pays. Le Gouvernement du Chili crut qu'il était opportun d'exiger que, conformément aux pratiques du droit international, le Pérou fit une déclaration de neutralité qui nous permit de regarder avec moins d'inquiétude l'augmentation de ses forces de mer et de terre.

Après de tristes réponses évasives, le Gouvernement péruvien ne put soutenir plus longtemps sa situation équivoque. Il dut

déclarer alors qu'il lui était impossible de conserver la neutralité dans notre différend avec la Bolivie à cause d'un Traité secret d'alliance qui avait été signé, le 6 février 1873, par la Bolivie et le Pérou.

C'était pour faire au Gouvernement chilien cette irritante déclaration, qui devait commencer par la lecture des clauses stipulées dans le pacte secret, que le Cabinet de Lima avait envoyé à Santiago ce même Ministre Plénipotentiaire auquel il avait donné le titre de médiateur, et qui, quelques jours auparavant, avait nié l'existence du pacte secret.

Une pareille conduite, qui mettait à jour les fourberies du Gouvernement péruvien, prouvait clairement que le Pérou, qui avait pris le titre de médiateur, était un ennemi caché du Chili depuis six ans ; qu'il avait, en cette qualité, excité sourdement les intransigeances obstinées de la Bolivie ; qu'il avait, le premier, suggéré à cette République l'idée de former une secrète et odieuse alliance, dans laquelle il avait essayé d'entraîner une Nation voisine et amie de la nôtre, avec laquelle nous avions malheureusement une question pendante, une question que, dans la sévérité de notre loyale conduite, nous avons toujours voulu résoudre par le moyen sensé que prescrit la justice, celui de l'arbitrage.

Ces procédés du Pérou, aussi étranges que perfides, blessèrent profondément la conscience publique au Chili, et ils produisirent, comme on devait s'y attendre, un mouvement énergique et général d'indignation. On ne pouvait plus être en paix ni conserver une fraternelle harmonie avec une Nation qui s'était faite gratuitement notre ennemie, et qui avait employé contre nous tant de manœuvres tortueuses et immorales.

Le 5 avril, nous fîmes savoir au Représentant du Pérou que les relations pacifiques entre les deux Pays étaient rompues, et depuis lors la République du Chili est en guerre avec la Bolivie et le Pérou, malgré son ardent désir de vivre en paix, mais une paix qui ait toujours pour base le respect constant et mutuel du droit commun et de la justice.

Quelque pénible que fût pour nous la rupture de la solidarité de Nations, dont l'histoire rappelle les triomphes et les désastres communs, nous ne pouvions hésiter. La Bolivie ne devait pas faire prédominer, dans les relations internationales de l'Amérique, le mépris de la foi publique engagée, de même que le Pérou ne pouvait pas s'arroger la faculté de méconnaître les devoirs que la franchise et l'honnêteté imposent, et sans lesquels les rapports des Nations seraient impossibles.

Nous ne pouvons nous dissimuler l'importance des hauts intérêts compromis dans cette guerre, intérêts beaucoup plus considérables pour nous qui vivons des travaux de la paix et dans un respect profond et même exagéré du droit d'autrui. Nous espérons par cela même que la fermeté et le patriotisme de la Nation nous feront obtenir le triomphe définitif, attendu que nous avons de notre côté la justice, et que nous sommes soutenus dans la lutte par des vues saines et élevées.

Ayant accepté la guerre avec le Pérou et la Bolivie, nous nous sommes efforcés d'imprimer aux hostilités le caractère que leur donnent les conquêtes de la civilisation moderne. La guerre ayant pour but, entre autres résultats, de détruire les moyens d'agression et de défense de l'ennemi, nous avons fait tous nos efforts pour circonscrire les maux inévitables de la lutte dans le cercle le plus étroit possible.

Lorsqu'il ne nous fut plus permis de suivre une autre ligne de conduite, nous occupâmes avec nos forces militaires les territoires que nous avions concédés conditionnellement à la Bolivie dans le désert d'Atacama; mais en exécutant cet acte, nous avons eu soin de conserver toutes sortes d'égards pour les autorités et les citoyens boliviens. Plus tard, lorsque les nécessités de la guerre conseillèrent l'occupation de Calama, de Tocopilla et autres points du territoire bolivien, aucun acte répréhensible n'a été commis par nos troupes, et il n'a pas été nécessaire de réprimer la moindre vexation contre les habitants de ces contrées.

Tel a été le respect que le commandant en chef du corps d'occupation a témoigné aux fonctionnaires boliviens, qu'il leur a proposé de continuer à remplir, comme auparavant, leurs emplois.

On n'a pris sur notre territoire aucunes mesures de rigueur contre les Péruviens et les Boliviens qui vivent parmi nous. Ils jouissent de la même liberté qu'ils avaient avant la guerre, et leurs propriétés comme leurs intérêts sont à l'abri de tout danger. Aucun d'eux n'a été obligé de s'éloigner du Pays, et aucun n'a subi la moindre vexation qui pût lui en rendre le séjour pénible. Je suis heureux de consigner ces faits, parce qu'ils témoignent du degré de culture morale que notre Pays a atteint, et dont il peut justement s'enorgueillir.

Dans les hostilités que le Chili a dirigées contre les forces organisées des alliés belligérants et contre les moyens qu'ils peuvent employer pour augmenter leurs éléments de guerre, l'escadre chilienne a poursuivi avec ténacité l'escadre péru-

viennne, et elle a essayé d'annuler les ressources de son Gouvernement.

Le Chili s'est vu forcé, pour arriver à ce résultat, de détruire les chaloupes et les petites embarcations qui servaient à l'exploitation du guano et du salpêtre, dans les ports péruviens du Sud. La légitimité de cette mesure ne peut être mise en question, car sans elle le Gouvernement du Pérou aurait continué l'exploitation de ces substances afin de se procurer à l'étranger de nouveaux éléments de guerre d'une plus grande importance.

Il était donc indispensable de le priver de ces ressources, afin d'empêcher que la lutte ne se prolongeât et ne prit de plus grandes proportions, au préjudice de notre Pays et des intérêts neutres.

Nous avons pu exécuter cet acte sans résistance dans quelques ports du Pérou ; mais dans d'autres, comme Pisagua, Mollendo, Mejillones, les canots de nos navires qui avaient été envoyés pour détruire les chaloupes, furent attaqués à l'improviste par des soldats ennemis cachés dans les fossés.

Il fallut repousser immédiatement cette agression et protéger avec les canons de nos navires les marins de nos canots exposés au feu de l'ennemi. La canonnade ne dura que le temps nécessaire pour obtenir ce résultat.

Les autorités du Pérou et quelques agents consulaires étrangers ont essayé d'établir que le Chili ne s'était pas assujéti, dans l'emploi de ces mesures, aux pratiques prescrites par le droit international en pareilles circonstances. Ils ont prétendu que le Chili aurait dû les faire précéder par une notification formelle et accorder aux neutres le temps de mettre leurs intérêts à l'abri de tout dommage.

Ces observations auraient eu quelque importance, si le Chili avait assumé à l'improviste le rôle d'agresseur, et si, en se présentant aux portes du Pérou, il avait initié par surprise des hostilités contre les villes et habitants, sans provocation de la part de la force armée de terre. Dans ce cas, le chef de notre escadre aurait contrarié vivement les vues et les instructions du Gouvernement.

Mais les faits ne se sont pas passés ainsi. Les navires chiliens n'avaient pas la mission de bombarder les villes du Pérou. Ils avaient un but bien connu des autorités péruviennes ; et s'ils avaient eu l'intention de détruire ces villes, ils n'auraient jamais outre-passé, dans cette mesure, les limites que les pratiques de la civilisation ont consacrées ; ils n'auraient pas omis les notifications

et les formalités que, dans de pareils cas, l'on exige du belligérant en faveur des intérêts neutres.

La nécessité seule de repousser par la force l'agression dirigée de terre contre nos navires nous a entraînés à faire usage de nos canons, et cette mesure de légitime défense n'imposait aucune espèce d'obligation à nos navires, pas plus qu'elle n'affectait leur responsabilité dans les effets qu'elle pouvait produire.

Les autorités péruviennes qui avaient aposté des forces militaires qui firent feu sur des embarcations chiliennes, ont justifié, dès ce moment, les moyens destructeurs employés par nos navires et elles ont assumé la responsabilité exclusive de leurs conséquences.

Pendant le cours des hostilités, le Chili n'a pas perdu de vue, un seul moment, le respect qui est dû à la propriété et aux intérêts des neutres, et il s'est empressé de leur épargner tout dommage, qui n'ait pas été exigé par le devoir de consulter efficacement le but primordial de la guerre.

Les Gouvernements de Bolivie et du Pérou ont été bien loin d'imiter l'esprit libéral, généreux et humanitaire dont le Chili s'est inspiré.

Au lieu de diriger leurs forces actives contre nos armées, ils ont cherché à faire des victimes, parmi des ouvriers de paix, sans défense, qu'ils ont surpris dans le calme et la confiance du foyer, pour leur faire sentir le poids de mesures d'une cruauté inutile.

Au moment de la déclaration de guerre, le Gouvernement de Bolivie s'empressa de décréter, en date du 24 février 1879, la confiscation des considérables propriétés minières de Corococo, appartenant à des citoyens chiliens ; il persécuta les travailleurs de ces mines et s'empara de quarante mille quintaux de cuivre en barres, qu'il vendit immédiatement et dont il destina le produit à acheter des engins de guerre.

Plus tard, le 4 mars, un nouveau Décret établissait le séquestre de toutes les propriétés chiliennes, dont les produits devaient être versés dans les caisses fiscales. Ce même Décret ordonnait l'expulsion des Chiliens qui résidaient dans le vaste territoire bolivien, leur accordant seulement un délai de dix jours pour passer la frontière. Il est facile de comprendre les douloureux sacrifices que cette cruelle mesure imposa à nos nationaux.

Le Pérou suivit les traces de la Bolivie. Il ordonna, par Décret du 27 avril, l'expulsion de toutes les familles et de tous les citoyens chiliens, leur accordant un délai de huit jours pour sortir du Pérou.

Et ce terme si court fut encore réduit, dans quelques localités, par les préfets et les autorités subalternes.

A Aréquipa, par exemple, notre consul et les nombreuses familles chiliennes qui résidaient dans cette ville durent disposer seulement de 48 heures pour abandonner le Pays. A Huanillos, on accorda 3 heures seulement à 400 Chiliens, quoiqu'il n'y eût pas, dans ce moment, dans le port, un seul navire qui pût les recueillir. Par cela même, on obligea nos compatriotes à entreprendre, à pied, sans ressources, un voyage de plus de trois jours, à travers d'arides déserts, jusqu'à Tocopilla.

Ils auraient trouvé sans doute une mort certaine dans cette traversée, si le chef militaire chilien de Tocopilla ne leur eût envoyé en temps opportun de l'eau et des vivres.

A Lima et au Callao, on mit en prison les Chiliens qui, par faute de ressources ou pour cause de maladie, n'avaient pu quitter le pays dans le court délai qui leur avait été fixé.

A Iquique, nos nationaux durent abandonner le Pays dans le délai de deux heures. Le nombre considérable de travailleurs chiliens employés dans les salpêtrières de Tarapaca rendait l'exécution de cet ordre impraticable. Sans la bienveillante et charitable assistance des navires de guerre anglais et américains du Nord, qui se trouvaient en ce moment dans le port, et qui s'empressèrent de recueillir dans leurs canots des centaines de malheureux, on aurait eu à déplorer de bien douloureuses scènes.

Par de pareils procédés, le Gouvernement du Pérou a violé non-seulement les doctrines du droit international, mais il a encore outragé toutes les pratiques et tous les sentiments consacrés par la civilisation chilienne. Sa conduite inhumaine a démontré que la culture morale du peuple péruvien est bien loin de correspondre au degré de civilisation et de progrès qu'il s'attribue.

Nous avons vu récemment, dans la dernière guerre franco-prussienne, les armées de la France et de l'Allemagne rivaliser entre elles d'habileté et de bravoure autant que de générosité et d'élévation de sentiments ; si, d'une part, elles étaient persuadées que la victoire appartiendrait au plus fort, elles savaient, d'autre part, que les applaudissements et les sympathies de toutes les Nations, qui contemplaient cette lutte formidable, appartiendraient à celle qui donnerait le plus de preuves d'héroïsme et de vertu.

Le Pérou a dédaigné de suivre cet exemple récent, et il a préféré mettre en pratique, dans la guerre actuelle, un système d'hostilités que la morale universelle réprouve et condamne.

Mais le Pérou ne s'est pas borné à commettre ces attentats. Le

1^{er} juillet il a commis une inqualifiable infraction des droits des neutres, en ordonnant la violente arrestation, à bord d'un vapeur anglais, d'un représentant diplomatique du Chili, qui se dirigeait vers des Pays amis du Chili et du Pérou.

Le Congrès sait que le Gouvernement, désireux d'éclairer les Gouvernements de Colombie et de Venezuela, sur les causes qui avaient amené la présente guerre, et sur le but qu'il se proposait d'atteindre, accrédita dans ces républiques, en qualité de chargé d'affaires, M. Domingo Godoy, qui partit à la fin du mois de mai dernier, avec son secrétaire, sur le vapeur *Paita*.

Quoique le Représentant du Chili dût naviguer forcément dans les eaux péruviennes, on ne crut pas que le Gouvernement du Pérou oserait violer les pratiques et les principes internationaux universellement reconnus aujourd'hui, et qu'il mépriserait les immunités d'une Nation neutre dans la lutte comme la Grande-Bretagne.

Il y a quelques années, à propos de la bruyante question du *Trent*, il demeura établi, en principe, par un accord unanime des Nations européennes, qu'il n'était pas permis d'arrêter sur un navire neutre les agents publics qu'une Nation belligérante aurait accrédités auprès d'une autre Nation qui ne serait pas intéressée dans la lutte.

On se rappellera qu'à cette époque le capitaine Wilkes, de la marine des États confédérés du Nord, arrêta MM. Masson et Slidell, envoyés par les États confédérés du Sud pour les représenter dans les cours de France et de la Grande-Bretagne, et que l'arrestation fut faite à bord du vapeur anglais *Trent*, navire marchand qui, comme le *Paita*, transportait des passagers.

Ce procédé suscita alors les protestations les plus véhémentes de la part de l'Angleterre et de la France, qui le considérèrent comme contraire aux principes fondamentaux et aux droits qui jusqu'alors avaient toujours été reconnus aux pavillons neutres. Le cabinet de Saint-James, adressa, sans retard, le 30 novembre 1861, une énergique réclamation au Cabinet de Washington, qui se terminait par ces paroles :

« Le Gouvernement de Sa Majesté est persuadé que la question étant soumise au Gouvernement des États-Unis, le Cabinet de Washington offrira spontanément l'unique réparation qui puisse satisfaire la Nation anglaise, à savoir : la mise en liberté des prisonniers, qui seront livrés à Lord Lyons, (ministre anglais à Washington), pour qu'ils soient replacés sous la protection de l'Angleterre, et des excuses en rapport de l'acte commis. »

Trois jours après, le Ministre des affaires étrangères, M. Thouvenel, adressait à son tour au Cabinet de Washington une remarquable dépêche qui contenait les réflexions suivantes :

« Si, à notre grand regret, le Cabinet de Washington était disposé à approuver la conduite du *San Jacinto*, il doit considérer messieurs Slidell et Masson comme des ennemis et des rebelles. Dans l'un de ces deux cas, il y aurait un déplorable oubli du principe sur lequel nous avons toujours été d'accord avec les États-Unis.

» Sur quel terrain, dans le premier cas supposé, un croiseur américain a-t-il pu arrêter MM. Masson et Slidell ?

» Les États-Unis ont admis avec nous, dans des Traités signés avec d'autres Pays, que la *liberté du pavillon s'étend aux personnes qui se trouvent à bord, alors même que ce sont des ennemis*, excepté les militaires au service de l'ennemi ; par conséquent, en vertu de ce principe que nous n'avons jamais eu de difficultés à consigner dans nos Traités d'amitié et de commerce, MM. Slidell et Masson étaient parfaitement libres sous le pavillon neutre de l'Angleterre. On ne prétendra point qu'ils pouvaient être considérés comme contrebande de guerre. Il est vrai que l'on n'a pas précisé les limites de ce qui constitue la contrebande de guerre, qui ne sont pas absolument les mêmes pour toutes les nations ; mais pour ce qui concerne les personnes, les clauses stipulées dans les Traités relativement aux militaires déterminent clairement le caractère des individus qui peuvent être capturés par les belligérants. Il n'est donc pas nécessaire d'affirmer que MM. Slidell et Masson ne sont pas compris dans cette catégorie. »

Les principes soutenus par la Grande-Bretagne et la France furent immédiatement appuyés avec activité par la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Le Gouvernement des États-Unis ne méconnut pas la force des observations qu'on lui adressait, et il n'hésita pas à en reconnaître la justice.

« Je crois, disait M. Steward, Ministre des affaires étrangères des États-Unis, je crois avoir montré que le Gouvernement américain n'a projeté, ni exécuté, ni sanctionné aucune agression préméditée dans le fait que l'on a soumis à son attention ; et, au contraire, ce qui est arrivé a été purement une méprise d'un officier, qui, sans aucune intention répréhensible, a manqué à une règle qui n'est pas encore bien fixée, et qui probablement a été mal comprise par l'une et l'autre Parties, si toutefois elle ne leur était pas complètement inconnue. En con-

» séquence, le Gouvernement britannique a le droit d'attendre de
» nous la même réparation que nous-mêmes, comme Nation indé-
» pendante, nous attendrions dans un cas pareil de l'Angleterre
» ou de tout autre État ami. »

Le Gouvernement fit mettre en liberté et à la disposition de lord Lyons les commissaires Masson et Slidell.

Depuis lors, les Gouvernements de toutes les Nations civilisées consacrèrent ce principe : — que les agents diplomatiques ne peuvent être considérés comme contrebande de guerre, et, par conséquent, qu'ils ne peuvent être arrêtés et détenus par un belligérant, du moment qu'ils se trouvent sous la protection d'un pavillon neutre.

Les circonstances de l'affaire que nous venons de rappeler sont, au point de vue de la doctrine internationale, analogues à celles de l'arrestation violente des diplomates chiliens, M. Godoy et M. Vial.

II

Question Argentine.

Dans nos rapports avec la République Argentine, il n'y a rien qui puisse nous inquiéter sérieusement, si, comme nous devons le croire, le Gouvernement de cette République s'inspire toujours d'un sentiment de justice élevé.

Le Congrès n'ignore pas que, le 6 décembre de l'année dernière, les Représentants des deux Républiques ont signé, dans cette capitale, un pacte dans lequel on a consigné avec simplicité les règles qui devaient servir de base pour la solution radicale des questions qui ont été si longtemps débattues, mais avec peu de profit, par les deux Nations.

L'on obéissait, sans doute, dans ce pacte, à un *criterium* sincèrement équitable et amical. On y avait établi que toutes les questions relatives à la souveraineté de la partie australe du continent, qui avait jusqu'alors les causes du désaccord entre les deux Républiques, seraient résolues par un tribunal composé de quatre jurisconsultes, dont deux argentins et deux chiliens, qui seraient nommés par chacune des Parties ; et il avait été arrêté que les points en litige seraient résolus, en dernier ressort, par un arbitre désigné à cet effet. Dans ce même pacte, on désignait les territoires sur lesquels chaque République aurait à exercer une juridiction provisoire, éliminant ainsi le motif des dernières et fâcheuses difficultés.

Ce pacte, qui n'était autre chose que l'exécution de la clause stipulée dans l'art. 39 du Traité de 1856, n'attendait, pour être ratifié, que l'approbation du Congrès argentin.

L'on avait déjà obtenu, dans les derniers jours de l'année écoulée, l'approbation du Congrès et du Gouvernement chiliens.

Conformément aux dispositions de l'art. 2^o, les Gouvernements des deux Républiques devaient nommer des Plénipotentiaires, chargés de préciser les questions qui devaient être soumises au tribunal arbitral, en déterminant la forme de procédure que l'on devait adopter.

Pour remplir ce devoir, d'un côté, et pour veiller, d'autre part, aux intérêts chiliens dans l'Atlantique, le Gouvernement nomma un Plénipotentiaire, qui avait en même temps le caractère d'envoyé extraordinaire près de la République Argentine, de l'Uruguay et du Brésil. Le Plénipotentiaire chilien s'éloigna du Chili le 19 mars, et le 5 avril il présentait à Buenos-Ayres ses lettres de créance.

A son arrivée, notre Ministre put remarquer que le pacte de décembre, qui quelques mois auparavant avait été parfaitement accueilli, avait perdu en général les sympathies de l'opinion, et que le sentiment public argentin penchait énergiquement dans le sens d'une transaction immédiate et définitive.

Sans doute les événements du Pacifique avaient produit cette transformation dans les vues et les désirs de ce Pays ; mais nous devons espérer que l'idée de profiter des difficultés qui nous entouraient n'entrerait pas dans les plans du Gouvernement argentin, au point de nous proposer une transaction qui entraînerait le sacrifice sans condition de nos droits.

Le Gouvernement argentin ne pouvait pas se dissimuler non plus que si le Chili avait accueilli en tout temps, avec la meilleure volonté, toute proposition amicale, tout moyen conciliateur et toute solution équitable, qui fussent l'expression d'une justice impartiale, il ne pourrait jamais être disposé à sacrifier sa dignité et ses droits sous la pression menaçante de nouvelles complications, qui, dans aucun cas, ne pouvaient être le résultat de mobiles élevés.

Je me plais à reconnaître que si le Gouvernement argentin a essayé de ménager dans une certaine mesure quelques esprits exaltés et violents, qui auraient voulu le précipiter dans un conflit, il a fait connaître, d'autre part, d'une manière bien claire, sa résolution d'éviter des situations qui pussent compromettre la paix qui existe entre les deux Républiques.

Craignant que le pacte de décembre n'obtint pas l'approbation

du Congrès, le Gouvernement argentin s'efforça d'obtenir une transaction directe. Mais cette transaction fut proposée sous une forme qui était bien loin de révéler un criterium. Elle reconnaissait seulement au Chili la souveraineté d'une partie du détroit de Magellan et elle réservait à la République Argentine toute la Patagonie, la bouche orientale du détroit et la plus grande partie de la Terre-de-Feu. En un mot, cette proposition est une des plus absorbantes que l'on nous ait présentées.

Notre Plénipotentiaire se borna à faire constater immédiatement les raisons qui, rendant cette proposition inacceptable, l'obligeaient à la repousser.

On eut recours, alors, à l'arbitrage limité ; mais dans aucune des diverses combinaisons présentées par le Gouvernement argentin, pour la formation de cet arbitrage, on ne découvrait l'abandon complet des prétentions que contenait la première combinaison.

Le Gouvernement chilien croit qu'il n'est pas possible, dans ce moment, de résoudre la question par des concessions réciproques. Il pense qu'il vaut mieux attendre que le temps apporte le calme aux esprits, et prépare la voie à une transaction ou à la constitution d'un arbitrage, comme le seul et le plus sûr moyen d'établir entre les deux Pays une harmonie permanente.

Notre Plénipotentiaire a obéi à cette pensée, lorsqu'il a signé, avec le Plénipotentiaire argentin, la convention du 3 juin dernier, qui établissait pour dix années la juridiction provisoire que les deux Républiques s'étaient reconnue par le pacte du 6 décembre. Pendant ce laps de temps, on devait étudier avec le plus grand calme les bases d'un arrangement, qui consacraient pour toujours la bonne et cordiale intelligence entre les deux Nations.

Malheureusement, ni la convention du 3 juin ni le pacte du 6 décembre n'obtinrent l'approbation du Congrès argentin. La cause principale qui a entravé toute solution a été celle de ne vouloir pas considérer la Patagonie comme territoire en litige, et par conséquent devant faire l'objet d'une transaction ou d'un arrangement d'une autre nature. En présence de difficultés de ce genre, on ne peut plus espérer d'arriver à une convention qui satisfasse les prétentions des deux Parties ; mais pour ce cas, qui a été prévu par le Traité de 1876, il y a la disposition consignée dans l'art. 39.

Assurément, la solution naturelle et unique que peut avoir notre question pendante de frontières, c'est la constitution de l'arbitrage sous la forme stipulée dans le pacte du 6 décembre, ou sous toute autre forme que l'on pourrait adopter.

De cette manière, non seulement nous donnerions un témoignage de notre respect sincère pour les prescriptions de droit international, mais nous prouverions encore que nous pouvons remplir religieusement l'obligation clairement stipulée dans l'art. 39 du Traité mentionné. Et la République Argentine ne peut s'écarter de cette voie, quelque peu fondées que soient à ses yeux nos prétentions à la Patagonie, parce que de notre côté nous attribuons le même caractère à ses exigences, en nous appuyant sur des raisons et des titres que nous croyons incontestables.

Dans un semblable état de choses, la sentence seule d'un juge impartial peut mettre un terme au différend.

Il est incontestable que, dès le principe, les Gouvernements de Santiago et de Buenos-Ayres n'ont pas cessé de discuter la souveraineté de Magellan, de la Patagonie et de la Terre de Feu. Vouloir maintenant éliminer de la constitution de l'arbitrage, et par conséquent de la sentence arbitrale l'un de ces territoires, équivaut à laisser subsister toujours la controverse, attendu qu'il n'y aurait pas de verdict prononcé sur tous les droits en litige.

Un semblable procédé serait d'une irrégularité choquante.

Et l'on ne peut pas dire que seulement, à la dernière heure, le Gouvernement du Chili a prétendu avoir des droits à la Patagonie, et que cette prétention a pu causer justement une véritable surprise au Gouvernement argentin : l'histoire de ce long et fastidieux débat abonde en preuves du contraire.

Le 21 octobre 1843, le Gouvernement du Chili prit possession effective du détroit de Magellan, et des territoires adjacents.

En 1852, on publia, pour la première fois, un « Mémoire historique sur les droits de souveraineté de la Confédération Argentine sur la Partie australe du continent américain » ; Mémoire qui fut annexé aux exposés officiels du Ministre des affaires étrangères de ce Pays.

En 1853, l'un de nos écrivains distingués fut chargé par notre Ministre des affaires étrangères de réfuter ledit mémoire historique, et il justifia le droit qu'avait le Chili à la « souveraineté » de la Patagonie, de l'île des Etats, de la Terre de Feu et du « détroit de Magellan dans toute son étendue. »

Cette publication donna lieu, dans la République Argentine, à des controverses qui furent encore réfutées au Chili, et l'on consigna, dans une réfutation qui avait un caractère officiel, ces paroles textuelles : « La République du Chili soutient que toute » l'extrémité australe du continent américain, depuis la Patagonie

» inclusivement jusqu'au Cap Horn, font partie intégrale de son » territoire ».

C'est ainsi qu'en 1855 les prétentions du Chili et de la République Argentine furent nettement formulées.

Je ne devrais peut-être pas rappeler qu'en 1856 les deux Républiques approuvèrent et signèrent le Traité, actuellement en vigueur, d'après lequel la question des frontières en litige, et « celles qui pourraient se produire », étaient ajournées afin de les résoudre pacifiquement ; et elles convenaient que, tant qu'il n'y aurait pas d'accord entre les deux Pays, elles seraient soumises à la décision d'un arbitre, « sans avoir jamais recours à » des mesures violentes ». L'on ne peut pas nier que la question principale à laquelle se référait ce Traité, et que l'on indiquait comme l'objet de l'arbitrage convenu, était celle qui jusqu'à cette date avait été débattue à propos de la souveraineté de la Patagonie, de la Terre de Feu et de Magellan.

Quelques années plus tard, en 1872 et en 1873, le Plénipotentiaire argentin, au Chili, M. Félix Frias, réduisit la discussion aux mêmes territoires que les deux Républiques, qui les considéraient comme leur propriété, avaient résolu, d'un commun accord, de soumettre au verdict d'un arbitre, sans qu'il leur fût permis d'avoir recours à la violence pour les défendre.

En dernier lieu, le Ministre des affaires étrangères de la République Argentine, M. Carlos Tejedor, déclara dans une note officielle, du 27 avril 1874, que la Patagonie, le détroit de Magellan et la Terre de Feu devaient être soumis à l'arbitrage.

Ainsi donc, en vue de tous ces précédents, on ne peut mettre en doute qu'avant de conclure le Traité de 1866 et après la signature de ce même Traité, la question de frontières ait toujours été entravée en ce qui concerne la souveraineté de la Patagonie, du détroit de Magellan et de la Terre de Feu.

Telles étaient les conditions dans lesquelles se trouvait la discussion le 6 décembre 1878, date à laquelle la convention de l'arbitrage fut réglée.

Par l'art. 1^{er}, on convint qu'un tribunal mixte déciderait les questions relatives à la souveraineté des territoires en litige, et comme la controverse s'était maintenue depuis plusieurs années, sur la Patagonie, la Terre de Feu et le Détroit de Magellan, on ne pouvait nier, sans violenter l'origine et le cours de cette même controverse, que c'était à ces territoires disputés que l'art. 1^{er} se référait en les soumettant à la connaissance d'un tribunal arbitral.

Telle a été aussi la seule interprétation que le Gouvernement

argentin a donné au pacte du 6 décembre. Entre autres Documents que nous pourrions invoquer, et qui n'admettent pas le moindre soupçon, il nous suffira de rappeler le protocole du 28 mai de la présente année, duquel il appert que le Ministre des affaires étrangères de la République Argentine, M. Montes de Oca, Plénipotentiaire *ad hoc*, en vertu des clauses stipulées dans l'art. 2 dudit pacte, fit de sa propre initiative les suivantes propositions de concessions réciproques, en sa qualité de Plénipotentiaire chargé de désigner les territoires qui devaient être soumis à l'arbitrage :

« Si l'arbitre décide que les îles de l'archipel du sud, inclus la Terre de Feu, le détroit de Magellan et les territoires de la Patagonie appartiennent à la République Argentine, cette dernière cédera au Chili, etc., etc.

» Si l'arbitre décide que la Patagonie, le détroit de Magellan et les territoires du Sud appartiennent à la République du Chili, cette dernière cédera à la République Argentine, etc., etc.

De sorte que, d'après la teneur explicite de ces propositions, le Ministre des affaires étrangères argentin reconnaissait et avouait, en même temps que le Ministre *ad hoc*, que la Patagonie, la Terre de Feu et le détroit de Magellan formaient la matière précise sur laquelle l'arbitre ou les arbitres devaient prononcer leur sentence.

Ainsi donc, vouloir soustraire la Patagonie à l'arbitrage, comme on l'a prétendu récemment, serait non seulement méconnaître le véritable enchaînement de la question, mais ce serait encore porter atteinte aux principes les plus évidents qui gouvernent tout compromis.

En résumé, le Chili a soutenu, sans hésiter un seul instant, depuis 1843, qu'il a des droits parfaits à la possession de la Patagonie, de la Terre de Feu et du détroit de Magellan. Cette prétention ayant été combattue par la République Argentine, qui de son côté affirmait avoir de meilleurs titres à la souveraineté de ces territoires, on conclut le Traité de 1856, où l'on consigna, dans l'article 39, que la question pendante serait soumise à l'arbitrage, de même que toutes celles qui pourraient surgir.

Le Plénipotentiaire Frias soutint, dans le même sens, la discussion, au Chili, en 1872 et en 1874, et le Ministre des affaires étrangères argentin, obéissant à de semblables convictions, opina sur l'arbitrage comme M. Frias, en concordance avec l'interprétation que M. Montes de Oca formula, en faisant sa proposition de concessions réciproques.

Le Gouvernement du Chili espère avec confiance que, quelles que soient les causes qui puissent égarer momentanément l'opinion publique argentine et entraver la marche et les droites intentions de son Gouvernement, elle n'oubliera pas complètement les véritables antécédents de la question de frontières, et qu'elle ne voudra pas lui donner une solution contraire au droit international et au pacte qui a été conclu.

Nous croyons que, si le Gouvernement argentin s'inspire toujours des sentiments qui animent le Gouvernement du Chili, nous ne tarderons pas à arriver à une transaction, ou, ce qui serait préférable, à la constitution de l'arbitrage. Nous croyons que la sentence que le juge prononcera sera respectée religieusement par les deux Nations, et qu'elle servira en même temps à resserrer et à féconder leurs pacifiques relations.

En agissant ainsi, nous donnons à l'Amérique un exemple de respect pour la loi et pour la paix, unique source de vrais biens pour les Nations éclairées.

Espagne. — DISCOURS PRONONCÉ PAR LE ROI ALPHONSE XII A L'OUVERTURE DES CORTÈS LE 1^{er} JUIN 1879

Messieurs les Sénateurs et les Députés,

La réunion de nouvelles Cortès, à qui les populations viennent de confier leur appréciation du passé et leurs aspirations pour l'avenir, est toujours un événement extrêmement agréable pour le monarque constitutionnel d'une nation libre.

Dieu, en ses sublimes desseins, a soumis mon âme à une dure épreuve en me ravissant l'illustre reine qui a pendant si peu de jours partagé avec moi les devoirs du trône. Aux impressions amères d'un malheur si cruel, je dois mêler le souvenir indélébile de l'attachement et de l'affection que la population m'a montrés pour me consoler de ma douleur ; et à vous, ses Représentants dans cette auguste enceinte, je dois présenter, dès mes premières paroles, le témoignage solennel d'une reconnaissance éternelle.

Mon Gouvernement a porté une attention toute particulière sur la pratique scrupuleuse des grandes mesures qu'ont menées à bonne fin les dernières Cortès pour assurer l'exercice d'une liberté et d'une sincérité complètes dans l'expression du vote public ; et cette œuvre patriotique, qui est d'une égale impor-

tance pour tous les partis, puisque c'est une question de dignité pour le citoyen, de sécurité et de confiance pour les autorités et d'honneur pour le Pays, se complétera par l'appréciation impartiale et sévère de votre part des rapports d'élections, selon les dispositions réglementaires, réformées aussi en ce qui concerne le Congrès.

En vous voyant réunis dans ce Parlement, grâce à une loi commune, élus librement par le suffrage inviolable des populations comme les représentants des divers partis et des divers intérêts, je ne saurais méconnaître ni le verdict favorable que l'opinion vient de prononcer sur la politique suivie jusqu'ici et que l'histoire recueillera avec une approbation dans ses annales, ni la volonté manifeste du Pays qu'on continue les mêmes principes et une conduite analogue, afin de réparer les maux engendrés par de longues années de troubles ; car l'administration, les économies financières sont des questions qu'on ne peut aborder avec fruit qu'au moment précis où les problèmes des lois constitutionnelles et organiques sont résolus. Ainsi ce qui jusqu'à présent a été fait dans la sphère proprement dite de la politique et du droit public sera la base solide de ce qu'il reste à faire en matière d'administration.

L'ordre public, créé par un ensemble de lois qui l'ont rendu possible, en établissant l'équilibre entre nos forces sociales et nos institutions, est parfait dans toute la péninsule ; et si sur quelque territoire limité des lois exceptionnelles sont encore en vigueur, mon Gouvernement a le vif désir de les faire disparaître ; ce qu'il se propose de réaliser, aussi promptement que pourra s'organiser d'une façon normale et définitive la représentation provinciale de ces populations, et que prendront racine dans leurs convictions sereines les sentiments de concorde qui les élèveront au degré de richesse et de bien-être qu'elles méritent pour leur honnêteté et leur activité laborieuse.

J'ai la satisfaction de vous annoncer que les liens précieux qui unissent notre Nation catholique au Saint-Siège, ainsi que nos relations d'amitié avec toutes les Puissances, se maintiennent et se prolongent, et parmi les nouvelles les plus agréables, je dois mentionner l'établissement d'une légation du Céleste-Empire auprès de notre cour.

Mon voyage dans l'Estramadure a fourni l'occasion de l'affectueuse entrevue d'Elvas avec Sa Majesté Très Fidèle, laquelle a resserré les relations si naturelles et si fécondes entre deux dynasties qui représentent la monarchie constitutionnelle dans la Péninsule ; et mon Gouvernement, quoique voué de préfé-

rence à la réorganisation intérieure, prête toute l'attention qu'il faut à tout ce qui peut affecter au dehors l'honneur et les intérêts nationaux, sûr de compter pour cela sur l'appui unanime des représentants du Pays.

Dans le but de rendre plus expéditive l'administration de la justice, mon Gouvernement vous présentera divers projets de réforme du code pénal, des lois de procédure civile, d'organisation de tribunaux et de procédure pour réduire à une seule instance de jugement oral et public le procès pour toutes les catégories de délits.

La paix étant rétablie, l'armée et la flotte, qui ont donné tant de preuves de leur valeur et de leurs vertus pour l'obtenir, continuent de marcher dans le chemin que leur tracent leurs austères devoirs et se rendent chaque jour plus dignes de la haute estime et de la reconnaissance de la Patrie.

Les académies de district, consacrées à répandre l'instruction, une revue d'inspection dans le but de connaître les besoins du plus grand intérêt, et divers projets de loi qui vous seront présentés sont la preuve certaine de la sollicitude particulière avec laquelle mon Gouvernement s'occupe de tout ce qui peut contribuer à la meilleure organisation de nos armées de terre et de mer.

Les mesures économiques adoptées l'année dernière ont produit des résultats satisfaisants. En les développant, mon Gouvernement a réussi à augmenter les revenus et à relever le crédit ; la Nation a répondu à son appel, en montrant la confiance que lui inspire l'état de nos finances, par la souscription à laquelle ont pris part toutes les classes de la société, et qui a servi à liquider les découverts du Trésor et à réduire la dette flottante aux proportions qu'exige le budget annuel ; et l'intérêt de l'argent se trouvant ainsi diminué, les capitaux viendront en aide à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, et concourront à accroître la richesse, à affermir et à relever le crédit.

Mon Gouvernement s'occupe aussi de rectifier les impôts, à régler les comptes arriérés, et à réunir les données et les éléments nécessaires pour vous proposer les mesures propres à atténuer les effets qu'exerce sur l'industrie et le travail nationaux la crise économique que le monde traverse.

Les budgets vous seront présentés tout de suite, sans de nouvelles aggravations, et pour faciliter vos discussions, mon Gouvernement vous proposera séparément les dispositions et les règles nécessaires pour améliorer les revenus et l'administration publique.

Il vous sera aussi soumis des projets relatifs à l'accomplissement de quelques articles constitutionnels, lesquels ont été étudiés par les Cortès précédentes, ainsi que plusieurs projets nouveaux sur la bienfaisance, sur la réforme de l'organisation du personnel administratif dans les provinces, et sur le règlement des finances municipales et provinciales.

Les dernières Cortès ont discuté les bases de l'instruction publique, le ministère actuel du *Fomento* (encouragement, travaux publics, etc.) les soumettra de nouveau à vos délibérations, sous forme de lois spéciales, en en développant les principes.

Il est impossible que certaines provinces de l'Espagne demeurent privées de chemins de fer ; c'est pourquoi mon Gouvernement vous proposera, au moyen des ressources que la situation du Trésor lui permettra d'y consacrer, les plans pour remédier peu à peu à cette inégalité ; et désireux en même temps de protéger efficacement l'agriculture, ainsi que d'apporter à la loi des eaux les réformes qu'exige l'entretien des canaux, il vous présentera un projet de loi spécial pour aider au plus prompt développement de cette partie si intéressante des travaux publics.

Il n'est pas possible, en si peu de temps, d'effacer les traces de dix années de désolation et de deuil qu'ont souffertes les provinces d'outre-mer ; mais mon Gouvernement aura soin de vous présenter des mesures de nature à porter remède aux maux passés, et à resserrer chaque jour de plus en plus l'union des intérêts et des sentiments, aujourd'hui plus que jamais indissoluble, scellée qu'elle est par l'esprit de concorde. Pendant l'inter-règne parlementaire, on a adopté les résolutions les plus importantes pour atteindre d'un pas ferme le but de l'assimilation possible du régime de ces provinces à celui des provinces du continent, en satisfaisant ainsi aux nobles aspirations exprimées depuis des siècles. Il vous sera rendu compte de toutes ces dispositions ; comme les représentants des Antilles sont heureusement réunis dans cette enceinte à ceux de la Péninsule, j'ai confiance que, grâce à votre concours patriotique, toutes ces pensées s'achèveront et se réaliseront.

Au nombre des nouveaux projets devront avoir la première place ceux destinés à résoudre la question sociale de l'île de Cuba, en avançant le jour de la complète abolition de l'esclavage, d'après les principes établis, et ceux qui tendent à la réforme des tarifs et des budgets ; tous ces projets ont pour objet principal de concilier les intérêts et d'unir les volontés. Tel est mon désir ardent, tel est le but que poursuit mon Gouvernement.

L'avantageux résultat de cette sage politique se fait déjà sentir ; car, malgré les nombreux obstacles qu'apportent les crises industrielles et les rigueurs de la nature, les recettes du Trésor à Cuba et à Porto-Rico augmentent, l'administration s'organise et l'on voit renaître les espérances de pouvoir, moyennant des ajournements de peu de durée, faire face à des obligations sacrées, forcément négligées dans la période où nous nous trouvons encore.

Dans l'archipel des Philippines, on a surmonté les contretemps de malheurs inévitables ; on travaille au progrès social des habitants, au développement de la richesse du Pays, et, par la rapidité et la fréquence des communications, au rapprochement, en vue de leur union à la mère-patrie, des contrées qui en sont séparées par l'espace, mais que le télégraphe et les efforts de l'homme mettent en rapports immédiats.

Messieurs les Députés et les Sénateurs, tous ces projets qui seront soumis à vos délibérations et à votre jugement, ainsi que ceux que votre initiative parlementaire suggérera et mènera à bonne fin, suffiront, s'ils se réalisent, grâce à l'ordre et à l'harmonie des institutions, à rendre à notre patrie bien-aimée son ancienne splendeur ; et la divine Providence protégera, comme elle l'a fait jusqu'ici, cette grande œuvre, si nous y consacrons nos efforts avec la conscience nette de nos droits et de nos devoirs réciproques.

Pérou. — MANIFESTE ADRESSÉ PAR LE GOUVERNEMENT PÉRUVIEN
AU SUJET DE LA GUERRE QUE LE CHILI LUI A DÉCLARÉE.

Lima, le 1^{er} mai 1879.

Monsieur,

L'exposé que le Ministre des affaires étrangères du Chili a adressé aux puissances amies le 12 avril dernier prouve clairement la futilité des raisons qui ont décidé le Gouvernement de cette République à déclarer la guerre au Pérou.

Je suis certain que Votre Excellence a cherché en vain à trouver dans ce document une raison plausible qui justifie, du moins en apparence, le très grave fait dont il s'occupe, parce qu'il n'est pas possible que le bon sens et la justice se manifestent sur le terrain préparé depuis longtemps par l'ambition exagérée et les autres

sentiments peu nobles qui de prime abord se présentent aux appréciations d'une critique impartiale.

Le Gouvernement chilien était perdu devant l'opinion de son propre pays par la conduite qu'il observait à l'égard de la République Argentine ; il avait soutenu durant de longues années, et cela d'une manière irritante, des prétentions exagérées sur tout le détroit de Magellan et les côtes de la Patagonie. Il y renonça dans la suite devant l'énergique attitude des Argentins, et, accablé par l'affaiblissement chaque jour plus grand de son industrie et par une fâcheuse crise commerciale qui épuisait les principales sources de sa prospérité, il tourna rapidement ses regards vers le littoral de la Bolivie, objet de ses aspirations anciennes et longtemps ajournées, pour faire une facile conquête qui devait le réhabiliter dans l'opinion de ses concitoyens et grossir son Trésor épuisé avec les abondantes richesses que la Providence a répandues sur ce territoire privilégié. Pour y parvenir, il avait donc besoin d'un prétexte qui donnât lieu de réaliser ses projets, et le Chili trouva ce prétexte dans la question suscitée contre la Compagnie anonyme des salpêtres et du chemin de fer d'Antofagasta et le Gouvernement bolivien à propos de la modique contribution dont celui-ci frappa chaque quintal de nitrate exporté, dans le but surtout de mettre fin aux différends existants.

Bien que cette question fût d'un caractère entièrement privé, et sujette par conséquent aux lois et aux tribunaux de la Bolivie, qui ne pouvait admettre l'intervention d'aucun Gouvernement, le Gouvernement chilien se chargea de la défense de tous ces biens, non seulement appartenant à des Chiliens, mais encore à des individus d'autres nationalités, et, en s'appuyant sur l'article 4 du Traité, passé avec la Bolivie en 1874, il exigea l'abolition de l'impôt, sous peine d'annuler le pacte mentionné.

Le Gouvernement bolivien repoussa une pareille prétention en rappelant au Chili, que, pour terminer les différends qui vendraient à s'élever entre eux, on avait stipulé de se soumettre à un arbitrage.

Le Gouvernement chilien, qui jusqu'à ce moment-là paraissait avoir oublié un engagement aussi sacré, comme le prouvent les termes de sa demande, se vit dans la nécessité de le reconnaître, et exigea que la Bolivie suspendît l'exécution de la loi sur l'impôt relative à la Compagnie des salpêtres et du chemin de fer d'Antofagasta, pour soumettre la question à l'arbitrage stipulé.

Ici je dois faire remarquer à Votre Excellence que, tout en se déclarant disposé de cette manière à s'arranger à l'amiable avec la Bolivie, le Chili plaçait devant Antofagasta un de ses cui-

rassés, avec des troupes de débarquement et faisait avancer sur Caldera une autre partie de son escadre avec toutes sortes de matériaux de guerre, en assurant aux Gouvernements de La Paz et de Lima, par l'intermédiaire de chacune de ses Légations, que le cuirassé et les forces envoyées dans ledit port n'avaient d'autre but que celui d'assurer, en cas de besoin, l'ordre et la tranquillité à terre, *d'accord avec les autorités boliviennes*.

Sur ces entrefaites, le Gouvernement bolivien, désireux d'éviter un conflit avec le Chili, acceptait en même temps les bons offices du Pérou et accédait les prétentions du Chili en suspendant l'exécution de la loi ayant trait à l'impôt sur le nitrate et en acceptant l'arbitrage.

Ce fait aurait dû mettre fin à tous les différends, et mon Gouvernement le crut ainsi ; mais le Chili, qui était décidé à rompre à tout prix le Traité de 1874 et à s'emparer d'une partie du littoral bolivien, trouva un nouveau prétexte dans le décret par lequel le Gouvernement de La Paz annulait le contrat particulier qu'il avait passé avec ladite Compagnie des Salpêtres et du chemin de fer d'Antofagasta. Une pareille décision, en supposant qu'elle fût injuste et illégale, ne donne pas lieu à ce qu'un Gouvernement rompe violemment les Traités et encore moins s'empare du littoral de son adversaire à titre de revendication, comme l'a fait le Chili ; de manière que, devant une saine critique, une simple pression de la force ne parviendrait même pas à se justifier.

Des questions comme celles qui avaient lieu entre le Gouvernement bolivien et la Compagnie des Salpêtres, par elles-mêmes contentieuses et d'un caractère privé, étaient sujettes à la décision des tribunaux eux-mêmes, d'accord avec la Législation de chaque pays et les principes du droit des gens. Dans les seuls cas de déni de justice ou d'injustice notoire, un Gouvernement étranger peut intervenir pour appuyer et protéger ses nationaux ; et, à ce point de vue, le Chili aurait dû attendre le moment favorable pour faire des réclamations, en suivant la conduite que les nations observent dans ces circonstances en ne s'écartant pas des principes proclamés par la science et acceptés par la civilisation, et sans jamais perdre de vue que tout différend avec la Bolivie devait se résoudre par l'intermédiaire d'un arbitrage.

Cependant ce pays agit différemment ; car à peine sut-il qu'on avait annulé le Traité passé avec ladite compagnie, sans réclamer contre cet acte, en employant des mesures pacifiques qui, en apparence du moins, auraient rempli les conditions qu'on observe dans de pareils cas, qu'il s'empara précipitamment du littoral

bolivien qui n'était pas défendu, avec les troupes qu'il avait préparées à cet effet, et qui, d'après les déclarations que nous avons rappelées, ne devaient servir qu'à maintenir l'ordre à terre, si cela devenait nécessaire, *d'accord avec les autorités boliviennes.*

Le Chili, pour tâcher de justifier sa conduite, a allégué que le territoire compris entre les parallèles 23° et 24° latitude Sud lui appartenait par droit de domaine et par droit de possession avant le Traité de 1866 ; qu'il l'a cédé à la Bolivie, à la condition de ne frapper d'aucun droit l'industrie et les capitaux chiliens durant vingt-cinq ans, et que, cette République n'ayant pas rempli cette stipulation, il lui a fallu remettre les choses dans l'état où elles se trouvaient auparavant.

Afin que Votre Excellence puisse apprécier l'inexactitude de ces faits, il suffira de soumettre à votre esprit élevé les déclarations mêmes de la chancellerie chilienne, consignées dans les *Mémoires des affaires étrangères* adressées aux Chambres de cet État dans les années antérieures à l'arrangement de 1866.

Dans le Mémoire de 1861, on lit ce qui suit : « *Le Traité de limites* qu'on négociait avec la République de Bolivie a rencontré des empêchements inespérés pour être mené à bonne fin. L'idée que des arrangements amicaux et prudents feraient disparaître *cette indétermination de limites* qui, antérieurement, a donné lieu à des différends entre les deux pays, avait flatté le Gouvernement, qui regrette que les démarches faites dans ce sens n'aient donné que des résultats infructueux. »

Dans un Document analogue, daté de 1862, le Gouvernement chilien avoue également *l'indétermination de limites* dans les termes suivants : « Les négociations relatives à la signature d'un traité de limites qui devait mettre fin à l'ancien différend qui divise à ce sujet la République et la Bolivie n'ont pas produit les résultats qu'on devait en attendre. » Dans le même mémoire, le Ministre des affaires étrangères communique au Congrès de son pays « que la Bolivie, par l'intermédiaire de son Ministre plénipotentiaire *ad hoc*, proposait de soumettre la conclusion de cette affaire à une troisième puissance amie. » Cette circonstance prouve la confiance qu'a toujours eue la Bolivie dans les droits qu'il soutenait et ses désirs d'arriver à un arrangement à l'amiable.

Enfin, le Ministre des affaires étrangères du Chili s'exprime dans les mêmes termes dans le Mémoire qu'il présenta en 1863, où il déclarait qu'on s'occupait de la conclusion d'un Traité de limites qui mettrait fin aux différends qui, plus d'une fois, s'étaient levés entre les deux pays.

Il est donc certain qu'avant le Traité passé entre le Chili et la Bolivie le 10 août 1866, il y avait entre ces deux pays *une indétermination de limites* et des négociations pour signer un pacte qui trancherait les différends ; ce qui prouve pleinement l'inexactitude des affirmations que fait aux Gouvernements amis M. Fierro dans l'exposé dont je m'occupe et où il assure que le Chili avant ledit arrangement « régnait par droit de domaine et par droit de possession sur le territoire compris entre les 23^e et 24^e parallèles ».

Si le Chili s'était trouvé dans ces conditions-là, il n'aurait certainement pas poursuivi, durant de longues années, les négociations auxquelles ses documents mêmes font allusion ; il aurait bien moins poussé son désintéressement jusqu'à abandonner un riche territoire dans le seul but de s'en féliciter avec le Gouvernement bolivien. Intimement persuadé de n'avoir jamais possédé les territoires en litige, il ne se décida pas à accepter l'arbitrage proposé par la Bolivie ; et certain, dans tous les cas, que l'arrêt des arbitres lui serait défavorable, il signa le Traité de 1866, dont l'article 1^{er} dit ce qui suit :

« La ligne de démarcation des limites entre le Chili et la Bolivie dans le désert d'Atacama sera désormais le parallèle 24^e de latitude méridionale depuis le littoral du Pacifique jusqu'aux limites orientales du Chili ; de manière que le Chili au sud et la Bolivie au nord, *régneront par droit de possession et par droit de domaine* sur les territoires qui s'étendent jusqu'audit 24^e parallèle, où ils pourront exercer tous les actes de juridiction et de souveraineté correspondant aux possesseurs de ce sol. »

Cet article fait partie de l'introduction du Traité où l'on assure que les deux Républiques désiraient « mettre à l'amiable et réciproquement un terme satisfaisant à l'ancien différend pendant entre elles sur la fixation de leurs *respectives limites territoriales* dans le désert d'Atacama » ; et des termes du Mémoire qu'immédiatement après la signature dudit pacte, le Ministre des affaires étrangères de cette République présenta au Congrès chilien, Mémoire où se trouve la phrase suivante : « Animés, comme la Bolivie, du vif désir de resserrer les rapports entre les deux Républiques et de *faire disparaître à jamais* tout motif de mésintelligence entre les deux pays, nous *profitons* de ces bonnes dispositions mutuelles pour *trancher définitivement l'ancienne question de limites* dans le désert d'Atacama.

Le Traité de 1874, qui est le dernier passé entre le Chili et la Bolivie, dans le but d'introduire quelques modifications dans la manière d'exploiter les produits des territoires limitrophes, en

vertu d'un droit qui avait réciproquement été reconnu par les deux Pays dans le Traité de 1866, consolida les droits du second sur les parallèles 23° et 24°. L'article 1^{er} est en effet le plus formel qu'on ait pu rédiger, car il a dit : « Le parallèle du grade 24°, depuis la mer jusqu'à la Cordillère des Andes dans le *Divortia aquarum*, est la limite entre les républiques du Chili et de la Bolivie. »

Dans leur essence et dans leur forme, ces stipulations sont absolues et sans conditions et, d'autre part, elles ne ressemblent pas aux expressions qu'emploient les autres Nations dans leurs Traités de cession de territoires. L'article 1^{er} du Traité signé entre la France et la Sardaigne, en 1859, sur la cession de la Lombardie, est conçu comme il suit : « S. M. l'Empereur d'Autriche *renonce* pour lui et ses successeurs à ses droits et à ses titres sur la Lombardie. » On se sert presque des mêmes termes dans le Traité de cession, de Monaco à la France, des cantons de Menton et de Roquebrune et dans le plus récent Traité de cession de Nice, en 1860.

Il fallait rappeler les antécédents dont je me suis occupé et qui embrassent une période de plus de vingt années pour qu'on pût apprécier l'origine du débat qui a donné pour résultat l'occupation du territoire bolivien et qui a poussé le Chili à déclarer la guerre au Pérou. Ils sont en outre indispensables pour en conclure ce qui suit : que la contestation entre le Chili et la Bolivie, soutenue durant une aussi longue période d'années, prit fin à l'amiable par la transaction consignée dans le Traité de 1866 et ratifiée en 1874, dans lequel les deux Hautes Parties contractantes renoncèrent mutuellement et réciproquement aux droits que chacune d'elles prétendait avoir sur le territoire d'Atacama.

On ne peut donc pas soutenir en justice que le Chili ait cédé à la Bolivie une partie du territoire qui incontestablement lui appartenait, et bien moins encore que lesdits traités aient eu, comme le Chili le prétend, un caractère conditionnel.

Votre Excellence sait fort bien que les Traités de limites, comme les Traités reconnaissant l'indépendance d'un État, sont transitoires de leur nature, et qu'ils ont le caractère spécial d'être définitifs et irrévocables, une fois qu'ils ont été exécutés. Ces Traités subsistent indépendamment même d'un changement de souveraineté et d'altération dans la forme de gouvernement d'un Pays, et la guerre elle-même ne peut les abroger, comme elle le fait *ipso facto* à l'égard des autres pactes existants entre les belligérants.

Il est inexact que le Traité de 1874 soit conditionnel ou que le

Chili ait cédé ses droits au territoire compris entre les parallèles 23° et 24° latitude sud, à la condition de ne frapper d'aucune contribution l'industrie et les capitaux chiliens, comme l'assure M. Pierro. Le Chili ne pouvait céder ce qui ne lui a jamais appartenu, il pouvait encore moins stipuler des conditions pour une cession de cette nature. Dans le Traité de 1866 il a reconnu la domination de la Bolivie sur le territoire qui s'étend jusqu'au-dit 24° parallèle, et il a déclaré que cette république pouvait y exercer tous les actes de juridiction et de souveraineté qui correspondent aux possesseurs de tout territoire.

Cette reconnaissance ayant été faite d'une manière absolue, il n'était pas licite de la révoquer dans la suite ou de l'annuler moyennant d'autres conditions ultérieurement stipulées. Le Chili avait solennellement déclaré que la Bolivie était le possesseur de ce territoire, et l'ayant considérée comme telle durant les huit années écoulées jusqu'au Traité de 1874, où, loin de laisser aucun doute sur le droit qu'il lui avait reconnu en 1866, il jugea bon de le ratifier, il ne pouvait réveiller ces anciens différends ni invoquer le droit de revendication, toujours désapprouvé et aboli dans tous les pays civilisés.

La revendication suppose la possession incontestable de la chose à laquelle elle se rapporte, et si le Chili n'a jamais possédé les territoires qu'il vient d'occuper violemment ; si, bien plus, il a terminé ses anciens différends et reconnu qu'ils appartenaient à la Bolivie, il est clair que la revendication qu'il fait valoir est un contresens sur le terrain des idées et un attentat sur celui des faits, et il ne peut rien alléguer contre l'indivisibilité du Traité de 1874, parce qu'en supposant qu'il ait été abrogé par les soi-disant violations du Gouvernement bolivien, on aurait dû remettre les choses dans l'état où elles se trouvaient avant la signature dudit Traité ; par conséquent la Bolivie était indubitablement possesseur desdits territoires, puisqu'on avait irrévocablement reconnu qu'ils lui appartenaient dans le pacte de 1866.

Cependant le Gouvernement chilien a méconnu ces principes, qui sauvent l'autonomie des États ; en pleine paix, il a violé un traité de limites ; il s'est emparé de vive force du territoire qu'il avait lui-même déclaré appartenir à la Bolivie et dans lequel il avait reconnu la souveraineté de cette République depuis 1866 jusqu'au 14 février dernier, et il a réalisé ses projets en invoquant le principe absurde et insoutenable de revendication, qu'il avait lui-même condamné en 1864, après la prise des Chinchas par l'escadre espagnole, ébranlant ainsi les bases sur lesquelles reposent les nations de l'Amérique et en créant de profondes

rancunes et une soif inextinguible de vengeances dont il n'est pas possible de prévoir les terribles conséquences.

L'origine de la question qui a poussé le Chili à s'emparer de la partie du littoral bolivien comprise entre les 23^e et 24^e parallèles latitude sud, et à déclarer ensuite la guerre au Pérou étant maintenant connue, je vais avoir l'honneur d'exposer à Votre Excellence la conduite observée par mon Gouvernement dans le conflit qui a surgi entre ces deux Républiques et les véritables causes de la politique suivie par le Cabinet de Santiago.

Dès le 2 janvier de cette année, époque à laquelle cette chancellerie eut connaissance des premiers symptômes de la mésintelligence entre le Chili et la Bolivie, il recommanda aux représentants du Pérou à La Paz et à Santiago d'offrir en son temps aux Gouvernements des deux Pays les bons offices de la République afin d'éviter une rupture et d'empêcher d'une façon amicale tout acte ou toute mesure qui rendrait impossible ou moins difficile une solution pacifique aux questions en suspens.

Mon Gouvernement recommande en outre au Cabinet bolivien, de la manière la plus insinuante, tantôt dans les longues conférences que le soussigné a eues dans ce ministère avec M. Zoilo Flores, envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Bolivie à Lima, tantôt par l'intermédiaire de son représentant à La Paz, l'utilité qu'il y aurait à suspendre les effets de la loi sur l'impôt du nitrate à Antofagasta et à soumettre ces différends à un arbitrage ; ce qui prouve avec quel vif intérêt le Pérou tâcha d'éviter le conflit et l'inexactitude de l'affirmation contraire qu'a bien voulu faire le Ministre des affaires étrangères du Chili dans le manifeste dont je m'occupe.

Le 24 janvier, c'est-à-dire vingt jours avant l'occupation du littoral bolivien par les troupes chiliennes, notre représentant fit part à S. Exc. le Président du Chili, dans une conférence spéciale qu'il eut avec lui, le Ministre des affaires étrangères étant alors absent, qu'il était autorisé à offrir les bons offices du Pérou pour éviter amicalement tout acte violent qui pourrait empêcher un arrangement avec la Bolivie. Son Excellence accepta l'offre avec enthousiasme et il y répondit en promettant formellement de ne prendre aucune mesure extrême sans la porter auparavant à sa connaissance.

Malgré cela, notre chargé d'affaires exprima les désirs du Pérou au Ministre même, M. Fierro, et quand il était juste de croire que le Président de la République tiendrait sa parole, on repoussa courtoisement les bons offices et notifia qu'on donnait des ordres pour occuper militairement Antofagasta et Mejillones, comme

cela arriva en effet quelques jours après. En attendant, la Bolivie avait accepté les bons offices du Pérou, et elle avait cédé, comme je l'ai déjà fait remarquer, aux exigences du Chili, qui consistaient à annuler le décret relatif à l'impôt dont on avait frappé le nitrate.

Le Pérou n'a donc pas été indifférent aux difficultés qui se sont élevées entre le Chili et la Bolivie; au contraire, sa conduite a été celle d'un ami empressé et prévoyant; et si ses bons offices, qu'il avait offerts avant que le conflit eût lieu, ne parvinrent pas à l'éviter, comme le désirait mon Gouvernement, cela a été uniquement et exclusivement parce que dans les conseils du Cabinet chilien on était décidé irrévocablement à un agrandissement de territoire, au détriment de la République voisine, son ancienne alliée, et de la perturbation de l'équilibre de cette partie du continent.

Et ce qui prouve clairement et éloquemment le vif intérêt que le Pérou avait à maintenir la paix, c'est que, quoique ses bons offices ne fussent pas acceptés par le Chili, il ne considéra pas ce refus comme une insulte faite à sa dignité; il ne se découragea pas; bien loin de là, il s'empressa d'envoyer à Santiago un envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en mission spéciale, chargé de proposer un arrangement avec la Bolivie, à la condition juste et raisonnable d'évacuer le territoire envahi et de soumettre à un arbitrage toutes les questions en litige avec cette République.

Des offres tant de fois réitérées, dont la loyauté a été mise à tort en doute par M. Fierro, qui a indignement supposé que S. Exc. le Président du Pérou avait déclaré « qu'une opinion inconsciente exerçait une pression sur son Gouvernement et entravait sa liberté, » ont été confirmées à Santiago par notre envoyé spécial qui, durant le mois qu'il y est resté, ne cessa pas de choisir et de proposer plusieurs moyens pour arriver à un arrangement honorable; mais il ne parvint, en fait de résultat, qu'à se convaincre que le Gouvernement de cette République était formellement décidé à maintenir à tout prix l'usurpation du territoire bolivien, et à nous déclarer la guerre. Voilà comment le Chili a répondu aux efforts que le Pérou a faits en faveur de la paix.

Dans les différentes conférences qu'il a eues à Santiago, tant avec S. Exc. M. le Président de la République qu'avec son Ministre des affaires étrangères, on tâcha toujours de lui cacher ces desseins; on lui parlait dans des termes qui lui ont donné à comprendre la possibilité d'évacuer le littoral bolivien, afin de lui arracher une déclaration de neutralité *absolue et sans conditions*,

et on lui a proposé, en même temps, par des organes non pas précisément officiels, mais au moins très autorisés, des projets d'arrangements ignominieux, que notre Représentant repoussa avec dignité, comme l'avait déjà fait précédemment notre chargé d'affaires, bien qu'ils flattassent les intérêts du Pérou. Parmi ces propositions en voici une : il s'agissait de partager la Bolivie entre le Chili, le Pérou, la république Argentine et le Brésil ; on voulait en faire, d'après les expressions dont on s'est servi, une Pologne américaine ; le Chili devait s'emparer du littoral bolivien ; le Pérou devait céder Iquique et Arica à la Bolivie et, par contre, il devait s'annexer la province de Guayaquil, appartenant à la république de l'Équateur.

Pendant que ceci se passait à Santiago, le représentant du Chili à Lima adressait à ce ministère une note violente et intentionnellement provocante, où l'on nous demandait des explications au sujet de la presse et du peuple péruvien, qui ne faisaient que répondre faiblement aux provocations effrénées de la presse et du peuple chilien ; on accusait fausement et calomnieusement mon Gouvernement d'avoir fourni à la Bolivie des armes et des munitions de guerre, on exigeait des explications sur l'existence d'un traité d'alliance qui liait le Pérou à la Bolivie et qui, à cette époque, était encore tenu secret ; on voulait, enfin, une déclaration formelle de notre neutralité au sujet des événements qui avaient eu lieu et qui devaient se produire tant que le Chili défendrait par les armes le littoral bolivien dont il s'était emparé.

Les négociations se faisant dès le commencement à Santiago, cette chancellerie, croyant en outre trouver dans le cabinet chilien un esprit plus tranquille et plus conciliant que celui que manifestait dans tous ses actes son représentant à Lima, s'empressa d'adresser à M. Lavalle, autorisé *ad hoc*, une note où l'on détruisait d'une manière satisfaisante les chefs d'accusation formulés contre mon Gouvernement, en lui recommandant d'en donner lecture à M. Fierro et de lui en remettre une copie, s'il le désirait.

Cette note datée du 22 mars dernier a été insérée dans les annexes du Mémoire que ce ministère vient de présenter au Congrès extraordinaire, réuni le 24 avril, et que j'adresse à Votre Excellence, afin que, si elle le juge bon, elle puisse s'assurer de la certitude de ce fait et des autres auxquels je fais allusion et se former une idée exacte des agissements des deux Républiques.

Dans ledit document, mon Gouvernement a déclaré que, n'ayant pas alors officiellement connaissance de l'occupation militaire du littoral bolivien et ignorant la véritable signification et la portée

de cet acte, le moment n'était pas encore venu pour le Pérou d'exprimer son opinion et de faire voir l'attitude qu'il devait prendre, et que sa conduite dépendrait de deux conditions, à savoir : l'existence du traité d'alliance défensif qui le liait à la Bolivie, et la décision du Congrès national, qui avait été convoqué dans le seul but d'indiquer au Gouvernement la ligne de conduite qu'il devait suivre.

Le Ministre des affaires étrangères du Chili se permet cependant d'assurer que le cabinet de Lima offrit à son Plénipotentiaire de garder la neutralité. L'inexactitude de cette assertion est prouvée, non seulement par tout ce que je viens d'exposer, mais encore par les déclarations formelles de notre Plénipotentiaire, M. Lavalle, qui annonça directement plusieurs fois au Gouvernement chilien que le Pérou *ne pouvait ni ne devait* rester neutre dans le conflit avec la Bolivie.

Un autre fait également inexact, parmi les nombreux que contient l'exposé dont je m'occupe, est le suivant : qu'on avait offert à M. Godoy de suspendre les préparatifs de guerre commencés dès qu'on eut connaissance des intentions manifestement hostiles du Gouvernement chilien. Bien au contraire, il eut l'occasion de se présenter plusieurs fois à mon ministère, et je lui fis part, avec la loyauté qui caractérise le peuple péruvien, que nous armions en vue des éventualités qui pourraient se produire, mais que le Chili ne devait pas considérer nos préparatifs comme menaçants, car ils n'avaient pas de caractère agressif ; et mes explications l'ayant satisfait, il me déclara plusieurs fois qu'il comprenait que les intérêts et la situation politique du Pérou ne lui permettaient pas de garder la neutralité dans la querelle qui se vidait entre le Chili et la Bolivie et qu'il l'avait ainsi exprimé à son Gouvernement.

Il n'est pas non plus exact que le Pérou, pendant qu'il offrait sa médiation à Santiago, ait fourni à la Bolivie des armes et des munitions de guerre : mon Gouvernement a repoussé cette accusation avec la dignité qui lui est propre, aussitôt qu'elle lui fut adressée par M. Godoy. Non seulement sa loyauté et son désir d'éviter la guerre l'empêchèrent de fournir du matériel de guerre à la Bolivie ; mais encore il s'efforça d'empêcher le départ de l'armée de La Paz, qui désirait ardemment reprendre le territoire occupé, et celui d'un corsaire que le Gouvernement de cette République, qui n'a pas adhéré à la Convention de Paris de 1856, avait préparé pour opérer et s'emparer d'une proie aussi riche que sûre. Il n'a donc rien omis, car il était on ne peut plus fermement décidé à arranger à l'amiable les différends qui existaient entre les deux Pays.

Le Gouvernement péruvien ne pouvait penser ni agir différemment ; car, outre l'intérêt qu'il a toujours montré à maintenir la paix de l'Amérique du sud, intérêt qu'il a maintes fois exprimé, et confiant dans les bons rapports qui le liaient à ses voisins, il vivait sans se préoccuper de ses éléments de guerre et se consacrait exclusivement à réparer les dommages qu'il a éprouvés à la suite de la crise commerciale et financière qui, depuis quelque temps, paralyse le développement de ses opérations économiques ; d'autre part, l'armée se trouvait à cette époque disséminée sur son vaste territoire ; elle était strictement réduite aux cadres que la loi signale en temps de paix ; et l'escadre, tout le monde le sait, et j'en appelle à tous les représentants étrangers résidant à Lima, se trouvait presque désarmée ; cette circonstance ne lui a pas permis de quitter les eaux du Callao pour chasser la flotte chilienne des ports du Sud et l'empêcher de continuer à incendier des populations commerçantes et inoffensives et à lancer des obus sur des convois pleins de femmes et d'enfants.

Un pays complètement désarmé, comme l'était le Pérou, craignant de compromettre ses intérêts dans la lutte, si les Républiques en litige n'arrivaient pas à s'entendre convenablement, ne pouvait s'abstenir de travailler d'une manière sincère et enthousiaste en faveur de la paix. Et c'est ainsi qu'a agi mon Gouvernement, étouffant la juste indignation qu'ont produite dans son esprit et dans celui de tout le pays les attentats scandaleux commis en présence des autorités et des troupes chiliennes contre nos consulats à Valparaíso et à Antofagasta, attentats qui ont été sans doute intentionnellement médités dans le but de nous obliger à rompre les bons rapports qui existaient alors entre les deux pays.

Pendant que mon Gouvernement agissait ainsi, désireux d'éviter une guerre sanglante, le Chili, voulant gagner du temps, entretenait le Plénipotentiaire péruvien de faits relatifs à un arrangement *qu'il ne jugeait pas impossible* ; et dès que ses préparatifs de guerre, secrètement préparés, furent terminés, il rompit brusquement avec lui, en même temps que son Représentant accrédité à Lima demandait ses passeports ; et le Chili, sans déclarer formellement la guerre, bloqua immédiatement le port d'Iquique, et commit les attentats de vandales dont j'ai parlé déjà.

Pour justifier ces agissements, le Chili allègue uniquement les préparatifs qu'on faisait alors dans notre escadre : l'envoi d'une division de 1.500 hommes au port d'Iquique, et l'existence d'un Traité d'alliance défensive que le Pérou avait conclu avec la Bo-

livie en 1875. Le simple récit de ses allégations sullit pour en faire ressortir la valeur insignifiante, et pour prouver jusqu'à l'évidence que nos adversaires ont eu d'autres raisons secrètes pour se conduire ainsi, raisons qu'ils n'ont pas eu le courage d'exposer, parce qu'elles causeraient une profonde indignation à tous les peuples de la terre.

Les préparatifs de notre escadre et l'envoi de 1.500 hommes à Iquique, au moment où la guerre éclatait entre les deux Républiques voisines du Pérou, ne pouvaient surprendre le Chili ; car il est naturel que les nations se préparent en vue des éventualités qui se produisent à la suite d'une campagne, surtout quand la guerre éclate à leurs frontières, comme cela est arrivé dans le cas actuel. D'autre part, le Gouvernement chilien avait reçu de nombreuses et de formelles déclarations officielles sur la nature des préparatifs que faisait notre escadre, et qui n'avaient qu'une importance purement matérielle, et sur l'envoi de la petite division, déjà citée ; cela aurait dû convaincre le Chili qu'ils n'avaient pas, comme les faits l'ont prouvé, le moindre caractère agressif.

Le Traité d'alliance défensif conclu avec la Bolivie ne pouvait constituer non plus une raison pour déclarer la guerre, car, en le signant, les Hautes Parties contractantes se sont proposé seulement de garantir mutuellement leur indépendance, leur souveraineté et l'intégralité de leurs territoires, moyennant la *défense* commune contre toute agression extérieure : ce qui ne porte atteinte aux droits d'aucune nation. Des alliances de cette nature abondent dans les chancelleries, et elles n'ont jamais donné lieu à ce qu'on doute de la bonne foi des Gouvernements qui les ont faites.

L'impersonnalité du Traité, ses stipulations abstraites et les conditions fixées pour la déclaration du *casus fœderis* prouvent clairement qu'il pouvait seulement s'appliquer au Chili, dans le cas où ce pays commettrait volontairement les attentats qui rendent l'alliance effective. En outre, ce pacte n'oblige nullement l'allié à faire la guerre à outrance, mais, tout au contraire, à employer des moyens conciliateurs, qui furent en son temps offerts par le Pérou, sans avoir besoin de cacher sous l'habit du médiateur les engagements du belligérant.

L'existence du Traité, bien qu'il fût secret en vertu d'un de ses articles, n'était pas inconnue d'ailleurs au Chili. Ses fonctionnaires et ses ministres d'État même de différentes époques l'ont ainsi démontré en s'en occupant constamment.

D'autre part, le Gouvernement chilien connu officiellement son existence dès le commencement même de sa contestation avec la

Bolivie, parce que le Président de la République et le soussigné en communiquèrent à M. Godoy les principaux articles, qui, loin de l'amoindrir, appuyaient et justifiaient l'influence médiatrice et amicale que le Pérou exerçait pour éviter la guerre entre deux Républiques amies et la consommation des faits qui donneraient lieu à rendre effective l'alliance convenue.

Les stipulations du Traité ne rendaient pas non plus impossible la neutralité du Pérou. Si le Chili ne s'était pas emparé du littoral bolivien en invoquant l'absurde principe de revendication, qui voile le *uti possidetis* de 1810 et qui menace l'intégralité territoriale des États de l'Amérique du sud ; s'il n'avait pas eu l'intention de s'emparer de vive force de ce qui ne lui a jamais appartenu ; si, s'inspirant des conseils de la raison, il s'était borné à prouver, moyennant l'emploi de mesures coercitives, que l'on admettait le sens qu'il attribuait à l'article IV du Traité de 1874, en s'emparant d'une affaire du ressort des tribunaux boliviens, indubitablement le Pérou n'aurait eu aucune raison d'intervenir dans les débats, parce que du moment qu'on ne portait pas atteinte à l'intégralité du territoire bolivien, le *casus fœderis* ne se serait pas présenté, et il aurait gardé la neutralité, tâchant d'éviter la guerre qu'annonçait la rupture des bons rapports existant entre les deux pays et les hostilités commencées.

En 1873, la Bolivie a été menacée d'un démembrement territorial, et la République Argentine l'a été également. Ces craintes motivèrent l'alliance dont les intentions et les tendances sont et seront toujours éminemment américaines, du moment qu'elles se proposent d'éviter la guerre entre des pays qui ont besoin des bienfaits de la paix pour faire face aux exigences toujours croissantes de leur développement et de leur prospérité. Le Chili avait mis fin d'une manière irrévocable à sa question de frontières avec la Bolivie depuis 1866, et le Traité postérieur, passé en 1874, prouve qu'il n'a pas donné lieu à l'alliance, à moins cependant que le Chili ne se lançât, comme il l'a fait, dans la voie défendue des usurpations scandaleuses.

L'idée que l'alliance est née du besoin de se garantir contre les bruyantes protestations des propriétaires des salpêtrières de Tarapaca, est dénuée de fondement, et elle est impertinente, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. L'expropriation des salpêtrières coûte au Pérou plus de 100 millions de *soles* ; et dans les sommes remises à ceux qui en décidèrent volontairement la vente on trouvera, si l'on ne ferme pas les yeux à l'évidence, une indemnité plus que supérieure, dans quelques cas, à celle que l'équité elle-même indiquait.

Il ne peut y avoir de spoliation quand les prix sont payés et les dommages indemnisés. Le Pérou a fait les deux choses, et il ne mérite pas les insultes qu'on lui prodigue dans le Manifeste dont je m'occupe.

Donner pour origine à l'alliance de deux nations le besoin de mettre à l'abri le Gouvernement de l'une d'elles contre les réclamations que ses industriels pourraient lui faire au détriment des mesures fiscales qu'elle aurait prises, cela ne manque pas d'une originalité que personne ne trouvera acceptable.

De pareilles allégations ne sont bonnes que pour faire comprendre que le Chili se préparait à se déclarer le tuteur et le défenseur des salpêtriers, généreusement indemnisés de la valeur des usines qu'ils vendirent volontairement à l'État ; c'est ainsi seulement qu'on s'explique pourquoi le Ministre des affaires étrangères du Chili déclare que l'alliance est à la fois la consécration de l'expropriation des salpêtrières et une insulte adressée à sa patrie.

Mais il est évident que si impartialement on ne peut pas soutenir que ladite expropriation ait inspiré l'idée de l'alliance, il faut avouer qu'elle a assuré au Pérou et à la Bolivie le monopole du salpêtre et des multiples négociations qui s'y rattachent, en assurant aux deux Républiques un avenir flatteur que le Chili désirait pour lui et qu'il a voulu à tout prix nous enlever. Jusqu'à cette époque les produits péruviens avaient suffisamment servi à équilibrer sa balance commerciale, et une fois que, par la force des choses, ses capitaux se retirèrent de Tarapaca, ses ambitions se réveillèrent, et il s'imposa la tâche de s'emparer de nouveaux territoires pour relever son commerce agonisant. C'est la seule chose qui explique la conduite du Chili. Il a besoin de richesses, car il se trouve dans des conditions bien difficiles, et comme il ne les trouve pas dans son Trésor épuisé, il veut s'emparer de vive force de ce qui appartient à ses voisins. Voilà les résultats de la justice qu'il proclame et de la civilisation dont il fait parade.

Ainsi la véritable cause de la guerre que le Chili a déclarée au Pérou, c'est son ambition et son désir véhément de s'annexer le littoral bolivien, qui renferme de grandes richesses en guano, en nitrate et en minerais. Il y a quelque temps qu'il le désire, sans négliger aucun moyen, pas même ceux illicites, et il travaille incessamment pour y arriver. Profitant des difficultés intérieures de la République bolivienne, il est parvenu à lui enlever le territoire compris entre les parallèles 23 et 24, latitude sud, et cette concession ne l'ayant pas satisfait, il a tâché de la faire tourner contre le Pérou en lui promettant sa protection, comme je l'ai déjà dit, pour s'emparer des départements de Tacna et de Tara-

paca, en échange des territoires qui s'étendent le long du fleuve Loa.

A l'ombre des bons rapports qui existaient entre les deux pays, il n'est pas de déloyauté que le Chili n'ait commise contre le Pérou. Ni les intérêts sacrés de l'Amérique, ni la dignité que se doivent les nations, ni les considérations qu'on doit avoir envers les autres États, rien n'a calmé ses ambitions désordonnées. Immédiatement après l'occupation des îles Chinchas par la flotte espagnole, aux ordres du général Pinzon, loin de prendre la défense des intérêts sud-américains, il tâcha de rendre plus intimes ses rapports avec l'Espagne et de conclure avec l'Équateur un Traité d'alliance offensif contre le Pérou, afin que, accablé par les calamités de la guerre et par les difficultés qui paralysaient sa défense, ce pays succombât ; le Pérou devait lui servir de piédestal pour satisfaire ses intentions impures.

Comme aucune trêve avec l'Espagne n'avait été signée et que l'état de guerre subsistait encore, son représentant à Londres se mit d'accord, sans le consentement ni l'approbation du Pérou, avec le Ministre espagnol pour retirer des chantiers de l'Angleterre les vaisseaux que les deux nations avaient commandés, en permettant ainsi à l'ennemi commun d'augmenter considérablement ses forces navales.

N'ayant pu réaliser alors ses perfides combinaisons, il fit construire de puissants cuirassés qui lui permettaient de régner en maître dans les eaux du Pacifique et d'imposer sa volonté aux pays du continent. Quand il se sentit fort, il recommença à travailler contre le Pérou, encourageant le Gouvernement et les généraux boliviens à s'emparer d'une partie de notre territoire ; et, profitant de la première occasion qui s'est présentée, il nous a déclaré la guerre : ce qu'il cherche depuis longtemps, car le conflit avec la Bolivie n'a été qu'un prétexte, ainsi que le prouvent divers documents publics très importants, dans lesquels le Chili a proposé à ce dernier État de faire immédiatement la paix et de l'indemniser de son territoire avec d'autres bien plus riches appartenant au Pérou.

Eclairée par ce qui précède, Votre Excellence saura apprécier les véritables causes de la guerre que nous a déclarée le Chili et verra de quel côté est la justice.

En attendant, le Pérou, appelé intempestivement sur les champs de bataille, confie ses destinées à la Providence et à la justice de sa cause, et comptant sur son alliée, la noble République de Bolivie, sur l'enthousiasme de ses enfants et sur le courage éprouvé de son armée et de sa flotte, a la certitude de châtier ses ennemis gratuits.

Avec l'assurance de la plus haute considération, j'ai l'honneur d'être de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.

MANUEL IRIGOYEN.

Salvador. — MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, M. LE DOCTEUR RAFAEL ZALVIDAR, LU A L'OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE, LE 11 JUIN 1879.

Messieurs les Représentants,

Au moment où cette auguste Assemblée inaugure ses travaux, c'est avec enthousiasme que je remplis l'agréable devoir de vous adresser mes salutations respectueuses, en me félicitant de votre présence avec tous les Salvadoriens, qui espèrent, grâce au patriotisme éprouvé et aux lumières de leurs dignes Représentants, voir amplement satisfaire les aspirations légitimes du Pays dans la tâche difficile de réformer nos institutions fondamentales.

C'est un grand plaisir pour moi de reconnaître que votre heureuse élection a été l'œuvre du suffrage libre de la population, qui a cette fois confirmé encore davantage la preuve traditionnelle qu'elle possède l'énergie morale et les vertus républicaines nécessaires pour maintenir inviolable l'exercice sacré et grandiose de la souveraineté nationale.

Comme conséquence de cette liberté, qui a présidé, sans entrave ni contrainte, à la manifestation du vote de la population, nous pouvons aujourd'hui, avec satisfaction, voir dignement représentés dans ce Congrès tous les cercles politiques, présentant le patriotique et consolant spectacle de la dissolution de nos partis personnels, quand, comme à présent, ils se rencontrent sur le terrain des intérêts sacrés de la Nation.

C'est là un fait dont nous devons nous féliciter vivement, parce que, outre qu'il rehausse l'esprit public des Salvadoriens, il tend à faire concourir aux institutions de la Patrie tous les éléments de notre manière d'être particulière et facilite ainsi la réalisation d'une politique éminemment républicaine et nationale.

Je vous félicite aussi, messieurs les Représentants, de ce que votre réunion s'accomplit sous les auspices favorables de la paix

dont on jouit généralement, et grâce à l'influence bienfaisante de laquelle vous pouvez vous consacrer, l'esprit tranquille et le cœur serein, à poursuivre l'idéal de notre organisation démocratique sous les formes tutélaires de la loi du droit, en unissant la plus grande somme possible de principes acceptables avec la plus grande somme possible de liberté politique et civile.

Loin de moi l'idée que nous réussirons à atteindre tout de suite la perfection.

Je suis convaincu que notre état naissant ne nous permet pas encore de nous placer au niveau des autres Nations avancées dans la pratique des institutions républicaines ; mais comme il est impossible aussi que les peuples restent stationnaires en présence de la grande évolution de principes qui s'opère de toute part, en obéissant à la loi, qu'on ne saurait éluder, du progrès humain, la République du Salvador, ainsi que toutes les Nations qui aspirent à prendre part à l'œuvre commune de la civilisation, doit s'appliquer aujourd'hui à mettre ses institutions en harmonie avec ses coutumes et ses tendances, en prenant en considération les justes exigences du progrès, d'accord avec les idées et les principes proclamés par la philosophie moderne.

Il n'y a pas de doute que c'est en se fondant sur des raisons analogues que la législature de cette année-ci a jugé conforme à l'esprit de nos aspirations la réforme de la loi fondamentale pour assurer une garantie de paix parfaite et l'empire de cette politique qui s'attache à allier l'autorité sociale aux droits individuels à l'intérieur de la République, et à affermir l'ordre sans entraver le progrès paisible de notre population.

Plaise à Dieu que, en recherchant la réalisation d'un but si élevé, nous puissions aussi marcher dans la voie du rétablissement du lien d'union entre les États de la patrie centre-américaine ! Ainsi nous nous poserons dignement devant les autres peuples, en convainquant, au moment convenable, aux partisans de l'exclusivisme en politique que la reconstitution de notre nationalité n'est ni un idéal ni une utopie.

Je vous souhaite, messieurs les Représentants, le plus grand succès dans vos délibérations, afin que vous puissiez réaliser la tâche patriotique de donner une impulsion vigoureuse au mouvement vivifiant qui anime le Pays.

J'apprécierai un si heureux résultat comme la précieuse récompense des travaux qui sont inhérents à la position difficile dans laquelle m'a placé le peuple souverain de la République du Salvador.

RAFAEL ZALVIDAR.

Saint-Siège. — LETTRE DU PAPE LÉON XIII AUX ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES DES PROVINCES ECCLÉSIASTIQUES DE TURIN, VERCEIL ET GÈNES, RELATIVE AU MARIAGE CIVIL, EN DATE DU 1^{er} JUIN 1879

Vénérables Frères,

Nous avons été grandement satisfait, Vénérables Frères, de la pastorale sollicitude et de l'empressement que vous avez mis à prendre la défense du mariage chrétien, maintenant qu'il est menacé d'une nouvelle flétrissure par la promulgation d'une interdiction pénale contre sa célébration religieuse. Nous Nous rappelons fort bien que vous-mêmes, et en général tout l'épiscopat italien, vous avez justement protesté, même par le passé, contre des projets de cette sorte, qui devaient blesser la dignité et la liberté de l'union chrétienne. Mais maintenant, redoublant vos efforts pour épargner à la catholique Italie ce nouveau malheur, vous avez renouvelé vos remontrances et vos importantes réclamations ; et, bien que celles-ci n'aient eu jusqu'ici d'autre effet et d'autre honneur que celui d'une aride mention pour être ensuite condamnées aux archives, sans lecture et sans examen, vos efforts n'en méritent pas moins Nos louanges, puisque vous avez proclamé la vérité catholique en face même de ceux qui, décidés à suivre quand même la voie de l'erreur à tout prix, abhorrent la voix amie qui les rappelle à la vérité.

Du reste, c'est bien à juste titre, Vénérables Frères, que vous blâmez comme funeste à la Religion et à la morale une réforme de ce genre, qui, après avoir enlevé toute valeur juridique au mariage chrétien, en empêche la célébration et la soumet avec des sanctions pénales aux exigences de la procédure civile. Il faut méconnaître les principes fondamentaux du Christianisme, et Nous ajouterons les notions élémentaires du droit naturel, pour affirmer que le mariage est une création de l'État et rien de plus qu'un vulgaire contrat et une liaison sociale de caractère purement civil. L'union matrimoniale n'est pas l'œuvre ou l'invention de l'homme. Dieu lui-même, auteur suprême de la nature, régla dès le commencement par cette union la propagation du genre humain et la constitution de la famille ; et, dans la loi de grâce, il voulut l'ennoblir encore davantage en lui imprimant le caractère divin du sacrement. D'où il suit que le mariage par le droit chrétien en ce qui concerne la substance et la sain-

teté du lien, est un acte essentiellement sacré et religieux, non par délégation de l'État ou par consentement de princes, mais par mandat du Divin Fondateur du Christianisme, tuteur des sacrements.

Vous savez très bien, en outre, Vénérables Frères, que, pour colorer les intrusions du pouvoir civil dans la législation chrétienne du mariage, on met en avant, comme une portée du progrès moderne, la théorie de la séparation du contrat du sacrement ; de sorte qu'en la considérant isolément comme contrat, on veut l'assujettir entièrement à la domination de l'État, pour ne laisser à l'Eglise que la seule ingérence d'une bénédiction de rite. Pour accréditer ensuite une semblable théorie, on recourt à l'autorité des codes étrangers et au fait de quelque Nation catholique où le mariage est aujourd'hui réglé par une législation entièrement civile et laïque.

Mais quoi qu'en disent les légistes non catholiques ou dévoués à l'autocratie de l'État, il est certain que la conscience de tous ceux qui sont sincèrement catholiques ne peut pas accueillir cette doctrine comme base d'une législation chrétienne sur le mariage, par la raison qu'elle se fonde sur une erreur dogmatique plusieurs fois condamnée par l'Eglise, qui est celle de réduire le sacrement à une cérémonie extrinsèque et à la condition d'un simple rite ; doctrine qui renverse l'idée essentielle du mariage chrétien, dans lequel le lien matrimonial sanctifié par la Religion s'identifie avec le sacrement et constitue inséparablement avec lui un seul sujet et une seule réalité.

C'est pourquoi ôter au mariage son caractère sacré au milieu d'une société chrétienne n'est pas autre chose que le dégrader, faire injure à la foi religieuse des sujets et ourdir une funeste tromperie contre leurs consciences, puisque la seule légalité de l'acte civil sans le sacrement ne suffit pas et ne peut pas suffire à rendre honnête leur union et à donner le bonheur à leurs familles. Et peu importe l'exemple de ces Nations catholiques qui, profondément agitées déjà par de terribles luttes et par des bouleversements sociaux, se virent contraintes de subir une réforme de cette sorte, ou inspirée par des doctrines et des influences hétérodoxes, ou établie par la prépotence de gouvernants. Du reste, cette réforme, outre qu'elle a été pour ces Nations féconde en fruits amers, n'a jamais joui d'une possession pacifique, mais a toujours été désapprouvée par la conscience des catholiques honnêtes et par le magistère légitime de l'Eglise.

Et ici il est bon de noter combien on inculpe à tort l'Eglise de vouloir exercer une action invasive en fait de législation matri-

moniale au détriment, dit-on, des prérogatives de l'État et de l'autorité politique. L'Eglise intervient pour protéger seulement ce qui est sous l'empire du droit divin et qui lui a été confié d'une façon inaliénable, c'est-à-dire la sainteté du lien et les rapports religieux qui lui sont propres. Personne ensuite ne conteste à l'État ces rôles qui peuvent lui appartenir pour diriger temporairement le mariage vers le bien commun et en régler suivant la justice les effets civils. Mais il n'en est point ainsi quand l'État, entrant dans le sanctuaire de la religion et de la conscience, se fait l'arbitre et le réformateur des rapports intimes d'un lien auguste que Dieu lui-même a réglé et que les puissances du siècle ne peuvent jamais ni nouer, ni défaire, ni changer.

Vous comprenez donc bien, Vénérables Frères, quelle idée on peut se faire d'un État catholique qui, mettant de côté les saints principes et les sages disciplines du droit chrétien sur le mariage, se met dans le triste engagement de créer une moralité matrimoniale toute propre, de caractère purement humain, sous des formes et des garanties simplement législatives, et qui, de plus, autant qu'il est en lui, l'impose par la force aux consciences des sujets, en la substituant à la morale chrétienne et sacramentelle, sans laquelle le mariage parmi les chrétiens ne peut être ni licite, ni honorable, ni stable. Nous vous avouons, Vénérables Frères, que Nous ne sommes pas peu affligé de voir que tel est le sort préparé par les Gouvernements actuels de la catholique Italie, et qu'on mûrit justement cet injurieux et funeste projet dans cette métropole même du Christianisme.

Considéré en effet en lui-même et dans ses conséquences, un tel projet ne se montre que trop injurieux et funeste, soit à la Religion et au sacerdoce, soit à la liberté des consciences et à la morale publique. L'État, en envahissant audacieusement le champ religieux et en disposant d'une matière qui ne lui appartient pas, ne tient compte du sacrement que pour en enchaîner l'exercice et le soumettre à l'empire du Code et aux exigences d'un formalisme législatif. Bien plus, il tire du sacrement un titre de culpabilité pour frapper le ministre sacré et les contractants par des peines pécuniaires et afflictives ; il considère comme illégitime et sans aucune valeur, quoique bénie par Dieu, l'union sacramentelle si elle n'est pas précédée par la formalité civile ; il fait une faute à l'Eglise et au clergé de ce qui est l'effet naturel de l'institution et des convictions religieuses du peuple italien, la rareté des célébrations civiles et l'insouciance à l'égard des procédures légales.

Et pour ne pas en dire davantage, l'Etat empêche le ministre

sacré, même quand le devoir le lui impose, de pourvoir promptement et opportunément dans des moments suprêmes, par la célébration sacramentelle, à la réconciliation de consciences agitées et à la paix et à l'honneur compromis des familles. Et pour ce qui est ensuite des sujets, il lie justement leur foi et leur liberté religieuse en leur défendant d'user du sacrement que dépendamment de l'État ; il impose à leurs consciences pour la société conjugale et pour la création de la famille la seule moralité du Code qui devant Dieu et la Religion ne les justifie point ; et en même temps il laisse libre le concubinat vicieux, de sorte que celui-ci peut se dilater impunément et commander au milieu de la société civile, comme le démontrent les statistiques, en éludant les devoirs chrétiens et les prescriptions mêmes du Code ; et, ce qui est au plus haut degré dangereux, il met dans les mains des hommes trompeurs une arme légale pour trahir la conscience de jeunes filles consciencieuses et de parents honnêtes en refusant la célébration religieuse après l'acte civil.

D'où naît naturellement le doute, Vénérables Frères, que la réforme actuelle contre le mariage religieux est dictée, moins par un sentiment d'ordre et de rectitude sociale que par le dessein de causer de nouvelles tribulations à l'Église et au clergé et d'accroître les facilités de perversion au peuple italien. Et ce doute n'acquiert, hélas ! que plus de consistance, si on considère que la susdite réforme frappe d'une plus grande peine le ministre sacré que les principaux transgresseurs, laissant du reste à ceux-ci un moyen de se libérer dans un laps de temps de l'action pénale, tandis qu'il n'en est point ainsi du ministre sacré, et surtout si on réfléchit aux commentaires ignobles et aux déclamations irréligieuses par lesquelles on a voulu accrédi-ter cette réforme devant le public, non sans offenser et affliger tous les cœurs catholiques.

En effet, on a osé dire sans ambages : que la morale sociale n'est pas la morale religieuse et que le législateur civil ne doit pas faire le moraliste ; que l'État ne regarde pas les sacrements et qu'il lui importe peu de punir même un sacrement pour soutenir ses institutions ; que la présente réforme est une représaille contre l'Église, qui condamne comme inique la loi civile qui méconnaît le caractère religieux du sacrement ; que le sacrement du mariage est une union simulée et un concubinat qui offense la loi sociale. — Vous voyez donc bien, Vénérables Frères, après de semblables manifestations, quels sont les principes inspireurs de la réforme proposée et le but auquel elle tend.

Prions donc de tout cœur le Très Haut de daigner nous épargner l'angoisse de voir répandre, dans la vigne évangélique, cette nouvelle semence qui ne peut porter que des fruits pernicieux pour la foi et pour la morale domestique et publique, et qui sera aussi une source de nouvelles offenses et violences contre les ministres sacrés. En même temps ne cessons point, Vénérables Frères, de prémunir les fidèles par d'opportunes exhortations sur la grande vérité catholique, que l'origine et la sanctification du mariage vient de Dieu et que sans l'Église, il n'y a point d'honnêteté ni de sainteté de lien, ni de grâce du Sacrement. Pour démentir ensuite les spécieuses accusations qu'on se plaît aujourd'hui à lancer contre l'Église et le clergé, en les représentant systématiquement comme hostiles à ces dispositions qui règlent le mariage dans ses rapports civils, Nous n'avons qu'à rappeler les sages instructions par lesquelles l'Église elle-même, une fois l'intégrité du dogme et la dignité du Sacrement mises en sûreté, laisse les fidèles libres devant de semblables législations de jouir des avantages sociaux qui en proviennent.

Vous connaissez fort bien ces instructions, Vénérables Frères, qui se trouvent dans des actes multiples émanés du Saint-Siège et spécialement dans le bref de Benoît XIV aux évêques de Hollande : *Redditæ sunt*, du 17 septembre 1746 ; dans le bref de Pie VI à l'évêque du Luçon, du 28 mai 1793 ; dans l'Encyclique de Pie VII à l'épiscopat français, du 17 février 1809 ; et, de nos jours, dans l'instruction générale envoyée par la Sacrée-Pénitencerie aux évêques l'Italie, le 15 janvier 1866.

Tout ce que nous venons de vous exposer, Vénérables Frères, pourrait certainement suffire à illuminer les esprits et à conjurer le péril redouté. Si, malgré cela, la méchanceté des hommes Nous contraignait à voir par ces réformes et d'autres encore le Sacrement toujours plus compromis, nous en serions assurément avec vous profondément affligé ; mais Nous saurions tirer de l'exemple invincible des Apôtres et de Nos Prédécesseurs les règles et protéger toujours, suivant le mandat que Nous en avons reçu de Dieu, la sainte cause du mariage chrétien et le salut spirituel des fidèles.

En attendant, comme gage de Notre spéciale bienveillance à votre égard, Vénérables Frères, et envers le clergé et le peuple confié à vos soins, Nous vous accordons avec effusion de cœur la Bénédiction Apostolique.

Rome, du Vatican, le jour de la Pentecôte, 1^{er} juin 1879.

LÉON XIII, PAPE.

France. — PROTESTATION DU REPRÉSENTANT DE FRANCE A TUNIS EN RÉPONSE A L'AVIS OFFICIEL DU GOUVERNEMENT TUNISIEN ANNONÇANT QU'EN RAISON DE LA MAUVAISE RÉCOLTE UNE RETENUE DE 3 FRANCS SERAIT FAITE SUR LE COUPON DE JUILLET 1879.

Tunis, le 14 juin 1879.

Monsieur le premier Ministre,

Les membres du comité de contrôle de la commission financière m'ont fait part de la communication que Votre Excellence leur a adressée dans la séance du 4 courant, relativement à la situation des finances du Gouvernement tunisien.

Ainsi que l'ont constaté messieurs les Contrôleurs par la lettre qui accompagnait le document dont il s'agit, il résulte de cette communication :

1° Que le Gouvernement tunisien se déclare impuissant à payer le coupon du 1^{er} juillet ;

2° Que cet état de choses menace de devenir permanent ;

3° Que peu à peu, à côté de l'ancienne dette, s'en élève une nouvelle qui dépasse déjà le chiffre de 10 millions de piastres, c'est-à-dire le chiffre auquel a été évalué le produit annuel des revenus concédés lors de la réduction de la dette. Or, il est aujourd'hui connu de tous que ladite évaluation est empreinte d'une exagération réelle.

Comme remède à une situation aussi déplorable, le Gouvernement tunisien avait simplement proposé l'étude de nouveaux impôts à appliquer, impôts que la commission, tout en réservant un nouvel examen, déclare, d'ores et déjà, lui paraître n'avoir pas d'importance.

Sans pouvoir encore me prononcer, et tout en réservant les droits que les Traités en vigueur garantissent à mes nationaux, je n'hésite pas à déclarer, en principe, que l'appui bienveillant de mon Gouvernement sera assuré à toute mesure de nature à améliorer un état de choses aussi préjudiciable aux porteurs des titres de la dette tunisienne.

Mais cet appui n'aurait aucune utilité réelle, si, au lieu des remèdes que réclame la situation, on se bornait à l'application de palliatifs insuffisants consistant uniquement en des nouvelles charges imposées à une population déjà rendue misérable, et non en la stricte application des principes de sage économie que le Comité exécutif a recommandés au Gouvernement.

Me plaçant à ce point de vue, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence quelques réflexions qui me sont inspirées, non seulement par l'intérêt que je dois aux porteurs de titres dont la grande majorité se trouve en France, comme Votre Excellence le sait, mais aussi par l'intérêt que le Gouvernement de la République porte à la bonne administration et à la prospérité du Pays.

Je n'ignore pas que le Gouvernement tunisien a accompli de louables efforts dans ce sens, notamment en réduisant le Pays de la milice et les traitements des fonctionnaires. Ces mesures n'ont cependant pas été suffisantes puisque, pour la troisième fois, le Gouvernement déclare se trouver dans l'impossibilité d'exécuter ses engagements. Il convient d'autre part de remarquer que lorsque le coupon a pu être payé, ce n'a point été au moyen des ressources normales, mais à la suite de recours à des mesures extraordinaires, c'est-à-dire à des emprunts qui constituent aujourd'hui une partie de la dette flottante.

Il est vrai que le paiement graduel du déficit laissé dans le coupon du 1^{er} janvier 1878, a été garanti par une partie de la *Medjha*, mais la réalisation de cet impôt a rendu nécessaire l'envoi d'un camp qui a rudement pesé sur les populations du sud déjà appauvries par la mauvaise récolte; il est donc peu probable qu'on trouvera encore là des ressources pour le solde des coupons suivants restés en souffrance. Le Gouvernement tunisien pourrait-il expliquer la progression de sa dette signalée dans son exposé par l'impossibilité où il se trouve d'apporter de nouvelles économies à son budget de dépenses?

Sans me départir de la réserve qui, en pareille matière, s'impose à un agent étranger, il m'est permis de faire remarquer que, au budget tunisien, figure un luxe de Ministres et de fonctionnaires de tous grades comme on n'en trouve pas non seulement dans les budgets d'États du même rang, mais encore dans les budgets des puissances du second ordre.

Abordant un thème non moins délicat, je pourrai signaler qu'une des causes principales de dépenses se trouve dans des libéralités excessives, parfois inexplicables, auxquelles le Gouvernement tunisien a coutume de se livrer en certaines circonstances, ou vis-à-vis de certains personnages.

Suivant ce même ordre d'idées, je me permets d'insister sur une nouvelle, qui, coïncidant avec la déclaration du Gouvernement tunisien qui a motivé la présente lettre, est de nature à attirer l'attention de ses débiteurs. Le vaisseau de la marine tunisienne, le *Béchir*, serait à la veille d'être expédié à Constantinople pour y transporter des mules et des juments de prix.

Dans les circonstances actuelles cette expédition coûteuse s'expliquerait difficilement. Il est évident que le Gouvernement ne peut réunir ces animaux de race sans faire des dépenses importantes ou sans imposer à des particuliers très gênés en ce moment, des sacrifices disproportionnés avec leurs ressources.

Votre Excellence ne peut avoir perdu le souvenir des conséquences regrettables qui sont résultées d'un précédent voyage du *Béchir* ordonné dans des circonstances analogues. A la suite d'une collision dont la responsabilité a été rejetée sur ce bateau, il a été formé une de ces réclamations qui, selon les termes de la récente déclaration du Gouvernement, *attendent le moment favorable pour se produire.*

Serait-il possible d'affirmer que le *Béchir* se trouve aujourd'hui dans de meilleures conditions de navigabilité et qu'il est mieux commandé? La traversée faite par lui de Sphax à Tunis ne permet pas de l'espérer.

Votre Excellence voudra donc bien prendre note que, dans les circonstances actuelles et avant de transmettre à mon Gouvernement la déclaration reçue du Gouvernement de Son Altesse, je me vois contraint de faire mes réserves, etc., etc.

Égypte. — LETTRE DU KHÉDIVE MÉHÉMET-TEWFIK A CHÉRIF PACHA
LE CHARGEANT DE FORMER UN NOUVEAU MINISTÈRE.

Palais d'Ismailia, le 2 juillet 1879.

Mon cher Ministre,

Le dernier Cabinet étant démissionnaire, je vous charge de former un nouveau ministère.

Vous connaissez la situation ; en me confiant les destinées de mon pays, la Providence m'a imposé des devoirs que j'ai à cœur de remplir avec honneur et loyauté. La tâche est difficile ; je sens tout le poids des obligations qui m'incombent au milieu des complications de la crise financière, qui inquiète tous les esprits en paralysant les transactions commerciales et en créant un malaise général sans précédent en Égypte. Mais, je suis dévoué à mon Pays, et j'ai le plus ardent désir de répondre aux témoignages de sympathie avec lesquels il a accueilli mon avènement et de le voir sortir de cette situation anormale.

Soutenu par ce double sentiment, j'ai la ferme volonté de con-

sacrifier tous mes soins, tous mes efforts à trouver les meilleurs moyens de faire cesser un état de choses qui tient en souffrance tant d'intérêts.

Économie raisonnée dans les dépenses de l'État ; honnêteté et probité dans les services publics ; introduction intelligente de réformes opportunes dans l'ordre judiciaire et administratif, tels sont les premiers remèdes sur l'application desquels je compte pour mettre le pays à même de reprendre son essor, de développer ses ressources si fécondes et de faire honneur à ses engagements. Mais pour être sûr d'atteindre ce but, objet de tous mes vœux, j'ai besoin du concours de toute la nation, du patriotisme de tous les fonctionnaires de l'État et du dévouement éclairé de tous ceux qui participeront avec moi, sous leur responsabilité, à la direction des affaires publiques.

Ces puissances auxiliaires et l'aide de Dieu ne me manqueront pas, je l'espère, et j'ai d'ailleurs la conviction que vous remplirez la mission qui vous est confiée de manière à répondre pour le mieux à mes intentions et au but que je poursuis.

Agréé, mon cher Ministre, l'assurance de ma sincère amitié.

MÉHÉMET-TEWFIK.

Haïti. — PROCLAMATION DE M. BOIRON-D-CANAL PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ANNONÇANT SA DÉMISSION EN DATE DU 17 JUILLET 1879.

Concitoyens,

Vous avez assisté aux douloureux événements qui ont ensanglanté le Port-au-Prince.

Tout esprit impartial me rendra cette justice, qu'après avoir fait tout ce qui était possible pour prévenir ces événements, je n'ai rien négligé pour en arrêter le cours.

Leurs conséquences n'ont pas tardé à se produire ; poussés par des mobiles divers, les deux partis, entre lesquels je m'efforçais vainement d'être un médiateur, se sont, assure-t-on, coalisés contre moi sur quelques points du Pays. Ils semblent voir dans ma retraite la seule solution possible à une situation dont je suis le premier à gémir.

Déjà, depuis quelque temps, la résolution de quitter le pouvoir était dans mon esprit ; je n'attendais qu'une occasion opportune

pour l'exécuter. Les graves périls dont le Port-au-Prince a été menacé avaient arrêté, mais non effacé mon dessein. Tant que j'ai cru n'avoir affaire qu'à un seul parti, j'ai dû combattre pour sauver le Pays et nos institutions.

En présence d'une coalition véritable, d'un mouvement général, et par conséquent d'une guerre civile dont on ne saurait prévoir la durée et les désastreux résultats, je ne peux prendre sur moi la responsabilité d'engager une lutte aussi douloureuse ; puisqu'une partie de mes concitoyens voient en moi le seul obstacle à la prospérité du pays, je m'incline devant ce verdict, laissant à l'avenir et à mes actes le soin de me justifier.

Concitoyens,

Dans votre intérêt, j'ai dû donner ma démission à l'Assemblée nationale ; j'ai voulu, au prix d'un sacrifice personnel, épargner au Pays les sanglants efforts qu'hier encore vous faisiez pour sauvegarder le principe du pouvoir légal.

J'emporte, en vous quittant, le souvenir le plus reconnaissant du dévouement et de l'ardent concours que j'ai trouvé en vous pendant ces néfastes journées.

Au moment où je remets mes pouvoirs à l'Assemblée, j'ai dû me préoccuper du soin de votre sécurité. — Le général Duperval, nommé commandant de cet arrondissement, est chargé des forces militaires et de la protection des personnes, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale vous ait donné un chef. Vous avez pu apprécier son énergie, son inébranlable fidélité aux principes d'ordre. Ayez confiance en lui, soyez sûrs qu'il sera digne de la mission que je lègue à son patriotisme.

Concitoyens, en descendant du pouvoir où m'avaient appelé vos libres suffrages, j'emporte la conscience d'avoir rempli mon devoir et la consolation d'avoir tout fait pour éviter l'effusion d'un sang précieux.

Puisse mon Pays trouver dans une administration nouvelle le calme et la prospérité dont mon plus cher désir eût été de le doter.

•Vive la Constitution !

Vive l'union de la famille haïtienne !

Donné au palais national du Port-au-Prince, le 17 juillet 1879,
l'an 76^e de l'Indépendance.

BOIROND-CANAL.

Belgique. — LETTRE DU NONCE MONSIEUR SÉRAPHIN VANNU-
TELLI AU CARDINAL-ARCHEVÊQUE DE MALINES, RELATIVE A
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DATÉE DU 7 JUILLET 1879.

« En réponse à la lettre que Son Eminence m'a fait l'honneur de m'adresser le 5 courant, je crois devoir lui soumettre les considérations suivantes :

» 1° Je n'ai rien négligé pour faire bien connaître à Rome la situation créée par la nouvelle loi sur l'enseignement primaire et j'ai lieu de croire que cette situation est parfaitement connue par S. Em. le cardinal secrétaire d'État.

» 2° A l'heure qu'il est je me trouve en présence d'un ordre formel qui n'admet pas de réplique : « Il santo Padre stima *necessario*, etc..... *Recommendo alla signoria Vra di partecipare questo ordine del S. Padre all'Emo arcivescovo di Malines.* »

3° Je trouve très juste et très conforme aux réponses des congrégations romaines le principe dont il s'agit : c'est-à-dire, que seulement les écoles où existe un danger vrai et réel pour la foi ou les mœurs des enfants, sont dignes d'être condamnées ; de sorte que si, malgré la nouvelle loi, l'une ou l'autre école, placée dans n'importe quelles circonstances, ne présente réellement aucun danger ni pour la foi ni pour les mœurs des enfants, cette école-là doit échapper à la condamnation générale, et la fréquentation d'une pareille école ne peut pas être interdite aux parents *sous péché mortel*.

» 4° Ce principe étant juste en lui-même, peut très bien être énoncé dans le préambule, par exemple, des instructions qu'il s'agit d'adresser au clergé.

» 5° Si rien n'empêche que ce principe soit énoncé, il y a d'autre part une grande utilité à le faire : a) pour faire mieux connaître que ce que nous réprouvons dans les écoles officielles, ce n'est pas le caractère d'*officielles*, mais le caractère d'*irréligieuses*, que nous avons lieu de présumer en elles *jusqu'à preuve du contraire* ; b) pour donner au cardinal secrétaire d'État, dans la défense qu'il poursuit de la conduite des évêques vis-à-vis du Gouvernement belge, un élément plus clair et un fondement plus solide.

» 6° Distinction faite entre la défense *sous péché mortel* et l'*exhortation paternelle* ; personne ne contestera qu'il est sage

et même nécessaire de se servir de tous les moyens de persuasion pour empêcher la fréquentation des écoles qui, tout en étant aujourd'hui bonnes, sont destinées à devenir mauvaises ; mais est-il *nécessaire*, est-il *permis* de prononcer *hic et nunc* la défense sous péché mortel, quand *en fait* et *malgré la loi*, l'école reste bonne et irréprochable sous le rapport moral et religieux ?

» Dans l'espoir que ces considérations feront mieux connaître à Son Eminence l'état de la question, etc.

» S. ARCHEVÊQUE DE NICÉE,

» *Nonce apostolique.* »

Allemagne. — DÉCRET CONCERNANT LES POUVOIRS DES LIEUTENANTS DE L'EMPEREUR EN ALSACE-LORRAINE EN DATE DU 23 JUILLET 1879.

Nous Guillaume, de par la grâce de Dieu, Empereur d'Allemagne et Roi de Prusse, nous faisons connaître et ordonnons ce qui suit :

Après avoir nommé notre maréchal et adjudant général, Edwin de Mantouff, lieutenant de l'Empereur en Alsace-Lorraine, nous lui conférons, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1879, concernant la constitution et l'administration de l'Alsace-Lorraine, les prérogatives suivantes, en tant qu'elles sont, de par le droit existant, réservées au chef de l'État :

1^o L'exécution des ordonnances qui ont pour objet : la fixation des élections pour les conseils d'arrondissement et pour les conseils généraux ; la convocation et la clôture des conseils d'arrondissement et des conseils généraux ; la suspension et l'annulation des décisions des conseils d'arrondissement et des conseils généraux ; la fixation du budget des arrondissements ; les modifications des délimitations des cercles et des communes ; la dissolution des conseils généraux et des conseils municipaux ; l'autorisation aux arrondissements, aux communes et aux établissements publics de faire des emprunts, de prélever des impôts supplémentaires ; l'autorisation d'établir des droits d'octroi et l'approbation des règlements relatifs au prélèvement de ces droits ; l'autorisation de prélever des péages et des pontonnages ; l'institution de Chambres de commerce ; la fixation du nombre des membres et la délimitation du cercle des Chambres de commerce ; la reconnaissance des établissements d'utilité pu-

blique et l'approbation des statuts de ces établissements ; l'autorisation de créer des établissements de retraite pour les malades et les infirmes ; l'autorisation de fonder des caisses d'épargne et la suppression de ces caisses ; l'autorisation de créer des sociétés de crédit foncier et des assurances, ainsi que l'approbation des statuts de ces sociétés ; la modification des délimitations ou le transfert du siège des cures catholiques ou protestantes ; la délimitation des cercles d'inspection de l'Église de la confession d'Augsbourg, des cercles consistoriaux protestants, des cercles rabbiniques et consistoriaux israélites ; l'autorisation de créer de nouveaux lieux de culte ; l'autorisation à des personnes juridiques d'accepter des legs et des donations testamentaires ; l'autorisation d'exécuter des travaux d'utilité publique et la fixation de l'urgence de ces travaux, en tant qu'ils ne sont pas exécutés par l'Empire ; le classement et le déclassement des routes ; la désignation des cours d'eau qui doivent être considérés comme navigables ou flottables ; l'autorisation de construire sur ces cours d'eau et l'autorisation de dériver de leur eau ; la fixation du maximum et du minimum de l'écolage dans les établissements d'instruction publique supérieure, l'autorisation de changer de nom ;

2° Le droit de faire remise d'amendes infligées par les tribunaux ou par voie administrative ; le droit d'accorder la réhabilitation ; le droit de faire remise d'impôts, de droits ; le droit de combler des déficits de caisses, de supprimer des exigences fiscales ; le droit d'approuver des modifications introduites après coup dans des Traités conclus pour le fisc du Pays et pour les arrondissements ;

3° La nomination et la révocation des maires et de leurs adjoints ; la nomination des présidents de Sociétés de secours mutuels ; l'approbation des nominations faites par les évêques catholiques du Pays et la révocation de ces ecclésiastiques ; l'approbation des élections de présidents de consistoires protestants ; la nomination des inspecteurs ecclésiastiques de l'Église de la confession d'Augsbourg et l'approbation de l'élection des inspecteurs laïques ; l'approbation des élections pour les fonctions du culte israélite.

Dans les cas où le gouverneur est empêché d'exercer des prérogatives à lui conférées, la décision dans les affaires susnommées nous est réservée.

Fait aux bains de Gastein, le 23 juillet 1879.

GUILLAUME.

Prince DE BISMARCK.

Pérou. — DISCOURS DU VICE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LUIS LA PUERTA PRONONCÉ A L'OUVERTURE DES CHAMBRES LÉGISLATIVES LE 28 JUILLET 1879.

Honorables Représentants,

Des événements douloureux pour tout citoyen américain et qui laisseront une trace profonde dans toutes les Nations de ce continent m'amènent devant vous au jour fixé par la Constitution pour vous rendre compte des actes de mon Gouvernement.

Appelé par la loi, dans ces circonstances difficiles, à prendre en main, sans pouvoir m'excuser, les rênes de l'administration, j'aurais manqué de patriotisme en refusant cette tâche quand le voyage du second Vice-Président en Europe ne permettait point de me remplacer. La guerre, et rien que la guerre, et l'appropriation des ressources et des moyens pour la soutenir jusqu'à ce que nous ayons vaincu notre perfide ennemi, ont été, sont et seront l'objet exclusif de mes préoccupations et de mes travaux.

Nos relations extérieures se maintiennent inaltérables avec toutes les Nations étrangères. Pour répondre aux besoins de la situation, j'ai cru convenable d'accréditer auprès de quelques-unes d'entre elles des agents diplomatiques. J'ai la satisfaction de pouvoir vous donner à cet égard l'assurance que le Pérou a reçu des preuves marquantes de sympathie cordiale dans la guerre si injustement provoquée par le Gouvernement du Chili.

Je crois n'avoir pas besoin de vous parler du patriotisme de nos concitoyens. Vous qui venez de tous les points du Pérou et qui avez été témoins des manifestations de l'enthousiasme sans limite de tous les citoyens, mieux que le Gouvernement vous connaissez l'activité à peine comparable à celle de la grande époque de l'indépendance, activité qui règne dans toute la République, et qui est dominée par un sentiment : le salut de la Patrie.

Toutes les provinces, sans excepter celles qui sont les plus éloignées de la capitale, ont organisé des bataillons en demandant le premier poste au combat ; les dons de toute espèce, depuis les objets en nature jusqu'aux sommes considérables en numéraire, ont afflué de tous les côtés, et grâce à ces démonstrations de civisme aussi franches que spontanées, il s'est formé et équipé dans la capitale une armée de réserve de douze mille hommes, parfaitement armés, qui, tous les jours reçoit régulièrement une instruction méthodique.

Les bataillons de la garde nationale mobilisée et soumis au

régime du casernement rivalisent avec ceux de l'armée sous le rapport de la morale et de l'instruction. Nous avons, en outre, dans les divers départements de la République des forces qui s'organisent rapidement et dont j'estime le total à dix mille hommes, prêts à se porter, au moment donné, aux points que le Gouvernement jugera convenable de leur indiquer.

Je n'obéis pas à un sentiment d'exagération, incompatible du reste avec mon caractère, en affirmant qu'en cas de besoin la République pourrait en peu de jours réunir dans cette capitale une armée de trente mille hommes, sans compter le nombre égal de Péruviens et d'étrangers impatients de concourir à la défense du Pays. L'enthousiasme des Péruviens pour repousser l'invasion du Chili est tel que je me suis vu dans la nécessité de publier un Décret édictant des peines sévères contre les autorités départementales qui enverraient des bataillons à la capitale sans un ordre exprès donné par moi et communiqué par les Ministres de la guerre et de l'intérieur.

Au Callao on construit de nouvelles batteries de près de mille canons, qui feront de ce port une place imprenable pour l'avenir.

Notre marine de guerre a obtenu des succès importants ; toutefois, la fatalité aveugle a privé la République d'un de ces principaux bâtiments, qui a fait naufrage en donnant contre un rocher, circonstance dans laquelle le commandant a fait preuve d'énergie et de valeur. Les pertes infligées à l'ennemi ont réduit son escadre pour ainsi dire à l'impuissance ; elle s'est repliée en laissant nos navires conduire paisiblement leurs vaisseaux chargés d'armements, de munitions, de charbon, de vivres et d'objets de guerre de toute sorte à l'armée du Sud, au vu et au su de l'ennemi. Dans la guerre actuelle s'est signalé le monitor « Huasca », qui, après avoir coulé à fond la corvette « Esmeralda », a répandu la terreur dans l'escadre du Gouvernement chilien et sur les côtes de ce Pays, lors des dernières excursions.

L'armée du Pérou est unie et forte par le nombre, par la morale et l'instruction ; elle est parfaitement armée, et les esprits les plus pessimistes ne peuvent craindre qu'elle soit vaincue ; à sa tête se trouvent le général Prado, illustre à tant de titre, et le capitaine général Diza, qui est le type des héros du moyen âge.

La situation en ce qui concerne les Départements de l'intérieur et de la justice ne présente rien de notable.

Les finances, qui doivent être inépuisables en face des exigences présentes de la guerre, ont réclamé autant que l'armée, l'attention particulière du Gouvernement.

Les ressources votées par le Congrès extraordinaire pour faire

face aux nécessités de la guerre sont en voie de réalisation. Je puis vous annoncer néanmoins qu'elles sont insuffisantes et lentes à s'effectuer.

L'emprunt national, notamment, présente de sérieuses difficultés. Je me suis efforcé néanmoins de les aplanir dans la sphère de mes attributions et j'ai écrit à ce sujet au Ministre des finances une lettre officielle en date du 8 juin, l'invitant à employer tous les moyens pour aboutir à la réalisation de l'emprunt, sans lui donner toutefois le droit de recourir, pour le moment, à l'idée d'une émission de billets inconvertibles.

En me prononçant si résolûment contre cette émission, j'ai cédé à l'opinion unanime du Pays, qui repousse ce moyen comme la calamité la plus grande qui pût l'accabler.

Quant à l'emprunt lui-même, il n'est pas encore possible de connaître le montant des souscriptions dans toute la République ; le Ministre des finances vous fera connaître les résultats en temps opportun.

Le Congrès, dans sa sagesse, prendra à cet égard la résolution qu'il trouvera convenable et fera entrer dans les caisses du Trésor les sommes considérables dont on a besoin pour répondre aux nécessités d'aujourd'hui et attendre les exigences du lendemain.

Les Ministres, en ce qui concerne leurs Départements respectifs, vous donneront un compte détaillé des diverses mesures prises par mon administration pendant les quelques jours qui se sont écoulés depuis que j'ai été chargé du Gouvernement.

Le Pérou implore en ce moment la Providence, afin qu'elle vous inspire dans vos délibérations. Elle ne vous fera point défaut, parce que, dans son cœur, brûle la flamme divine du patriotisme, dont la vive lumière guide les pouvoirs publics dans les grands conflits où se trouve engagé le Pays ; elle leur montre le but suprême qu'ils doivent atteindre ; la sauvegarde de l'honneur national et de l'intégrité du territoire.

La session ordinaire des Chambres législatives pour l'année 1879 est ouverte.

Lima, 28 juillet 1879.

LUIS LA PUERTA.

Turquie. — HATT IMPÉRIAL NOMMANT AHMET AARIFY PACHA
PREMIER MINISTRE EN DATE DU 28 JUILLET 1879.

Mon illustre Vézir.

Ahmet Aarify pacha,

Comme il a été nécessaire de relever Khair-Eddin pacha de ses fonctions de Grand-Vézir et de changer le titre de Grand-Vézir en celui de premier Ministre ; vu votre droiture, votre fidélité et votre capacité éprouvées, j'ai jugé convenable de vous confier ce poste, de nommer aux fonctions de Ministre des affaires étrangères, eu égard à sa compétence, à son expérience et à sa capacité, Safvet pacha, ambassadeur à Paris et de charger de fonctions de mustéchar du ministère des affaires étrangères, Sawas pacha, Ministre des travaux publics, qui gérera le ministère des affaires étrangères jusqu'à l'arrivée du titulaire, Safvet pacha.

Je crois superflu de répéter que mes intentions visent à la prospérité, à la grandeur et à la puissance de mon Empire et que je désire que tous mes Ministres consacrent à cet effet, avec l'aide de Dieu, leurs soins et leurs efforts.

Que Dieu accorde son assistance et des succès à ceux qui rendent de bons et fidèles services à mon Empire.

Madagascar. — PROCLAMATION DE LA REINE RANAVALONA,
RELATIVE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE, EN DATE DE JUILLET
1879.

Moi, Reine Ranavalona, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, Reine de Madagascar, protectrice des lois de mon Royaume,

Etc., etc.

Je vous dis ce qui suit, gens de l'Iboina.

Je suis heureuse que l'Évangile de Jésus-Christ soit répandu dans mon royaume pour rendre mon peuple sage par la connaissance du vrai Dieu. Mais ce ne sont pas seulement les gens de l'Imerina qui l'ont appris, car il vous est parvenu à vous aussi, gens de l'Iboina, et pour cela j'en remercie Dieu tout spécialement.

Et maintenant, je vous fais connaître le nombre d'écoliers qui se trouvent dans chacune de vos villes. J'ai fait imprimer ce relevé pour que vous puissiez tous le voir et pour que vous soyez persuadés que je vois et entends tout. Car, en vérité, je vois et j'entends tout, parce que mes sujets sont tous autant d'yeux et d'oreilles pour moi. Et lorsque j'ai examiné le nombre de vos enfants qui vont à l'école, j'ai remarqué qu'il y en a encore très peu, comparativement à la population de l'Iboina.

Par conséquent, envoyez vos enfants s'instruire, car ce sera un bien pour vous, autant que pour eux ; ce sera le moyen de tenir compte de votre bétail, de votre argent, de votre propriété, et ce sera aussi un moyen d'avancement, car je suis une souveraine qui récompense par le bien ceux qui le méritent.

Et vous, pères et mères, soyez aussi actifs, car je suis heureuse de voir mes sujets sages. C'est une chose qui vous profitera, que je vous recommande de faire, car si c'était une chose qui pût vous faire du mal, je ne vous l'ordonnerais pas. Mais je sais que ce sera pour vous une cause de prospérité et pour cela j'insiste pour que vous vous instruisiez. Et ainsi soyez tous intelligents, car bien que vous ne compreniez pas maintenant la douceur de la science et de la sagesse, vous vous en apercevrez lorsque vous la posséderez.

Ainsi a dit :

La Reine RANAVALONA,
Reine de Madagascar.

Saint-Siège. — LETTRE ENCYCLIQUE DU PAPE LÉON XIII SUR LA RESTAURATION DE LA PHILOSOPHIE CHRÉTIENNE DANS LES ÉCOLES CATHOLIQUES SELON L'ESPRIT DU DOCTEUR ANGÉLIQUE SAINT THOMAS D'AQUIN, DATÉE DU 4 AOUT 1879.

A tous nos Vénérables Frères les Patriarches, Primats, Archevêques et Evêques du monde catholique en grâce et communion avec le Siège apostolique

LÉON XIII, PAPE

Vénérables frères,
Salut et bénédiction apostolique.

Le Fils unique de Dieu, descendu sur la terre pour apporter au genre humain le salut ainsi que la lumière de la divine sa-

gesse, octroya au monde un bienfait immense et admirable quand, sur le point de remonter aux cieux, il enjoignit aux apôtres *d'aller et d'enseigner toutes les nations*, et qu'il laissa l'Eglise fondée par lui pour commune et suprême maîtresse de tous les peuples. Car les hommes que la vérité avait délivrés, la vérité seule pouvait les garder : et les fruits des célestes doctrines, fruits de vie et de salut pour l'homme, n'eussent point été durables si le Seigneur n'avait constitué, pour instruire les esprits dans la foi, un magistère perpétuel. Soutenue par les promesses, appuyée sur la charité de son divin auteur, l'Eglise accomplit fidèlement l'ordre reçu, ne perdant jamais de vue, poursuivant de toute son énergie un même but : enseigner la religion, combattre sans relâche l'erreur. C'est là que tendent les labeurs et les veilles de l'épiscopat tout entier ; c'est à ce but qu'aboutissent les lois et les décrets des conciles ; c'est beaucoup plus encore l'objet de la sollicitude des Pontifes romains, lesquels, successeurs du bienheureux Pierre, le prince des apôtres, ont hérité, en même temps que de sa primauté, du droit et de l'office d'enseigner et de confirmer leurs frères dans la foi.

Or, ainsi que l'Apôtre nous en avertit, c'est *par la philosophie et les vaines subtilités* que l'esprit des fidèles du Christ se laisse le plus souvent tromper, et que la pureté de la foi se corrompt parmi les hommes. Voilà pourquoi les pasteurs suprêmes de l'Eglise ont toujours cru que si leur office ne les dispensait pas de pousser de toutes leurs forces au progrès des sciences véritables, il les obligeait en même temps de pourvoir avec une singulière vigilance à ce que l'enseignement de toutes les sciences humaines fût donné partout selon les règles de la foi catholique, mais surtout celui de la *philosophie*, de laquelle dépend en grande partie la juste notion des autres sciences. Nous-même avons déjà touché ce point, entre plusieurs autres, Vénérables Frères, dans la première lettre encyclique que nous vous adressâmes : mais aujourd'hui l'importance du sujet et la gravité des circonstances nous engagent à traiter de nouveau avec vous de la nature d'un enseignement philosophique qui respecte en même temps et les règles de la foi et la dignité des sciences humaines.

Si l'on fait attention aux conditions critiques du temps où nous vivons, si l'on embrasse par la pensée l'état des choses tant publiques que privées, on découvrira sans peine que la cause des maux qui nous oppriment, comme de ceux qui nous menacent, consiste en ceci, que des opinions erronées sur toutes choses divines et humaines, des écoles des philosophes, d'où jadis elles sortirent, se sont peu à peu glissées dans tous les rangs de la

société, et sont arrivées à se faire accepter d'un grand nombre d'esprits. Comme, en effet, il est naturel à l'homme de prendre pour guide de ses actes sa propre raison, il arrive que les défaillances de l'esprit entraînent facilement celles de la volonté, et c'est ainsi que la fausseté des opinions, lesquelles ont leur siège dans l'intelligence, influe sur les actions humaines en les dépravant. Au contraire, si l'intelligence est saine, et fermement appuyée sur des principes solides et vrais, elle sera la source de nombreux avantages tant pour l'intérêt public que pour les intérêts privés.

Non pas certes que nous accordions à la philosophie humaine tant de force et d'autorité que nous la jugions capable par elle seule de repousser ou de détruire absolument toutes les erreurs. De même, en effet que, lors du premier établissement de la religion chrétienne, ce fut l'admirable lumière de la foi répandue *non par les paroles persuasives de l'humaine sagesse, mais par la manifestation de l'esprit et de la force*, qui reconstitue le monde dans sa dignité première : de même, dans les temps présents, c'est avant tout de la vertu toute puissante et du secours de Dieu, que nous devons attendre le réveil des esprits arrachés enfin aux ténèbres de l'erreur. Mais nous ne devons ni mépriser ni négliger les secours naturels mis à la portée des hommes par un bienfait de la divine sagesse, laquelle dispose tout avec force et suavité, et, de tous ces secours, le plus puissant sans contredit est l'usage bien réglé de la philosophie.

Ce n'est pas vainement que Dieu a fait luire dans l'esprit humain la lumière de la raison, et tant s'en faut que la lumière surajoutée de la foi éteigne ou amortisse la vigueur de l'intelligence, car, tout au contraire, elle la perfectionne, et, en l'augmentant, l'élève à un plus sublime objet. — Il est donc tout à fait dans l'ordre de la divine Providence que, pour rappeler les peuples à la foi et au salut, on recherche aussi le concours de la science humaine, procédé ingénieux et louable, dont les Pères de l'Eglise les plus illustres ont fait un usage fréquent, ainsi que l'attestent les monuments de l'antiquité. Ces mêmes Pères, en effet, assignèrent communément à la raison un rôle non moins actif qu'important, que saint Augustin résume tout entier en deux mots lorsqu'il *attribue à la science humaine ce par quoi la foi salutaire est engendrée, nourrie, défendue, fortifiée*.

Et tout d'abord, la philosophie, entendue dans son vrai sens, a la vertu d'aplanir et de raffermir en quelque sorte le chemin qui mène à la foi véritable, en disposant convenablement l'esprit de ses disciples à accepter la révélation : c'est pourquoi les

anciens, non sans raison, l'appelaient tantôt une *institution préparatoire à la foi chrétienne*, tantôt *le prélude et l'auxiliaire du christianisme*, tantôt *le préparateur, à la doctrine de l'Évangile*.

Et, en effet, dans l'ordre des choses divines, Dieu très bon nous a manifesté par la lumière de la foi, non seulement ces vérités que l'intelligence humaine ne peut atteindre par elle-même, mais encore beaucoup d'autres qui ne surpassent pas absolument la raison, mais qui, sanctionnées ainsi par l'autorité divine, deviennent accessibles à tous sans aucun mélange d'erreur. De là vient que les philosophes païens eux-mêmes, au seul flambeau de la raison naturelle, ont connu, démontré et soutenu certaines vérités, proposées d'ailleurs à notre croyance par l'enseignement divin ou qui se rattachent par des liens étroits à la doctrine surnaturelle.

Car les choses invisibles de Dieu, comme dit l'Apôtre, à partir de la création du monde, comprises par le moyen des choses créées, se perçoivent, même son éternelle puissance et sa divinité : et les nations qui n'ont pas la loi... montrent néanmoins l'œuvre de la loi écrite dans leurs cœurs. Ces vérités, telles que les philosophes païens les ont connues, il est de toute opportunité de les faire tourner à l'avantage et à l'utilité de la doctrine révélée, afin de faire voir avec évidence comment l'humaine sagesse, elle aussi, comment le témoignage même de nos adversaires déposent en faveur de la foi chrétienne.

Il est constant que cette tactique n'est point d'introduction récente, mais fort ancienne et d'un fréquent usage chez les Pères de l'Église. Bien plus, ces vénérables témoins et gardiens des traditions religieuses ont reconnu comme un modèle, presque comme une figure de ce procédé, dans ce fait des Hébreux, qui, près de sortir de l'Égypte, reçurent l'ordre d'emporter avec eux les vases d'or et d'argent et les riches vêtements des Egyptiens, afin que ces dépouilles, qui avaient servi jusque-là à des rites ignominieux et à de vaines superstitions, fussent, par un changement immédiat, consacrées à la religion du vrai Dieu. Saint Grégoire de Néocésarée fait un titre de gloire à Origène de ce que, s'emparant d'idées ingénieusement choisies parmi celles des païens, comme des traits arrachés à l'ennemi, il les avait retournées avec une singulière adresse à la défense de la sagesse chrétienne et à la ruine de la superstition. Grégoire de Nazianze et Grégoire de Nysse louent et approuvent cette méthode de discussion dans saint Basile le Grand ; saint Jérôme la célèbre dans

Quadratus, disciple des apôtres, dans Aristide, dans Justin, dans Irénée et dans un grand nombre d'autres.

« Ne voyons-nous pas, dit saint Augustin, avec quelle charge » d'or, d'argent et de vêtements précieux sortit de l'Eglise Cyrien, ce docteur, suave et bienheureux martyr ? et Lactance, » et Victorin, et Optat, et Hilaire ? et, pour taire les vivants, ces » Grecs innombrables ? » Or, si avant d'être fécondée par la vertu du Christ, la raison naturelle a pu produire une si riche moisson, elle en produira certes une bien plus abondante, à présent que la grâce du Sauveur a restauré et augmenté les facultés natives de l'esprit humain. — Et qui ne voit le chemin commode et facile que ce procédé ouvre vers la foi ?

Toutefois l'utilité de ce même procédé philosophique ne s'arrêtera pas à ces limites. Et, de fait, les oracles de la divine sagesse adressent de graves reproches à la folie des hommes qui par les liens visibles n'ont pu comprendre *Celui qui est* ; et, regardant les œuvres, n'ont pu connaître l'ouvrier. Ainsi un premier fruit de la raison humaine, fruit grand et précieux entré tous, c'est la démonstration qu'elle nous donne de l'existence de Dieu : car par la magnificence et la beauté de la créature, le Créateur de ces choses pourra être vu d'une manière intelligible. La raison nous montre ensuite l'excellence singulière de toutes les perfections réunies en Dieu, principalement de sa sagesse infinie, à qui rien ne peut échapper, et de souveraine justice qu'aucune affection dépravée ne peut vaincre ; elle nous fait comprendre que Dieu non seulement est véridique, mais qu'il est la vérité même, ne pouvant ni se tromper ni tromper.

D'où il ressort en toute évidence que la raison humaine doit à la parole de Dieu la foi la plus entière, la soumission la plus absolue. Semblablement la raison nous déclare que, dès son origine, la doctrine évangélique fut confirmée par des miracles, arguments certains d'une vérité certaine, et que, pour cette raison, ceux qui ajoutent foi à l'Evangile ne le font point témérairement, comme s'ils s'attachaient à des fables spécieuses, mais soumettent leur intelligence et leur jugement à l'autorité divine par une obéissance entièrement conforme à la raison. Enfin, ce qui n'est pas moins précieux, la raison met en évidence comment l'Eglise, instituée par Jésus-Christ (ainsi que l'établit le concile du Vatican) « dans son admirable propagation, dans son éminente sainteté et la fécondité intarissable qu'elle déploie en tous lieux, » dans l'unité catholique comme dans son inébranlable stabilité, » nous offre un sûr et perpétuel motif de crédibilité et un témoignage irréfutable de la divinité de sa mission ».

Ces bases solidement assises, la philosophie ne cesse pas cependant d'être d'un fréquent usage : c'est d'elle et avec son aide que la théologie sacrée doit recevoir et revêtir la nature, la forme et le caractère d'une vraie science, la plus noble de toutes les parties nombreuses et variées des célestes doctrines soient rassemblées comme un seul corps, de manière que, disposées avec ordre chacune en son lieu et déduites des principes qui leur sont propres, elles se trouvent fortement reliées entre elles ; il faut enfin que toutes ces parties diverses et chacune en particulier soient confirmées par des preuves appropriées et innombrables. — On ne peut non plus omettre ou négliger cette négligence plus approfondie et plus féconde de l'objet de nos croyances, et cette intelligence plus nette, autant qu'il se peut faire, des mystères eux-mêmes de la foi, après que saint Augustin et les autres Pères en ont fait le sujet de leurs éloges et l'objet de leur application, et que le concile du Vatican, à son tour, la déclare on ne peut plus fructueuse.

Cette connaissance et cette intelligence, ceux-là sans aucun doute les acquièrent plus pleinement et plus facilement, qui, à l'intégrité des mœurs et au zèle de la foi, joignent un esprit fécondé par la culture des sciences philosophiques ; et c'est en effet ce que confirme le même concile du Vatican, lorsqu'il enseigne que cette connaissance doit se puiser, « tant dans l'analogie » qu'ont avec celles de la foi les choses qui nous sont connues » naturellement, que dans le nœud qui relie les mystères entre » eux et avec la fin dernière de l'homme ».

Il appartient enfin aux sciences philosophiques de soutenir religieusement les vérités divinement révélées, et de résister à l'audace de ceux qui les attaquent. C'est là certes un beau titre d'honneur pour la philosophie, que d'être le boulevard de la foi et comme le ferme rempart de la religion. « Il est vrai, comme » le témoigne Clément d'Alexandrie, que le Sauveur, étant la » force et la sagesse de Dieu, sa doctrine est parfaite par elle- » même et n'a besoin du secours de personne. La philosophie » grecque, par son concours, n'ajoute rien à la puissance de la » vérité ; mais comme elle montre la faiblesse des arguments op- » posés à la vérité par les sophistes, et qu'elle dissipe les embû- » ches tendues à celle-ci, c'est elle-même qu'on désigne par la » haie et la palissade dont la vigne est munie. »

Ainsi, tandis que les ennemis du nom catholique, dans leurs luttes contre la religion, prétendent emprunter à la philosophie la plupart des armes dont ils se servaient, c'est également à la philosophie que les défenseurs des sciences divines demandent

plus d'une fois les moyens de venger les dogmes révélés. Et ce n'est pas un mince triomphe pour la foi chrétienne que les armes empruntées contre elle aux artifices de la raison humaine, la raison humaine les détourne avec autant de vigueur que de dextérité.

Saint Jérôme écrivant à Magnus rappelle que ce genre de combat fut familier à l'Apôtre des nations : « Le guide de l'armée chrétienne, Paul, l'orateur invincible, défendant la cause du Christ, retourne avec art en faveur de la foi une inscription rencontrée par hasard : car il avait appris du vrai David à arracher le glaive aux mains de l'ennemi et à se servir du propre fer de l'orgueilleux Philistin pour lui trancher la tête.

L'Église elle-même non seulement conseille, mais ordonne aux docteurs chrétiens d'appeler à leur aide la philosophie.

Le cinquième concile de Latran, après avoir établi que « toute » assertion contraire à la vérité de la foi surnaturelle est absolument fausse, attendu que le vrai ne se peut contredire à lui-même », enjoint aux maîtres en philosophie de s'appliquer avec soin à la solution des arguments captieux ; car, selon le mot de saint Augustin, « toute raison, quelque spécieuse fût-elle, » apportée contre l'autorité des divines Écritures, ne peut que tromper par l'apparence du vrai ; car, pour vraie, elle ne peut » l'être ».

Mais pour que la philosophie se trouve en état de porter les fruits précieux que nous venons de rappeler, il faut à tout prix que jamais elle ne s'écarte de la ligne tracée dans l'antiquité par le vénérable cortège des saints Pères, et que naguère le concile du Vatican sanctionnait solennellement de son autorité. Ainsi donc, au sujet de ces nombreuses vérités de l'ordre surnaturel, lesquelles évidemment surpassent de beaucoup les forces de toute intelligence créée, que la raison humaine, dans la conscience de son infirmité, se garde de prétendre plus qu'elle ne peut, et ne s'avise, ou de nier ces mêmes vérités, ou de les mesurer à ses propres forces, ou de les interpréter selon son caprice ; mais que plutôt elle les reçoive d'une foi humble et sincère, et se tienne souverainement honorée d'être admise à remplir auprès des célestes sciences les fonctions de servante fidèle et soumise, et, par un bienfait de Dieu, de pouvoir en quelque façon les approcher.

Au contraire, s'il s'agit de ces points de doctrine que l'intelligence humaine peut saisir par ses forces naturelles, il est juste, sur ces matières, de laisser à la philosophie sa méthode, ses principes et ses arguments, pourvu, toutefois, qu'elle n'ait jamais

l'audace de se soustraire à l'autorité divine. Bien plus, ce que la révélation nous enseigne étant certainement vrai, et ce qui est contraire à la foi étant également contraire à la raison, le philosophe catholique doit savoir qu'il violerait les droits de la raison aussi bien que ceux de la foi, s'il admettait une conclusion qu'il sût être contraire à la doctrine révélée.

Il en est, nous le savons, qui, exagérant les forces de la nature humaine, prétendent que, par sa soumission à la divine autorité, l'intelligence de l'homme déchoit de sa dignité native, et, courbée sous le joug d'une sorte d'esclavage, se trouve notablement appesantie et retardée dans la marche qui devait l'emmenner au faite de la vérité et de sa propre excellence. — Mais ces assertions sont pleines d'erreur et de fausseté ; leur but dernier est de porter les hommes au comble de la sottise en même temps que de l'ingratitude, en leur faisant répudier des vérités plus sublimes, et repousser d'eux-mêmes le divin bienfait de la foi, qui fut la source de tous les biens pour la société civile.

En effet, l'esprit humain, circonscrit dans des limites déterminées et même assez étroites, est exposé à de nombreuses erreurs et à l'ignorance de bien des choses. Au contraire, la loi chrétienne, appuyée qu'elle est sur l'autorité de Dieu même, est une maîtresse très sûre de la vérité : qui la suit échappe aux pièges de l'erreur et se soustrait à l'agitation des opinions incertaines. Ce sont d'excellents philosophes, ceux qui unissent à l'étude de la philosophie l'obéissance à la foi chrétienne, car la splendeur des vérités divines vient en aide à l'intelligence qu'elle pénètre, et loin de la faire déchoir, en accroît considérablement la noblesse, la pénétration et la puissance.

Ces philosophes, dont nous parlons, en s'appliquant à réfuter les opinions contraires à la foi, et à prouver celles qui lui sont conformes, exercent leur raison d'une façon digne et des plus utiles ; en effet, pour réfuter les premières, ils découvrent les causes de l'erreur, et reconnaissent le défaut des arguments sur lesquels ces opinions s'appuient ; pour les autres, ils se pénètrent des raisons qui en donnent une preuve solide et sont des motifs efficaces de persuasion. Cet art, cet exercice, augmente nécessairement les ressources de l'esprit et en développe les facultés ; qui le nierait prétendrait, ce qui est absurde, que discerner le vrai du faux ne sert de rien pour le développement de l'intelligence.

C'est donc justement que le concile du Vatican célèbre en ces termes les avantages que la foi procure à la raison : « La foi délivre le livre de l'erreur et prémunit contre elle la raison, en même

» temps qu'elle la dote de connaissances variées. » Par conséquent, l'homme, s'il est sage, ne doit point accuser la foi d'être l'ennemie de la raison et des vérités naturelles ; mais il doit plutôt rendre à Dieu de dignes actions de grâces, et se féliciter grandement de ce que, parmi tant de causes d'ignorance, et au milieu de cet océan d'erreurs, la sainte foi luisse à ses yeux, et, comme un phare bienfaisant, lui indique sûrement au travers des écueils le port de la vérité.

Si maintenant, Vénérables Frères, vous parcourez l'histoire de la philosophie, vous y trouverez pleinement réalisé tout ce que nous venons de dire. Et certes, entre les philosophes anciens, qui n'eurent pas le bienfait de la foi, ceux mêmes qui passaient pour les plus sages s'abandonnèrent à des erreurs détestables. Vous n'ignorez pas combien, parmi un certain nombre de vérités, ils enseignèrent de propositions fausses et absurdes, combien d'autres inexactes et douteuses, sur la nature de la divinité, l'origine des choses, le gouvernement du monde, la connaissance que Dieu a de l'avenir, la cause et le principe des maux, la fin dernière de l'homme et l'éternelle félicité, les vertus et les vices, et d'autres points de doctrine, dont la connaissance vraie et certaine est on ne peut plus nécessaire au genre humain.

Tout au contraire, les Pères et les docteurs de l'Église comprirent parfaitement que, dans les desseins de la volonté divine, le restaurateur de la science humaine elle-même était le Christ, lequel est la puissance et la sagesse de Dieu, et *en qui sont cachés tous les trésors de sagesse et de science*. C'est avec cette conviction qu'ils entreprirent de dépouiller les livres des vieux philosophes, et de comparer leurs enseignements à ceux de la révélation ; ensuite, par un choix intelligent, ils embrassèrent celles de leurs doctrines où la justesse de l'expression répondait à la sagesse de la pensée, et, quant au reste, rejetèrent ce qu'ils ne pouvaient corriger.

Car, de même que Dieu, dans sa providence, suscita pour la défense de l'Église contre la cruauté des tyrans des martyrs héroïques et prodigues de leur vie, ainsi aux sophistes et aux hérétiques il opposa des hommes doués d'une profonde sagesse et capables de défendre, même par le moyen de la raison humaine, le trésor des vérités révélées. Dès le berceau de l'Église, la doctrine catholique rencontra des adversaires acharnés, qui, tournant en dérision les dogmes et les institutions des chrétiens, affirmaient qu'il y avait plusieurs dieux, que le monde matériel n'avait ni commencement ni cause, que le cours des choses n'était pas régi par le conseil de la divine Providence, mais qu'il

était mû par je ne sais quelle force aveugle et par une fatale nécessité.

Contre ces fauteurs de doctrines insensées s'élevèrent à propos des hommes savants, connus sous le nom d'*apologistes*, lesquels, guidés par la foi, au moyen d'arguments empruntés au besoin à la sagesse humaine, prouvèrent qu'on ne doit adorer qu'un Dieu, doué au plus haut point de tous les genres de perfection, que toutes choses sont sorties du néant par sa toute-puissance, qu'elles subsistent par sa sagesse et par elle sont mues et dirigées chacune vers sa fin propre.

Au premier rang de ces apologistes nous rencontrons le martyr *saint Justin*. Après avoir parcouru comme pour les éprouver les plus célèbres d'entre les écoles grecques, s'être convaincu qu'on ne pouvait puiser la vérité tout entière que dans les doctrines révélées, Justin s'attacha à ces dernières de toute l'ardeur de son âme, les justifia des calomnies dont on les chargeait, les défendit auprès des empereurs romains avec autant de vigueur que d'abondance, et montra l'accord qui souvent existait entre elles et les idées des philosophes païens.

À la même époque, Quadratus et Aristide, Hermias et Athénagore suivaient avec succès la même voie. — Cette cause suscita un défenseur non moins illustre dans la personne du grand martyr Irénée, pontife de l'Église de Lyon, lequel, en réfutant vaillamment les opinions perverses apportées de l'Orient par les gnostiques et disséminées par eux sur toute l'étendue de l'empire, *expliqua* par la même occasion, comme le dit saint Jérôme, les « origines de toutes les hérésies, et découvrit dans les écrits des » philosophes les sources dont elles émanaient ».

Tout le monde connaît les controverses soutenues par Clément d'Alexandrie, au sujet desquelles saint Jérôme s'écrie avec admiration : « Que peut-on y trouver d'inculte ? Qu'y a-t-il qui ne provienne des entrailles mêmes de la philosophie ? Clément laissa, sur une incroyable variété de sujets, une quantité d'ouvrages on ne peut plus utiles, soit pour l'histoire de la philosophie, soit pour l'art et l'exercice de la dialectique, soit pour rétablir la concorde entre la foi et la raison. — Après lui vient Origène.

Cet illustre maître de l'école d'Alexandrie, très instruit dans les doctrines des Grecs et des Orientaux, publia des livres aussi nombreux que savants, d'une merveilleuse utilité pour l'interprétation des divines Écritures et l'explication des dogmes sacrés. Bien que ses ouvrages, tels du moins qu'ils nous sont restés, ne soient point tout à fait exempts d'erreurs, ils renferment néan-

moins un grand nombre de maximes, propres tout à la fois à féconder et à confirmer les vérités naturelles. — Aux hérétiques, Tertullien oppose l'autorité des saintes Lettres ; avec les philosophes, il change d'armure et leur oppose la philosophie ; ces derniers, il les réfute avec tant de subtilité et d'érudition, qu'il ne craint point de leur jeter à la face ce défi : *En fait de science comme en fait de discipline, quoi que vous en pensiez, vous n'êtes pas mes pairs.*

Arnobé, dans ses livres contre les Gentils, et Lactance, principalement dans ses *Institutions divines*, emploient tous deux au service de leur zèle une égale éloquence et une vigueur égale pour inculquer aux hommes les dogmes et les préceptes de la sagesse catholique ; toutefois, loin de bouleverser la philosophie, comme le font les académiciens, ils se servent pour convaincre, tantôt des armes qui leur sont propres, tantôt de celles qui leur livrent les querelles intestines des philosophes. Les écrits que le grand Athanase et Chrysostome, le prince des orateurs, nous ont laissés sur l'âme humaine, les divins attributs et d'autres questions de souveraine importance, ces écrits, au jugement de tous, sont d'une telle perfection, qu'il semble qu'on ne puisse rien désirer de plus copieux et de plus profond.

Sans vouloir allonger outre mesure cette liste de grands esprits, nous ajouterons cependant à ceux que nous avons nommés, Basile le Grand ainsi que les deux Grégoire. Tous trois sortaient d'Athènes, ce domicile de la civilisation, pourvus abondamment de toutes les ressources de la philosophie ; et ces trésors de science, que chacun d'eux avait conquis à la flamme de son zèle, ils les dépensèrent à la réfutation des hérétiques et à l'enseignement des chrétiens.

Mais la palme semble appartenir entre tous à saint Augustin, ce puissant génie qui, pénétré à fond de toutes les sciences divines et humaines, armé d'une foi souveraine, d'une doctrine non moins grande, combattit sans défaillance toutes les erreurs de son temps. Quel point de la philosophie n'a-t-il touché, plus encore, n'a-t-il approfondi, soit qu'il découvrit aux fidèles les plus hauts mystères de la foi, tout en les défendant contre les assauts furieux de ses adversaires ; soit que, réduisant à néant les fictions des académiciens et des manichéens, il assit et assurât les fondements de la science humaine, ou recherchât la raison, l'origine et les causes des maux sous le poids desquels l'humanité gémit ?

Avec quelle abondance et quelle pénétration n'a-t-il pas traité des anges, de l'âme, de l'esprit humain, de la volonté et du libre

arbitre, de la religion et de la vie bienheureuse, du temps et de l'éternité, et jusque de la nature des corps sujets aux changements ? — Plus tard, en Orient, *Jean Damascène*, sur les traces de Grégoire de Nazianze ; en Occident, *Boèce* et *Anselme*, à la suite d'Augustin, enrichissent à leur tour le patrimoine de la philosophie.

Enfin, les docteurs du moyen âge, connus sous le nom de scolastiques, viennent entreprendre l'œuvre colossale de recueillir avec soin les moissons luxuriantes de doctrines répandues çà et là dans les œuvres innombrables des Pères, et d'en faire comme un seul monceau, pour l'usage et la commodité des générations futures. — Et ici, Vénérables Frères, nous sommes heureux de pouvoir nous approprier les paroles par lesquelles Sixte V, homme de profonde sagesse, et notre prédécesseur, explique l'origine, le caractère et l'excellence de la doctrine scolastique :

« Par la divine munificence de celui qui seul donne l'esprit de science, de sagesse et d'intelligence, et qui, dans le cours des âges et selon les besoins, ne cesse d'enrichir son Église de nouveaux bienfaits, de la munir de défenses nouvelles, nos ancêtres, hommes de science profonde, inventèrent la théologie scolastique. Mais ce sont surtout deux glorieux docteurs, l'angélique saint Thomas et le séraphique saint Bonaventure, tous deux professeurs illustres en cette faculté... qui, par leur talent incomparable, leur zèle assidu, leurs grands travaux et leurs veilles, cultivèrent cette science, l'enrichirent et la léguèrent à leurs descendants, disposée dans un ordre parfait, éclairée par d'abondants développements.

» Et certes, la connaissance et l'habitude d'une science aussi salutare, qui découle de la source très féconde des saintes Écritures, des souverains Pontifes, des saints Pères et des conciles, a dû en tous temps être d'un très grand avantage à l'Église, soit pour la sainte intelligence et la véritable interprétation des Écritures, soit pour lire et expliquer les Pères plus sûrement et plus utilement, soit pour démasquer et réfuter les erreurs variées et les hérésies : mais en ces derniers jours, qui nous ont amené ces temps critiques prédits par l'apôtre, et dans lesquels des hommes blasphémateurs, orgueilleux, séducteurs, progressent dans le mal, errant eux-mêmes et induisant en erreur les autres, à coup sûr, pour confirmer les dogmes de la foi catholique et réfuter les hérésies, la science dont nous parlons est plus que jamais nécessaire. »

Cet éloge, bien qu'il ne paraisse comprendre que la théologie scolastique, s'applique cependant avec évidence à la philosophie

elle-même. En effet, les qualités éminentes qui rendent la théologie scolastique si formidable aux ennemis de la vérité, à savoir, pour poursuivre avec le même pontife, « cette cohésion étroite » et parfaite des effets et des causes, cet ordre et cette symétrie » semblables à ceux d'une armée en bataille, ces définitions et » distinctions lumineuses, cette solidité d'argumentation et cette » subtilité de controverse, toutes choses par lesquelles la lumière » est séparée des ténèbres, le vrai distingué du faux, et les mensonges de l'hérésie dépouillés du prestige et des fictions qui les » enveloppent, sont découverts et mis à nus » ; toutes ces brillantes qualités, disons-nous, sont dues uniquement au bon usage de la philosophie, que les docteurs scolastiques avaient pris généralement la sage coutume d'adopter, même dans les controverses théologiques.

En outre, comme le caractère propre et distinctif des théologiens scolastiques est d'unir entre elles, par le nœud le plus étroit, la science divine et l'humaine, la théologie, dans laquelle ils excellèrent, n'aurait certainement pu acquérir autant d'honneur et d'estime dans l'opinion des hommes, si ses docteurs n'eussent employé qu'une philosophie incomplète et tronquée ou superficielle.

Mais, entre tous les électeurs scolastiques, brille d'un éclat sans pareil leur prince et maître à tous, Thomas d'Aquin, lequel, ainsi que le remarque Cajetan, *pour avoir profondément vénéré les saints docteurs qui l'ont précédé, a hérité en quelque sorte de l'intelligence de tous*. Thomas recueillit leurs doctrines, comme les membres dispersés d'un même corps ; ils les réunit, les classa dans un ordre admirable, et les enrichit tellement, qu'on le considère lui-même, à juste titre, comme le défenseur spécial et l'honneur de l'Église.

D'un esprit docile et pénétrant, d'une mémoire facile et sûre, d'une intégrité parfaite de mœurs, n'ayant d'autre amour que celui de la vérité, très riche de science tant divine qu'humaine, justement comparé au soleil, il réchauffa la terre par le rayonnement de ses vertus, et la remplit de la splendeur de sa doctrine. Il n'est aucune partie de la philosophie qu'il n'ait traitée avec autant de pénétration que de solidité : les lois du raisonnement, Dieu et les substances incorporelles, l'homme et les autres créatures sensibles, les actes humains et leurs principes, font tour à tour l'objet des thèses qu'il soutient, et dans lesquelles rien ne manque, ni l'abondante moisson des recherches, ni l'harmonieuse ordonnance des parties, ni l'excellente méthode de procéder, ni la solidité des principes ou la force des arguments,

ni la clarté du style ou la propriété de l'expression, ni la profondeur et la souplesse avec lesquelles il résout les points les plus obscurs.

Ajoutons à cela que l'angélique docteur a considéré les conclusions philosophiques dans les raisons et les principes mêmes des choses : or, l'étendue de ces prémisses, et les vérités innombrables qu'elles contiennent en germe fournissent aux maîtres des âges postérieurs une ample matière à des développements fructueux, qui se produiront en temps opportun. En employant, comme il le fait, ce même procédé dans la réfutation des erreurs, le grand docteur est arrivé à ce double résultat, de repousser à lui seul toutes les erreurs des temps antérieurs et de fournir des armes invincibles pour dissiper celles qui ne manqueront pas de surgir dans l'avenir.

De plus, en même temps qu'il distingue parfaitement, ainsi qu'il convient, la raison d'avec la foi, il les unit toutes deux par les liens d'une mutuelle amitié : il conserve ainsi à chacune ses droits, il sauvegarde sa dignité, de telle sorte que la raison, portée sur les ailes de Thomas jusqu'au faite de la nature humaine, ne peut guère monter plus haut, et que la foi peut à peine espérer de la raison des secours plus nombreux ou plus puissants que ceux que Thomas lui fournit.

Il ne faut donc pas s'étonner que, surtout dans les siècles précédents, des hommes très doctes et du plus grand renom en théologie comme en philosophie, après avoir recherché avec une incroyable avidité les œuvres immortelles du grand docteur, se soient livrés tout entiers, nous ne dirons pas à cultiver son angélique sagesse, mais à s'en nourrir et à s'en pénétrer.

On sait que presque tous les fondateurs et législateurs des ordres religieux ont ordonné à leurs confrères d'étudier la doctrine de saint Thomas et de s'y tenir religieusement, et qu'ils ont pourvu d'avance à ce qu'il ne fût permis à aucun d'eux de s'écarter impunément, ne fût-ce que sur le moindre point, des vestiges d'un si grand homme. Sans parler de la famille dominicaine, qui revendique cet illustre maître comme une gloire qui lui appartient en propre, les Bénédictins, les Carmes, les Augustins, la Société de Jésus, et plusieurs autres ordres religieux sont soumis à cette loi, ainsi qu'en témoignent leurs statuts respectifs.

Et ici c'est vraiment avec volupté que l'esprit s'envole vers ces écoles et ces académies célèbres et jadis florissantes, de Paris, de Salamanque, d'Alcala, de Douai, de Toulouse, de Louvain, de Padoue, de Bologne, de Naples, de Coïmbre et d'autres en grand nombre. Personne n'ignore que la gloire de ces académies

crût, en quelque sorte, avec l'âge et que les consultations qu'on leur demandait, dans les affaires les plus importantes, jouirent partout d'une grande autorité. On sait aussi que dans ces nobles asiles de la sagesse humaine Thomas régnait en prince comme dans son propre empire et que tous les esprits, tant des maîtres que des auditeurs, se reposaient uniquement et dans une admirable concorde sur l'enseignement et l'autorité du docteur angélique.

Il y a plus encore ; les Pontifes romains, nos prédécesseurs, ont honoré la sagesse de Thomas d'Aquin de singuliers éloges et des attestations les plus amples. Clément VI, Nicolas V, Benoît XIII, d'autres encore témoignent de l'éclat que son admirable doctrine donne à l'Eglise universelle. Saint Pie V reconnaît que cette même doctrine dissipe les hérésies, après les avoir confondues et réfutées, et que chaque jour elle délivre le monde entier d'erreurs pestilentielles ; d'autres avec Clément XI affirment que des biens abondants ont découlé de ses écrits sur l'Eglise universelle, et qu'on lui doit à lui-même les honneurs et le culte que l'Eglise rend à ses plus grands docteurs, Grégoire, Ambroise, Augustin et Jérôme ; d'autres enfin ne crurent pas trop faire en proposant saint Thomas aux académies et aux grandes écoles comme un modèle et un maître qu'elles pouvaient suivre d'un pas assuré. Et, à ce propos, les paroles du bienheureux Urbain V, à l'académie de Toulouse méritent d'être rappelées ici :

« Nous voulons, et, par la teneur des présentes, nous vous » enjoignons de suivre la doctrine du bienheureux Thomas » comme étant véridique et catholique, et de vous appliquer de » toutes vos forces à la développer. »

A l'exemple d'Urbain V, Innocent XIII impose les mêmes prescriptions à l'Université de Louvain, et Benoît XIV au collège dionysien de Grenade. Pour mettre le comble à ces jugements des Pontifes suprêmes sur saint Thomas d'Aquin, nous ajouterons ce témoignage d'Innocent VI : « La doctrine de saint » Thomas a sur toutes les autres, la canonique exceptée, la pro- » priété des termes, la mesure dans l'expression, la vérité des » propositions, de telle sorte que ceux qui la tiennent ne sont » jamais surpris hors du sentier de la vérité, et que quiconque » la combat a toujours été suspect d'erreur. »

A leur tour, les conciles œcuméniques, dans lesquels brille la fleur de sagesse cueillie de toute la terre, se sont appliqués en tout temps à rendre à Thomas d'Aquin des hommages spéciaux. Dans les conciles de Lyon, de Vienne, de Florence, du

Vatican, on eût cru voir Thomas prendre part, présider même, en quelque sorte, aux délibérations et aux décrets des Pères, et combattre, avec une vigueur indomptable et avec le plus heureux succès, les erreurs des Grecs, des hérétiques et des rationalistes. — Mais le plus grand honneur rendu à saint Thomas, réservé à lui seul, et qu'il ne partagea avec aucun des docteurs catholiques, lui vint des Pères du concile de Trente, quand ils voulurent qu'au milieu de la sainte assemblée, avec le livre des divines Écritures et les décrets des Pontifes suprêmes, sur l'autel même, la *Somme* de Thomas d'Aquin fût déposée ouverte, pour pouvoir y puiser des conseils, des raisons, des oracles.

Enfin une dernière palme semble avoir été réservée à cet homme incomparable : il a su arracher aux ennemis — eux-mêmes — du nom catholique le tribut de leurs hommages, de leurs éloges, de leur admiration. On sait, en effet, que, parmi les chefs des partis hérétiques, il y en eut qui déclarèrent hautement qu'une fois la doctrine de saint Thomas d'Aquin supprimée, ils se faisaient forts d'*engager une lutte victorieuse* avec tous les docteurs catholiques, et d'*anéantir l'Église*. — L'espérance était vaine, mais le témoignage ne l'est point.

Les choses étant ainsi, vénérables Frères, toutes les fois que nos regards se portent sur la bonté, la force et l'indéniable utilité de cette discipline philosophique, tant aimée de nos pères, nous jugeons que c'a été une témérité de n'avoir continué, ni en tous temps, ni en tous lieux, à lui rendre l'honneur qu'elle mérite : d'autant plus que la philosophie scolastique a en sa faveur et un long usage et le jugement d'hommes éminents, et, ce qui est capital, le suffrage de l'Église. A la place de la doctrine ancienne, une façon de nouvelle méthode de philosophie s'est introduite çà et là, laquelle n'a point porté les fruits désirables et salutaires que l'Église et la société civile elle-même eussent souhaités. Sous l'impulsion des novateurs du seizième siècle, on se prit à philosopher sans aucun égard pour la foi, avec pleine licence de part et d'autre de laisser sa pensée selon son caprice et son génie. Il en résulta tout naturellement que les systèmes de philosophie se multiplièrent outre mesure, et que des opinions diverses, contradictoires, se firent jour, même sur les objets les plus importants des connaissances humaines. De la multitude des opinions, on arrive facilement aux hésitations et au doute : du doute à l'erreur, il n'est personne qui ne le voie, la distance est courte et le chemin facile.

Les hommes se laissant volontiers entraîner par l'exemple, cette passion de la nouveauté parut avoir envahi, en certains

Pays, l'esprit des philosophes catholiques eux-mêmes, lesquels, dédaignant le patrimoine de la sagesse antique, aimèrent mieux édifier à neuf qu'accroître et perfectionner le vieil édifice, projet certes peu prudent, et qui ne s'exécuta qu'au grand détriment des sciences. En effet, ces systèmes multiples, appuyés uniquement sur l'autorité et l'arbitraire de chaque maître particulier, n'ont qu'une base mobile, et par conséquent, au lieu de cette science sûre, stable et robuste, comme était l'ancienne, ne peuvent produire qu'une philosophie branlante et sans consistance. Si donc il arrive parfois à une philosophie de cette sorte de se trouver à peine en forces pour résister aux assauts de l'ennemi, elle ne doit imputer qu'à elle-même la cause et la faute de sa faiblesse.

Ce que disant, nous n'entendons certes pas improuver ces savants ingénieux qui emploient à la culture de la philosophie leur industrie, leur érudition, ainsi que les richesses des inventions nouvelles. Nous comprenons parfaitement que tous ces éléments concourent au progrès de la science. Mais il faut se garder, avec le plus grand soin, de faire de cette industrie et de cette érudition le seul, ou même le principal objet de son application. On doit en juger de même pour la théologie : il est bon de lui apporter le secours et la lumière d'une érudition variée ; mais il est absolument nécessaire de la traiter à la manière grave des scolastiques, afin que, grâce aux forces réunies de la révélation et de la raison, elle ne cesse d'être le *boulevard inexpugnable de la foi*.

C'est donc par une heureuse inspiration que des amis, en certain nombre, des sciences philosophiques, désirant, dans ces dernières années, en entreprendre la restauration d'une manière efficace, se sont appliqués, et s'appliquent encore, à remettre en vigueur l'admirable doctrine de Thomas d'Aquin, et à lui rendre son ancien lustre. Animés du même esprit, plusieurs membres de votre ordre, Vénérables Frères, sont entrés avec ardeur dans la même voie. Nous l'avons appris dans la plus grande joie de notre âme. Tout en les louant avec effusion, Nous les exhortons à persévérer dans cette noble entreprise ; quant aux autres, Nous les avertissons tous que rien ne Nous est plus à cœur, et que Nous ne souhaitons rien tant que de les voir fournir largement et copieusement à la jeunesse studieuse les eaux très pures de la sagesse, telles que le docteur angélique les répand en flots pressés et intarissables.

Plusieurs motifs provoquent en Nous cet ardent désir. — En premier lieu, comme à notre époque la foi chrétienne est journal-

lement en butte aux manœuvres et aux ruses d'une certaine fausse sagesse, il faut que tous les jeunes gens, ceux particulièrement qui sont élevés pour le service de l'Église, soient nourris du pain vivifiant et robuste de la doctrine, afin que, pleins de force et revêtus d'une armure complète, ils s'habituent de bonne heure à défendre la religion avec vigueur et sagesse, *prêts, selon l'avertissement de l'apôtre, à rendre raison, à quiconque la demande, de l'espérance qui est en nous*; ainsi qu'à *exhorter dans une doctrine saine et convaincre ceux qui contredisent*. — Ensuite, un grand nombre de ceux qui, éloignés de la foi, haïssent les institutions catholiques, prétendent ne reconnaître d'autre maître et d'autre guide que leur raison. Pour les guérir et les ramener à la grâce en même temps qu'à la foi catholique, après le secours surnaturel de Dieu, Nous ne voyons rien de plus opportun que la solide doctrine des Pères et des Scolastiques, lesquels, ainsi que Nous l'avons dit, mettent sous les yeux les fondements inébranlables de la foi, sa divine origine, sa vérité certaine, ses motifs de persuasion, les bienfaits qu'elle procure au genre humain, son parfait accord avec la raison, et tout cela avec plus de force et d'évidence qu'il n'en faut pour fléchir les esprits les plus rebelles et les plus obstinés.

Tous nous voyons dans quelle situation critique la contagion des opinions perverses a jeté la famille et la société civile. Certes, l'une et l'autre jouiraient d'une paix plus parfaite et d'une sécurité plus grande si, dans les académies et les écoles, on donnait une doctrine plus saine et plus conforme à l'enseignement de l'Église, une doctrine telle qu'on la trouve dans les œuvres de Thomas d'Aquin. Ce que saint Thomas nous enseigne sur la vraie nature de la liberté, qui de nos temps dégénère en licence, sur la divine origine de toute autorité, sur les lois et leur puissance, sur le gouvernement paternel et juste des souverains, sur l'obéissance due aux puissances plus élevées, sur la charité mutuelle qui doit régner entre tous les hommes; ce qu'il nous dit sur ces sujets et d'autres de même genre a une force immense, invincible pour renverser tous ces principes du droit nouveau, dangereux, on le sait, au bon ordre et au salut public.

Enfin, toutes les sciences humaines ont droit à espérer un progrès réel et doivent se promettre un secours efficace de la restauration, que Nous venons de proposer, des sciences philosophiques. En effet, les beaux-arts demandent à la philosophie, comme à la science modératrice, leurs règles et leur méthode, et puisent chez elles, comme à une source commune de vie, l'esprit

qui les anime. Les faits et l'expérience constante nous font voir que les arts libéraux fleurissent surtout, tant que la philosophie retient sauf son honneur et droit son jugement ; qu'au contraire, ils gisent négligés et presque oubliés, quand la philosophie incline vers l'erreur ou s'embarrasse d'inepties.

Aussi les sciences physiques elles-mêmes, si appréciées à cette heure, et qui, illustrées de tant de découvertes, provoquent de toute part une admiration sans bornes, ces sciences, loin d'y perdre, gagneraient singulièrement à une restauration de l'ancienne philosophie. Ce n'est point assez, pour féconder leur étude et assurer leur avancement, que de se borner à l'examen des faits et à la contemplation de la nature ; mais, les faits constatés, il faut s'élever plus haut et s'appliquer avec soin à reconnaître la nature des choses corporelles et à rechercher les lois auxquelles elles obéissent, ainsi que les principes d'où découlent et l'ordre qu'elles ont entre elles, et l'unité dans leur variété, et leur affinité dans la diversité. On ne peut s'imaginer combien la philosophie scolastique, sagement enseignée, apporterait à ces recherches de force, de lumière et de ressources.

A ce propos, il importe de prémunir les esprits contre la souveraine injustice que l'on fait à cette philosophie, en l'accusant de mettre obstacle au progrès et à l'accroissement des sciences naturelles. Comme les Scolastiques, suivant en cela les sentiments des saints Pères, enseignent à chaque pas, dans l'anthropologie, que l'intelligence ne peut s'élever que par les choses sensibles à la connaissance des êtres incorporels et immatériels, ils ont compris d'eux-mêmes l'utilité pour le philosophe de sonder attentivement les secrets de la nature, et d'employer un long temps à l'étude assidue des choses physiques. C'est en effet ce qu'ils firent. Saint Thomas, le bienheureux Albert le Grand, et d'autres princes de la scolastique, ne s'absorbèrent pas tellement dans la contemplation philosophique, qu'ils n'aient aussi apporté un grand soin à la connaissance des choses naturelles : bien plus, dans cet ordre de connaissances, il est plus d'une de leurs affirmations, plus d'un de leurs principes, que les maîtres actuels approuvent, et dont ils reconnaissent la justesse. En outre, à notre époque même, plusieurs docteurs des sciences physiques, hommes de grand renom, témoignent publiquement et ouvertement que, entre les conclusions certaines de la physique moderne et les principes philosophiques de l'École, il n'existe, en réalité, aucune contradiction.

Nous donc, tout en proclamant qu'il faut recevoir de bonne grâce et avec reconnaissance toute pensée sage et toute décou-

verte utile de quelque part qu'elle vienne, Nous vous exhortons, Vénérables Frères, de la manière la plus pressante, à remettre en vigueur et à propager le plus possible la précieuse doctrine de saint Thomas, et ce, pour la défense et l'ornement de la foi catholique, pour le bien de la société, pour l'avancement de toutes les sciences. Nous disons la doctrine de saint Thomas, car s'il se rencontre dans les docteurs scolastiques quelque question trop subtile, quelque affirmation inconsidérée, ou quelque chose qui ne s'accorde pas avec les doctrines éprouvées des âges postérieurs, qui soit dénué, en un mot, de toute probabilité, Nous n'entendons nullement le proposer à l'imitation de notre siècle. Du reste, que des maîtres, désignés par votre choix éclairé, s'appliquent à faire pénétrer dans l'esprit de leurs disciples la doctrine de Thomas d'Aquin, et qu'ils aient soin de faire ressortir combien celle-ci l'emporte sur toutes les autres en solidité et en excellence ; que les académies, que vous avez instituées ou que vous instituerez par la suite, expliquent cette doctrine, la défendent et l'emploient pour la réfutation des erreurs dominantes.

Mais, pour éviter qu'on ne boive une eau supposée pour la véritable, une eau bourbeuse pour celle qui est pure, veillez à ce que la sagesse de Thomas soit puisée à ses propres sources, ou du moins à ces ruisseaux qui, sortis de la source même, coulent encore purs et limpides, au témoignage assuré et unanime des docteurs ; de ceux, au contraire, qu'on prétend dérivés de la source, mais qui, en réalité, se sont gonflés d'eaux étrangères et insalubres, écartez avec soin l'esprit des adolescents.

Mais Nous savons que tous nos efforts seront vains, si notre commune entreprise, Vénérables Frères, n'est secondée par celui qui s'appelle le *Dieu des sciences* dans les divines Écritures, lesquelles nous avertissent également que, « tout bien excellent » et tout don parfait vient d'en haut, descendant du Père des lumières ». Et encore : « Si quelqu'un a besoin de la sagesse, » qu'il la demande à Dieu, lequel donne à tous avec abondance » et ne reproche pas ses dons, et elle lui sera donnée. » En cela aussi, suivons l'exemple du docteur angélique, qui ne s'adonnait jamais à l'étude ou à la composition avant de s'être, par la prière, rendu Dieu propice, et qui avouait avec candeur que tout ce qu'il savait il le devait moins à son étude et à son propre travail qu'à l'illumination divine.

Prions donc Dieu tous ensemble, d'un esprit humble et d'un cœur unanime, qu'il répande sur les fils de son Eglise l'esprit de science et d'intelligence, et qu'il ouvre le sens à la lumière de la sagesse. Et, pour obtenir en plus grande abondance les fruits de

la divine bonté, faites intervenir auprès de Dieu le très puissant patronage de la bienheureuse Vierge Marie, siège de la sagesse ; recourez en même temps à l'intercession de saint Joseph, le très pur époux de la Vierge, ainsi qu'à celle des grands apôtres Pierre et Paul, qui renouvelèrent par la vérité la terre infectée de la contagion de l'erreur, et la remplirent des splendeurs de la céleste sagesse.

Enfin, soutenus par l'espoir du secours divin et confiant en votre zèle pastoral, Nous vous donnons à tous, Vénérables Frères, du fond de notre cœur, ainsi qu'à votre clergé et aux peuples commis à votre sollicitude, la Bénédiction Apostolique, comme un gage des dons célestes et un témoignage de notre particulière attention.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 4^e jour d'août de l'an 1879, de notre Pontificat l'an II.

LÉON XIII, PAPE.

Grande-Bretagne. — DISCOURS DE LA REINE VICTORIA, PRONONCÉ A LA CLOTURE DU PARLEMENT LE 15 AOUT 1879.

« Mylords et Gentlemen.

Je suis heureuse de pouvoir mettre un terme à vos laborieux devoirs.

Mes relations avec les autres Puissances continuent à être cordiales, et mon influence sur elles sera consacrée à maintenir les obligations imposées par les traités et à provoquer et consolider la paix générale.

Les arrangements territoriaux stipulés dans le traité de Berlin ont été fidèlement exécutés, et la délimitation des nouvelles frontières est presque complète. La péninsule des Balkans a été évacuée par l'armée russe, conformément au traité.

Avec la sanction unanime des puissances signataires du Traité de Berlin, il a été pourvu convenablement au Gouvernement de la province ottomane de la Roumélie-Orientale ; j'ai donné avec une grande satisfaction mon consentement et l'assurance de mon affection au prince Alexandre de Battenberg, en qualité de prince de Bulgarie.

Les calamités causées par la dernière guerre ont empêché jusqu'à présent l'adoption des réformes dont le Gouvernement ottoman avait reconnu la nécessité ; mais j'ai déjà signalé et je con-

tinuerai à signaler l'importance qu'il y a pour le Gouvernement ottoman à remplir en temps utile ses engagements à ce sujet.

Sur la suggestion de mon Gouvernement, d'accord avec le Gouvernement français, un changement a eu lieu dans la vice-royauté d'Égypte ; ce changement était rendu nécessaire par la mauvaise administration de ce Pays.

Le Traité conclu avec l'Émir d'Afghanistan qui vous a été communiqué a heureusement terminé la guerre que son prédécesseur m'avait obligée à entreprendre. Par ce Traité, les relations d'amitié avec cet Etat sont rétablies, des garanties de paix et de sécurité sont données, et les frontières de l'Inde se trouvent fortifiées.

L'habileté déployée dans cette guerre par les hommes qui avaient le commandement de mes troupes anglaises et indigènes, et la bravoure et l'énergique constance des troupes elles-mêmes, méritent les remerciements que leur ont adressés les deux Chambres de mon Parlement. Ma reconnaissance est acquise surtout aux princes indigènes qui m'ont offert leur concours, aussi bien qu'à ceux dont les contingents ont coopéré avec nos soldats sur les champs de bataille, et j'ai reconnu dans cette coopération cordiale leur attachement et leurs bonnes dispositions envers l'Empire de l'Inde.

Depuis la dernière fois que je me suis adressée directement à vous, mes armées ont été engagées dans une lutte sérieuse avec le Souverain indigène le plus puissant du Sud de l'Afrique. Le plaisir que j'éprouve à les remercier d'avoir si bien maintenu haut l'honneur des armes anglaises est mitigé par le devoir de pleurer le sacrifice de beaucoup de précieuses existences. J'espère que le succès décisif qui a couronné récemment leurs opérations amènera le prochain rétablissement de la paix sur des bases durables et que mes sujets dans cette partie du monde, délivrés ainsi d'un danger auquel jusqu'à présent ils étaient constamment exposés, pourront profiter bientôt d'arrangements qui assureront leur prospérité et leur sécurité pour l'avenir.

Messieurs de la Chambre des communes,

Je vous remercie des crédits libéraux que vous avez votés pour le service public.

« Mylords et Gentlemen,

Par la loi sur la discipline de l'armée, vous avez pour la première fois placé dans les statuts fondamentaux du Royaume un code complet de lois relatives au service dans l'armée et dans les autres institutions militaires. Vous avez donné une forme claire

et précise aux dispositions pour le maintien de la discipline ; vous avez amélioré le système de recrutement et vous avez amendé les règlements qui régissent les conditions de l'appel sous les drapeaux des forces de la réserve.

Les lois pour la nomination des Représentants du ministère public et celles sur la juridiction sommaire des magistrats amélioreront, je l'espère, l'administration de la justice en matière criminelle.

Les modifications que vous avez apportées à la loi sur les banques et les compagnies par actions sont bien faites pour favoriser le développement et la prospérité de cette partie importante de notre système commercial.

La situation critique des intérêts agricoles a naturellement attiré votre attention, et j'ai le plaisir de déclarer que, me conformant au désir exprimé dans l'adresse de la Chambre des communes, je vais nommer une commission pour faire une enquête sur les causes auxquelles est due la crise et sur les mesures législatives à adopter pour y remédier.

Je remarque avec satisfaction que vous avez pu étudier l'importante question de l'éducation en Irlande, et que vous avez voté certaines dispositions qui formeront un complément utile des lois de la dernière session sur l'enseignement secondaire. L'instruction primaire dans le Pays doit être stimulée par les soigneuses mesures que vous avez prises pour améliorer la situation des instituteurs, et la loi que vous avez votée sur l'éducation universitaire comblera, je l'espère, une lacune pour le progrès de l'enseignement dans les hautes branches de l'administration.

En vous disant adieu, j'appelle les bénédictions de la Providence sur les travaux que vous avez accomplis durant la session. »

Saint-Siège. — DISCOURS DU PAPE LÉON XIII AU COLLÈGE GERMANIQUE ET HONGROIS, PRONONCÉ LE 20 AOUT 1879.

Il y a cinquante ans déjà, très chers enfants, que Nous portons une affection toute particulière à votre Collège et à ses élèves. En effet, Nous conservons un très agréable souvenir du temps où Nous suivions les cours du Collège romain. Ce fut alors que, sur la proposition de l'illustre P. Aloisius Taparelli, de la Compagnie de Jésus, Nous fûmes donné comme répéti-

teur à ceux des élèves du Collège germanique et hongrois qui suivaient le cours de philosophie, et Nous avions continuellement l'occasion de remarquer leur vive intelligence, leur zèle ardent dans les études et leurs progrès rapides.

C'est pourquoi Nous vous embrassons tous, chers élèves, dans une affection toute paternelle, et Nous recevons avec bienveillance vos hommages et l'expression des sentiments de l'attachement que vous professez dans vos cœurs envers Nous et envers ce Siège apostolique, comme l'exige d'ailleurs le but même de votre Institut. Saint Ignace, en effet, lorsqu'il fondait à Rome votre Collège, avait surtout en vue de contribuer au développement de ces sentiments parmi l'élite de la jeunesse allemande. Il désirait qu'élevés dans ce centre de la religion catholique, et instruits ici dans les sciences sacrées et profanes, ils pussent apprendre de bonne heure l'obéissance et la fidélité envers le Pontife romain, afin que, retournant ensuite dans leur patrie, affermis eux-mêmes dans ces sentiments, ils fussent en état de les inculquer plus profondément dans le cœur de leurs compatriotes. Et certainement saint Ignace, le fondateur de votre Collège, n'a pas été trompé dans ses espérances ; car, dès les commencements de ce Collège, des hommes illustres par leur doctrine, leur piété, leurs vertus, en sont sortis, et plusieurs d'entre eux, distingués par les dignités et les honneurs de l'Église ont donné le glorieux exemple d'une sollicitude vraiment pastorale et d'une invincible énergie.

Vous tous, mes chers fils, vous êtes appelés à suivre les traces de ces hommes et à imiter leurs vertus. Il est nécessaire que vous vous appliquiez, pendant le temps qui vous est donné dans ce but, à l'étude approfondie des sciences, et que vous vous efforciez d'atteindre à une grande piété et sainteté de mœurs, afin d'être un jour en état de défendre les droits de l'Église, de réfuter les erreurs et de maintenir les fidèles dans le devoir et dans la religion. C'est surtout ce concours, c'est l'appui de ces défenseurs intrépides dont a besoin la cause de la religion, si éprouvée présentement dans votre noble patrie. Cet appui, Nous l'espérons de vous, car Nous n'avons rien de plus à cœur que de voir l'Église catholique jouir dans votre patrie, et parmi les nations du monde entier, de la liberté et de la tranquillité qui lui sont dues.

En attendant, Nous supplions Dieu, le dispensateur de tous les biens, que ces vœux soient exaucés, et que, les affaires religieuses une fois réglées, l'illustre empire allemand puisse aussi jouir d'une prospérité et d'une paix solides.

Confiant dans cette espérance, Nous vous donnons, à vous tous, très chers élèves, aux supérieurs et à tous les professeurs de votre Collège, la bénédiction apostolique comme gage de Notre affection toute particulière.

Turquie. — LETTRE DU SULTAN AU PAPE LÉON XIII EN RÉPONSE A CELLE QUE LUI AVAIT ÉCRITE SA SAINTETÉ A L'OCCASION DE LA REMISE DU BÉRAT A MONSIEUR HASSOUN PATRIARCHE ARMÉNIEN.

J'ai reçu la lettre amicale que Votre Sainteté a bien voulu m'adresser pour me faire part de la joie qu'elle a éprouvée à la suite de la reconnaissance de S. Em. Monseigneur Hassoun comme patriarche des Arméniens catholiques.

Tout en exprimant à Votre Sainteté ma reconnaissance pour les sentiments de bonne amitié qu'elle s'est plu à m'exprimer à cette occasion, je suis heureux de lui offrir de mon côté l'assurance des vœux que je ne cesse de former pour sa gloire et son bonheur. Je suis sûr que, s'inspirant des intentions bienveillantes de Votre Sainteté, S. Em. Monseigneur Hassoun remplira loyalement sa mission.

Je prie Votre Sainteté d'agréer la nouvelle expression de mes sentiments de sincère amitié et de vouloir bien continuer à me donner des marques de sa bonne et précieuse amitié.

Donné à Constantinople, au mois de chaban (août 1879).

Signé : HAMID.

A SA SAINTETÉ LE PAPE LÉON XIII,
NOTRE AMI BIEN-AIMÉ, GLORIEUX ET MAJESTUEUX.

FIN DU TROISIÈME VOLUME DES DIX-HUITIÈME ET DIX-NEUVIÈME ANNÉES

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME

DES DIX-HUITIÈME ET DIX-NEUVIÈME ANNÉES

(1878-1879)

PREMIÈRE PARTIE

Traités, Conventions, Protocoles, etc.

1878.

Juin 21-Juillet 8	<i>Autriche-Hongrie — Serbie.</i> Convention concernant les chemins de fer, la navigation et le commerce.	5
Août. . . . 15	<i>Perse.</i> Déclaration d'adhésion à l'Union postale universelle, signée à Paris le 1 ^{er} juin 1878	7
Octobre . . 11	<i>Allemagne — Autriche-Hongrie.</i> Traité supprimant l'article 5 du traité de Prague du 23 août 1866	8
Décembre 16	<i>Allemagne — Autriche-Hongrie.</i> Traité de commerce.	8
— 27	<i>Autriche-Hongrie — Italie.</i> Traité de commerce et de navigation.	21
— 27	<i>Autriche-Hongrie — Italie.</i> Convention concernant les épizooties.	54

1879.

Janvier . 20	<i>France — Italie.</i> Convention relative aux gares internationales de Modane et de Vintemille et aux sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières de France et d'Italie	58
— 24	<i>Allemagne — Iles Samoa.</i> Traité de paix et d'amitié	68
— 28	<i>Italie — Suisse.</i> Convention provisoire réglant les rapports des deux pays en matière de douane	73
— 28	<i>Italie — Suisse.</i> Déclaration relative à la propriété artistique et littéraire.	74
Février . 26	<i>Grande-Bretagne — Allemagne.</i> Contrat de mariage du duc de Connaught et de la princesse Louise-Marguerite de Prusse	75
Mars. . 2/14	<i>Belgique — Roumanie.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste	77
— 5	<i>Belgique — Pays-Bas.</i> Convention postale	78
— 5/17	<i>Grande-Bretagne — Serbie.</i> Déclaration réglant provisoirement les relations commerciales entre les deux Puissances	81

Mars. . . .	6	<i>Belgique — Grand Duché de Luxembourg.</i> Convention postale	82
—	6	<i>Belgique — Suisse.</i> Déclaration relative à l'échange de mandats de poste et de mandats télégraphiques . .	85
—	10	<i>Belgique — Italie.</i> Déclaration complémentaire relative à la convention d'extradition du 15 janvier 1875 . .	86
—	17	<i>Belgique — Allemagne.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste.	86
—	18	<i>Belgique — Suède et Norvège.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste.	87
—	21	<i>Belgique — Grand Duché de Luxembourg.</i> Déclaration concernant la communication réciproque des actes de l'état-civil.	87
—	27	<i>Belgique — Portugal.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste	89
—	28	<i>Belgique — Italie.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste	89
—	28	<i>France — Belgique.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste	90
—	30	<i>Belgique — Autriche-Hongrie.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste.	90
—	30	<i>France — Espagne.</i> Déclaration relative à la délimitation de la juridiction des deux pays dans les eaux de la baie du Figuier	91
—	31	<i>Belgique — Danemark.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste.	93
Avril . . .	8	<i>États-Unis — Japon.</i> Traité de commerce	94
—	8	<i>France — Portugal.</i> Déclaration prorogeant au 31 décembre 1879 le traité de commerce et de navigation conclu le 11 juillet 1866.	96
Mai. . . .	14	<i>France — Autriche-Hongrie.</i> Convention relative à l'assistance judiciaire	97
—	26	<i>Belgique — Égypte.</i> Déclaration relative à l'échange des mandats de poste	98
Mai 3 Juin 3		<i>Belgique — Grand-Duché de Luxembourg.</i> Convention médicale	99
Juin. . . .	16	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Déclaration réglant le sauvetage des navires des deux pays contractants .	101
—	20	<i>France — Belgique — Grèce — Italie — Suisse.</i> Acte additionnel relatif à l'exécution de l'article 8 de la convention monétaire du 5 novembre 1878 . 92 et.	102
—	21	<i>France.</i> Loi abrogeant l'article 9 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875	105
Juillet . .	23	<i>France — Suisse.</i> Convention régularisant la situation des enfants des français naturalisés Suisses . . .	105
—	28	<i>Allemagne — Autriche-Hongrie — Belgique — Danemark — France — Grande-Bretagne — Indes britanniques et Nouvelle-Zélande — Grèce — Italie — Japon — Norvège — Pays-Bas — Portugal — Roumanie — Russie — Serbie — Suède — Suisse — Turquie.</i> Annexe à la convention télégraphique internationale signée à Saint Pétersbourg, le 10/22 juillet 1875. Révision de Londres.	95 à 107

Juillet . . . 28	<i>France — Grande-Bretagne.</i> Arrangement télégraphique.	161
Août. . . . 5	<i>France-Italie.</i> Arrangement télégraphique.	163
— 14	<i>Pérou-Espagne.</i> Traité de paix et d'amitié.	164
— 28	<i>Grande-Bretagne — Samoa.</i> Traité d'amitié.	165
Sept. . . . 6	<i>Belgique — Pays-Bas.</i> Déclaration télégraphique.	167
— 29	<i>France-Belgique.</i> Article additionnel à la convention littéraire du 1 ^{er} mai 1861.	169
— 30	<i>France — Pays-Bas.</i> Convention médicale.	170

DEUXIÈME PARTIE

Correspondances, Dépêches, Notes, etc.

1878.

Déc. . . 15	<i>Allemagne.</i> Lettre du prince de Bismarck au conseil fédéral concernant la politique douanière de l'Empire	173
— 15	<i>Brésil.</i> Discours prononcé par l'Empereur Dom Pedro à l'ouverture de l'Assemblée Nationale.	179
— 24	<i>Saint-Siège.</i> Lettre du Pape Léon XIII à l'archevêque de Cologne.	181
— 24	<i>Saint-Siège.</i> Discours du Pape Léon XIII au Sacré Collège, prononcé en réponse aux souhaits de félicité adressés par le cardinal Di Pietro, doyen du Sacré Collège.	184
— 28	<i>Saint-Siège.</i> Discours du Pape Léon XIII aux collèges de la Prélature.	186
— 28	<i>Saint-Siège.</i> Lettre encyclique du Pape Léon XIII, aux patriarches, archevêques et évêques du monde catholique	188

1879.

Janvier. . 3	<i>Portugal.</i> Ouverture des Chambres, discours du Roi.	197
— 6	<i>Saint-Siège.</i> Discours du Pape Léon XIII aux pèlerins italiens.	199
— 16	<i>France.</i> Déclaration lue au Sénat par M. Dufaure, garde des sceaux, Président du Conseil.	201
— 18	<i>Salvador.</i> Ouverture des Chambres. Discours du Président Raphaël Zalvidar	209
— 18	<i>Salvador.</i> Réponse du Président de l'Assemblée législative M. Théodoro Moreno au Message du Président de la République.	216
— 18	<i>Suède.</i> Ouverture du Rikstag. Discours du Roi.	217
— 30	<i>France.</i> Lettre du maréchal de Mac-Mahon au Président du Sénat donnant sa démission de Président de la République.	211

Fév. . . .	3	<i>Norvège</i> . Ouverture du vingt-neuvième Storthing. Discours du Roi.	219
—	6	<i>France</i> . Message de M. Grévy, Président de la République aux Chambres.	220
—	6	<i>France</i> . Notification de l'élection de M. Jules Grévy comme Président de la République, adressée aux membres du corps diplomatique accrédités près du Gouvernement français.. . . .	222
—	12	<i>Allemagne</i> . Ouverture du Reichstag. Discours de l'Empereur Guillaume.	222
—	15	<i>Saint-Siège</i> . Lettres apostoliques du Pape Léon XIII, prescrivant un jubilé universel.	225
—	18	<i>Autriche</i> . Programme du nouveau ministère.	230
—	20	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape Léon XIII aux Cardinaux, en réponse à l'adresse lue par le Doyen à l'occasion de l'anniversaire de son élection au trône pontifical.	232
—	21	<i>Prusse</i> . Clôture du Landtag. Discours du Vice-Président du Ministère d'État.	236
—	28	<i>Saint-Siège</i> . Allocution du Pape Léon XIII, adressée aux Cardinaux.	233
—	22	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape Léon XIII, aux représentants de la presse catholique.	238
—	18	<i>Chili</i> . Circulaire adressée par M. Alejandro Fierro, Ministre des affaires étrangères aux représentants des puissances étrangères à Santiago	241
Mars. . . .	1	<i>Bolivie</i> . Décret du Président Daza, annonçant des mesures de représailles contre les Chiliens résidant dans la République.	254
—	10	<i>Saint-Siège</i> . Bref du Pape Léon XIII à monseigneur Mermillod.	256
—	12	<i>Bolivie</i> . Note adressée au corps diplomatique par M. Flores, Ministre de Bolivie à Lima.	257
—	22	<i>Belgique</i> . Circulaire de M. Frère-Orban, adressée à l'Union syndicale de Bruxelles, relative à la question commerciale au point de vue des rapports entre la Belgique et la France.	259
—	25	<i>Saint-Siège</i> . Lettre du Pape Léon XIII au cardinal Raphaël Monaco la Valetta, cardinal-vicaire de Rome, relative à l'enseignement	262
Avril	1	<i>Mexique</i> . Ouverture du Congrès. Discours du Président de la République	267
—	5	<i>Russie</i> . Ukase de l'Empereur ordonnant l'établissement de gouverneurs généraux investis de pouvoirs extraordinaires	272
—	17	<i>Pérou</i> . Décret du président Mariano Prado abaissant les droits d'importation des marchandises autres que celles provenant du Chili.	274
—	14	<i>Saint-Siège</i> . Rétractation de l'ex-patriarche des Arméniens catholiques dissidents	275
—	14	<i>Saint-Siège</i> . Allocution du Pape Léon XIII en réponse à la rétractation de l'ex-patriarche des Arméniens catholiques dissidents	277

Avril. . .	24	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape Léon XIII aux prédicateurs italiens	278
—	27	<i>Autriche-Hongrie</i> . Lettre autographe de l'Empereur François-Joseph au comte Taaffe, Ministre de l'Intérieur remerciant les populations de l'empire des manifestations occasionnées par le vingt-cinquième anniversaire de son mariage	231
—	28	<i>France</i> . Dépêche de M. Waddington au général Cialdini lui accusant réception de la somme revenant à la France de la souscription ouverte à Milan en 1859 au profit des blessés des armées française et italienne.	282
Mai	1	<i>Pérou</i> . Manifeste du Gouvernement adressé aux Puissances amies, relatif à la guerre que le Chili lui a déclarée.	
Mai	2	<i>Saint-Siège</i> . Discours du pape Léon XIII aux pèlerins français.	282
—	5	<i>République-Argentine</i> . Ouverture des Chambres. Message du président Avellaneda	284
—	12	<i>Saint-Siège</i> . Allocution du Pape Léon XIII prononcée dans le consistoire secret	290
—	17	<i>Autriche</i> . Clôture du Reichsrath. Discours de l'Empereur François-Joseph II.	295
Juin . . .	1	<i>Chili</i> . Message du Président de la République prononcé à l'ouverture des Chambres	297
—	1	<i>Chili</i> . Mémoire présenté par M. Domingo Santa-Maria au Congrès national relatif à la question du Pacifique et à la question argentine	306
Juin . . .	1	<i>Espagne</i> . Discours prononcé par le Roi Alphonse XII à l'ouverture des Cortès.	328
Mai. . . .	1	<i>Pérou</i> . Manifeste adressé par le Gouvernement péruvien au sujet de la guerre que le Chili lui a déclarée.	332
—	11	<i>Salvador</i> . Ouverture de l'Assemblée Nationale. Message du Président de la République M. le docteur Raphaël Salvador.	348
—	1	<i>Saint-Siège</i> . Lettre du Pape Léon XIII aux archevêques et évêques des provinces ecclésiastiques de Turin, Venise et Gênes relative au mariage civil.	350
—	14	<i>France</i> . Protestation du représentant de France à Tunis relative à la retenue de 3 francs par coupon annoncée par le Gouvernement tunisien.	355
Juillet . .	2	<i>Égypte</i> . Lettre du Khédive Méhémet-Tewfik à Chérif-Pacha le chargeant de former un nouveau ministère.	357
—	7	<i>Belgique</i> . Lettre du Nonce Monseigneur Séraphin Vanutelli au Cardinal-Archevêque de Malines relative à l'enseignement primaire.	360
—	17	<i>Haiti</i> . Proclamation de l'ex-Président M. Boirond-Canal.	358
—	23	<i>Allemagne</i> . Décret concernant les pouvoirs du Lieutenant de l'Empereur en Alsace-Lorraine.	361
—	28	<i>Pérou</i> . Discours du Vice-Président de la République Luis La Puerta prononcé à l'ouverture des Chambres législatives.	363
—	28	<i>Turquie</i> . Hatt Impérial nommant Ahmet Aarify Pacha,	

	premier Ministre.	366
Juillet . 28	<i>Madagascar</i> . Proclamation de la Reine Ranavalona relative à l'instruction publique.	366
Août . . 4	<i>Saint-Siège</i> . Lettre encyclique du Pape Léon XIII sur la restauration de la philosophie chrétienne dans les écoles catholiques selon l'esprit du docteur catholique saint Thomas d'Aquin.	367
— 15	<i>Grande-Bretagne</i> . Discours prononcé par la Reine Victoria à la clôture du Parlement.	387
— 20	<i>Saint-Siège</i> . Discours du Pape Léon XIII au collège germanique et hongrois.	389
—	<i>Turquie</i> . Lettre du Sultan au Pape Léon XIII en réponse à celle que lui avait écrite sa Sainteté à l'occasion de la remise du berat à Mgr Hassoun patriarche arménien.	391

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME DES 18^e ET 19^e ANNÉES

. L'un des propriétaires, gérant,
FÉCHOZ.

